


SIGILLVM · COLLEGII · COLVMBIAE · NOVI · EBORACI
IN LVMINE TVO VIDEBIMVS LVMEN
I PET II 1 2

LA

QUESTION SOCIALE

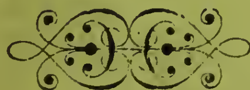
HISTOIRE CRITIQUE

DE

L'ECONOMIE POLITIQUE

PAR

B. M.alon



LUGANO

1876.

LUGANO

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE AJANI

1876.

LA QUESTION SOCIALE



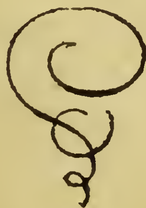
HISTOIRE CRITIQUE

DE

L'ECONOMIE POLITIQUE

PAR

B. M.



LUGANO, 1876

AVERTISSEMENT DE L' ÉDITEUR

Dans ce temps où les socialistes se sont, plus que jamais, mis à l' étude de l' Economie sociale, j' ai pensé que la publication de quelques travaux de mon ami B. M. sur cette question ardue, qu' il me parait avoir abordée avec beaucoup de clarté et de précision, pourrait être fort utile.

Voici lés titres des 4 volumes que je publierai successivement, si le public partage ma manière de voir sur ces études populaires, qui contiendront un exposé, une histoire et une analyse relativement complètes de la question sociale, telle qu'elle se présente de nos jours:

Histoire critique de l' Economie politique.
Histoire critique du Socialisme.
Situation des prolétaires au 19me siècle.
Exposé analytique du Socialisme contemporain.

Lugano, juin 1876.

JOSEPH FAVRE.

PRÉFACE.

Mon but en écrivant ce petit livre, a été de réduire à leur valeur les solennelles abstractions dont se servent les classes dirigeantes pour justifier la misère et proclamer son éternité. En d'autres termes, j'ai essayé d'éclairer les obscurités dont semble s'envelopper à dessein l'*économie politique* officielle, pour en imposer au vulgaire et jouer le rôle d'oracle — oracle aussi sourd, aussi impitoyable qu'il en fût jamais.

Cependant, tout en attaquant l'*économie politique* officielle, j'aurais rendu à la véritable *économie politique*, étouffée par celle-là, le service de la faire connaître, et de prouver à ceux qui me liront qu'elle n'est nullement, dans son ensemble, opposée au progrès social.

La première *Ecole française* (les physiocrates) est essentiellement réformiste; l'*Ecole italienne* pousse l'esprit de réforme jusqu'au socialisme modéré; la seconde *Ecole française* est franchement philanthropique; l'*Ecole* contemporaine *germano-italique* parle de l'intervention de l'Etat en faveur des faibles; enfin, les *économistes-collectivistes,* qui suivent le grand exemple de J. S. Mill, entrent de plein pied dans le socialisme scientifique.

Mais l'*Ecole anglaise* (Smith, Say, Malthus, Ricardo, Mac-Culoch, Chalmers, Dunoyer, Germain et Joseph Garnier, Cherbuliez, Molinari, Whately, Stirling etc.) a fait tant de bruit qu'on la croit l'*économie politique* toute entière et qu'on

a fait cette science responsable des dures conclusions et de l'esprit rétrograde des sectaires de l'économisme anglican.

Le succès passager de cette *Ecole* est d'ailleur très explicable.

Tandis que la naissante féodalité capitaliste se ruait à la fortune, comme les anciens Romains, aux guerres de pillage et de conquête, c'est à dire avec le plus complèt mépris de l'humanité; tandis que, par suite de cette prospérité capitaliste, les masses travailleuses, exténuées et affamées, périssaient; venir, alors, dire aux riches: *Jouissez en paix! l'ordre actuel est naturel, providentiel et éternel!* et démontrer cela dans de savants livres, c'était, à coup sur, servir l'intérêt des grands de ce monde; qui ne tardèrent pas à utiliser et à récompenser d'aussi précieux auxiliaires, en les comblant de chaîres, de distinctions et gros appointements. C'est ainsi que l'*école anglaise* devint la *Théologie de l'industrialisme.*

Pendant un siècle, des hommes sérieux et honnêtes répétèrent: *la misère est nécessaire, la misère est éternelle.* Pendant un siècle, leur voix étouffa toutes les autres et condamna, hors le libre échange et quelques libertés politiques, tout progrès, toute réforme. Pendant un siècle, de la même plume qui revendiquait, sous le nom de *liberté du travail*, la liberté de l'exploitation la plus effrénée, des monopoles les plus oppressifs, un grand nombre n'hésitèrent pas à justifier la répression dont étaient victimes les

travailleurs, qui, par le refus collectif de travailler, leur seule arme économique, usaient du droit de légitime défense, et réclamaient la possibilité de vivre du produit de leur travail.

Et cela dure encore.

Cette funeste *Ecole anglaise* a mérité d'être flétrie; elle est un des malheurs de l'humanité.

Mais, à coté de cela, j'ai tenu à montrer que, dans son principe, l'*économie politique* représente une branche importante de la *science sociale*, trop négligée par les premiers socialistes. L'*économie politique*, débarrassée de ses abstractions meurtrières, et le *socialisme* sorti de ses stériles utopies, doivent se rencontrer, et, suivant les lois de la science et de l'éxpérimentation, chercher et trouver ensemble la solution de cette *question sociale*, de plus en plus brûlante, que, sous peine de mort, la Société actuelle doit résoudre.

Quand la science moderne nous apprend que tout se transforme autour de nous; quand l'histoire nous montre l'humanité marchant constamment au progrès, et laissant à chaque étape quelques unes de ses iniquités, de ses ignorances, et de ses douleurs, comprend-on ces prêtres rébarbatifs de l'immobilisme économique, disant: *L'humanité n'ira pas plus loin!* Et criant sus à qui cherche un ordre meilleur?

Si mes efforts n'ont pas été vains, en lisant ce petit livre, écrit pour lui, l'ouvrier, qui n'a pas le temps de chercher dans les bibliothèques,

acquerra une idée exacte de l'histoire, des personnages et des principes de de l'*économie politique*-il connaîtra l'arme qui le frappe et pourra peut-être en détourner plus facilement les coups.

Milau 1875.

Ce livre, ayant été composé, en pays de langue italienne et par des compositeurs qui ignorent la langue française, contient, malgré les efforts de l'auteur dans la correction des épreuves, un grand nombre d'erreurs typographiques, dant la lecteur s'apercevra facilement.

Voici, en tous cas, les principales:

p. 109 l. 11 *belge* au lieu de *beige*.
» 186 l. 23 *D' un* au lieu de *Dans*.
» 198 l. 8 après *Garnier*, ajouter *à*.
» 198 l. 17 *et* au lieu de *est*.
» 203 l. 32 *vente* au lieu de *rente*.
» 215 l. 11 *hasard* au lieu de *hazard*.
» 221 l. 13 *vaut* au lieu de *vaus*.
» 222 l. 17 *redevance* au lieu de *redavance*.
» 225 l. 25 *j'appelle* au lieu de *j'appèle*.
» 237 l. 17 *tout* au lieu de *tant*.
» 261 l. 3 *jusqu' à*, a lieu de *jusq' a*.
» 269 l. 16 *des*, au lieu de *der*.
» 278 l. 24 *richesse immatérielles* au lieu de *produits immatériels*.

Table des matières.



HISTOIRE CRITIQUE
DE
L'ECONOMIE POLITIQUE

CAPITRE I.er

Préliminaires

I.

Entrée en matière. — Balance du Commerce.

L'économie politique, ou *science des richesses*, s'est constituée à l'état de branche spéciale du savoir humain, le jour où la production industrielle, débarrassée des servitudes féodales, et aidée par les découvertes et les inventions physiques, chimiques et mécaniques, en est arrivée à dominer l'activité de la société occidentale.

Qu'avait-on besoin de science économique dans l'antiquité? Acheter le plûs d'esclaves, et le meilleur marché possible, les faire travailler sous le fouet

et sous la faim jusqu'à extinction de force, dût la mort s'ensuivre; voilà pour le pacifique citoyen.

Organiser des guerres de pillage pour en retirer le plus d'esclaves et le plus de butin possible; voilà pour les aristocraties, et notamment pour l'État romain.

Ce n'était pas plus difficile que cela.

Au moyen-âge, á part quelques variétés de noms et quelques différences de détails, on ne procédait pas avec moins de simplicité. Spolier le pauvre serf, comme autrefois l'esclave, jusqu'à la torture, jusqu'à la mort, ne nécessitait pas beaucoup d'étude préalable, et nulle capacité administrative.

Néanmoins, comme l'humanité n'a jamais manqué de ces solennels égoïstes, qui croient que l'esprit humain n'a autre chose à faire qu'à *glorifier* les faits accomplis et les iniquités régnantes, l'esclavage, comme le servage, eurent leurs savants apologistes.

Il suffira, pour enseigner la modestie aux modernes glorificateurs des privilèges encore existants, de rappeler que leur maître à tous par le génie et par l'antériorité, en proclamant la légitimité et l'éternité de l'esclavage, s'est grossièrement et obstinément trompé, comme se tromperont toujours les négateurs du progrès social. (1)

---

(1) Aristote que certains littérateurs révolutionnaires, de concert avec les *résolus* conservateurs, ont entrepris en ce mo-

Cependant, grâce aux efforts d'hommes moins savants, mais plus généreux, moins dialecticiens, mais plus conséquents, l'esclavage et le servage, vaincus tour à tour, firent place (en Europe du moins) au « *salariat, dernière transformation de la servitude* ». (1)

Le nouvel état de chose a, lui aussi, ses théoriciens apologétiques, comme nous le verrons dans la suite de cet ouvrage.

Mais il est temps de quitter les généralités pour entrer dans le cœur de la question :

La *division* et la *socialité* du travail, (2) l'échange, qui fonctionnent tant bien que mal, depuis que les hommes vivent en société, n'ont été analysés que de nos jours.

---

ment de déifier, ne fut pas seulement rétrograde sur la question de l'esclavage, mais sur toutes les questions de morale humaine. Il met la *rapine* au nombre des *moyens légitimes* d'acquérir la proprieté, et il définit la guerre : une légitime chasse aux hommes *nés pour obéir et qui refusent de le faire*, contre lesquels par conséquent le vainqueur a tous les droits. Il oublia, il est vrai, de faire la classification des peuples *nés pour obéir* et de ceux qui étaient nés pour exploiter et torturer les autres.

(1) Chateaubriand.

(2) Le mot *socialité*, que j'emprunte à Schäffle et à Lampertico, est en français un néologisme; je l'emploie néanmoins de préférence aux mots *force collective* (G. Garnier) *concours de forces* (Destutt de Tracy) *coopération* (Marx) ; il dit mieux et plus brièvement.

Deux philosophes d'Athènes, Platon dans sa *République*, Xénophon dans ses *Économiques*, avaient, il est vrai, observé les phénoménes de la *division* du travail; mais ç'avait été tout jusqu' à Harris, W. Petty, Beccaria et Adam Smith.

Personne, avant Carli, Germain Garnier, et Destutt de Tracy, ne s'était occupé de la *socialité* du travail; Smith n'a pas su la voir; quant à *l'échange* et à la monnaie, le seul Aristote en avait parlé avec quelque bon sens, avant les économistes modernes.

Pourtant, *l'échange* a été de toutes les forces économiques la plus anciennement et la plus universellement appliquée, sans pour cela qu'elle fût mieux comprise.

C'est ici que nous trouvons une preuve de la désolante lenteur avec laquelle s'accomplissent les grands progrès, sous le régne des castes et classes dirigeantes.

L'Angleterre, au 18me siècle, la Hollande, la Suède, la France, au 17me, l'Espagne et le Portugal, au 16me, n'étaient pas plus avancés, commercialement parlant, que la Ligue Hanséatique des 14me et 15me siècle, que les Républiques italiennes, les Communes flamandes et les Villes libres du moyen-âge, que les Arabes des 7me et 8me siècle, et même que les Carthaginois, les Grecs, les Phéniciens et les Egyptiens des siècles antiques. C'est-à-dire qu'à ces époques

si différentes, le commerce se traîna dans la même ornière et se livra à tous les errements du *système mercantile*, à toutes les iniquités du système colonial. (1)

La richesse d'une nation se mesure à la quantité de numéraire qu'elle possède. En conséquence, pour conserver et pour augmenter cette quantité, une nation doit vendre le plus possible aux nations étrangères et leur acheter le moins possible.

Tel est, dans toute sa simplicité, le *système mercantile*, aussi appelé, depuis Colbert qui lui donna une impulsion nouvelle, *Balance du Commerce* et même par quelques publicistes italiens *Colbertisme*.

Vouloir mettre en sa faveur la *Balance du Commerce*, dit J. B. Say, c'est à dire vouloir donner des marchandises et se faire payer en or; c'est ne vouloir point de commerce; car le pays avec lequel vous commercez ne peut vous donner en échange que ce qu'il a. Si vous lui demandez exclusivement des métaux précieux, il est fondé à vous en demander aussi et, du moment qu'on prétend

(1) Avec cette seule différence que le système colonial des modernes a été bien plus oppresseur, plus spoliateur, et plus exterminateur que celui des anciens. Voir, pour s'en convaincre, outre les modernes ouvrages de Wallon et de Schœlcher, l'*Histoire philosopique des deux Indes*, par l'abbé Raynal.

De nos jours encore, les Américains travaillent au massacre des derniers Indiens, l'Angleterre exploite l'Inde jusqu'à l'extermination, et l'Espagne massacre les Cubains avec une férocité digne du 16me siècle.

de part et d'autre à la même marchandise, l'échange devient impossible. Si l'accaparement des métaux était exécutable, il oterait toute possibilité de relations avec la plupart des états du monde. Lorsqu'un pays vous donne en échange ce qui vous convient, que demandez vous de plus? Que peut l'or davantage? Pourquoi voudriez-vous avoir de l'or, si ce n'est pour acheter ce qui vous convient?

Un temps viendra où l'on sera bien étonné qu'il ait fallu se donner tant de peine pour prouver la sottise d'un système aussi creux et pour lequel on a livré tant de guerres.

Il est de règle parmi les économistes de réfuter, pour la millième fois, dans tout nouveau livre sur l'économie politique, le *système mercantile*. Qu'il me soit permis de passer devant cette porte ouverte sans l'enfoncer et de parler de suite des premiers économistes dignes de ce nom.

II.

Les économistes financiers.

Dès le 16me siècle, la Hollande avait donné le jour à une foule d'ouvrages sur le commerce, la navigation et les finances. Plusieurs de ses hommes d'état avaient traité avec éclat ces sujets, où Jean de Witt se distingua particulièrement.

En Angleterre, la question avait fait un pas. Pendant que Thomas Mun, William Petty, Josiah Child, Davenant, Harrif, Towsend, Steuard, John Bellers (1), Hodgskin Anderson, etc. soutenaient contre les mercantilistes de l'ancienne école que le numéraire a pour mesure, non pas la marque conventionnelle arbitraire que lui imprime un monarque, mais sa propre valeur intrinsèque, Vauderlint, Postlwaite (2), Mathew, Decker, Harris, Locke, Hume préconisaient la liberté commerciale.

Mais leurs efforts, dit Mac Culoch, furent vains contre le protectionisme, parce que leurs connaissances sur la nature des richesses étaient encore assez confuses.... Toutefois, les idées de Loke sur la prééminence du travail dans la production de la richesse sont à la fois originales et exactes.

L'Espagne, qui avait été la terre classique du protectionisme, produisit un assez grand nombre d'é-

(1) John Bellers est un économiste du 16me siècle. Robert Owen l'a souvent cité.

(2) Au 17me siècle on discutait déja en Angleterre le sort des ouvriers, qui eurent pour défenseurs Vauderlint et Postlwaite. Leur principal ennemi fut l'auteur de *An Essay on Trades and Commerce* (Essai sur les fabriques et le commerce) qui voulait que la maison de travail fut une *maison de terreur* où l'on devait travailler 12 heures, sur 14 de présence. La grande industrie a dépassé dans toute l'Europe occidentale ce sinistre idéal. (Voir Marx, *le Capital*).

conomistes financiers. Parmi eux, on mentionne honorablement Alvarès Osorio, Martinez de Matta, Ulloa et Ustariz, tous partisans à divers degrés du *système mercantile*, qu'Ustariz préconisait en ces termes en 1740:

Il est nécessaire d'employer avec rigueur tous les moyens qui peuvent nous conduire à vendre aux étranger plus de nos productions qu'ils ne nous vendront des leurs. C'est là le secret et la seule utilité du commerce.

Puis vinrent, encouragés par Campomanès, (le ministre réformateur de Charles III,) Moncada, Zabala y Annon, Navaretto, Ward (d'origine hollandaise) et quelques autres.

Ces estimables écrivains ont eu, comme ceux d'Italie, des pensées solides, et ont vérifié des faits importants; ils ont fourni des calculs puissamment élaborés; mais, faute de pouvoir s'appuyer sur les principes fondamentaux de la science, qui n'étaient pas encore connus ils se sont trompés sur le but et sur les moyens, et à travers bien des inutilités, ils n'ont répandu qu'une lueur incertaine. (José Gueypo, trad. espagnol de J. B. Say).

En Allemagne, Berchez, (1672) Pfeipfer, Schelestewein avaient propagé le *Système mercantile*, Semer, Schmalz, Gavard, Mauvillon (1) se tournaient plutôt vers l'agriculture et allaient bientôt devenir les

(1) Mauvillon fils d'un réfugié français, fut le véritable auteur de ce gros livre sur la monarchie prussienne, qui fonda la réputation de Mirabeau, l'orateur, comme publiciste financier.

disciples des *Physiocrates*, tandis que Schloezer, Reinhard, Soden, Jakob, se rapprochaient plus de la donnée industrialiste de Gournay, que Smith allait développer avec tant de succès.

Vers la même époque, les économistes danois, Fabricius et Mandix, traitaient la question des monnaies:

Un économiste suisse, chirurgien dans le *Royal-Allemand*, régiment français, Herrenschwand, écrivait son *Traité de l'économie politique et morale de l'espèce humaine*. Il protestait contre le particularisme naissant et l'égoïsme de l'ec. pol., en quoi il fut le précurseur de Romagnosi. Mais, encore imbu de l' idée mercantile, il croyait que les antagonismes qui se manifestaient dans la circulation des marchandises peuvent être conjurés en jetant sur le marché une plus grande masse de numéraire.

La mère des vaillantes et industrieuses républiques du moyen-âge, l' Italie, ne s'était pas laissée devancer dans l'exposé de la science financière.

Gaspare Scaruffi de Naples écrivait, en 1579, ce remarquable traité sur les monnaies, où il protesta énergiquement contre les faux monnayeurs impériaux et royaux, et se déclara partisan de la valeur intrinsèque. Il proposa l' établissement d'une monnaie européenne.

Antonio Serra, (1613) disciple et compagnon de révolte du grand Campanella, écrivit également sur

l'économie politique et mérita que J. B. Say dit de lui : « Serra est le premier qui ait signalé le pouvoir productif de l'industrie. »

Après Scaruffi et Serra, viennent Turbolo, Montanari, Broggia, Belloni, Paganini, Neri. En 1737, Bandini s'éleva avec force contre le *Système mercantile*, proclamant que la terre était l'unique source de richesse et l'agriculture le seul travail productif. C'était le premier jet de la doctrine que devait plus tard (mais avant la publication du livre de Bandini, qui n'eut lieu qu'en 1775) professer Quesnay et son école.

La France, qui venait de faire avec Law une audacieuse expérience financière, et avait déjà produit Nicole Oresme (1460) l'auteur d'un *Traicté sur l'origine, nature, droits et mutations des monnayes*; Monchrétien de Watteville, (1613) qui le premier écrivit ce nom : *Économie politique*; Olivier de Serres, Sully, Bodin, Colbert, Vauban, Fénélon, qui, le premier peut être, préconisa (dans le Télémaque) la liberté commerciale; Boisguilbert, disciple de Vauban, et courageux auteur du *Factum*. La France alors ne manquait pas non plus d'économistes financiers remarquables.

On peut citer : Les frères Duverney, Dubuat, Brun, Bergasse, Mauduit, Mirbeck, O' Hequerty, (d'origine irlandaise) Hocquart de Courbon, Condillac, le frère

de Mably, l'émule de Locke, en philosophie comme en ec. pol. Mais les plus célèbres restent : Dutot, Forbonnais et Melon.

Melon, ancien secrétaire de Law, et partisan, jusqu'à un certain point, du *système mercantile* (1) soutenait, avec la haute approbation de Montesquieu et de Voltaire, que la valeur des monnaies était toute conventionnelle et qu'il dépendait du souverain de la fixer.

Dutot, ancien secrétaire de Law, lui aussi, et Forbonnais réfutèrent victorieusement ce sophisme. Ils démontrèrent que les altérations des monnaies n'étaient que du faux monnayage pur et simple, lequel troublait le commerce et ruinait les particuliers.

Trop de gens étaient intéressés à choisir l'interprétation de Melon pour convenir de sa défaite. Ainsi encouragé, le financier ajouta que les dettes publiques faisaient la prospérité de la nation, que

---

(1) Jusqu'à un certain point seulement, et quoi qu'on ait dit, comme le prouvent ces lignes de lui :

« Il semble d'abord que la connaissance des marchandises d'entrée et de sortie doit procurer en même temps la connaissance de l'avantage et du désavantage avec les nations. Mais cette connaissance est imparfaite. On s'est trompé, tant en France qu' en Angleterre, lorsqu'on a regardé comme un moyen sûr de faire cet examen et de juger de la Balance par le rélevé des registres d'entrée et de sortie. »

c' était la main gauche donnant (par l'impôt) à la main droite. Celle ci rendait (par la dépense et le luxe) et de cet échange résultait la richesse.

Voltaire mit la chose en vers. (1)

En résumé, des discussions purement monétaires, à côté de quelques aperçus généreux et vrais; (2) de rares lueurs sur la science économique, tel était l'avoir de l'économie politique, au milieu du 18me siècle.

Mais la voix puissante de la réforme économique allait retentir en Europe, mêlée au cri de liberté.

---

(1) ..... Le luxe enrichit
Un grand état s'il en ruine un petit.
Cette splendeur, cette pompe mondaine
D'un règne heureux est la marque certaine.
Le riche est né pour beaucoup dépenser.
Le pauvre est fait pour beaucoup amasser.

(2) L'argent est devenu le bourreau de toute chose. Il déclare la guerre au genre humain. (Boisguilbert).

CHAPITRE II.

Les Physiocrates.

Première école francaise.

I.

Francois Quesnay.

Francois Quesnay naquit, en 1694, à Mérye, près de Montfort. — L'Amaury, et fut élevé dans une ferme des environs. C'est dans cette vie rustique qu'il se prit d'amour pour les paysans et pour l'agriculture, si négligés l'un et l'autre.

Après avoir été chirurgien à Mantes, il vint à Paris, en 1727, et devint, coup sur coup, grâce à une protection efficace, secrétaire perpétuel de l'académie de chirurgie, chirurgien ordinaire du roi, et professeur aux écoles de chirurgie.

Il étudia encore, et, en 1744, à l'âge de 50 ans, il fut reçu médecin et devint médecin consultant du roi.

Dans cette position, il prit une part active à la querelle entre la *Faculté de Medecine* et le *Collège de Chirurgie*, et il écrivit une victorieuse réfutation du *Traité des différentes saignées*, par Silva. Sa réputation fut faite, et il devint bien en cour.

Ce médecin philosophe habitait au dessus de l'appartement de la Pompadour. Autour de lui, s' agitaient les intrigants, les débauchés, les traitants, les prostituées, les pourvoyeurs du lupanar royal, et toute la bande des affameurs et des tortureurs de peuple. Mais, s'isolant du tourbillon, il vivait sobre, studieux et retiré, méditant, dit E. Daire, sur les droits et les devoirs des gouvernements et des peuples.

Quelquefois, dans sa retraite silencieuse, on entendait des voix graves; c'étaient Diderot, d' Alembert, Helvétius, ou d'Holbach, qui visitaient le philosophe. D'autres fois, c'était Hume, l'éminent historien anglais. Un jour, Quesnay reçut la visite d'un Anglais aux manières embarrassées, parlant très-mal le français, et qui venait, disait-il, s'instruire auprès du plus illustre représentant de la science économique. Cet humble visiteur n'était autre qu' Adam Smith, qui n'avait encore publié que la *Théorie des*

sentiments moraux, et qui était loin de s'attendre à la célébrité universelle qui, le siècle suivant, allait s'attacher à son nom.

La Pompadour venait aussi chez Quesnay. Elle lui dit un jour:

— Pourquoi êtes vous toujours si embarrassé devant le roi? On dirait que vous avez peur de lui.

— Madame, répondit le paysan dégrossi, quand je suis devant le roi, je ne pense qu'à une chose: c'est que je suis devant un homme qui pourrait me faire couper le cou; ça me gêne.

Il jouissait cependant à la cour d'une faveur inaltérable, ne gênant personne et ne demandant rien, (1) Le roi l'appellait son *penseur* et les courtisans se bornaient à le railler.

Ce petit vieux, à figure de singe, dit, dans ses *Mémoires*, M.me d'Hausset, femme de chambre de la Pompadour, vous dit de si drôles de choses, dans un langage qu'on ne comprend pas, qu'il est très-amusant.

---

(1) Sa famille le tourmentait pour faire donner à son propre fils la place de fermier général.

— Je ne veux pas, répondit-il, laisser pénétrer chez moi la tentation de prendre un intérêt aux gens d'impôt, qui arrêtent les progrès de l'agriculture et dépouillent le peuple. Le bonheur de mes enfants doit être lié à la prospérité publique.

Le langage que ne comprenoit pas cette dame c' étaient les tâtonnements méthodiques de la science économique.

Quesnay exposa, chose nouvelle dans le monde, une théorie des droits et des devoirs. Puis, il s'attacha à démontrer que la richesse d'une nation n'était pas dans son numéraire; mais dans le sol et le travail agricole. Dominé par son idée exclusive, il alla plus loin et dit que le travail agricole fournissait seul un *excédant*, un *produit net*, et que l' industrie n'était que la salariée de l' agriculture, ne créant qu'une somme de produits égale à la consommation de ses agents; d'où il lui applique le qualificatif de *stérile*, par opposition au travail agricole, qu'il appelle *productif*.

Avant d'aller plus loin, une brève appréciation de la théorie physiocratique sera utile pour l' intelligence de ce qui suivra.

Quesnay, voyant que le travail agricole est aidé, pour ainsi dire, par quelque chose de spécial, la fertilité de la terre, en conclut que cette force productive, don gratuit de la nature; engendre un *excédant*, qui revient de droit au propriétaire du sol. D'autre part, comme il croit que le travail, proprement dit, ne fait que suffire à l'entretien de ses agents, il se dit logiquement : l' impôt ne devant

pas être pris sur le nécessaire d'une nation, sera payé par les propriétaires de la terre, sur *l'excédant*, ou *produit net*. Quant à l'industrie, qui ne s'exerce que sur la matière morte et dénuée de force productive, elle ne peut que modifier, ne crée rien, est par conséquent une activité stérile, qui fournit à grand-peine, en services équivalents, la substance que l'agriculture fournit aux travailleurs industriels.

Tout ceci était spécieux du temps de Quesnay; le travail industriel n'employant que des moyens rudimentaires, semblait peu productif en effet; mais depuis, l'invention des machines, l'application de la *division* et de la *socialité* du travail, ont ajouté à la main d'œuvre industrielle un tel ensemble de forces productives que, comparativement, il serait plus vrai de dire que c'est l'agriculiure qui est *stérile* et l'industrie qui est *productive*, l'agriculture donnant bien moins d'excédant au propriétaire que l'industrie n'en donne au capitaliste. — Il va sans dire que si on appliquait à l'agriculture toutes les forces productives que la science moderne peut fournir, *l'excédant* de cette branche de l'activité humaine décuplerait.

Disons de suite que dans une société bien ordonnée il ne saurait y avoir d'*excédant*; l'excédant, ou rente, qu'il ne faut pas confondre avec l'accroissement du capital social, n'est que *l'aubaine* prélevée

sur le produit du travail par quelqu'un qui n'a pas travaillé (1).

Supposons 100 ouvriers associés; ils produisaient journellement pour 600 fr. de produit. Sur ces 600 fr. ils s'en attribuaient 400, en consacraient 100 aux charges sociales et à l'entretien du capital, et 100 à l'augmentation du capital. Une invention survient qui leur permet de doubler leurs produits;

---

(1) Quelques économistes ont compris ceci. Sismondi écrit : « A l'encontre des économistes (soutenant que le *produit net* est la seule partie de la rente financière qui ajoute quelque chose à la richesse nationale) on pourrait soutenir que c'est la seule partie du travail dont la valeur soit purement nominale et n'ait rien de réel; *c'est en effet le résultat de l'augmentation des prix qu'obtient un vendeur en vertu de son privilège, sans que la chose vendue en vaille réellement davantage* »

Ferrara : « L'idée du *produit brut* et du *produit net* n'est qu'une idée relative à une personne, à un lieu, à un temps donnés; *mais si on la généralise elle devient absurde.* »

Romagnosi s'indigne de ce que le *bénéfice* net d'un spéculateur a été pris en considération par les économistes.

Proudhon est bien plus précis et plus positif quand il dit : « Le fermage d'une terre, une fois élevé à sa plus haute puissance, le propriétaire n'en rabat jamais. La cherté des subsistances, la rareté des bras, les inconvénients des saisons, la mortalité même, ne le regardent pas. »

« Pourquoi souffrirait-il des malheurs des temps, *puisqu'il ne travaille pas ?* »

immédiatement, ces ouvriers intelligents se disent: nous pouvons nous donner plus de loisir et nous instruire. La journée est donc diminuée du cinquième; elle produit néanmoins 950 fr., que les associés ne manqueront pas de répartir ainsi: Dépenses personnelles: 500 fr., au lieu de 400; entretien du capital et charges sociales: 150; augmentation du capital: 150; jouissances artistiques: 50.

Ainsi, l'augmentation des forces productives se traduirait par une augmentation d'instruction et de bien être, parmi tous les membresd'une société où l'on ne connaitrait pas la *rente.*

Supposons au contraire 100 ouvriers employés par un patron. Ils produisent également 600 fr. par jour, dont 300 pour eux, et 300 pour le patron. Une invention permet de doubler la production; les ouvriers ne recevront toujours que 300 fr. 400 au plus; leur journée ne sera pas diminuée de longueur, au contraire, et il arrivera que de l'augmentation de la force productive résultera un engorgement de marchandises et bientôt des chômages; donc, plus les travailleurs produiront, plus leur sort empirera; mais l'*excédant*, ou *rente,* aura monté de 300 à 900 fr. On peut fourmuler comme loi que *l'excédant est en raison directe de la subordination et de la misère des producteurs.*

Depuis Quesnay, la grande industrie nous a fait voir bien des merveilles de ce genre.

Revenons à notre auteur:

En même temps que l'impôt unique sur le revenu, il réclama la liberté commerciale et l'amélioration du sort des travailleurs.

Qualité rare pour son temps, Quesnay avait un style sobre, concis, axiomatique même; il n'écrivit comme économiste qu'à l'âge de 60 ans. Ses ouvrages, généralement courts, sont peu nombreux: deux articles dans l'Encyclopédie; (Grains et Fermiers) deux brochures: Le *Tableau économique* et les *Maximes économiques*; trois petits volumes: *Traité des droits naturels*, *Dialogue sur le Commerce des grains*, *Problème économique*, et c'est tout.

II.

ŒUVRES DE QUESNAY.

Le Tableau économique porte pour épigraphe:

> Losque l'agriculture prospère, tous les arts fleurissent avec elle; mais quand on abandonne la culture, pour quelque cause que ce soit, tous les autres travaux, tant sur mer que sur terre, s'anéantissent en même temps.
>
> (*Xénophon*).

Voici un court résumé de ce livre: (1)

(1) D'après E. Daire.

Supposons, dit l'auteur, un royaume dont les produits agricoles seraient de 5 milliards par an, la répartition devra se faire ainsi :

Classe productive, Agriculteurs. — Avance ou capital circulant de cette classe : 2 milliards, qui ont produit 5 milliards, dont deux milliards sont produit net, ou revenu de la

Classe des propriétaires, y compris l'État. — Ci, 2 milliards de revenu. — Cette classe dépense un milliard en achat à la classe productive et un milliard en achat à la

Classe stérile, Industrie et Commerce. — Qui reçoit un milliard, en remboursement du milliard qu'elle a dépensé en achat de matière première à la *classe productive.*

Le total des 5 milliards, partagés d'abord entre la classe *productive* et la classe des propriétaires, est dépensé annuellement dans un ordre régulier, qui assure la même reproduction annuelle. Un milliard est dépensé par les propriétaires en achats à la classe stérile ; la classe productive, qui vend pour 3 milliards de produits aux autres classes, en rend 2 milliards pour le revenu, et en dépense un milliard en achat à la classe stérile. Ainsi, la classe stérile reçoit deux milliards, qu'elle emploie à la richesse productive, en achats pour la subsistance de ses agents et pour les matières premières. La classe productive dépense elle même annuellement pour deux milliards de produits, ce qui complète la dépense totale des 5 milliards de la production annuelle.

Ce qu'il y a de plus clair dans ce *Tableau*, c'est que les ouvriers y sont dépouillés des 2/5 du produit de leur travail au profit des oisifs. Mais si l'on

se rappelle qu'alors (avant l'invention des machines et l'emploi des forces économiques) la force du travail humain, comparée à la force des agents naturels dans la confection des produits, était infiniment inférieure à ce qu'elle est maintenant, (l'homme, ayant moins de science, était moins puissant) on reconnaîtra qu'étant donnée la production propriétaire, le revenu attribué par Quesnay aux riches, qui devaient sur ce revenu subvenir seuls aux charges de l' État, n'avait rien d'exagéré.

De nos jours, le prélèvement capitaliste est autrement onéreux. (1)

Le livre des *Maximes économiques* porte cette épigraphe:

> Pauvre paysan, pauvre royaume.
> Pauvre royaume, pauvre roi.

C'est un recueil de trente maximes brièvement développées. L'énoncé en paraîtra curieux à plus d' un titre.

---

(1) Un économiste de cœur et de talent, Auguste Larue, a pu écrire (Genève, en 1871) sans crainte d'être démenti:

« Le salaire de la journée d'un ouvrier se répartit ainsi:

1.°) 1|4 représentant la valeur réelle de sa consommation.

2.°) 3|4 représentant les frais, intérêts et bénéfices des intermédiaires.

Ce fait économique est prouvé aujourdhui. »

1°) Que l'autorité souveraine soit unique, et supérieure à tous les individus de la société et à toutes les entreprises injustes des particuliers. (Ceci écrit sous l'abject Louis XV!)
2.°) Que la nation soit instruite dans les lois générales de l'ordre naturel, qui constituent le gouvernement le plus parfait.
3.°) Terre et agriculture, unique source de richesse.
4.°) Que la propriété soit assurée!
5.°) Que l'impôt soit modéré, qu'il soit toujours en raison du *produit net*, ou *revenu*.
6.°) Avances suffisantes aux cultivateurs.
7.° Que la totalité des sommes du revenu rentrent dans la circulation annuelle et la parcourent.
8.°) Que le gouvernement favorise les dépenses productives et laisse aller d'elles mêmes les dépenses stériles.
9.°) Préférence pour l'agriculture.
10.°) Que le revenu soit dépensé dans le pays.
11.°) Eviter les émigrations.
12.°) Garantir au laboureur la sûreté de sa personne et de son avoir.
13.°) Liberté de la culture.
14.°) Favoriser la multiplication des bestiaux
15) Favoriser la grande culture.
16.°) Liberté de commerce et d'exploitation, car tel est le débit, telle est la production.
17.°) Qu'on facilite les débouchés.
18.°) Qu'on ne fasse point baisser les prix des marchandises.
19.°) Le bon marché ne profite pas au menu peuple.
20.°) Augmenter l'aisance des dernières classes du peuple.
21°.) Eviter les épargnes stériles (immobilisation des capitaux).
22.°) Peu ou point de luxe, de décoration.
23.°) Réciprocité de commerce avec l'étranger.

24°.) La Balance du commerce est une chose futile.

25.°) Entière liberté du commerce.

26.°) Songez à augmenter les revenus plus qu'à augmenter la population.

27.°) N'épargnez pas sur les dépenses publiques nécessaires.

28.°) Que personne ne puisse faire sa fortune dans l'administration des deniers publics.

29.°) N'espérez de ressources que dans la prospérité de la nation, et non dans le crédit des financiers; car les fortunes pécuniaires sont des fortunes clandestines, qui ne connaissent pas de patrie.

30.°) Que l'État évite les emprunts; ils forment des rentes financières qui le chargent de dettes dévorantes.

Telles sont les prescriptions pratiques du fondateur de l'ec. pol.

Mais c'est surtout par sa philosophie sociale (que nous verrons exposée par Dupont de Nemours, page 26) qu'il se montre supérieur à son époque. « Si comme économiste Quesnay a eu des rivaux, comme philosophe de l'économie politique, il n'a eu que des disciples. » (1) Il n'était certes pas un homme ordinaire le philosophe qui a entraîné à sa suite des personnages comme Malesherbes, Lavoisier, le M.is de Mirabeau, Dupont de Nemours, Gournay, D'Argenson, Turgot, Trudaine, Morellet,

(1) Baudrillart.

Albon, St, Peravy, Mercier de la Rivière, Beaudeau, Rouband, Abeille, Boncerf, Letrosne, Beaulieu, Clicquot de Bervache etc, sans compter les illustres étrangers influencés par ses doctrines. (1)

Selon Mac Léod et Michel Chevalier (et ils ont raison, quoi qu'ait pu dire Dugald Stewart) Quesnay fut le véritable fondateur de l'ec. pol. On se rappelle que Smith vint chez lui dans l'attitude d'un disciple et vouloit lui dédier son livre. Il ne faut pas oublier non plus qu'avant la *Richesse des Nations* de Smith, ont été publiées les *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* de Turgot.

III.

Dupont de Nemours et Gournay.

Le plus fécond des disciples de Quesnay, fut certainement Dupont de Nemours. Il donna à la *science nouvelle* une tournure plus philosophique, mais aussi plus déclamatoire.

---

(1) Cantillon Canquier, à Paris, sous la Régence, émit des idées assez semblâbles à celles des *physiocrates*. L'École physiocratique a eu des continuateurs jusqu'en 1850. Sous les derniers temps de la République, et les premiers temps de l' empire, ce furent Rœderer et Canards; après 1830, ce furent surtout E. Daire, Dulens et Alison.

C'est lui qui substitua au titre *d'ec. pol.* (du grec, qui veut dire la règle de la maison politique, ou de l'état) titre accepté par Quesnay, celui de *physiocratie.* (également du grec, et qui veut dire le gouvernement de la nature) Les économistes modernes ont repris le premier titre, et le nom de *physiocrates* est resté attaché aux économistes de l'école agricole,

Dans son livre intitulé : *Origine et progrès d'une science nouvelle, abrégé de l'ec. pol.*, on lit :

Il y a des lois naturelles morales, aussi bien que des lois physiques, qu'on ne saurait transgresser impunément. Cette transgression est la cause la plus ordinaire des maux qui affligent l'humanité.

Le droit naturel de l'homme peut être défini : Le droit qu'a l'homme aux choses propres à sa jouissance. Mais, dans le fait, le droit primitif se réduit, pour chacun, à la part qu' il s'assure par son travail.

La liberté de chaque homme étant également sacrée, le respect pour celle des autres est la limite naturelle de l'usage licite que chacun peut faire de la sienne.

On ne s'associe qu' en renonçant à certaines libertés de l' état sauvage, en limitant les droits par les devoirs.

Droits et devoirs
Pas de devoirs sans droits.

Nos droits sont les conditions de nos jouissances.	*Nos devoirs sont les conditions à remplir pour conserver et perpétuer nos droits.*
« Droit de subsister.	Devoir de travailler.

« Les *droits* s'expliquent par la connaissance des *devoirs*, et réciproquement les *devoirs* par la connaissance des *droits*. Aimer et connaître, sont le commencement de la morale.

« L'instruction générale peut seule manifester la justice et guider les humains. »

Tout ceci avant 89, et l'on dirait un programme de l'*Internationale!* Comment les physiocrates faisaient-ils accorder une telle philosophie avec leur *despotisme légal*, leur *oligarchie terrienne* et leur conservatisme pratique?

Dupont discuta brillamment avec Necker. Déja ministre des finances, sous Turgot, il fit partie de l'Assemblée Nationale, où il vota trop souvent avec les conservateurs.

Proscrit par les jacobins, il quitte la France, revient sous le Directoire, et fait partie de la secte des Théophilanthropes, avec Lareveillère-Lépaux. En 1815, nous le trouvons dans sa *chère Amérique*, à l'affranchissement de laquelle les physiocrates avaient tant contribué, en répandant les idées démocratiques et en réclamant l'émancipation des colonies.

Toujours enthousiaste, en dépit de ses 80 ans, il vit avec peine la tournure purement descriptive, et même anti-réformiste, que prenait l'ec. pol. avec Smith et Say.

A ce dernier, il écrivit, dans des lettres d'ailleurs

affectueuses, des reproches mérités, car Say, qui avait beaucoup emprunté aux physiocrates, les avait traités fort peu convenablement.

La fantaisie que vous avez de nous renier, mon cher Say, n'empêche pas que vous ne soyiez, par Smith, un petit-fils de Quesnay, et un neveu du grand Turgot...
Vous ne citez guère que pour dénigrer, pour réfuter, ou pour rabaisser. Vous avez traité Turgot avec sécheresse et légèreté...
Vous avez trop rétréci la carrière de l'ec. pol. en ne la traitant que comme la science des richesses ; elle est la science du droit naturel, appliqué comme il doit l'être aux nations civilisées; c'est la science des Constitutions...
Rendez-nous donc un peu de justice; nous ne sommes ni des fous, ni des sots. Nous avons la conscience délicate et nous n'avons pas écrit et gouverné pendant 50 ans, des pays de mœurs et de lois différentes, sans songer à rien.

Vincent de Gournay n'écrivit pas. On n'a de lui qu'une traduction de Josiah Child ; mais il fut par son activité et son expérience, le véritable second de Quesnay.

Vers l'an 1750, dit Dupont de Nemours, (1) deux

(1) Ce livre ayant été fait dans l'exil, pour cet extrait, comme pour beaucoup d'autres, j'ai dû traduire sur le texte italien, n'ayant que celui-ci à ma disposition. Ce ne sera donc pas ma faute si le *mot à mot* n'est pas toujours respecté ; au moins, la traduction sera toujours fidèle, quant au sens. J'avertis le lecteur de cela, une fois pour toutes.

hommes de génie, observateurs studieux et profonds, guidés par une force d'attention constante, par une logique rigoureuse, et animés du noble amour de la patrie et de l'humanité, Quesnay et Gournay. s'occupèrent assiduement á rechercher si la nature des choses n'indiquait pas une science de l'ec. pol., et, si oui, quels seraient les principes de cette science? ils le tentèrent par des voies diverses, et arrivèrent aux mêmes résultats. .

Gournay, fils de négociant, et longtemps négociant lui même, avait reconnu que l'industrie et le commerce ne pouvaient fleurir que par la liberté et la concurrence; il en conclut qu'il ne fallait ni limiter, ni réglementer le commerce, et il tira de cette donnée son fameux axiome: *Laissez faire, laissez passer.* (1)

Quesnay, fils d'un habile cultivateur, et d'une mère qui par son intelligence seconda merveilleusement son mari dans la gestion de leur domaine, tourna plus particulièrement ses regards vers l'agriculture....

Les deux aspects sous lesquels Quesnay et Gournay avaient considéré les principes de l'administration, et dont ils tiraient exactement la même théorie, formèrent, en quelque sorte, deux écoles, sœurs toutefois, qui n'eurent l'une envers l'autre aucun sentiment de jalousie, ni de rivalité, et qui se sont réciproquement éclairées.

---

(1) Au temps de Gournay, le travail et le commerce étouffaient sous la réglementation; son cri de liberté fut éminemment progressiste. Depuis, l' anarchie et la licence ont succédé à la réglementation, et les économistes qui, au lieu de dire: *organisez*, crient encore: *laissez faire*, me font l'effet d'un individu qui irait criant en plein hiver: *Ne portez pas de manteau, découvrez vous!* parce que, par une chaude journée d'été, un homme avisé, le voyant haleter, lui aurait fait cette recommandation.

De celle de Gournay, sont sortis : Malesherbes, Morellet, Trudaine, Herbert, Juveau, de Boisgelin, de Cicé, d'Augeul, Price, Tucker, et quelques autres.

De celle de Quesnay, sont sortis : Mirabeau (père), Abeille, de Tourqueux, Bertin, Dupont de Nemours, de Creptowicz, Roubaud, Letrosne Boncerf, de S.t Peràvy, de Vanvilliers etc.

Mercier de la Rivière et Beaudeau, formèrent dans cette école une branche particulière (plus libérale mais moins humanitaire.)

Entre les deux écoles, surgirent quelques philosophes éclectiques, parmi lesquels il faut citer Turgot, A. Smith, Landsdown, J. B. Say, Sismondi. (1)

La science nouvelle eut la bonne fortune d'être propagée par plus de vingt publicistes de conviction et de talent. Cette propagande porta ses fruits et la donnée physiocratique devint européenne.

IV.

Les physiocrates au pouvoir.

Outre le Chancelier de Lithuanie, comte de Creptowicz, et les Anglais Tucker et Price, l'idée phy-

(1) La naive admiration du vieux Dupont, lui fait placer Smith, Say et Sismondi parmi les continuateurs de Quesnay, ce qui est soutenable dans un sens général. Les économistes purs n'ont pas été de cet avis et se sont fort récriés contre cette partie de la classification du physiocrate.

siocratique comptait parmi ses adeptes le prince russe Galitzin, les Allemands: Sebmalz, Semer, Gavard, Mauvillon etc: en Italie, les marquis de Longo et de Carraccioli, Mengotti, Paoletti, Gianni, Fabroni, le comte Tannucci, Tillot etc. qui furent ministres pour la plupart — sans parler de la quasi adhésion de Beccaria et de Verri.

D'une manière générale, on peut dire que tous les économistes de ce temps subirent plus ou moins le courant physiocratique.

C'est ainsi que l'Espagne, où gouvernait Campomanès, entouré de toute une pleïade d'économistes: Florida Blanca, Sempere y Guarinos, Cabarrus (de Bayonne) qui propageait un système de crédit agricole, Ward (de Hollande) Dauvilla, Campos, Pablo Olivarès, Arrenda, Jovellanès Valle, Sentoro etc., voyait s'accomplir une réforme dans le sens de celle que Turgot tenta plus tard; mais, comme devoit l'être Turgot, Campomanès fut renversé par une intrigue de cour (1).

Bientôt, les princes se mirent à admirer les physiocrates: Marie Thérèse se fit leur protectrice; Catherine II appela Mercier de la Rivière; Gustave III

---

(1) Ourdie par la fameux Godoy, Prince de la Paix, qui gouverna si honteusement l'Espagne, jusqu'en 1808.

de Suède, écrivait de fort bons traités dans la revue des physiocrates (1) et accomplissait quelques réformes; le margrave de Bade, Joseph II d'Autriche, suivirent cet exemple; le roi de Naples, lui même, voulut avoir son ministre réformateur, c'est à dire physiocrate, tout comme le grand-duc Léopold, qui régénéra la Toscane par ses réformes administratives et les grands travaux qu'il fit effectuer. (2) En Lombardie, avec l'agrément des souverains d'Autriche, Verri, Beccaria et Carli s'appliquaient aussi aux réformes économiques; de même le duc Modène; de même beaucoup d'autres. (3)

La France, cette patrie des physiocrates, vint à son tour à l'idée de réforme. Louis XV mourut enfin de débauche. Louis XVI se hâta de renvoyer l'odieux ministère Terray et fit appeler Turgot.

Anne-Robert Turgot était fils d'Etienne Turgot, prévôt des marchands sous Louis XV.

---

(1) Ephémérides du citoyen.

(2) Entr'autres bienfaits, on doit à Léopold le dessèchement des marais de Sienne, qui rendit la fertilité, l'assainissement et la vie à toute une contrée.

(3) Il ne faut pas oublier que tous ces princes réformateurs et philantrophes furent les plus enragés contre la Révolution française. Léopold, devenu empereur, fut, jusqu'à sa mort prématurée, le chef de la réaction. Il avait à ses côtés, contre la *liberté* et la *philosophie*, la *libérale* Angleterre et la *philosophique* Prusse.

Destiné d'abord à l'état ecclésiastique, le jeune Turgot prononça, comme prieur de la Sorbonne, un discours sur les progrès du genre humain, qui le plaça de suite parmi les penseurs de son époque. Déjà, étant au séminaire, il avait écrit sur les monnaies une lettre, où le jeune collégien parle de la valeur, à la façon dont Rossi et Baudrillart, économistes expérimentés, en parleront un siècle plus tard.

Il jeta la soutane pour se vouer aux fortes études, et il devint bientôt l'ami de Quesnay et de Gournay. On a déjà vu qu'il tenta de concilier leurs opinions; il y réussit dans une certaine mesure; mais on peut dire qu'il les surpassa tous deux par la puissance d'idée et la netteté d'expression qu'il manifesta dans ses nombreux ouvrages, notamment dans son traité sur la valeur, et ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses.*

Nommé intendant du Limousin, en 1761, il fit diminuer les impôts, réparer les routes; (non plus par les corvées, mais avec le produit d'une taxe imposée aux propriétaires) il accorda dans sa province la libre circulation des grains; il organisa l'assistance sur une grande échelle. Il voyait la misère diminuer et le travail se développer autour de lui, quand il fut fait, en 1774, d'abord, ministre de la marine, ensuite, *Contrôleur général* des finances et chef du ministère.

Ce qu'il avait fait pour le Limousin, avec tant de succès, il voulut le faire pour la France, et aller bien au delà. Il fit d'abord décréter l'abolition de la corvée, de la torture, des *jurandes* et des *maitrises*, des derniers vestiges du servage — réformes immenses. Il en promettait une série d'autres; car il voulait régénérer la France, et parlait déjà de l'égale répartition des impôts.

La cour, les Parlements, le clergé, la bourgeoisie crièrent à l'abomination. Marie-Antoinette, poussée par Maurepas et Conti, persécutait le roi à propos de son ministre. Celui qui fut depuis Louis XVIII écrivit contre Turgot un grossier libelle. Bien que toujours servile pour les rois, le Parlement refusa d'enregistrer ces Edits: *qui consternaient la nation affligeaient la noblesse et ôtaient au royaume ce qui pouvait lui rester de ressources;* c'est du moins ainsi que les qualifiait le président d'Aligre, qui suppliait le roi de mettre un terme *aux pernicieux effets de tant d'innovations, également contraires à l'ordre public et à la constitution de l'état.* Séguier et d'Esprémenil revinrent à la charge, conjurant le roi de réprimer *les débordements économiques.*

Les bourgeoisies des bonnes villes faisaient aussi entendre leurs supplications désolées contre la liberté du travail.

Rouen: *Son commerce est désolé, ses ouvriers*

toiliers sont abandonnés, les femmes, les enfants, les vieux, plongés dans la misère ; les terres les mieux cultivées, vont redevenir incultes, et la belle Normandie va redevenir déserte.

Tours: *Les députés de tout le royaume gémissent et voient une commotion qui amènera une convulsion du genre nervoso-politique.*

Reims : *On va nous ôter le pain.*

Lyon : *Ne peut se taire devant un projet qui répand la terreur dans toutes les fabriques.*

Paris : *On n'a jamais présenté une affaire si importante aux pieds du trône, que le commerce parisien baigne de ses larmes.*

Amiens : *Ce serait la tombe où seraient engloutie toutes les manufactures du royaume ! . . . Tout le royaume en frémit d'horreur.*

Les conservateurs ne varient pas sur un point : crier haro ! sur le progrès en toute occasion.

Il s'agissait alors de la liberté du travail, *c'était contraire à l'ordre public, à la constitution de l'état; il fallait mettre un terme aux débordements économiques qui désolaient et ruinaient le royaume, qui étaient la tombe où l'industrie française allait s'engloutir.*

Il s'agit aujourd'hui de l'émancipation des travailleurs: *c'est le flot des passions subversives qui bat tout ce qui est respectable. qui sape la société*

dans ses bases ; c'est la barbarie démagogique, qui menace de tout engloutir et qu'il faut écraser à tout prix.

Les efforts aveugles et les clameurs désespérées des conservateurs de 1776 n'ont pu empêcher la liberté du travail de triompher.

Les conservateurs de 1876 seront ils plus heureux que les autres, contre les partisans de la justice sociale?

Avec cette force que donne la conviction, Turgot resta inébranlable. Le roi lui restait fidèle, et il s'écria, dans un moment de désespoir, en voyant grandir la cabale contre son ministre:

— Il n'y a que M.r Turgot et moi qui aimions le peuple !

Mais la bienveillance royale se lassa, et Turgot fut renversé en 1776, moins de deux ans après son élévation ; la plupart de ses Edits libérateurs furent rapportés.

A part J. B. Say, et les plus mauvais représentants de l'école anglaise, les économistes ont généralement rendu justice aux *physiocrates*.

Smith a dit d'eux.

Ce sont des hommes d'un grand savoir et d'un grand mérite; leur système est noble et ingénieux, et de tout ce qu'on a encore publié sur l'ec. pol. c'est ce qui se rapproche le plus de la vérité.

Ce qui les caractérise surtout, c'est un amour pour le peuple, qui leur fit entreprendre de grandes réformes, Mais l'Europe était trop gangrenée pour pouvoir être sauvée par une réforme pacifique ; il fallait l'ouragan révolutionnaire pour balayer les priviléges féodaux, et faire, en attendant mieux, place à l'égalité civile.

Dailleurs, les physiocrates ne poussaient pas l'esprit de réforme au delà de la destruction des entraves légales.

Ils avaient adopté cette fausse idée du temps que *tout* était bien en sortant des mains de la nature.

Ici, Rousseau, Turgot, Quesnay, Bougainville, Morelly, philosophes économistes, socialistes, se donnèrent la main, *Retour à la nature*! Tel était, le cri universel. Cette erreur est compréhensible. A l'époque où elle se produisit, la puissance sociale ne s'était encore manifestée que par la compression et la destruction. Depuis la Révolution française, cette idée est moins explicable; pourtant, l'école, dite anglaise, l'a reprise en l'aggravant; elle a déclaré ordre naturel, et par conséquent bon et éternel, l'état actuel de la société : cette fois, l'erreur est poussée jusqu'à l'aberration; Carey et Bastiat peuvent venir, entassant sophismes sur sophismes, chanter la mission harmonisante des antagonismes sociaux. En attendant, et pour un siècle, l'économisme s'oppose-

ra à tous les progrès, tout ce qui pourrait déranger l'ordre régnant étant une atteinte à *l'ordre naturel*, aux *lois providentielles*, et la misère et l'ignorance étant *naturelles, providentielles éternelles*.... Mais n'anticipons pas.



CHAPITRE III.

L'école italienne.

(et Jérémie Bentham.)

I.

Beccaria, Verri, Carli, Genovesi, Filangieri, Galiani, Vasco.

La science économique avait continué de se développer en Italie, et grand était le nombre des économistes italiens, dans la dernière moitié du 18me siècle.

Voici : Bartolomeo Intieri, le Mécène des économistes napolitains, Algarotti, Zanon, Briganti, Paoletti, Ghérardo d'Arco, Solera, Cormiani, Ricci, Palmieri, Delfico, Mengotti, Ortès etc., que nous ne pouvons que nommer ; enfin, les napolitains: Geno-

vesi, Filangieri, Galiani; les milanais: Beccaria, Verri, Pecchio; l'istrien Carli; le piémontais Vasco; les plaisançais: Romagnosi et Melchiorre Gioia, dont nous dirons quelques mots.

C'est surtout par son beau livre *dei delitti et delle pene* que Beccaria est connu en Europe. (1) Son œuvres économique n'est pas moins estimable.

L'étude et la sûreté de ses vues, unies á une force d'abstraction extraordinaire, lui firent trouver la plus grande partie des lois générales de l'économie sociale. (2)

Il avait beaucoup de points communs avec les physiocrates, surtout avec Turgot et il leur devait beaucoup; mais il les surpassa souvent dans l'analyse des phénomènes économiques.

Il fait dans la constitution du capital une grande part au travail, ce qui de son temps n'arrivait pas à la généralité des économistes.

Pour multiplier les fruits de la terre, dit-il, les hommes dûrent vaincre bien des difficultés; ils dûrent défricher le terrain, en ôter les pierres, le labourer, l'irriguer, le féconder, etc. avant qu'il fût en état de recevoir la semence et de suffire à nourrir les populations. Toutes ces opérations exigeaient du temps et de la fa-

(1) Dans ce livre célèbre, Beccaria réclama entre autres réformes pénales, l'abolition de la torture, et l'abolition de la peine de mort.

(2) G. Pecchio (Storia dell'economia pubblica in Italia). Voir aussi la collection Custodi des économistes italiens.

tigue, des instruments de travail, des matières fécondantes, et des semences.... Nous appellerons capital fondateur de la culture, la somme de toutes ces choses, qui ont servi à fertiliser la terre.

La partie la plus remarquée de l'œuvre de Beccaria est celle où, avant Smith, il analyse avec sagacité la *division du travail.*

Chacun, dit-il, a pu se convaincre, par sa propre expérience, qu'en appliquant toujours son esprit et ses mains au même genre de travaux et de produits, on en retire des résultats bien plus abondants et meilleurs que si chaque homme devait produire tout ce qui lui est nécessaire... Ainsi, les uns sont pasteurs de brebis, d'autres cardent la laine, d'autres encore la filent, la tissent etc. *et le travail se divise, pour la plus grande utilité de tous.*

Ce profond jurisconsulte a écrit quelques phrases subversives, par exemple celle ci ;

Le droit de propriété n'est peut être pas nécessaire. (1)

Pietro Verri eut aussi une célébrité européenne et la mérita. Magistrat et ministre, il employa tout son crédit et toutes ses aptitudes à la régénération de la Lombardie.

---

(1) Les théories de la *valeur* des *salaires*, de la *rente* etc. étant traitées à part dans cet ouvrage, le lecteur trouvera les opinions de divers économistes sur ce sujet dans les chapitres spéciaux.

Mais l'œuvre qui intéresse, non seulement la Lombardie, dit Pecchio, mais encore les étrangers, et qui est digne de l'Europe, ce sont les *Méditations sur l'économie politique.*

Cet ouvrage fut traduit en plusieurs langues et a certaines parties qui méritent encore d'être étudiées.

Verri pose comme principe fondamental de la richesse *l'augmentation de la production*, pensée originale, que Locke, Verri et les physiocrates conçurent simultanément, et que, 150 ans auparavant, Serra avait entrevue. Comme ceux ci, et comme son ami Beccaria, Verri veut la liberté entière du commerce, l'amélioration du sort du peuple et la prééminence de l'agriculture.

Voici un passage assez fouillé sur l'échange:

Nous avons observé que le prix des marchandises est en raison directe des acheteurs, et en raison inverse des vendeurs; observons maintenant comment doit se mesurer le prix de l'argent:

Si le commerce n'est rien autre que l'échange d'une chose contre une autre, et si l'abondance de la *demande* et la rareté de l'*offre* forment le prix, il arrivera en conséquence que le prix de la *marchandise universelle*, l'argent, (1) sera en raison inverse des acheteurs, et en raison directe des vendeurs, et c' est une conséquence forcée, puisque les vendeurs sont à l'argent ce que les

(1) Définition d'Aristote. Cernuschi a dit mieux: (V. Mécanique de l'Échange) *Marchandise choisissante.*

acheteurs sont aux marchandises; d' où il ressort que plus il y aura d'acheteurs de marchandises particulières, les choses restant en l'état, moins l'argent aura de prix, et que plus il y aura de vendeurs de marchandises particulières, les circonstances restant les mêmes, plus l'argent sera apprécié.

En conséquence, l'abondance de la marchandise universelle exclut directement l'abondance des marchandises particulières *et la pénurie des marchandises particulières n'est pas tant à craindre dans un état que la trop grande abondance de l'argent.*

L'Allemagne, où les cinq milliards arrachés à la France vaincue ont produit la cherté, les crises, les banqueroutes et la misère (1) démontre, en ce moment la justesse relative de cette opinion de l'an-

(1) La *Volckzeitung* de Berlin, parlant de la mauvaise situation des affaires commerciales et financières de l'Allemagne, dit que cet état de choses ne provient pas de spéculations de bourse, mais des milliards qui ont afflué dans le pays.

« Le prix des aliments et des logements, est encore si élevé par suite de l'augmentation artificielle du numéraire, que les ouvriers ne peuvent pas vivre avec un salaire minime. L'élévation des salaires nous empêche de concourir avec l'étranger, ce qui restreint notre activité industrielle et occasionne le renvoi d'un grand nombre d'ouvriers. — Les souffrances du vaincu, dit en terminant le journal allemand, ont été terribles, effrayantes; celles du vainqueur dépassent tout ce qu' on peut imaginer. Et tandis que la France, vivace et énergique, reprend sa course ordinaire, l'Allemagne n'a d'autre perspective que l'émigration. »

cien économiste italien. — Quand on l'applique au monde ancien. — Dans une société égalitaire, le phénomène serait autre.

Notre auteur croit avec raison que la répartition égalitaire des richesses activerait singulièrement l'échange.

Carli, tout en appartenant au même ordre d'idées que Beccaria et Verri, fut plus industrialiste qu'eux. Il s'indigna contre l'école physiocratique autant que contre le *Colbertisme*, qui tous deux sacrifiaient, selon lui, une classe à une autre classe.

Un pays rempli de philosophes mourrait vite de faim, dit-il ; un pays seulement composé d'artisans et de marchands, n'ayant personne avec qui échanger, irait vite à sa ruine; (les artisans et les commerçants, échangeraient entre eux) un pays où il n'y aurait que des nobles et des riches oisifs, tomberait dans l'anarchie et deviendrait esclave; (non, on y mourrait de faim) un pays où il n'y aurait que de la plébe, serait vil et méprisable et inutile, si non dangereux pour l'autorité; (la plèbe n'a pas besoin de l'autorité pour vivre). Cela veut dire que le vrai politique fera tout pour tous, et il saura que négliger ou opprimer une partie du corps social, ce serait favoriser un mal contagieux, dont tôt ou tard la société sentirait les effets funestes.

Conclusion : maintien des classes,

Carli est le premier économiste qui ait entrevu les avantages de la *socialité du travail*. Voici ses paroles.

La force de chaque homme est très petite ; mais le

réunion de petites forces engendre une force totale plus grande que la somme, en sorte que par le fait seul de leur réunion elles peuvent diminuer le temps et accroitre l'espace de leur action.

Chose curieuse! en même temps qu'il craignait que l'étude exclusive de l'ec, pol. ne développât l'esprit d'égoisme, il attaquait, lui premier, le socialisme :

Croire, dit il, les hommes égaux et être persuadé que la *fraternité universelle* est possible entre eux, c'est là une idée de paradis, qui ne peut exister que dans l'autre vie.

L'argument, on en conviendra, est bien faible.

Ces trois publicistes furent amis; ils purent accomplir de grandes réformes dans leur pays. Tandis que Verri, comme Turgot, abolissait les maîtrises et les jurandes, délivraît le commerce et proclamait la liberté des professions, Beccaria fondait une *société d'encouragement à l'agriculture* et dans son *cours d'économie publique*, propageait les idées de liberté et de réforme.

Cependant, Naples, cette terre classique de l' ec. pol. en Italie, se pressait aux leçons du professeur Genovesi et du jurisconsulte Filangieri. Les deux économistes napolitains se rapprochaient bien moins des physiocrates que les économistes lombards; ils avaient plutôt des tendresses pour l'industrialisme qui commençait à poindre en Angleterre.

Car Naples, observe Pecchio, a toujours subi l'in-

fluence anglaise, au même titre que Milan l'influence française.

Genovesi exalte l'agriculture, qu'il appelle l'art créateur; (l'arte madre) mais il se garde d'inférioriser l'industrie et le commerce, qui, selon lui, ont pour avantages:

1°) D'aider l'agriculture, en lui fournissant un outillage qui abrège le travail;
2°) D'augmenter la population;
3°) D'introduire l'argent, qui contribue tant à la prospérité nationale, comme l'huile qui fait courir les roues du char;
4°) D'adoucir les mœurs, et de pousser au développement des sciences et des arts;
5°) D'animer la production par une consommation plus immédiate et plus constante;
6°) Enfin, d'être un puissant élément de civilisation.

Genovesi ne veut pas de la liberté du commerce pleine et entiére; mais il réclame, quelques précautions prises, la plus grande facilité possible de transaction.

L' état, dit il encore, est une grande famille. On doit instruire les peuples, et rechercher les méthodes qui apprennent plus par les yeux que par les oreilles (1).
La classe des travailleurs doit être nombreuse le plus possible; car il est clair que la richesse d' une nation se mesure au travail qu'elle effectue.

(1) Ecrit 50 ans avant Fourier et Pestalozzi, et 100 ans avant Froebel.

En somme, l'administration doit agir de telle sorte que:

1) La nation soit peuplée autant que le comportent son climat, son sol et ses forces intérieures.

2) Quelle soit riche et puissante le plus possible.

3) Que le peuple y soit heureux.

Les corps politiques doivent chercher leur inspiration dans les arts et dans les sciences (ne pas faire de la politique d' expédients).

Donnez du travail à tous ceux qui en manquent et vous n'aurez plus de pauvres ni de vagabonds.

L'agriculture veut la sécurité et la liberté.

Autant qu'il dépend de vous, donnez au commerce, si plein de ruses, de cupidité et de fourberie, l'honnêteté et la bonne foi. Rien n'est plus utile à une grande et prompte circulation que la bonne foi de tous, qui constitue la foi publique.

Filangieri, ami de Genovesi, et comme lui, professeur de grand talent, fut aussi un éclectique unissant la philantrophie sociale des physiocrates à beaucoup de données, industrialistes et même *mercantiles*. Mais plus impétueux, plus véhément que son compatriote et poussant quelquefois le radicalisme social jusqu'au communisme, il agit sur les esprits d'une façon plus puissante.

Le philosophe doit être l' apôtre de la vérité, et non l'inventeur d'un système, s' écrie-t-il. Dire que tout a déjà été dit, c'est le langage de ceux qui ne savent rien ou qui n'ont pas le courage d' affronter la vérité. Tant que les maux qui oppriment l' humanité ne seront pas extirpés; tant que les erreurs et les préjugés qui les perpétuent auront des partisans, tant que la vérité connue

de quelques privilégiés, sera cachée à la plus grande partie des êtres humains . . . . , le devoir des philosophes est de la crier et de la défendre.

Si les clartés qu' il répand ne sont ni utiles à son siècle ni à son pays, elle seront utiles à d' autres siècles, à d' autres pays. Le philosophe est citoyen du monde et contemporain de tous les âges.

Comme Beccaria, Filangieri combattit les monstruosités, de la justice légale, et fit pour la procédure ce que le célèbre milanais avait fait pour la justice pénale; un critique écrasant, un réformateur humain et généreux.

Avec les physiocrates, et Genovesi, il protesta contre l'atroce système colonial des Européens et prédit qu'un jour toutes les Amériques seraient libres.

Il préconisa l'impôt unique et direct; il condamna le *luxe passif* d'une nation qui achète ses objets de luxe; mais il croyait que le *luxe actif* d'une nation qui ne fait que consommer les produits de son travail peut avoir de bons résultats (1) Il proteste, en outre, contre les armées permanentes, qu'il voudrait remplacer par des gardes urbaines.

Il continue ainsi :

Tout ce qui tend à diminuer les subsistances, tend à diminuer la population.

---

(1) Comme l'a démontré Tchernychewsky, une société juste ne peut se permettre le luxe que lorsque tous ses membres ont un large nécessaire.

Le principal obstacle du commerce, est la mauvaise foi des commerçants; il faudrait des lois sévères contre les faillites.

La richesse a trois sources, qu' il faut également encourager: l' agriculture, l' industrie et le commerce.

On doit, autant que possible, augmenter le nombre des propriétaires.

La félicité publique n' est autre chose que l'aggrégation des bonheurs privés de tous les individus qui composent la société. Quand les richesses s' entâssent dans un petit nombre de mains, et que beaucoup sont pauvres, la nation va à sa ruine; *car la prospérité d' une nation dépend de la bonne répartition des richesses.*

Dailleurs, le riche oisif, ennuyé de son inutilité, n' est guère plus heureux que le pauvre écrasé de travail. Une occupation, un travail modéré, quand il suffit à la satisfaction des besoins, est la seule condition pour qu' un homme soit heureux, autant que nous pouvons l' être. Pour que tous aient un bonheur si enviable, *il faudrait que tout le monde fût également riche.*

Ce n' est pas dans l' étude des économistes anglais que Genovesi et Filangieri avaient pris des idées sociales si avancées.

Leur compatriote Galiani, *le spirituel abbé*, est surtout connu par sa critique acérée des physiocrates; j'en citerai une demi page.

J' en conviens, l' agriculture est partout la source unique des richesses, même à Genève, qui n' a pour terres labourables que le pavé de ses rues! Vous admirez la prospérité de la Hollande, où le commerce des grains jouit d' une liberté entière, et vous ne prenez pas garde, imitateurs inconsidérés, que dans un pays stérile le blé au lieu d' être le revenu d' une nation, en est la pre-

mière dépense. Montez sur leurs vaisseaux: ils vont chercher le blé aux extrémités du monde, s' il le faut.

Les Hollandais peuvent ils craindre la famine? Leur marine leur donne le marché de l' univers. Vous avez donc pris, en parlant de la Hollande, la dépense pour la recette, et la recette pour la dépense; légère méprise, en vérité!

En 1764, à propos de l' Edit sur la liberté du commerce des grains, il écrivit :

Prenez garde à votre concession! j'attends un code entier au lieu d' une seule loi. La politique ancienne, l'administration de nos pères, la police, fille de la politique, roulaient entièrement sur la défiance réciproque du peuple et du souverain. Si la confiance prend sa place, il faut changer toute la machine: Novis rerum mihi nascitur ordo: un nouvel ordre de choses se présente à ma vue.

L' homme qui écrivait ceci était singulièrement perspicace.

Moins brillant, mais bien plus sympathique, est Vasco, généreux et clairvoyant publiciste, qu' on pourrait placer parmi les socialistes, avec plus de raison que parmi les économistes.

Il proclama, dans un *Mémoire* envoyé à l' académie de Valence, le droit absolu des pauvres à l' assistance de l' État. Il réclamait, pour le pauvre invalide, des subsides, et, pour ceux qui peuvent travailler, du travail. Il voulait que dans les hôpitaux on admît tous les infirmes et tous les enfants exposés.

Dans un autre *Mémoire*, envoyé à l'académie de Petersbourg, en 1767 (1) il demande, pour que le peuple soit heureux et vive aisément de son travail, qu'à l'aide de la fixation d'un *maximum*, que personne ne saurait dépasser, et d'un *minimum*, distribué et assuré à tout le monde, chacun ait toujours sa part de terre. On voit qu'en ce qui touche l'organisation de la propriété, Filangieri et Vasco sont parents.

Ce philanthrope a fait sur les monnaies le meilleur traité de son époque, par la méthode, la sûreté de vues et la clarté.

Il voulait qu'on prît le cuivre pour étalon, parce que c'est un métal à prix moins variable que les autres ; et il proposa (1787) l'établissement d'une monnaie décimale. (2) La révolution, en réalisant son désir, a démontré combien son idée était féconde.

Malgré tous ces mérites, Vasco est peu connu ; il fut trop ami du peuple pour que cette courtisane la renommée, ne dédaignât pas d'éclairer ses solides qualités.

---

(1) Sur cette question : « Est il plus utile au bien public que les paysans possèdent la terre? Jusqu'où doit-on étendre le droit du paysan sur les terres, pour que le bien public en retire un plus grand avantage? »

(2) Vers la même époque, Beccaria demandait l'introduction du système décimal dans les calculs astronomiques.

II.

Melchiorre Gioia, Romagnosi, Pecchio.

Avec une emphase, qui ne l'empêchait pas d'être un homme de génie, Gioia commence par dire, dans son *Prospetto delle scienze economiche*, qu'il entreprend de réduire à un système rationnel: *tout ce que sur l'économie publique et privée pensèrent les écrivains, pratiquèrent les gouvernements, sanctionnèrent les peuples.*

L'entreprise était trop vaste pour être complètement réalisée; mais Gioia, homme d'un grand savoir, d'une incomparable érudition, d' un talent d'analyse et de classification, que personne n'a dépassé, n'en a pas moins projeté de vives lueurs sur l'ec. pol.

Après avoir adopté, comme J. B. Say, la grande division de l'ec. pol. en phénomènes:

1) De la prodution
2) De la distribution } des richesses.
3) De la consommation

Il détermine ainsi le but de l' ec. pol.

1) Diminuer le temps
2) » la fatigue } Nécessaires à la production.
3) » la matière première
4) » l' espace.

Accroître dans les produits:

1) La masse
2) La perfection
3) La durée.

Les moyens, ou causes, de richesse, continue-t-il, sont:

Le *pouvoir* qui est:

a) immédiat, ou *physique*, comme: les *machines*, *l' association (socialité) la division du travail, les capitaux.*

b) médial, ou *moral*, comme: le *crédit*, les *valeurs*, les *lettres de change*, les *banques.*

2) La *connaissance*, qui diminue les dommages et augmente les bénéfices.

3) La *Volonté*, agissant en vue:

1) De l' intérêt, excité par la sécurité de l' administration.

2) De l' opinion, ou de tout autre sentiment différent de l' intérêt.

Dans *Les Mérites et les Récompenses*, Gioia définit les richesses:

L' état pécuniaire, ou somme, des richesses d' un individu, résulte de la somme des *moyens*, comparée à la somme totale des *besoins*.

Les *moyens* comprennent:

1) La propriété, c'est à dire tout ce qu' on possède en dehors du travail.

2) Les profits, les marchandises, les honoraires, résultant du travail.

3) Les secours gratuits qu' on peut attendre des parents, amis, ou bienfaiteurs.

Les besoins comprennent:

1) Les habitudes de dépenses personnelles. Au delà de ces habitudes, est le superflu; en deçà, sont les privations. La plus grande partie de nos désirs n' existe

que dans le souvenir que nous avons de jouissances antérieures.

2) Les personnes auxquelles nous devons la subsistance, en vertu des lois de l' opinion (1).

3) Les éventualités sinistres, tant physiques que morales, tant civiles que commerciales.

Si les besoins croissent en raison des moyens, il est clair qu'il n'y aura jamais de superflu; c'est pourquoi la générosité qui, à en juger par les apparences, devrait être la vertu des riches, est moins fréquente chez eux que chez les pauvres.

Pour l'ec. pol., Gioia n'a pas toujours été tendre, qu'on en juge par cette savante critique:

Après la lecture de milliers de volumes, (d'économistes) on a les résultats suivants:

1) Idées, tantôt moitié vraies, tantôt moitié fausses, sur chaque argument.

2) Théories exclusives, applicables à des états imaginaires.

3) Au lieu de faits démontrés, tirades métaphysiques, à l' aide desquelles on démontre qu' une chose est à la fois blanche et noire. Assertions innombrables, et jamais de preuves.

4) Exaltation d' un seul principe, malgré l' expérience qui démontre la nécessité de plusieurs (2).

---

(1) Il fallait que l' opinion publique de l' ancienne Rome fût bien corrompue, pour qu' on ne fit aucun reproche à celui qui vendait (ou jetait dehors, pour le faire mourir de faim) l' esclave vieilli à son service. (note de Gioja).

(1) Sous cette forme obscure, Gioja entrevoit la théorie scientifique du *relativisme,* dont les économistes ne soupçonnèrent jamais l' existence.

5) Efforts pour détruire, avec des théories, les faits les plus vulgaires.

6) Explications contradictoires de phénomènes identiques.

7) Exemples pris dans l'esclavage, pour contester la nécessité des choses voulues par la civilisation.

8) Suppositions gratuites, posées comme bases de principes.

9) Obscurité affectée, pour donner un air d'importance aux trivialités.

10) Parlage et rhétorique, dans une science qui les admet moins que les autres.

11) Classifications ridicules, au mépris de tous les principes d'analogie.

12) Répétition continue des mêmes idées, qui fait le désespoir des lecteurs.

13) Contradictions palpables, chez les écrivains les plus renommés, y compris Smith et Beccaria.

14) Théories les plus funestes au peuple, et tout à fait contraires au sens commun, approuvées par des académies célèbres.

15) Initiative, tantôt portée à l'excès, tantôt trop réduite, soit pour donner trop d'extension à la force gouvernementale, soit pour trop la restreindre.

De cet état de la science économique, sont causes:

1) Les vues théoriques précédant l'observation des faits (1)

---

(1) Comme Diderot, ce père des socialistes matérialistes, Gioja put voir la méthode expérimentale, ou inductive, commencer de remplacer, pour le bien de la science, la méthode logique, ou déductive, mère de toutes les erreurs.

2) L'intérêt privé, qui fait prédominer tantôt un principe, tantôt un autre.

Entre autres réformes, notre auteur réclame :

1) La constitution des bonnes routes et canaux.
2) Des concessions de capitaux aux entrepreneurs actifs.
3) L'exemption temporaire d'impôts pour les terrains nouvellement défrichés.
4) Réforme de l'administration, qui doit être plus active et plus économique.
5) Idem pour la justice légale.
6) Fondation de nombreuses bibliothèques publiques.
7) Jardins modèles pour acclimater les plantes exotiques.
8) Ecoles gratuites dans toutes les communes.
9) Encouragement aux sociétés académiques, qu'on tâchera d'accroître.
10. 11) Liberté de la presse et de la librairie.
12) Le gouvernement devra envoyer dans les autres nations, des savants salariés, qui observeront tout, et indiqueront ce qu'on devrait imiter.
13) Réforme de l'impôt.
14) Guerre aux biens ecclésiastiques, aux biens nobiliaires, aux absurdités religieuses etc. etc.

Melchiorre Gioia fut le contemporain de la Révolution française ; il fit tous ses efforts pour la constitution d'une république italienne ; n'ayant pu réussir, il accepta la domination française, qu'il poussa sans cesse aux réformes utiles. Il fut le plus grand statisticien de son temps.

A côté de ce grand et original esprit, se place

Romagnosi, né à Plaisance, comme Gioia; jurisconsulte célèbre, comme Beccaria et Filangieri.

Romagnosi, qui a propagé ce qu'il appelait la *Polycratie* (gouvernement de tous) veut que l'éc. pol. s'occupe du sort des masses. Il a écrit après Smith, et voilà en quels termes il parle des physiocrates et de la naissante école anglaise.

D'abord, non en Italie, mais en dehors d'elle, l'ec. pol. était tout ventre (1). Elle produisit la sotte distinction entre les classes productives, et les classes stériles. La classe agricole fut d'abord la seule productive.... Depuis peu, on a reconnu comme producteurs les industriels, puis les inventeurs, puis, comme par grâce, les penseurs, et tout doucement on a complété les facteurs de la richesse chez un peuple civilisé.

Mais, à cette recherche du mécanisme générateur de la richesse, s'est bornée l'ec. pol., de telle sorte que ses théories peuvent aussi bien s'appliquer à une plantation de café, ou de sucre, travaillée par les esclaves de la glèbe qu'à une nation civilisée, où s'exerce dans sa plénitude la juste et universelle concurrence.

Le *bénéfice net*, et tout individuel, d'un spéculateur qui veut s'enrichir, fut pris en considération et calculé dans ses divers mouvements pour la production, la distribution et la consommation des richesses, sans qu'on s'élevât jamais á une plus haute intelligence des rapports so-

(1) Romagnosi oublie que le vénitien G. M. Ortès et le modenais Ricci comptent parmi les plus mauvais précurseurs de Malthus.

ciaux (1) Toute la partie morale, tout ce qui touche au bien-être général, est oublié

C'est un froid matérialisme, (2) un sordide égoïsme, qu' on trouve au fond de la doctrine de ces modernes.

Ces choses justes, et dont la nécessité est irrécusable: la conservation et le perfectionnement de tant de millions d' hommes, n' ont pas trouvé place dans les traités d'ec. pol.

Il en est résulté une doctrine mutilée, imparfaite, à la rudimentaire application de laquelle peut servir l'épée à double tranchant, dont les puissants et les possesseurs n' ont que trop l' habitude d' abuser.

Dans les livres des économistes les plus autorisés, on trouve ces trois grands défauts.

1) Méconnaissance de l' organisme fondamental, nécessaire au régime politico-économique.

2) Esprit de secte et d' intolérance.

3) Séparation des doctrines économiques d' avec les notions de droit public et de droit privé. Ce qui fait qu' on a une économie politique sans frein, et un droit manquant de sanction.

Examiner et calculer la production, la circulation, et l' usage des choses utiles, d' après les visées de l' intérêt personnel, ce n' est pas suffisant pour constituer le centre moteur des mouvements économiques.

---

(1) C' est là le vice radical, le germe de mort, je dirais presque le crime inexpiable de l' ec. pol.

(2) C' est *spiritualisme* qu'il fallait dire. Presque tous les vieux économistes sont chrétiens, et tous, sauf Jérémie Bentham, J. B. Say, et James Mill, sont spiritualistes. De nos jours, la plupart des matérialistes sont partisans de la fédération répucaine des peuples et de l' égalité sociale. Si tous les spiritualistes ne sont pas conservateurs, tous les conservateurs, (sauf de très rares exceptions) sont spiritualistes.

Tant que le côté intellectuel et affectif des hommes ne sera pas pris en considération, tant qu'on ne tiendra aucun compte de la justice distributive... nous n'aurons pas constitué dans sa dignité et dans son intégrité la science économique, la régulatrice suprême des rapports sociaux.

Romagnosi avait pour habitude de dire que, pour bien traiter les doctrines morales et politiques, il fallait assumer comme but le plus haut degré de perfection possible, sauf à adopter ensuite les moyens graduels et opportuns pour arriver à ce but. Il conclut en réclamant la *socialisation des forces individuelles* et l' intervention efficace de la collectivité en faveur des faibles.

N'est-il pas à jamais regrettable que cette grande, savante, généreuse, *école italienne* ait été étouffée par l' étroite et égoïste *école anglaise*, son inférieure à tous les points de vue?

Que de souffrances humaines évitées! Que de progrès sociaux réalisés, si Beccaria, Verri, Romagnosi, Filangieri, Gioia, Vasco, Genovesi etc., avaient occupé dans la science la place prise par les Smith, les Malthus, les Say, les Ricardo, les Mac Culloch, les Dunoyer etc. ?

Pecchio n' est connu que par son petit livre sur les économistes italiens, qui est en effet un chef d'œuvre dans son genre.

Comme idée, il se rapproche fort de l' école

anglaise, et il ne contribua pas peu, ainsi que son contemporain Ressi, à en répandre les idées dans l'Italie même, que l'œuvre de ses grands hommes aurait dû préserver de cette funeste importation étrangère.

III.

Jérémie Bentham.

Le chef des utilitaires, ou *philosophes radicaux*, a beaucoup de parenté avec les économistes industrialistes; mais il se sépare d'eux par sa philosophie anti-religieuse et son ardent désir de réforme.

Jurisconsulte éminent, Bentham critique fortement la justice légale de son temps, et demande de généreuses améliorations. Ce fut en vain; la vieille société n'abandonne pas si facilement ses iniquités et ses vices. Le philosophe s'en aigrit, et, aidé par ses principaux disciples, qui avaient fondé la *Revue de Westminster*, il se livra à la plus vigoureuse polémique contre le gouvernement conservateur.

Les coups de Bentham portèrent; car tout ce que la jeunesse anglaise avait d'intelligent et de généreux, sympathisa bientôt avec lui. On comptait

parmi ses disciples des hommes comme: James Mill, Charles et John Hustin, les historien Macaulay et Grote, Strut, (depuis lord Heper) Charles Villiers, Eyton, Fooke, Ch. Buller, Blocks, G. Graliam, Hyde, etc.

Les idées de la jeune phalange, et de son chef, se rapprochaient sur beaucoup de points de l'école philosophique française de l'époque. Il y avait, dans ce 18.me siècle une foi ardente dans l'humanité, dans l'amélioration indéfinie de l'être humain, par l'éducation et le bien-être. Les *Utilitaires* possédaient cette foi humaine, qu'ils unissaient, comme Diderot, Helvétius, d'Holbach, d'Alembert, La Mettrie, Condorcet, Brissot etc. à une violente haine des superstitions religieuses.

Les hommes, disaient ils, ont cent fois conçu d'âge en âge l'idée de dieux plus méchants les uns que les autres. Voyez par exemple le dieu chrétien, qui commence par faire un enfer, avec la prévision infaillible que la plupart des hommes iront y brûler éternellement. A-t-on l'idée d'une cruauté semblable? (1)

Ils regardaient la religion comme l'ennemie de la vraie moralité et de l'humanité; conséquemment, ils abhorraient l'église établie et ses privilèges. Ils basaient, à l'encontre d'Adam Smith, mais à l'instar de Larochefoucald, de Vauvenargues et de

(1) John-Stuart Mill Autobiography.

Franklin, la morale sur l'intérêt bien entendu ; c'est de lá qu' ils avaient reçu le titre d'*utilitaires*. Quoi qu'ils aient dit, cependant, la morale, dans notre société, n' est pas toujours d' acord avec l' intérêt, même bien entendu. Mais qu'est ce que cela prouve? Que l' organisation sociale est vicieuse et qu' il faut la perfectionner. Chaque fois qu' un individu peut dire : — la morale me commanderait ceci ; mais mon intérêt m'impose cela — il crie, par cette simple constatation, contre l' immoralité de la société.

Imbus des idées de Condorcet sur la femme, les *utilitaires* voulaient entre la femme et l'homme des relations beaucoup plus libres, croyant, avec raison, que l' un des résultats de cette liberté plus grande serait d'empêcher l'imagination de se complaire aux relations physiques des sexes et d'en faire une des préoccupations principales de la vie (1). Ils étaient d' ailleurs assez indifférents, comme la plupart des philosophes du 18me siècle, à la forme du gouvernament; mais Bentham, plus rigide sur ce point, appelait cruement les rois des *corrupteurs-généraux*.

En éc. pol., le chef des utilitaires n'avait pas de système particulier.

Le petit volume d' *Entretiens économiques*, que, d' après ses conversations, a rédigé son ami et dis-

---

(1) J. S. Mill. Autobiography.

sciple, l'intelligent Dumont, de Genève, est dans le flot des idées courantes ; il y a néanmoins quelque vues originales.

Il défend la propriété — si c'est la défendre de dire qu'elle n'a qu' une base conventionnelle.

La propriété, dit il, dans son *Traité de législation* n'est qu' une base d' attente ; l'attente de retirer certains avantages de la chose qu'on dit posséder, en conséquence des rapports où l'on est déjà placé vis à vis d' elle ; il n'est point d'images, point de peintures, point de traits visibles, qui puissent exprimer ce rapport, qui constitue la propriété. C' est qu'il n' est pas matériel, mais tout métaphysique ; il appartient tout entier à la conception de l' esprit. L' idée de la propriété consiste dans une attente établie, dans la persuasion de pouvoir retirer tel ou tel avantage, selon la nature du cas.

Or, cette persuasion, cette attente, ne peuvent être que la loi. Je ne puis compter sur la jouissance de ce que je regarde comme mien que sur la promesse de la loi qui me le garantit. La propriété et la loi sont nées ensemble et mourront ensemble. Avant les lois, point de propriété, ôtez les lois, plus de propriété !

Quel socialiste a jamais dit plus expressément que la propriété n'est qu'un fait social, résultant tel quel des lois présentes.

Or, comme de l'aveu même des conservateurs, les lois sont changeantes, la propriété peut parfaitement changer de forme une fois de plus.

Gardez vous pourtant de prendre Bentham pour un émule des réformateurs égalitaires de son temps. il s'affirme bien haut individualiste :

Les intérêts individuels, sont les seuls réels. Prenez soin des individus, ne les molestez jamais, ne souffrez pas qu'on les moleste, et vous aurez assez fait pour le public.

Mais il déclare qu'il voudrait l'augmentation des richesses par:

1.) L'accroissement du nombre des travailleurs et l'accroissement de leurs capacités.
2.) L'augmentation de la masse des capitaux et leur meilleur usage.
3.) L'extension du commerce.

Cette donnée l'entraîne assez loin:

La population des classes productives n'est limitée que par les besoins réels; celles des classes oisives par les besoins de convention.

Au lieu d'encourager les oisifs au mariage, on devrait les en détourner de plus en plus; car leur nombre n'est avantageux ni pour l'état, ni pour eux-mêmes.

D'un travailleur, on peut toujours faire un consommateur oisif; mais, d'un consommateur oisif, on ne peut pas souvent faire un travailleur.

Il est donc désirable que le nombre des consommateurs oisifs aille en diminuant, soit par le célibat, soit par le reversement dans les classes laborieuses.

Rien à dire contre un vœu si raisonnable.

Mais Bentham est dédaigné; les physiocrates sont tournés en dérision; les économistes italiens méconnus, (1) et l'économisme anglican prend partout le

---

(1) Un fait caractéristique à ce sujet: Romagnosi n'a pas de place dans le dictionnaire d'éc. pol. de Guillaumin. Les vingt économistes qui ont rédigé ce dictionnaire ignoraient-ils l'existence de ce grand homme !?

dessus. Au lieu de réformateurs, nous n'aurons plus dans les économistes, pendant de longues années, que des thuriféraires du Moloch industriel. Jusqu'à la grande protestation, commencée par Sismondi, ils n'auront pas un regard, pas une plainte pour les victimes de la féodalité capitaliste; pour justifier celle-ci, ils iront jusqu'à prouver (que ne prouve-t-on pas avec un peu de logique?) que la misère est d'origine *providentielle.*

Et la Providence, quelle est son origine?



CHAPITRE IV.

Adam Smith.

I.

Quelques mots sur Smith.

Pendant que les physiocrates florissaient en France, que Genovesi et Filangieri à Naples, et Beccaria à Milan, professaient les premiers éléments de l'ec. pol., le célèbre moraliste Hutcheson, à Dublin d'abord, à Glascow ensuite, mêlait aux exposés de sa philosophie morale, de brillants aperçus sur l'économie des nations, peu abordée encore. C'est à cette école du célèbre professeur irlandais, dont il allait être le successeur, que se forma Adam Smith. (1)

(1) A. Smith doit également beaucoup à Ferguson, autre professeur de grand mérite.

La source de la vertu est dans la bienveillance, la sympathie et le désintéressement. Le *bien* est différent de *l'utile;* il y a un sens du beau, et un sens moral, qui jugent de la beauté et de la bonté, comme le goût physique juge des saveurs.

Telle est en substance la philosophie morale, dite écossaise, qu'on opposa à la philosophie matérialiste des penseurs français du 18me siécle ; telle fut la philosophie morale que développa le futur économiste, dans sa *Théorie des sentiments moraux* (1759).

Quatre années plus tard, quittant le professorat de Glascow, il accompagna le duc Buccleugh dans ses voyages sur le continent, et il se lia à Paris avec Dupont de Nemours, qui l'introduisit chez Quesnay et dans le cercle économiste, où Smith eut, comme on sait, l'attitude d'un disciple de Quesnay.

Pendant dix années, Smith accumula les matériaux pour son livre capital, et ce n'est qu'aprés des années de réflexions qu'il se décida à y mettre la dernière main.

Enfin, parurent ces fameuses *Recherches sur la nature et les causes des la richesse des nations.* (1)

L'auteur s'attendait à des critiques ; ce furent des éloges enthousiastes qui lui vinrent.

(1) An Inquiry into the nature and causes of the Wealth of Nations.

Sa notoriété, tous les jours grandissante, lui attira la faveur gouvernementale. (1) Il fut nommé directeur des douanes en Ecosse, position très-lucrative, qu'il garda jusqu'à la fin de sa vie. Seulement, on pourra trouver assez étrange que l'homme qui appelait sa théorie *le système de la liberté naturelle*, et qui reste le plus célèbre apôtre de la liberté commerciale, ait accepté une semblable fonction. Que dirait-on d'un partisan de la peine de mort qui accepterait les fonctions de bourreau ?

A. Smith est le premier qui ait compris d'une façon précise, et décrit, la puissance créatrice du travail, source principale de la richesse, source unique des valeurs.

Le travail annuel d'une nation, écrit-il, est la source primitive d'où elle tire ses richesses, c'est à dire les produits nécessaires à sa consommation. On subvient à cette consommation par le fruit immédiat du travail national, ou par des achats faits aux autres nations, avec le produit de ce même travail.

Ceci posé, Smith cherche quels sont les moyens d'accélérer le travail et, s'arrêtant au premier qu'il découvre: *la division du travail*; (2) il en décrit en détail et en déduit puissamment les avantages. C'est là

---

(1) Michel Chevalier.

(2) Dont bien d'autres, de Xénophon à Beccaria, avaient parlé avant lui.

le point capital de son œuvre; son nom est attaché à *la division du travail*, et, par une extension non justifiée, à l'économie politique, autant que le nom de Galilée est attaché au mouvement de la terre, celui de Colomb à la découverte de l'Amérique, de Newton, aux lois de la gravitation universelle, le nom de Descartes à la géométrie analytique, celui de Lavoisier à la chimie, de Bichat à la biologie, d'Auguste Comte à la sociologie, et de Darwin au Transformisme.

Smith a parlé des *crises* qui pourraient résulter de la *concurrence*, et il a même parlé de limiter l'emploi des machines, à peine commencé de son temps.

On doit aussi lui savoir gré d'avoir réclamé pour les travailleurs un salaire abondant, et d'avoir su observer que l'ouvrier aisé et éclairé, travaille mieux et plus que l'ouvrier misérable, ignorant et maltraité.

Mais c'est tout; il ne veut rien réformer; il parle seulement d'instruire le peuple, ce que certains de ses disciples lui ont beaucoup reproché.

Son traducteur, Germain Garnier, a même voulu prouver que la chose était impossible.

Je cite :

Plus la société fait de progrès dans les arts, plus elle veut d'abondance et de recherche pour les objets destinés à nourrir, vêtir et loger, et plus, par conséquent, il y aura de travail employé à le produire, à le

préparer, à le rapprocher des consommateurs, dans le même temps. (1).

Cependant, et par suite des mêmes progrès, la classe des gens délivrés de ces travaux manuels augmente dans sa proportion avec l' autre classe. Celle-ci a donc à la fois et plus de gens à pourvoir et une provision plus abondante et plus fine à fournir à chacun d' eux. Aussi, à mesure que la société prospère, l'homme voué à une occupation mécanique a moins de temps à épargner.... Aussi, plus la société avancera vers un état de splendeur et de puissance, moins la classe ouvrière aura de temps à donner à l' étude et aux travaux spéculatifs ou intellectuels.

Comme toutes les autres divisions du travail, celle entre le travail mécanique et le travail intellectuel se prononcera d' une manière plus forte et plus tranchante à mesure que la société avancera vers un état opulent (2).

Un gouvernement qui attirera les citoyens vers l'étude des sciences, en offrant un enseignement gratuit . . . . . qui détourne une partie de la classe ouvrière des métiers qu'elle serait naturellement (!) portée à suivre, ne laisse pas les choses à leur place.

---

(1) L' économiste-sénateur ne sait, non plus que tant d'autres économistes, que les moyens de production de l'humanité augmentent avec plus de rapidité encore que ses besoins; que ce sont maintenant ceux-ci qui naissent de ceux-là. Pourtant, quand écrivait ce démophage, la mécanique industrielle avait commencé la série de ses merveilles, ce qui aurait dû l' empêcher d'écrire de telles énormités. Il ne fallait pas beaucoup de réflexion, même alors, pour voir que l' emploi de la mécanique et des forces économiques pourraient, étant bien employés, diminuer la tâche des travailleurs, tout en

Voilà les premiers champignons vénéneux qui poussèrent sur l'œuvre de Smith. Ce n'est déjà plus de la réaction, c'est de la rage, et, ce qu'il y a de plus affligeant, c'est que ces abominables élucubrations sont prises au sérieux par la féodalité capitaliste, qui ne réussit que trop à les réaliser, pendant un demi siècle; et bientôt, les longues heures de travail, l'exténuation des femmes et des enfants, le rabougrissement et la corruption de générations entières, devinrent des *lois providentielles*, et les *malfaiteurs* furent ceux qui les attaquèrent au nom de la justice sociale.

Il est probable que si Smith eut pu prévoir qu'on donnerait une signification si réactionnaire à son livre, et qu'en se parant de son nom on partirait en guerre contre les travailleurs, il aurait hésité à le publier; car il veut jusqu'à un certain point le bien-être des travailleurs;

---

satisfaisant à des besoins centuples. Mais cela était trop simple et trop juste pour être vu par un économiste de l'école anglaise.

(2) La grande industrie tend à jeter de plus en plus la petite bourgeoisie, et même la bourgeoisie moyenne, dans le prolétariat. Mais en même temps, dans sa forme actuelle, elle appesantit le joug sur le cou du travailleur et rend les affranchissements individuels de plus en plus impossibles. C'est ainsi qu'elle impose aux faibles le devoir et la nécessité de l'association, s'ils veulent devenir socialement libres.

Une récompense libérale du travail, en même temps qu'elle favorise la propagation des classes laborieuses, augmente leur industrie, qui, semblable à toutes les qualités humaines, s'accroît par la valeur des encouragements qu'elle reçoit.

Une nourriture abondante fortifie le corps de l'homme qui travaille; la possibilité d'étendre son bien-être et de se ménager un sort pour l'avenir, en éveille le désir, et ce désir l'excite à de plus vigoureux efforts. *Partout où le salaire est plus élevé, nous voyons les ouvriers plus intelligents et plus expéditifs.*

Dans le même esprit, il loue la petite propriété et préconise l'égalité des partages. Parlant des impôts, il dit qu'il est bon que le riche paye pour sa fortune, *et même pour quelque chose de plus.*

Ce qui est ouvrir toute grande la porte à l'impôt progressif sur le revenu.

Il n'y a aucun pays dont tout le produit soit employé à entretenir les travailleurs; partout, les oisifs en consomment une grande partie. (1).

Seulement, ce ne sont là que de vagues aspirations, qu'il abandonne aussitôt qu'il précise. Alors, il glorifie le *statu quo*, trouve que le genre humain n'est qu'une société de commerce, régie sans appel, et légitimement, par la *loi de l'offre et de la demande.* Heureux les riches! Malheur aux pauvres!

(1) « Voilà le mal nettement indiqué et notre génération cherche déjà le remède » (Adolphe Blanqui). — Le remède est l'universalisation du travail.

II.

La Théorie de Smith.

Cette théorie repose sur le principe juste que le travail est la source de toute richesse; elle peut être ainsi résumée:

La puissance avec laquelle une nation produit toutes ses richesses, est le travail.

Les produits de cette puissance sont d'autant plus grands qu'elle reçoit plus d'accroissements.

Elle peut s'accroitre de deux manières: en énergie et en étendue.

Le travail gagne en énergie par la division du travail et par les machines (1).

Le travail gagne en étendue quand le nombre des travailleurs augmente, comparé á celui des consommateurs. (2).

Son accroissement résulte de l'accroissement des capitaux et du genre d'emploi qu'ils reçoivent.

Du fait que les hommes se distribuent le travail, naît l'échange, et de celle-ci la valeur, qui est la mesure des choses échangées.

---

(1) Smith n'a pas su voir la plus importante des forces économiques, la *socialité* du travail.

(2) Genovesi, Filangieri, Bentham, pensaient de même. Malthus n'était pas encore venu bouleverser les saines nations économiques.

La valeur se divise en valeur d' usage, (utilité) qui est en raison de l' avantage qu' elle procure à l' acheteur, et en *valeur échangeable*, dont le travail est la mesure.

Le *prix*, ou valeur exprimée en *monnaie*, résulte des rapports entre l' *offre et la demande*, et se compose de trois éléments, qui sont les trois éléments de la distribution des richesses :

1) La rente de la terre.
2) Les profits du capital.
3) Le salaire des ouvriers (1).

Que le Gouvernement apporte tous ses soins à agrandir le marché par des routes sûres et commodes, par un bon système de monnaies, et par la garantie de l'éxécution fidèle des contrats.

L'accumulation graduelle des capitaux est un effet nécessaire de l'amélioration des facultés productives de travail, et elle contribue encore comme cause à une amélioration intérieure dans ces facultés. Mais à mesure qu'elle grossit, elle fait encore augmenter le travail dans une autre dimension, l'étendue, en multipliant le nombre des travailleurs, ou la quantité du travail national.

Cette multiplication dans le nombre des bras employés parmi les nationaux, sera en raison de la nature de l'emploi à laquelle les capitaux seront destinés.

Sous ce rapport, le gouvernement n'a qu'à protéger la liberté naturelle de l'industrie, en renonçant à ses prohibitions et encouragements. Qu'il laisse à la plus libre concurrence et l'exercice et l'emploi des capitaux (2)

---

(1) Voir sur ce sujet la théorie de la rente, Chapitre 9.

(1) Idée de Gournay et des physiocrates.

qu'il n'intervienne que pour écarter les obstacles que la cupidité et l'ignorance pourraient susciter à la liberté illimitée de l'industrie et du commerce ». (1)

Adam Smith, on le voit, n'a rien inventé. (2) Ni philosophie sociale, ni but d'ensemble; il déchaine purement et simplement, dans une société bourrée de priviléges, de monopoles et de préjugés, de spoliateurs et de spoliés, de gras possesseurs et d'affamés, la lutte des intérêts, antagonistes, mais inégalement armés; s'inquiétant peu de ce que la victoire devra nécessairement rester aux plus forts, aux plus cupides et aux plus injustes.

Pour élever un état du dernier degré de la barbarie au plus haut degré d'opulence, dit-il expressément, il

---

(1) V. G. Garnier, préface de la traduction française de Smith.

(2) Adam Smith n'a pas établi une seule proposition nouvelle concernant la division du travail... Le rôle subordonné qu'il assigne aux machines, souleva dès les commencements de la grande industrie, la polémique de Lauderdale, et plus tard celle de Ure. Smith confond aussi la différenciation des instruments, dûe en grande partie aux ouvriers des manufactures avec l'invention des machines. (Marx — *Le Capital*).

A Smith n'était point un homme de génie; il eut même le tort de s'approprier les théories de plusieurs penseurs, sans citer leurs noms..... on lui a reproché sa mauvaise méthode... Ce qu'on doit le plus lui reprocher, c'est une mauvaise composition, un style lourd et diffus. (N. Villiaumé — *Cours d'éc. pol.*)

ne faut que trois choses: la paix, des taxes modérées et une administration tolérable de la justice. Tout le reste est amené par le *cours naturel des choses.*

— Nous avons vu, s'écrie Ad. Blanqui, *le cours naturel des choses* produire des effets désastreux, créer l'anarchie dans la production, la guerre pour les débouchés, la piraterie dans les affaires.

La division du travail et le perfectionnement des machines, qui auraient dû réaliser (non pas toutefois dans l'entendement des économistes) pour la grande famille des travailleurs, la conquête de quelques loisirs, au profit de sa dignité, n'a engendré, sur plusieurs points, que l'abrutissement et la misère.

Quand Smith écrivait ces lignes, la liberté n'était pas venue avec ses embarras et ses abus. Le professeur de Glascow aurait écrit comme Sismondi, s'il eut été témoin du triste état de l'Irlande et des districts manufacturiers de l'Angleterre, au moment où nous écrivons.

C'est au moins douteux. Blanqui n'est pas le seul à vouloir excuser le chef de la réaction économiste: le socialiste russe, Tchernychewsky, écrit:

A l'époque où la théorie smithienne a été construite, la masse de la population n'avait pas encore d'idées nettes sur la possibilité de changer sa position. De qui n'exige rien, personne ne se soucie. Le Tiers-État, á qui la théorie de Smith appartient, croyant alors que la plèbe n'avait besoin de rien (et maintenant est — il plus prodigue? — de répressions implacables, oui!) il imagina que le peuple serait complétement heureux, quand lui, Tiers-État, serait parvenu à réaliser ses propres vœux.

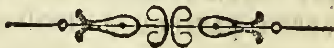
La chose est toute différente aujourd'hui; la Plèbe réclame.... le progrès commence à être l'ennemi de

l'économie politique pure, qui sera réfutée et rejetée, si elle ne s'amende.

Ce que l'on pourra toujours reprocher à Smith, c'est d'avoir, sous couleur d'expérimentalisme, incorporé, dans des faits passagers, et mal analysés, ses conceptions immobilistes, ennemies de tout progrès, de toute réforme, et d'avoir ainsi mis un arsenal de réaction à la disposition des ennemis du peuple.

Quand on a la prétention de ne marcher qu'appuyé sur les faits, et qu'on prétend démontrer l'éternelle légitimité de la misère, il faudrait savoir se débarrasser des abstractions métaphysiques, et rejeter bien loin la méthode déductive, à l'aide de laquelle, avec un peu de talent, on peut toujours prouver provisoirement la légitimité et la vérité de toutes les iniquités et de toutes les absurdités imaginables.

A. Smith n'a pas eu tant de scrupules, et son œuvre, qui aurait pu être bonne a été mauvaise; elle a pétrifié pour un siècle l'économie politique, prise dans la première moitié de son développement.



CHAPITRE V.

Jean-Baptiste Say.

I.

La jeunesse de Say; son Traité d'économie politique.

Le Continent, plus interventioniste que l'Angleterre, n'aurait peut-être pas accepté facilement la donnée négative de Smith, si l'un des plus puissants publicistes de ce siècle ne s'en était fait le propagateur en France, et n'en était devenu, pour ainsi dire, le second créateur. (1)

---

(1) *La science moderne de l'économie politique, s'est, pour ainsi dire, incarnée, en Jean Baptiste Say:* a écrit Ferrara, le plus éminent des ec. italiens contemporains.

Say résuma l'écon. pol. bourgeoise. Il lui ôta même cette compassion simulée, qu'elle affectait quelquefois de jeter sur le sort du peuple souffrant.

Il trouva dans le capitaliste et dans l'entrepreneur, toute la richesse, et il ne trouva rien dans le travailleur. (Aldisio Sammito — *Sulla economia politica.*)

Ce publiciste fut Jean Baptiste Say.

Il naquit á Lyon, d'une famille de Nimes, qui sétait réfugiée en Suisse, lors de la Révocation de l'Edit de Nantes, et, depuis peu, était rentrée en France.

A l'âge de 22 ans, nous le trouvons à Paris, secrétaire d'une tontine, dont Clavière ètait le directeur. C'était en 1789. Le jeune Say quitta bientôt ce poste ponr devenir employé dans les bureaux du *Courrier de Provence*, journal de Mirabeau. Après la cessation de ce journal, il se disposait à quitter Paris, quand Ginguené et Andrieux lui offrirent la direction de la *Décade philosophique littéraire et politique*, qu'il accepta.

Bien qu'il fut dans les rangs des modérés, le vent de la révolution avait passé sur lui. Il était franchement irréligieux et le resta toute sa vie. Aprés un voyage en Angleterre, où, sans doute, il avoit vu Jérémie Bentham, il s'avoua hautement *utilitaire*, ou *philosophe radical*. Et il était dans toute la ferveur de sa religion nouvelle, quand l'Institut (classe des sciences morales et politiques) proposa un prix pour l'ouvrage qui traiterait le mieux cette question: *Quels sont les moyens et les institutions les plus efficaces, pour fonder la bonne harmonie d'un peuple?*

Say concourut; il était alors âgé de 32 ans; (c'était en 1799), et, détail qui surprendra les lecteurs

du sec et rigide économiste, il sacrifia à l'*utopie sociale*, qu'il devait attaquer plus tard avec tant d'acharnement.

Il soumit aux académiciens un petit Roman socialiste, intitulé *Olbie*. *Olbie* était un état modèle, comme l'Atlantide de Platon, comme la Cité du Soleil de Campanella, L'Utopie de Morus, l'Océana d'Harrington, le Code de la Nature de Morelly et comme plus tard l'Icarie de Cabet. A Olbie, toutefois, on n'était pas communiste, et même les Olbiens avaient des idées assez orthodoxes sur l'ec. pol., qu'ils appelaient la meilleure morale.

Mais ils se convainquirent que la meilleure manière d'épurer les mœurs est de multiplier les douceurs de la vie.

Leurs villes et leurs villages étaient riants, leurs habitations commodes, propres, et d'une élégante simplicité.

Vous voulez un peuple vertueux? donnez lui de l'aisance, et toujours de l'aisance; car il sera toujours inutile de vous essouffler à lui prêcher la morale, *si vous ne savez pas rendre la vertu utile, et le vice nuisible.*

... Le bien-être est donc utile pour faire régner parmi le peuple la vertu et la bonne harmonie. *Or, on ne peut obtenir le bien-être que par une bonne répartition des richesses* ....

La misère, plus que la passion impérieuse, est génératrice des actes de violence, de dissimulation, d'escroquerie, de prostitution etc.

C'est socialiste au premier chef, et l'académie se

garda bien de couronner un ouvrage à ce point subversif.

J. B. Say était alors membre du Tribunat ; il ne tarda pas à être destitué par Bonaparte, qui, à diverses reprises, tenta vainement de se l'attacher. (1)

Quelques années plus tard, nous trouvons l'ex-membre du Tribunat filateur de coton dans le Pas-de Calais, où par son intelligence il avait fondé, et faisait prospérer, une grande fabrique.

Il venait de publier (en 1803) son *Traité d'économie politique*, œuvre qui fait époque dans l'histoire de la science économique.

Ce que Smith avait formulé, il le démontra ; une partie de ce que Smith avait négligé, par exemple la classification des produits immatériels, la théorie des débouchés, il le mit en lumière et le décrivit. Il divisa les phénomènes économiques en trois grandes séries :

Phénomènes de la	Formation des richesses Distribution des richesses Consommation des richesses.

Dans la partie historique de son livre, il salue

(1) Le souvenir de cette dignité républicaine n'empêcha pas J. B. Say de dédier la seconde édition de son *traité d'économie politique* à l'empereur de Russie, en 1814 ! et de servir successivement la Restauration et la monarchie bourgeoise.

Smith comme le père de la science économique; mais il n'a pas assez de dédain pour les *physiocrates*, auxquels il a souvent emprunté, sans se donner la peine de les citer (1).

Il se contente de reconnaître que ces *sectaires* furent, y compris le *médecin Quesnay*, *de bons citoyens*.

C'est toujours l'irréligieux qui trouve les prêtres inutiles ou malfaisants, et qui dit qu'on pourrait fort bien se passer de culte.

C'est toujours le républicain, teinté d'anarchisme, qui déclare que le Gouvernement le moins mauvais est celui qui ne fait rien; que l'état est malfaisant

---

(1) Quesnay avait entrevu la *théorie des débouchés* lorsqu'il avait dit: Le *débouché ne manque que lorsque les consommateurs sont trop pauvres pour pouvoir acheter.* Pourquoi Say, qui n' a guère fait que développer cette idée *du chef de la secte*, ne l'a-t-il pas cité ?

Letrosne avait dit :

Les productions s' échangent contre les productions.

Mercier la Rivière:

Le prix d' une marchandise ne peut être payé que par le prix d' une autre marchandise.

Quesnay:

Toute vente est achat.

Say a écrit, sans citer les physiocrates, cette phrase qui lui a fait beaucoup d' honneur : *Les produits s' échangent contre les produits.* N' est ce pas la même chose?

de sa nature, que tout gouvernement est nuisible et qu'on pourrait fort bien s'en passer.

C'est toujours le libéral conséquent, qui condamne la conscription comme un attentat contre la liberté et la propriété, qui flétrit les dettes publiques, et ne veut qu'un seul impôt, modéré, direct et progressif.

Mais ce n'est plus le *réformiste*; ce n'est pas non plus le démocrate. Il pousse même si loin le sentiment contraire qu'il s'étudie à ne donner que des noms méprisants aux travailleurs : *les basses classes, les individus qui font les travaux grossiers*. Le mot *populaire*, qu'il est forcé d'employer, agace sa fibre de bourgeois, et il se hâte de donner à ce mot coupable un sens restrictif. (1)

Il parlait autrefois d'assurer le bien être du peuple; maintenant, il répéte qu'il faut laisser la société livrée à toutes les entreprises de la féodalité capitaliste:

L'économie politique — qu'on pourrait aussi définir la physiologie sociale — ne conseille pas, elle contemple; elle est faite pour être consultée et non pour donner des lois.

Elle étudie la nature des choses et non le Gouvernement des hommes....

---

(1) Par un *traité populaire*, je n'entends pas un traité à *l'usage de la populace*, qui ne sait pas lire, et n'a que faire d'un livre; j'entends un traité etc. (J. B. Say)

Quand l' économie politique professait la prétention de gouverner l'état (1) on conçoit qu'elle pouvait porter ombrage à l'autorité; mais ce danger n'est plus à craindre, *maintenant qu'elle ne consiste plus qu'à décrire la manière dont les choses se passent.*

L' économie politique n' apprécie pas les choses de même façon que la morale ....

La meilleure morale qu' on puisse offrir à la jeunesse est un traité d' éc. pol. (2).

Smith lui même n'avait pas poussé si loin l'indifférentisme social; la reculade est complète. Say n'est pas plus avancé quant à l'aménagement du globe.

C' est, dit-il, une loi de la civilisation de faire disparaître les forêts.

Le Gouvernement de la Restauration nomma J. B. Say professeur d'économie industrielle, aux Arts et Métiers; Louis-Philippe, lui confia la chaire, nouvellement crée, d'économie politique au Collège de France. C'est alors que le célèbre économiste publia son *Cours théorique et pratique de l'économie politique.*

(1) Du temps des physiocrates.

(2) Qu'est-ce à dire? la morale et l'ec. pol. sont opposées, et l'ec. pol. est la meilleure morale! Mais c'est là la négation pure et simple de la morale!

II.

Cours d'économie politique : Idée générale de Say.

L'économie politique n'est autre chose que l'économie des sociétés. Les sociétés politiques, que nous appelons nations, sont des corps vivants comme les corps humains. Elles ne subsistent et ne vivent que grâce au jeu des parties dont elles se composent, comme le corps de l'individu ne subsiste que par l'action de ses organes . . . .

On a cru longtemps que la politique était un art ; de là sont venus ces rêves imaginaires, comme la République de Platon, l'Utopie de Morus, l'Océana d'Harrington, chacun croyait pouvoir remplacer un ordre défectueux par un ordre meilleur, sans se mettre dans l'esprit qu'il y a une *nature des choses*, qui ne dépend pas de la volonté de l'homme, et que nous ne saurions régler arbitrairement.

Autre chose est de bâtir un système de toutes pièces et de vouloir l'incorporer dans une collectivité existante — autre chose est d'étudier les lois en vertu desquelles se perfectionnent les organismes sociaux, dans le sens de l'universalisation du travail, de l'instruction et du bien-être, de l'*égalisation* en un mot, et de rechercher les moyens qui peuvent hâter ce perfectionnement, ou cette transformation.

A ce point de vue, la politique est à la fois une science et un art.

Relativement à la population, Say est malthusien. Voici comment il s'exprime:

Chez l'homme, la difficulté de pourvoir à des besoins futurs fait entrer la prévoyance pour quelque chose dans l'accomplissement du vœu de la nature, et cette prévoyance préserve seule l'humanité d'une partie des maux qu'elle aurait à supporter, si le nombre des hommes devait être perpétuellement réduit par des destructions violentes.

Encore, malgré cette prévoyance, et la contrainte que la raison, les lois et les mœurs lui imposent, il est évident que la multiplication des hommes va toujours au delà. *Il est affligeant, mais il est vrai de dire que, même chez les nations les plus prospères, une partie de la population peut tomber tous les ans de besoin.* Ce n'est pas que tous ceux qui périssent de besoin meurent positivement du manque de nourriture, *quoique ce malheur soit beaucoup plus fréquent qu'on ne le suppose*; je veux dire seulement qu'ils n'ont pas à leur disposition tout ce qui est nécessaire pour vivre, et que c'est parce qu'ils manquent de quelque chose qui leur serait nécessaire, qu'ils périssent (1).

C'est catégorique; ailleurs encore, l'ex-radical ne peut s'empêcher de dire:

Si les produits sont très-inégalement distribués, si un homme en a plus qu'il ne lui en faut pour exister dans sa situation, la population sera moins grande que si le surplus de cet homme en faisait vivre un autre.

(1) Voir le chapitre sur la population.

Mais en bon malthusien il ajoute :

La société ne doit de secours à aucun de ses membres; en se réunissant en société, chacun *est censé* y apporter ses moyens d' existence.

Quel enfant terrible que ce J. B. Say!

Il déclare la richesse homicide; puis il ajoute qu'on ne doit même pas être bienfaisant, parceque, en se réunissant en société, chacun *est censé* y apporter ses moyens d'existence. *Est censé*, est fort bon. Mais si je suis né pauvre, et si, dans mon travail exténuant, j'ai contracté des infirmités, si j'ai été blessé, ou si simplement je suis victime des chômages qu'engendre la rapacité de la féodalité capitaliste?....

Si... il y a des millions de *si* que je pourrais énumérer et qui sont des réalités poignantes.

Enfin, ne pourrais je pas dire comme le poète:

Le contrat social n'est pas de ma façon.
Je ne l'ai pas signé dès le sein de ma mère. (1)

En ce qui concerne la distribution des richesses, Say n'est pas moins conservateur que dans tout le reste; il répéte la rengaine:

Rente de la terre, profits du capital, salaire de l'ouvrier; mais lorsqu'il parle de la *consommation des richesses*, qu'il définit improprement: *la destruction de la valeur* (2), *l'utilitaire* se réveille.

---

(1) A. de Musset.

(2) Les statues ont-elles donc été faites pour être dé-

Il flétrit les gaspillages, et déclare le prodigue plus coupable envers la société que l'avare. Il établit comme règle d'encourager d'abord la consommation qui satisfait des besoins réels, et, en second lieu seulement, le luxe de commodité. (1)

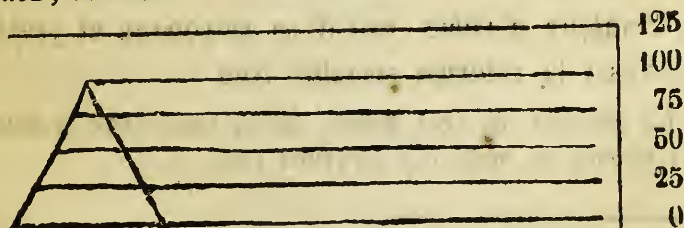
La définition du luxe est très-juste.

Quelques meubles d'argent, qui sont plus commodes et s'altèrent moins facilement que ceux d'étain ou de fer, ne seront pas des objets de luxe; mais un mets dans sa

---

truites? (Macleod). Les choses sont produites pour être *employées* et non pour être détruites, En fait, il y a des objets qui ne comportent pas de destruction, sauf par accident. Une statue, une médaille, une pierre précieuse peuvent être conservées pendant des siècles, sans la moindre trace de détérioration apparente. (Sénior)

(1) On a beaucoup parlé de sa pyramide de la consommation; la voici :



La base est large, elle représente la consommation minimum accessible à un grand nombre (0,25); elle va se rétrécissant : à mesure que la consommation est plus abondante et plus choisie, le nombre des consommateurs diminue (50,75) et il arrive un moment, où il n'y en a plus que pour un seul (100). Puis viennent les degrés de consommation, qui ne sont accessibles à personne (125).

primeur, un mets qui se paiera 60 f., deux mois avant qu'il ne vaille 6 sous, sera un objet de luxe, parce qu'on ne le sert sur une table que par ostentation, et qu'il n'est pas un plat moins cher qui ne fit autant de plaisir. (Extrait d'Olbie, ou essai sur les moyens de réformer les mœurs d'une nation, par J. B. Say, membre du Tribunat. (Paris, an VIII de la République).

La dépense inutile, s'écrie-t-il, est une destruction sèche de valeur, et par conséquent funeste. Le producteur même n'y gagne pas; car l'argent qu'on met là on l'emploierait ailleurs.... (1)

La trop grande inégalité de fortune est contraire à tous les genres de consommations bien entendues; elle développe au contraire les besoins factices, et les besoins réels sont de moins en moins satisfaits ...

... Partout, on voit l'exténuation de la misère à côté de la satiété de l'opulence; le travail forcé des uns compense l'oisiveté des autres. Des masures et des colonnades, les haillons de l'indigence mêlés aux enseignes du luxe; en un mot, les plus inutiles profusions, au milieu des besoins les plus urgents.

L'auteur d'*Olbie* va-t-il se retrouver et prêcher lui aussi la réforme sociale? Non.

La plupart de ces maux, dit-il, sont dans la nature des choses et nous n'y pouvons rien.

---

(1) A méditer par ceux qui à Paris et à Versailles ont cru, en 1874 et en 1875, que quelques centaines de mille francs, jetés aux grands dignitaires et aux galonnés, pour qu'ils daignâssent danser, eux et leurs femmes, en brûlant beaucoup de gaz, et en consommant beaucoup de friandises, que cela pouvait donner du travail à 200,000 ouvriers qui en manquent, et du pain aux milliers de familles affamées qui souffrent à Paris.

En résumé: liberté politique, économique et religieuse, diffusion de la science économique dans la classe bourgeoise, un peu d'instruction au peuple, voilà le programme de J. B. Say. Après lui, l'orthodoxie économiste va se resserrer encore et passer avec armes et bagages, sans plus se permettre aucune théorie personnelle, au conservatisme religieux, politique, juridique et économique.



CHAPITRE VI.

Exposé analytique de quelques données économistes.

I.

Prèliminaires, Lois naturelles.

La différence capitale entre les *économistes* et les *socialistes*, consiste en ceci:

Les économistes glorifient l'état actuel et le déclarent naturel, à l'exclusion de toutes les formes sociales passées et futures. Pour eux, dit excellemment Marx, *il y a eu de l'histoire et des progrès, mais il n'y en a plus*. Ils proclament l'éternité de l'état de choses existant; dans l'antiquité, ils auraient glorifié l'esclavage; (leur père Aristote l'a fait.) Au moyen âge, ils auraient glorifié le servage. Il n'y a plus aujourd'hui que des salariès. (En Europe du moins): *Donc, le salariat est éternel.*

Produire pour produire, répétent-ils, sans s'inquiéter de ce que deviennent les produits. On peut

bien le dire, les économistes orthodoxes, ou de l'école anglaise, sont à la science sociale ce que les romantiques sont à l'art; ces derniers préconisent la théorie de *l'art pour l'art*, et n'acceptent d'autre juge que leur fantaisie. Les autres exaltent la théorie de *la production pour la production*, absurdité plus grande encore. On leur a dit: *Les produits sont faits pour les hommes, et non les hommes pour les produits* (1), ils n'ont pas entendu. Les uns, comme Du Mesnil-Marigny, en France, Walras, en Suisse, Jevons, en Angleterre (2), Molinari, en Belgique, ont voulu faire de l'éc. pol., une science mathématique et ont prétendu traiter les questions économiques à coups d'équations algébriques; c'est tout simplement puéril. L'éc. pol. a pour éléments, non pas des nombres abstraits, mais des réalités changeantes, vivantes et progressives.

La plupart des économistes de l'école anglaise, et notamment Say, Cherbuliez, Coquelin, L. Faucher, Dunoyer, etc., ont doctoralement défini l'économie politique *une science naturelle;* encore une

---

(1) Joseph Droz.

(2) La définition de Jevons est à citer: « L'éc. pol. se réduit au sentiment commensurable du plaisir (+) et de la douleur (—): la durée en serait l'*abscisse*, l'intensité l'*ordonnée*, la quantité l'*aire*. »

erreur qui témoigne d'une singulière étroitesse de vues; il faut ne pas avoir compris une ligne d'histoire pour se figurer que les phénomènes sociaux ont pour cause des lois naturelles sociales, aussi immodifiables que les lois naturelles purement physiques. L'homme ne peut pas empêcher les tremblements de terre, ni les éruptions des volcans, parceque ces terribles phénomènes résultent de forces contre lesquelles il ne peut rien, et qui ne sont pas d'origine humaine; mais il peut supprimer l'ignorance et la misère, parceque ces deux fléaux résultent d'un ensemble de conditions, ou de forces sociales, d'origine humaine modifiables et modifiées journellement, par des réformes, ou par des révolutions.

L'éc. pol. est une science sociale, comme l'a très bien démontré Laveleye. Or, qui dit science sociale, dit science progressive, mobile et *modificatrice*; science qui par beaucoup de côtés touche à l'art.

Les socialistes, de l'étude des sciences naturelles et de l'histoire, induisent que:

1) L'humanité, qui s'est lentement et péniblement dégagée de l'animalité, est progressive;

2) Que les divers états sociaux n'ont toujours été que le reflet du développement mental de l'ensemble des hommes;

3) Que l'état social actuel ne fait pas exception. (ce serait absurde);

4) Qu' á aucune époque de l' humanité le progrès mental n' a éclairé une si grande surface, et avec tant d' intensité ;

5) Que l' état social actuel n' est pas au niveau de l' état mental des peuples qui le subissent ;

6) Et que, par conséquent, de l' observation des faits antérieurs et des lois de l'évolution humaine, on peut conclure á la possibilité, à l'inévitabilité même, d'une rénovation sociale, qui sera la *réalisation* de la rénovation mentale déjà faite ou qui s'accomplit sous nos yeux.

Il y a seulement 20 ans, les économistes ne variaient pas dans la condamnation de cette théorie progressive. Pour eux, tous les phénomènes économiques étaient *permanents*, ou même étaient des lois naturelles; et quiconque protestait que la société pouvait vivre autrement que sous le fouet de l' *offre* et de *la demande,* et sous les excitations de la *concurrence*; que l'on pouvait travailler, sans que les oisifs vinssent s'emparer du plus clair des produits du travail; qu'il était possible de produire en *associant* les travailleurs, et non plus en les *salariant*; ou même qu'on pouvait, par la philantropie, diminuer les douleurs sociales, celui-là était un *impie, un ignorant, un utopiste* — voire même un *malfaiteur*.

Depuis, quelques économistes ont chancelé dans leur foi immobiliste :

La conception la plus grandiose et la plus systématique de la géologie moderne est que la terre est sujette à des changements continuels, à des révolutions....

Les économistes ne doivent pas oublier que le monde économique aussi a ses oscillations, et que, de même que, par le déplacement des mers et des continents, se changent les flores et les faunes, de même, par les transformations politiques et sociales, se changent les conditions de la vie économique. F. Lampertico, (*Economia dei Popoli e dei Stati.*)

Dire que l'ec. pol. est soumise à une loi fixe. générale, c'est prétendre que l'humanité est composée de corps sans âmes; c'est renier tout sentiment, toute mobilité, tout progrès humain, (N. Villiaumé Cours, d' Ec. pol.

Les économistes ont inventé tout un monde d'abstractions, qu'ils combinent à leur fantaisie, et sur lesquels ils dissertent à perte de vue, sans s'apercevoir que les faits viennent, à chaque instant, démentir leurs conjectures. (Ch. Sarchi, *Lettres sur l'ec. pol.*)

Ce n'est pas la science qui a fait la société économique, mais ce sont au contraire les faits existants, qui ont créé la science à leur image. (Eugène Buret, De la misère des classes laborieuses).

Au contraire des lois de la production, les lois de la distribution sont en grande partie d'institution humaine. Le mode dont la richesse est distribuée dépend des lois et des usages prévalant en diverses contrées. (J. S. Mill, *Principes d'éc. pol.*

En économie politique, je ne connais qu'une seule *loi naturelle*, c'est que, pour vivre, l'homme doit se nourrir . . .

Je cherche les autres, dont on parle toujours, et je ne les découvre pas . . . j' admettrai même qu' on invoque *les lois naturelles* pour les animaux qui vivent et se

nourrissent de la même façon, mais point pour l'homme, cet être perfectible, dont les mœurs, les coutumes, les institutions, changent sans cesse. Les lois qui règlent la production, et surtout la répartition des richesses, sont très-différentes dans les différents pays et dans les différents temps..... Où donc ces lois sont-elles en vigueur? Est-ce, comme le croyaient Rousseau, Diderot, Bougainville, dans ces îles du *Pacifique*, où les produits spontanés du sol permettent à l'homme de vivre sans travail, au sein de l'innocente communauté des biens et des femmes? Est-ce dans l'antiquité, où régnait l'esclavage?... est-ce dans le moyen âge, où régnait la féodalité?.... De nos jours, est-ce en Russie, où la propriété appartient au Tsar, à la noblesse et à des communes, qui partagent périodiquement le territoire collectif entre tous les habitants? Est-ce en Angleterre, où, grâce au droit d'aînesse, le sol est le monopole d'un petit nombre de familles? ou en France, où les lois de la Révolution les répartissent entre 5 millions de propriétaires, au risque de l'émietter en parcelles?

La richesse industrielle était produite jadis, au foyer domestique, par l'artisan, aidé de quelques compagnons; aujourd'hui, elle l'est, dans de vastes ateliers, par une armée d'ouvriers, attachés aux mouvements inexorables de la machine à vapeur; lequel de ces deux modes de production est conforme à l'*ordre naturel?*

Primitivement, la terre était partout la propriété indivise de la tribu, et ce régime était si général qu'on pouvait certainement y voir une loi naturelle; aujourd'hui, la propriété individuelle, qui jadis ne s'appliquait qu'aux meubles, s'applique aux immeubles Est-ce là une violation de l'ordre providentiel? Sous l'empire d'idées nouvelles de justice, et de certaines nécessités économiques, toutes les institutions sociales se sont modifiées et il est probable qu'elles se modifieront encore.

(Emile Laveleye, *Revue des deux mondes* 1875).

N'y a-t-il pas à réfléchir sur un système qui nous force à aller chercher des consommateurs au bout du monde, quand nous avons dans notre patrie des travailleurs qui meurent de faim? (AJ. Blanqui).

Dans ses remarquables conférences sur l'*Économie Sociale*, (1) César De Paepe, de Bruxelles, fait une nomenclature très complète des phénomènes économiques, qu'il divise en *fondamentaux* et en *dérivés* (2). Les lecteurs me sauront gré de reproduire ce passage de son travail :

---

(1) Cet ouvrage était déjà sous presse. je reçois les 15 premiers numéros de l'*Economie Sociale*, et je trouve dans les Conférences de De Paepe ce nouvel élément de démonstration.

(2) Cette appellation n'est pas irréprochable. Si les phénomènes *fondamentaux* sont *permanents*, leurs *dérivés* pourraient l'être aussi, ce qui va contre la pensée de l'auteur. La division en *phénomènes permanents*, et en *phénomènes transitoires* m'aurait semblé bien plus juste et bien plus claire. Si, par exemple, nous disons: *Le tort des économistes est de ne pas faire de distinction entre les phénomènes fondamentaux et les phénomènes dérivés*. cela ne dit pas grand chose à l'esprit de ceux qui sont étrangers aux études économiques; si au contraire nous disons: *Le tort des économistes est de ne pas faire de distinction entre les phénomènes permanents et les phénomènes transitoires*, on comprend de suite qu'il s'agit de gens qui proclament l'immobibilité sociale et sont par conséquent rétrogrades.

1° - PRODUCTION DES RICHESSES.

Phénomènes fondamentaux.

La production et ses éléments: Travail, Terre, Capital.

Analyse du travail et de la *force de travail* — Théorie de la valeur.

Analyse de l'élément Terre. — Théorie de la rente foncière.

Analyse de l'élément Capital. — Théorie de la capitalisation.

Phénomènes dérivés.

Formes d'organisation du travail aux diverses époques. — Des corporations et de la liberté du travail. — De la concurrence industrielle.

Formes d'organisation du travail, proposées pour l'avenir.

Travail productif et travail improductif.

Travail avantageux et travail désavantageux à la société.

Travail répugnant et travail attrayant.

Classification des industries. — Statistique des professions.

Coopération simple et coopération composée. (1)

Division du travail.

Machinisme.

Travail agricole: — Grande et petite culture.

Faire valoir, métayage, fermage, associations et communautés agricoles, au point de vue de la production. — L'agriculture de l'avenir.

---

(1) Coopération, ou *association* dans le travail, ou *socialité* du travail, ou *force collective*.

Travail industriel: — Travail domestique — Petite industrie. — Manufactures. — Grandes usines et Mines.

Production privée. — Grande production par l'anonymat, ou production capitaliste. — Grande production sociale, ou production communiste.

Durée du travail et intensité du travail.

Travail des femmes et des enfants.

L'état actuel de la production dans les principaux pays.

La distribution du travail dans la société. — Nécessité de l'intervention sociale dans cette distribution.

Rôle des collectivités ouvrières fédérées, dans cette distribution du travail.

2.º — DISTRIBUTION DES RICHESSES.

Phénomènes fondamentaux.

La distribution des richesses considérée en elle-même.

Analyse de la distribution:

Distribution de la Terre et des richesses naturelles.

Distribution du Capital, des instruments de travail.

Distribution des produits, ou répartition.

Phénomènes dérivés.

La distribution des richesses naturelles, considérée dans ses formes historiques.

La distribution des instruments de travail dans ses formes historiques.

La répartition, ou distribution des produits, dans ses formes historiques.

Système des castes. — Esclavage. — Prolétariat et Plèbe.

Servage, dîmes et droits féodaux au moyen âge. — Développement des Communes. — Naissance de la bourgeoisie ou Tiers-État.

Profit, intérêt, salaire. — Employeurs et employés; leur situation respective dans l'état actuel. — Tiers-État et 4me État.

Paupérisme. — Grèves. — Société ouvrières de résistance; leur rôle dans le présent et dans l'avenir.

Fédération des collectivités ouvrières; représentation du travail.

Circonstances qui influent sur le taux des salaires, des profits et des intérêts.

Taux des salaires aux différentes époques.

Critique de la propriété. — Propriété foncière, immobilière, mobilière.

De la transmission des richesses. Critique de l'héritage et du droit de tester.

Modes de répartition proposés pour l'avenir. — Sociétés coopératives. — Étude des diverses écoles socialistes.

Transport et viabilité.

Échange. — Commerce et trafic. — Prix. — Débouchés. — Prohibition et libre-échange (Marché restreint, marché universel). — De la concurrence commerciale. — Offre et demande.

Établissement de bazars, entrepôts et magasins publics.

Circulation. — Agents et institutions de circulation. — Monnaie; métaux précieux et monnaie de papier. — Bourse. — Organisation du Crédit. Banques de circulation, de liquidation, de dépôt, d'escompte, de crédit. — Crédit foncier; crédit mobilier; crédit au travail; etc. — Monts-de-piété.

De l'influence de la Législation sur la distribution des richesses.

Rôle des collectivités ouvrières fédérées, dans cette distribution.

3.° — CONSOMMATION DES RICHESSES.

Phénomènes fondamentaux.

Détermination du bien-être social, ou Analyse des besoins humains. — L'indispensable, l'utile et l'agréable.

Des besoins primordiaux, ou subsistances.

Des subsistances, dans leur rapport avec la population.

Examen des diverses théories de la population.

Phénomènes dérivés.

Des diverses espèces de consommation:

Consommations improductives.

Consommations reproductives.

Consommations de luxe.

Consommations de nécessité et d'utilité.

Consommations privées.

Consommations en commun.

Consommations publiques.

L'impôt. — Impôts direct et indirect; proportionnel et progressif; sur le revenu, sur le capital, sur le luxe, etc. — La rente foncière transformée en impôt, comme prime d'assurance.

Des emprunts publics et de la dette publique.

Rôle de la Commune, de l'État, de la Fédération des États, au point de vue économique. — Organisation des services publics.

Équilibre de la production et de la consommation. — Nécessité de la prévision sociale en cette matière.

Rôle des collectivités ouvrières fédérées, relativement à cette équilibration. (De Paepe).

Quant aux économistes qui parlent tant des *lois naturelles*, sont-ils bien sûrs de les avoir découvertes? Ne pensent-ils pas qu'un Archimède de la

science sociale pourrait bien surgir qui, par la découverte de quelques lois générales, renverserait les hypothèses, les constatations hasardées, les abstractions qu'ils décorent du titre de *lois naturelles*.

Ils disent, par exemple, le *prix des denrées, l'intérêt de l'argent, le salaire des ouvriers*, ne dépendent de la volonté de qui ce soit, mais de *lois* aussi sûres que n'importe quelle loi du monde physique et moral.

— Mais pardon! Etant donnée l'absence d'écoles, l'ignorance du peuple est un phénomène parfaitement conforme à la nature de l'homme. Cependant, si au lieu de prétendre : *L'homme est ignorant par sa nature et le sera toujours*, on fonde des écoles, le peuple sera bientôt instruit. Les lois de la physiologie et de la psychologie seront elles violées pour cela?

Non! seulement, les circonstances étant autres, elles auront produit d'autres phénomènes. De même, si, au lieu de répéter : *de par la loi naturelle, les travailleurs seront toujours salariés*, on substitue, comme moteur de l'activité humaine, l'association à la concurrence, on aura d'autres phénomènes industriels, par exemple le bien-être et l'instruction de tous, au lieu de la misère et de l'ignorance du plus grand nombre; et pourtant aucune *loi naturelle* n'aura été violée.

Si en affirmant que la société actuelle est *natu-*

relle dans ses formes et ne saurait être autrement, les économistes se sont attirés, même de la part des leurs, de si écrasants démentis, leur analyse des forces économiques ne manque pas de perspicacité, tant qu'il s'agit de la production actuelle; mais, il faut bien l'avouer, dès que pour s'exercer efficacement une force économique quelconque réclame d'autres modes de production et de distribution des richesses, ils passent outre, ou nient l'évidence.

II.

Capital, Richesses.

Terminologie économiste : (1)

L'homme est un être à la fois *actif* et *passif* ; en tant que passif, il a des *besoins;* en tant qu'actif, des *facultés* de production.

Tout ce qui sert à satisfaire les besoins de l'homme est compris sous le nom de *richesses.*

Les *richesses* sont de deux sortes :

1° Les richesses données par la nature, comme : la terre, l'eau, l'air, la lumière etc., dites aussi *richesses gratuites* (Et pourtant la terre est appropriée individuellement).

(1) Je donne cette terminologie sous toutes réserves, et simplement pour aider à comprendre le langage des économistes cités dans ce livre.

2° Les *richesses* qui sont le fruit du travail, dites aussi *richesses onéreuses.*

La partie appropriable de la *richesse* porte encore le nom de *capital.*

Les *capitaux* se divisent en:

1° *Capitaux fixes*, quand ils servent à la reproduction pendant un long espace de temps: une terre, une maison, une fabrique, une machine, des outils, les moyens de communications, les ponts, les ports, les digues, les améliorations faites au sol, le sol lui même, les qualités et facultés acquises etc.

2° *Capitaux circulants*: ceux dont on doit se défaire et qu'on doit consommer pour produire, matière qu'on transforme, semences, numéraire etc.

3° *Capitaux de provision*, ou de consommation: les denrées alimentaires, les habillements, les meubles etc.

On dit encore des *capitaux* qu'ils sont *productifs*, quand ils sont employés à la production: terre que l'on cultive, fabrique qu'on exploite, laine qu'on tisse ou fait tisser etc. Ils sont *improductifs* dans le cas contraire: argent enfoui, maison inhabitée, terres en friche, fabrique fermée etc.

Les *capitaux* ne peuvent fructifier que par le travail.

Pour mieux spécifier, les agents de la production sont:

1° *La terre*, en comprenant sous cette dénomination non seulement le sol, mais encore les *agents naturels* de la production.

2° Le capital, ou travail, accumulé sous la forme d'instruments, de machines, d'ateliers, de vaisseaux, de matière première, et en général de tout produit épargné, pouvant servir à une reproduction.

3° Le travail, c'est à dire tout exercice mental, ou physique, appliqué à la production.

(Résumé d'après les données des principaux économistes).

- Les fonds productifs qui composent le fonds de la fortune de tous les individus se divisent en :
  - Fonds industriels qui se composent de la capacité industrielle, ou si l'on veut de la capacité des :
    - Savants, dépositaires des connaissances utiles, entrepreneurs d'industrie, cultivateurs, manufacturiers, ou commerçants.
    - Ouvriers, et autres agents des entrepreneurs.
  - Fonds des Instruments de l'Industrie lesquels se divisent en:
    - Instruments non appropriés, comme l'atmosphère, la chaleur, le soleil, toutes les lois de la nature physique qui se trouvent à la disposition de l'homme.
    - Instruments appropriés, lesquels comprennent les:
      - Instruments naturels, devenus propriétés, comme les terres cultivables. les cours d'eau, les mines etc.
      - Capitaux qui sont composés de produits, fruits d'un travail antérieur.

(J. B. Say.)

En ce qui concerne la signification à donner au mot *richesse*, les économistes se divisent. Les uns ne veulent donner le nom de richesse qu'aux choses naturelles, d'autres aux choses matérielles seulement ; d'autres, aux choses matérielles et immatérielles, d'autres enfin, aux seules choses produites (Valeurs). De Paepe classe ainsi les économistes par opinion :

1° *Richesses matérielles et immatérielles*: J. B. Say. — Senior. — Rossi. — Herman. — Arnd. — Gioia. — Blanqui. — Dunoyer. Roscher. — Carey. — Rodbertus. — Bastiat. — Proudhon. — A. De Potter, etc. (Il faut y ajouter Storch, qui appelle les premières: *biens externes*, et les secondes: *biens internes*)

2° *Richesses matérielles seules* : Les physiocrates. — Les saint-simoniens. — Ad. Smith. — Ricardo. — Malthus. — Droz. — Dutens. — Schwaltz. — Zacchariæ. — Rau. — Stuart Mill. — Baudrillard. — Cherbuliez. — Lassalle. — Tchernychewsky.

3° *Richesses naturelles seules* (*la terre*) : Les physiocrates. — Quesnay. — Baudeau. — Mirabeau père. — Dupont de Nemours, — Mercier de la Rivière. — Margrave de Bade, etc.

4° *Richesses naturelles et richesses produites* : — Senior. — Rossi. — Roscher. — Colins. -- Carey et Bastiat (pour ces deux derniers, cela correspond à : richesse gratuite et richesse onéreuse).

5° En général, pas les richesses naturelles, mais bien :	A. *Les richesses échangeables, matérielles, ou immatérielles.*	Mac-Culloch. Walras. Clément.
	B. *Les richesses dues au travail, matérielles ou immatérielles.*	Ad. Smith. Sismondi. Proudhon.
	C. *Les richesses dues au travail, et matérielles seulement.*	James Mill. Torrens. Ganilh.

(De Paepe).

De son côté, l'économiste socialiste belge divise les *Richesses* en deux catégories :

1. Richesses naturelles appropriables, et conditionnellement inépuisables.	Règne animal.	*a*) Poisson, perles, éponges, pêcheries en général. *b*) Gibier, etc.
	Règne végétal.	*c*) Forêts, prairies naturelles, etc.
	Règne minéral.	*d*) Le sol arable.
2. Richesses naturelles appropriables et épuisables.	Règne animal.	*e*) Animaux fossiles ou produits provenant de ces animaux.
	Règne végétal.	*f*) Gisements de végétaux fossiles : houillères, tourbières, etc.
	Règne minéral.	*g*) Gisements de métaux, de minerais divers, d'alun, de sel gemme, de chaux, de pierres, etc.

Puis, il se prononce nettement contre la qualification de *richesse*, donnée à ce que les économistes ont appelé *produits immatériels.* Cette exclusion est elle juste ?

Si, complétant la pensée de J. S. Mill, Tchernychewsky, Courcelle-Seneuil etc., on disait:

Le Capital est la somme des choses ET DES FORCES *servant à la production*, (1) les produits immatériels rentrent dans la catégorie des *Capitaux*, en tant qu'agents de production, ou *forces* productives; *l'instruction*, *la moralité*, etc. sont *des forces productives.* J'ai dit *Capital*, et non *Richesse*, car à mon sens:

La Richesse est la somme des choses et des produits servant à la consommation.

Cette distinction mène un peu loin.

Il n'est plus besoin maintenant de démontrer que le travail, pour être suffisamment productif, doit être effectué *collectivement*: l'emploi des forces économiques nécessite le concours.

Si les travailleurs sont obligés de se réunir pour

---

(1) Le capital est l'ensemble des forces et des instruments nécessaires à l' exercice de l'activité productive des hommes. (Ch. Sarchi).

Les seules sources de la richesses sont la terre et l'homme. (Marx).

La seule matière première, c'est notre globe. (De Potter).

produire, les *Capitaux* doivent être accumulés dans un même lieu, pour une production déterminée.

A qui appartiendront-ils?

A un riche, qui commandera à des milliers de travailleurs? ou aux ouvriers eux mêmes?

Nous n'hésitons pas: *les Capitaux doivent être possédés collectivement* (1).

---

(1) Cette idée hante déjà la pensée bourgeoise.

Dans le grand Conseil de Neuchâtel, (1875) M. Fritz Berthoud, l' organe principal des adversaires du rachat des chemins de fer a écrit dans son rapport ce qui suit :

« Un ingénieur éminent, celui qui a construit en France la « grande ligne de l' Est, et qui a dirigé pour cette compagnie « les premières études de Besançon à Morteau, me disait, il « y a longtemps: L' avenir des chemins de fer est, sauf « quelques exceptions, celui des routes; *ils deviendront des* « *capitaux sans intérêt*, qui ne représenteront plus que la « prospérité générale. »

M. Lambelet a déclaré, de son côté, qu' il partageait cette opinion, et que les chemins de fer devaient effectivement, à l' avenir, cesser d' être des entreprises rapportant des dividendes.

Cela n'aurait pas empêché l'un et l' autre parti de crier au scandale, si un socialiste avait proposé d' appliquer ce principe à la question en discussion!

N' importe; le principe socialiste est si juste, que les bourgeois eux-mêmes, on le voit, sont obligés de lui rendre indirectement hommage. A nous de nous organiser pour que l'*avenir* dont ces Messieurs nous parlent devienne bientôt le *présent*. (*Bulletin de la Fédération Jurassienne*).

Le progrès n'a en somme d'autre but que l'expansion de l'individu, c'est à dire son bien-être moral et physique.

Si, pour arriver à ce développement et à ce bonheur, il est utile de *collectiviser les moyens* de production, il n'est pas moins indispensable *d'individualiser les moyens de jouissance;* car il est bon que dans tout ce qui n'est pas d'utilité générale, l'individu conserve sa plus entière liberté, (limitée, bien entendu par la liberté des autres).

En conséquence, *les richesses*, sauf quelques exceptions, motivées par l'intérêt public, devraient être laissées à la propriété individuelle.

Libre aux possesseurs de créer des sociétés libres, pour la cuisine en commun par exemple.

Mais revenons à l'économie politique: Les économistes disent encore :

L' homme des professions libérales, un avocat, par exemple, qui a dépensé 20000 f. pour son instruction, doit gagner, outre son entretien, le revenu de ce capital.

Mais, messieurs, seriez-vous partisans de l'égalité des aptitudes? Si oui, nous en déduirons les conséquences; si non, quels logiciens vous faites!

En réalité, vous savez fort bien que tel homme, qui dépensera 50,000 f. pour son instruction, pourra fort bien savoir moins qu'un autre, qui n'aura

dépensé que 2000 f.? — Quelle rage de matérialisation! Vouloir estimer en écus comptants ce qu'il y a de plus immatériel au monde, le savoir et le talent!

Retournons la question et disons simplement: Dans la société, quiconque est valide, et a beaucoup reçu de la collectivité, lui doit beaucoup; quiconque, en revanche, a beaucoup donné, sans recevoir, a droit à beaucoup.

Voici deux individus de 30 ans: l'un n'a fait encore que beaucoup dépenser, l'autre travaille depuis l'âge de 8 ans. Par quelle grâce d'état le premier aurait-il droit à plus que le second, quand c'est le contraire qui devrait avoir lieu?

— Hasard de la naissance...

— Alors, ne parlez ni de liberté, ni de morale, ni de justice distributive, ni de justice commutative.

Autre rengaine économiste:

Le fabricant expose dans une industrie des capitaux qu'il peut perdre; il est donc juste qu'il ait des bénéfices, pour compenser ses chances de perte.

Mais l'ouvrier, lui, n'a aucun intérêt engagé; c'est pourquoi il n'a droit qu'à un salaire.

Il est vrai que le fabricant expose des capitaux, qu'il n'a pas gagnés lui-même, le plus souvent; mais l'ouvrier expose plus que cela: il s'expose, lui, il expose sa vie. Au simple point de vue économique,

sa force de travail ne représente-t-elle pas un *capital?* et qui plus est, un capital qui s'use, de sorte que, même dans notre état de société, il devrait recevoir non seulement son salaire, c'est-à-dire son strict entretien, mais encore un surplus, pour compenser la déperdition de ses forces et lui permettre le loisir, quand le travail l'aura affaibli. Ceci n'est que de la justice élémentaire.

Que dire pour les ouvriers de métiers dangereux, comme: les maçons, les charpentiers, les mineurs, les marins, les chauffeurs, les doreurs, les peintres en bâtiment, les ouvriers de produits chimiques etc. pour ces millions d'ouvriers qui rencontrent si souvent, á la fleur de l'âge, une mort violente, quelque fois affreuse, (1) causée par leur dangereux travail ?

(1) Le *Journal de Rouen* dit qu'on a pu atteindre avant-hier, vers trois heures de l'après-midi, la chambre de la marnière où étaient ensevelis, à Criquetot-l'Esneval, depuis le 15 avril, les deux infortunés ouvriers Lachèvre et Legrand.

Une communication a été ouverte aussitôt avec cette chambre.

Les deux malheureux marneurs s'y trouvaient; mais hélas! ce n'étaient plus que deux cadavres.

Ils furent ramenés en présence de M. Hommais, maire de Criquetot-l'Esneval, qui s'était fait accompagner d'un médecin.

Celui-ci ne put que constater le décès des deux ouvriers.

Un accident survient: ce sont des vies humaines perdues, des familles désolées.

A-t-on jamais bien pensé à la douleur d'une famille ouvrière, quand, le soir, celui qu'on a vu partir plein de vie pour le travail ne revient pas, ou est rapporté mort, ou mourant, dans une civière!

L'être aimé, le nourricier, est disparu! plus d'appui, plus de soutien; la misère, la désolation, la froide solitude, le désespoir, prennent place au foyer froid et vide. Femmes et enfants poussent des cris de douleur. Et demain, comment vivront ils?

Souvent, le fabricant refusera même de payer la journée entière du blessé (1) et souvent les jour-

---

Chose horrible à penser! Lachèvre et Legrand avaient gardé dans leur bouche de la marne; ils avaient cherché à s'en faire un aliment.

Les constatations médicales apprirent un fait plus poignant encore: la mort de Lachèvre ne remontait qu'à quarante-huit heures.

Quant à Legrand, le plus jeune, cet enfant de quinze ans, il n'était mort que depuis quatre jours. (*Siècle*, mai 1876).

(1) J'ai vu bien des faits de ce genre et je demande à en citer un, qui m'est personnel. En 1869, je travaillais dans une fonderie, à Pontoise; un jour, que nous empilions des barres de fer, je fus, *par la faute du fils du patron*, blessé assez grièvement à la jambe, et pendant six semaines je fus incapable de travailler. Eh bien! quand j'allai chercher mon compte, le patron refusa de me payer la journée entière. L'ac-

naux bourgeois *supposeront l'imprudence de l'ouvrier*; jamais ils ne flétriront ces oisifs rapaces, qui, pour épargner la dépense de quelques précautions, de quelques piliers dans les mines, d'un filet sous les échaffaudages, auront causé la mort d'honnêtes travailleurs; et les économistes rabâcheront de plus belle:

Le fabricant expose ses capitaux; l'ouvrier n'expose rien; donc . . . :

Taisez-vous, hommes pétrifiés, vous feriez haïr la nature humaine! (1)

---

cident m' était arrivé à 5 h. et quart du soir, la journée finissait à 6 h. et demie. On ne me paya que jusqu'à 5 heures. Je fus longtemps sans retrouver du travail. Quand j' avais fait des représentations au patron, il m'avait répondu: *Faites moi un procès* — Pour faire un procès il aurait fallu de l' argent et l' ouvrier n' en a pas.

(1) La seule énumération des professions dangereuses prendrait un petit volume; voici quelques données au hasard:

Polisseurs d'acier: sujets à la phtisie. *Mineurs*: explosions de feu grisou, éboulements, etc. *Fabricants de crochets émaillés*, destinés à tenir les fils télégraphiques: accidents saturniens. *Ouvriers en produits chimiques*: intoxications nombreuses, danger d'explosion. *Affinage, alliage, fusion des métaux:* dangers d'asphyxie et de refroidissement. *Amidonneries*: émanations fétides, insalubrité. *Argenture et dorure*: vapeurs mercurielles. *Battage, cardage de la laine:* poussière insalubre qu'on respire. *Poterie*: action des sels de plomb, quand on se sert d'un vernis plombique. *Fayences*: emploi du minium. *chapeliers*: insalubrité de l' arçonnage et du feutrage et pous-

Cette analyse du capital nous amène naturellement à parler des impôts.

Les impôts actuels ont été jugés par les économistes eux-mêmes. Deux citations entre mille:

---

sière noire des poils encore imprégnés de nitrate et de mercure. *Céramique*: danger d'incendie, radiation excessive de la lumière sur les yeux, de la chaleur sur le corps. *Ouvriers de la grande industrie:* ateliers insuffisamment ventilés, et remplis de miasmes, danger des machines. *Boulangers, verriers*: maladies engendrées par le feu des fours. *Zingueurs, ouvriers en cuivre*: coliques de plomb et de cuivre.

Bijoutiers, graveurs, dentelières couturières: perte rapide de la vue, *Maçons, charpentiers*: chutes etc. *Ouvriers en allumettes*: carie des machoires. *Ouvriers en caoutchouc*: paralysie passagère, et impuissance. *Ouvriers des chemins de fer:* accidents de toutes sortes; on n'en finirait pas, s'il fallait tout énumérer.

« Il n'y a presque pas de métier qui n'expose le travailleur à quelque maladie particulière, ni de manufacture dont l'odeur le bruit, la température, ne causent quelques désagréments. » (E. Levasseur).

« Il est démontré que beaucoup de difformités dépendent de l'inégalité d'action symétrique des muscles: la division et la spécifité du travail, si utiles en industrie, sont en général, nuisibles au point de vue hygiénique.

« Des observations de la plus grande valeur ont démontré la puissance de la gymnastique pour prévenir les affections, les plus redoutables. » (Bouchardat, Rapport sur les progrès de l'hygiène). Voir aussi Vernois *Hygiène Industrielle*.

Dans les meilleurs grands ateliers de *repasseuses*, à Lon-

La plus grande partie des frais de l'établissement social est destiné à défendre le riche contre le pauvre, parceque, si on les laissait à leurs forces respectives, le premier ne tarderait pas à être dépouillé. (Sismondi) (1).

Les impôts actuels nous conduisent:

1) A une immense extension du système militaire.
2) A une universelle et constante augmentation des dettes publiques.
3) A l' appauvrissement des masses. (Walker) (2).

Les socialistes ont longuement discuté sur l'impôt progressif, que quelques économistes, comme J. B. Say, Stuart Mill, Courcelle-Seneuil, Horn, etc.,

---

dres, la chaleur est telle que trois ou quatre personnes s'évanouissent par jour, régulièrement.

L'apprêt, *l'encollage des chaînes* et autres ateliers similaires nécessitent une température de 34 à 40 degrés centigrades (de 27 à 32 Réaumur): Affaiblissement constant des ouvriers et ouvrières ; pleurésies fréquentes.

(1) Que de fois n'a-t-on pas reproché aux ouvriers les 3,000,000 de 1848, sur lesquels l'État a perdu 330,000 f. ! Mais les libéraux et les économistes, gardent un silence hypocrite sur les 30,000,000 de f. d'avances faites aux commerçants, en 1830, et sur lesquels l'État a perdu, non pas 330,000 f., mais *six millions de francs* !

(2) M. Reden a calculé qu'en 1850 la somme totale des dettes gouvernementales dépassait 46 *milliards*. Maintenant c'est bien autre chose. Un économiste anglais a calculé que les dettes actuelles des États s'élèvent à 117 *milliards*, il ajoute que si la progression continue (et pourquoi non ?) en 1920, la dette gouvernementale s'élèvera à 500 *milliards*.

ont franchement adopté. L. Vauthier en a très bien décrit le mécanisme. Proudhon, avec sa précipitation habituelle, l'a condamné.

L'origine de cet impôt est révolutionnaire: la Convention, en 1793, en votait d'enthousiasme le principe et en faisait, quelques mois après une première application. Plus tard, cet impôt fut repoussé sur la motion de Cambon, qui tenait à rassurer,

---

Et l'on ne compte pas les centaines de milliards de dettes communales, hypothécaires et chirographaires de toutes sortes. Mettons que toutes ces dettes réunies ne réprésentent qu'une somme égale aux dettes d'État. Nous aurons en 1920, 1930, si vous voulez, une dette totale de 1000 *milliards*, un ***TRILLION*** ! ! ! Soit 50 *milliards* de rente. Mettons, pour être modestes, 30 *milliards* pour l'impôt, moins l'intérêt de la dette publique; nous aurons un total de 80 *milliards* annuels, que les travailleurs devront payer à l'état et aux prêteurs, sans préjudice de la rente des propriétaires et des profits du capitaliste . . . . Elles vont bien les bourgeoisies européennes!

Autre observation: D'après Kolb (Statistique, année 1874) la somme des impôts perçus s'élève, en Europe, à 10 milliards, sur lesquels les frais de perception prennent 10. 6 0/0. soit 1,600,000,000, ce qui réduit la rentrée effective à 8,400,000,000. Sur ces 8,400,000,000, la dette publique prend 37. 23 0/0, l'armée 34. 83 0/0, les listes civiles 26. 3 0/0 = 74. 69, soit les trois quarts; quand les prêtres catholiques et protestants et les juges, et les policiers, et les dignitaires, et toute la séquelle, ont pris leur grosse part du gâteau, que reste-t-il pour les dépenses utiles: instruction, travaux publics, etc.?

comme on sait, les capitalistes de la Révolution. Et plus tard encore, il fut repoussé, en même temps que l'exemption d'impôt en faveur des pauvres, après quelques paroles de Robespierre, qui protestait au nom de l'égalité et de la dignité des citoyens (!) contre ces deux mesures.

Battu dans les Assemblées légales, l'impôt progressif se réfugia dans les sociétés révolutionnaires; il fut accepté par les babouvistes comme mesure transitoire excellente. J. B. Say, dans *Olbie*, le justifie ainsi;

Ce mode paraît le seul équitable, car les besoins de l'homme ne s'étendent point en raison directe de l'augmentation de sa fortune; le superflu augmente dans une proportion progressive, à mesure que sa fortune s'accroît; or, l'impôt doit être en raison directe du superflu seulement; car le nécessaire, c'est-à-dire cette portion de revenu sans laquelle on ne peut vivre, ne saurait être taxé; autrement, la taxe serait un arrêt de mort.

Il est encore plus équitable, par cette raison: que dans l'état de civilisation. l'augmentation du revenu est d'autant plus difficile que le revenu est moindre. Suivant un dicton populaire, *les premiers cent écus, sont plus difficiles à gagner que les derniers centmille francs.* C'est à dire que lorsqu'on est arrivé à un certain degré de fortune, la facilité de gagner est augmentée dans la proportion de 333 à 1.

Dans son *Cours d'Économie Politique*, Say dit encore:

En effet! en supposant l'impôt purement proportionnel

au revenu, d'un dixieme, par exemple, il enlèverait à une famille qui possède 300,000 francs de revenu, 30,000 francs. Cette famille en conserverait 270,000 à dépenser par an: et l'on peut croire qu'avec un pareil revenu, non-seulement elle ne manquerait de rien, mais qu'elle se conserverait encore beaucoup de ces jouissances qui ne sont pas indispensables pour le bonheur; tandis qu'une famille qui ne posséderait qu'un revenu de 300 francs, et à qui l'impôt n'en laisserait que 270, ne conserverait pas, dans nos mœurs, et au cours actuel des choses, ce qui est rigoureusement nécessaire pour exister. On voit donc qu'un impôt qui serait simplement proportionnel au revenu, serait loin d' être équitable . . . .

Si l'on voulait asseoir l'impôt de chaque famille, de manière qu'il fût d'autant plus léger qu'il porterait sur un revenu plus nécessaire, il faudrait qu'il diminuât, non pas simplement proportionnellement, mais progressivement.

A un point de vue plus élevé, Vauthier, un démocrate *non socialiste* dit:

Qui oserait prétendre qu'il tient la propriété en vertu d'un droit supérieur à celui que la société a sur toutes choses? Le globe avec toutes ses forces productrices appartient à l'espèce. . . . Comme toutes les institutions sociales, la propriété s'est modifiée avec la marche du temps.... Si le respect de ce qu'on a nommé *les droits acquis* devait aller jusqu'à n'en jamais modifier l'exercice, il faudrait rayer le mot *progrès* des langues humaines et en éteindre l' instinct dans les âmes; car ce n' est qu'en transformant ce qui a été antérieurement regardé comme un *droit*, qu' un *droit* nouveau fait sa place et s'installe. Qui consentirait à se river ainsi au présent?

La société a donc le droit de modifier la forme de la propriété et de régler les questions d'impôts, comme

toutes les autres, au mieux de l'intérêt de ses membres, et suivant ce qui lui paraît, à un moment donné, la conséquence la plus logique et la plus avancée possible de la loi de justice. Elle peut donc remplacer l'impôt proportionnel (1) par l'impôt progressif.

Nous pourrions encore citer les saint-simoniens et J. S. Mill; mais ce serait trop long pour le cadre de ce petit travail, et d'ailleurs les deux citations précédentes répondent suffisamment aux conservateurs.

Cependant, l'impôt progressif a d'autres ennemis que les Robespierre, les Armand Carel, les Charencey, les De Parieu, les Servière, les Thiers, et autres réactionnaires, qui l'ont tant combattu; ces autres adversaires sont des socialistes.

L'argument de ceux-ci n'est en somme que l'objection proudhonienne et peut s'énoncer ainsi:

> Tout impôt est en définitive prélevé sur le travail et que l'impôt soit *progressif* ou non, c'est toujours le travailleur qui paiera. Si l'impôt est progressif, le capitaliste augmentera ses prélèvements; ce qu'il devra payer d'une main, il le prendra de l'autre, et tout sera dit.

Les choses paraissent ainsi au premier abord; mais une analyse plus scrupuleuse nous les montre autrement.

---

(1) Dans l'état actuel, l'impôt n'est même pas *proportionnel*, il est *progressif* dans le sens de la misère.

Les phénomènes sociaux, nous l'avons déjà dit, n'émanent pas de causes *abstraites*, ou *immodifiables*, mais de *réalités vivantes*, *changeantes et progressives*; c'est-à-dire de l'ensemble de l'humanité. L'humanité se développe, et elle se développe en vertu de *lois intellectuelles*, dont on peut modifier les effets, comme l'ingénieur modifie les effets des lois de la gravitation universelle et fait servir *cette décomposition des forces* à la construction des voûtes par exemple: La détermination de *ces lois intellectuelles* constituerait une théorie compléte et bien précieuse de l'*action* et de la *passivité* des *forces morales* dans l'humanité. Celui qui, dans l'étude d'un phénomène social néglige les *forces morales* se trompera sûrement. Or, la *force morale* joue un grand rôle dans la question qui nous occupe. C'est un fait reconnu qu'une collectivité humaine donnée marche au progrés d'une manière intermittente; quelquefois, quand le souffle révolutionnaire, après avoir renversé quelque tyrannie, souffle dans les âmes, on va au pas de course; puis, vient la lassitude, ou le manque d'horizons nouveaux; on marque le pas; enfin, l'esprit s'affaisse, les bas sentiments conservateurs reprennent le dessus et l'on recule sur toute la ligne.

Une réforme sera plus ou moins efficace selon qu'elle arrivera à l'une de ces trois époques:

En période de réaction, ou d'affaissement, la réforme la plus progressive ne produira rien, ou pas grand-chose; en période révolutionnaire, ou progressiste, elle donnera plus qu'on n'attendait d'elle et ce sera le contraire pour une mesure rétrograde.

Voici par exemple *le droit de coalition*; il n'empêche pas les salaires de baisser aux époques de réaction; (1851-53 et 1871-1875) mais en revanche il contribue puissamment à l'amélioration du sort des travailleurs dans les époques de réveil (1862-1869). Pourquoi cela? Parce que, en temps de progrès, les travailleurs se mettent à espérer; ils s'organisent et ne craignent pas d'engager la lutte. De leur côté, les patrons deviennent craintifs et cèdent plus facilement. Dans les temps de réaction, c'est le contraire qui arrive.

L'établissement de l'*impôt progressif sur le revenu* suppose une ère de réforme, c'est-à-dire un temps où les conservateurs de situation, c'est-à-dire les riches en général, sont tenus en échec, et où les révolutionnaires de situation, les pauvres en général, sont pleins d'espoir et de résolution.

Dans ces conditions, voici une nation qui produit *dix milliards* par an, ainsi répartis:

Quatre milliards aux travailleurs;

Quatre milliards aux capitalistes et rentiers de toutes sortes;

Deux milliards à l'État.

On établit dans cette nation l'*impôt progressif sur le revenu*; c'est-à-dire on décrète que les charges sociales, *dans un but d'égalisation des fortunes*, seront exclusivement supportées par ceux qui (pouvant travailler et ne travaillant pas) vivent du travail des autres. L'effet immédiat de cette mesure sera de porter à *six milliards* la part des travailleurs. (les deux milliards de l'état étant pris exclusivement sur les riches).

Seulement, voici qu'en effet les détenteurs de l'avoir social, pour reprendre de la main gauche ce qu'ils payent de la main droite, augmentent: loyers, denrées, et produits manufacturés; mais les ouvriers, à leur tour, bien décidés à profiter des avantages qu'ils viennent de conquérir, et mieux organisés, puisqu'ils ont une complète liberté d'action, répondent à ces augmentations, par de correspondantes augmentations de salaires, et les imposent. Le salaire étant presque toujours l'équivalent de ce que les ouvriers d'une nation regardent comme leur nécessaire, on est bien sur que ce n'est pas dans un temps de réforme que les ouvriers laisseront réduire ce qu'ils auront une fois considéré comme leur nécessaire.

En conséquence, il est à supposer que les travailleurs garderont leurs *six milliards* et que la part des oisifs sera bien réduite à *deux milliards*, en attendant mieux.

Tout impôt est prélevé sur le travail, donc... disent les proudhoniens. Creusons encore cette objection:

Toute valeur étant le produit d'un travail, et l'impôt étant la part de valeur attribuée à l'état, c'est une vérité de la Palisse que cette part de valeur émane en effet des producteurs; mais qu'est-ce que cela prouve? La Société-doit elle percevoir une somme donnée de valeurs, pour subvenir aux frais des institutions et des travaux d'intérêt général: cela aussi bien dans les collectivités économiques de l'avenir, que dans les états politiques présents? Oui ou non?

Quelques anarchistes qui nient l'indispensabilité des services publics productifs, et répartitifs, répondent *non;* (nous tâcherons de les réfuter dans un travail qui suivra celui là) mais la majorité des socialistes répond *oui*: Dans ce cas, il y aura toujours une contribution sociale, et ce qu'on doit chercher c'est qu'elle soit le plus juste et le plus *égalisante* possible.

Or, dans l'état actuel des choses, on n'a pas trouvé de mode meilleur que celui de l'*impôt unique et progressif sur le revenu.* (1).

---

(1) Dans une société qui serait détentrice du *Capital social* qu'elle confierait temporairement à des groupes de tra-

— L'égalité ne peut être réalisée que par la révolution sociale, et non par voie de réformes!

— Qu'en savons-nous? Les évènements ne sont pas dans nos, mains et nous serions de piètres individus si nous disions: Que l'humanité se sauve de la manière qui nous plait le plus ou quelle périsse!

— En tout cas l'*impôt progressif* seul ne suffirait pas à la réalisation de la justice sociale.

Peut-être; mais l' impôt progressif établi sur des bases sérieuses (car je ne veux pas parler des plaisanteries radicales sur ce sujet) ferait nécessairement partie d'un ensemble de mesures correspondantes au même but, et, comme tel, son efficacité révolutionnaire est incontestable.

Enfin, aucune réforme n' est à dédaigner; car même que la science appelle la science, qu' une amélioration en appelle une autre, de même, toute réforme appelle d'autres réformes.

III

Division et socialité du travail.

Smith: Les grandes améliorations dans les facultés productives du travail, et la plus grande partie de l'ha-

---

vailleurs, *moyennant certaines charges sociales,* il n' y aurait pas besoin d'autre impôts; mais l'argumentation ci-dessus s'applique à la société actuelle et à toute société, si progressive soit elle, basée sur l'appropriation individuelle des *Capitaux.*

bileté, de l'adresse et de l'intelligence avec lesquelles le travail est dirigé ou exécuté, sont dûs à la *division du travail*. (Suit le fameux exemple de l'épingle) (1).

La division du travail est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'une certaine tendance naturelle à tous les hommes à trafiquer, à faire des échanges, pour une chose ou pour une autre...

Principaux avantages de la *division du travail*:

1. Augmentation de la dextérité de l'ouvrier, d'où augmentation du travail fait.

2. Epargne du temps qui se perdrait, en passant d'une occupation à l'autre.

3. Invention, d'un grand nombre de machines qui facilitent, abrègent le travail, et rendent un seul homme capable de faire le travail d'un grand nombre.

Voilà pour les avantages ; il y a aussi des inconvénients que Smith a eu la bonne foi de reconnaître (2).

Un homme dont toute la vie se passe à exécuter un petit nombre d'opérations simples, n'a aucune occasion de développer son intelligence, ni d'exercer son imagination. Il devient, en général, aussi ignorant aussi stu-

---

(1) Il ne faut pas l'oublier, Xénophon dans ses *Economiques* Platon, dans sa *République*, l'avaient observée et décrite. Plus tard, Beccaria. J. Stewart, W. Petty, J. Bellers, Anderson, Yarangton, J. Harris, J. Wenderlint, en avait également indiqués les avantages. C'est donc une *idée courante* que Smith a vulgarisée en négligeant, comme le lui reproche Villiaumé, de citer ses prédécesseurs.

(2) Et que stigmatisèrent vivement Lemontey, de Tocqueville, Urquhart entre autres.

pide qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir...

L'uniformité de sa vie corrompt la vaillance de son esprit; elle dégrade même l'activité de son corps et le rend incapable de déployer sa force avec quelque vigueur et quelque persévérance, dans tout autre emploi que celui pour lequel il est élevé...

Or, dans toute société industrielle et civilisée, *tel est l'état où doit tomber nécessairement l'ouvrier pauvre, c'est-à-dire la grande masse du peuple.*

Mais c'est épouvantable! L'application de la division du travail étant nécessaire, et cette division abrutissant *nécessairement* l'ouvrier, la production réclame donc, Moloch autrement dévorateur que l'ancien, le rabougrissement et l'abêtissement de la majorité des êtres humains!

Que propose Smith, que proposent les économistes pour rectifier cette loi effrayante, pour éluder cette fatalité mortelle? Rien! Ils ne s'inquiètent pas de cela. Et Fourier, qui proposera des séances courtes et variées et la pluralité des spécialités; et les internationalistes, qui réclameront une instruction intégrale et professionnelle et la possession par le même ouvrier de plusieurs métiers, n'obtiendront d'eux que des moqueries, sinon des persécutions.

Qu' importe la race humaine? C'est des bénéfices des capitalistes, appelés par eux *la richesse des nations* qu'il s'agit; on ne sort pas de là.

En somme, la *division* du travail est aussi an-

cienne que la société elle même; elle date de la séparation des professions; la spécialisation, qui est venue bien plus tard, est plutôt une *subdivision* du travail.

Au lieu de s'en tenir à la constatation routinière de cette force économique et de prouver sa productivité par l'exemple des épingles (Smith) des cartes à jouer (Say) ou des montres (Michel Chevalier) si les économistes avaient eu véritablement le culte de la science, ils auraient observé la *division* et la *socialité* du travail, non pas seulement dans *ce qu'elles donnent, mais dans ce qu'elles pourraient donner;* dans leur influence sur la civilisation, dans leurs rapports avec la morale, et la justice sociale.

Cela les aurait conduit à des considérations comme celles-ci.

1. Il y a une grande différence entre une journée de travail isolée, et une journée de travail *divisée* et *combinée;* car, grâce aux stimulants provenant de l'emploi de la *division* et de la *socialité* du travail, il se dégage une nouvelle force des efforts particuliers. Cette nouvelle force est productive, à qui doit-elle profiter? En production capitaliste, ne profitte-elle pas surtout aux oisifs qui commanditent et commandent le travail? (1)

Ne devrait-elle pas profiter aux travailleurs eux-mêmes? Si oui, comment? . . . . .

2. Dans la société actuelle, la *division* du travail est faite entre les hommes par le hasard de la naissance et des circonstances et, ni la vocation, ni la capacité, ni l'esprit de justice, ni l'utilité sociale, n'y sont pour rien. Dans un pays de manufactures, naîtra un fils de prolétaire, à qui le travail de la terre eût bien convenu ; il ira néanmoins s'étioler dans une fabrique.

Tel fils de paysan aurait été très propre à un métier d'adresse; il devra s'exténuer au dur travail de la terre ; tel mauvais charpentier aurait fait un excellent bijoutier, et vice versa; mais le hasard du lieu de naissance et autres circonstances l'ont arbitrairement jeté dans telle profession plutôt que dans telle autre (1).

---

(1) Et l'on s'étonne de l'inégalité de capacité chez les ouvriers! On les entasse au hasard dans un atelier, dans une profession quelconque ; le travail qu'on y doit faire plait aux uns, déplait aux autres, est l'opposé de ce que pourrait le mieux faire tel autre. En outre, les uns sont instruits, d'autres ignorants; les uns ont fait un bon apprentissage, d'autres un mauvais; les uns sont jeunes, les autres vieux, que sais-je? Supposons, au contraire, un atelier composé d'ouvriers qui auront choisi leur profession, qui travailleront avec goût, et entrain, qui auront fait tout un apprentissage méthodique et complet, qui seront à peu-près également instruits, également nourris — tous seront ce qu'on appelle *bons ouvriers*, et si par

Ce n' est rien encore: la *division* des classes détermine à sa manière aussi la *division* du travail. Tous les fils des bourgeois, sans exception, sont voués aux professions libérales; tous les fils des prolétaires, presque sans exception, sont voués aux professions manuelles. Prétendre que la moitié des fils de bourgeois sont déplacés dans les professions libérales, est ce trop dire? On fait un notaire d' un brave garçon, qui est de vif argent, comme on dit, qui a besoin de mouvement à tout prix et ferait un excellent cultivateur; un avocat, de celui-ci, que la nature destinait à être mécanicien; un médecin de tel, qui était plus propre à être forgeron. Voilà au contraire des fils d' ouvriers, ou de paysans, qui feraient d' excellents ingénieurs, de grands mathématiciens, d' habiles chimistes, des penseurs remar-

exception il y en a quelques-uns plus forts et d'autres plus faibles, les premiers, se suffisant abondamment par un travail ordinaire, prendront un peu de *bon temps*, et les seconds se donneront *un peu de mal*, ce qui ne leur sera pas difficile, ayant un bien plus grand réservoir de forces que le salarié de l'état actuel. Ajoutons que la mécanique neutralise de plus en plus la différence de force chez les ouvriers de la grande industrie. Ainsi, cette fameuse inégalité de capacités, qu' on oppose comme obstacle à l'égalité sociale, n'est que le résultat de l'anarchie économique dont la classe ouvrière est la victime.

quables, de brillants littérateurs. A la charrue! A l'établi! A l'usine!

Le fonds, le plus inépuisable de la richesse, étant en somme l'intelligence humaine, fonds peu défriché jusqu'ici, l'exercice normal de vos facultés aurait, ô fils du travail! procuré à la société d'immenses richesses morales et matérielles; mais qu'importe? Le régime des inégalités sociales est sauf.

Que dire des souffrances individuelles et des extinctions de vie que produit cette singulière *sélection sociale?* Que de jeunes bourgeois, que le grand air et le travail manuel auraient fortifiés et rendus heureux, meurent torturés, ou pour le moins souffrent, s'abrutissent, et s'étiolent sur les bancs des collèges! Que de travailleurs qui, instruits, auraient été des hommes remarquables, meurent d'ennui dans ces longues séances du travail sans espoir! L'ennui, cette faim de l'intelligence qui tue comme l'autre, qui dira ses ravages dans les rangs du peuple?

Et le travail des femmes? Outre que la femme est dérisoirement payée, on l'applique souvent à des métiers trop pénibles pour elle, tandis que beaucoup d'autres, plus appropriés à ses aptitudes, comme la cuisine, les emplois de commerce, la typographie, la peinture industrielle, la reliure, divers emplois de bureau sont pris par les hommes, qui n'en ont pas assez pour eux.

Car les uns meurent par excès de travail et les autres de faim par manque de travail, dans l'*harmonique* société qu' ont chantée le sophiste Bastiat et ses disciples.

Est-ce tout? Non.

La *sélection sociale* actuellement agissante a pour conséquence, ainsi qu'on l'a remarqué depuis longtemps, de fournir aux professions libérales vingt fois plus de sujets, qu'il n'en faudrait. Cet *engorgement* humain a produit l'épouvantable misère *en habit noir* qui couvre le pavé de nos villes; misère plus sentie et par conséquent plus douloureuse que l'autre. Par là encore, s'échappe et se perd un précieux réservoir de forces humaines. Quels gaspilleurs nous sommes!

De même, au hasard des circonstances, certaines professions, certaines parties sont encombrées, d'autres, celles qui nécessitent un sérieux apprentissage, manquent de bras.

N'y a-t-il rien à faire?

3) En production capitaliste, l' intérêt immédiat du patron étant de faire produire le plus possible, en payant le travail le moins possible, (1) à tel tra-

---

(1) La division du travail dans sa forme actuelle n'est qu' une méthode particulière de produire de la plus value relative et d'accroître aux dépens du travailleur le rendement du capital, ce qu' on appelle *richesse nationale* (Wealth of Nation. Marx.)

vail qui demanderait un homme robuste, on met une femme, ou un enfant (parce qu'on les paye moins). Ils en seront exténués et pendant ce temps, l'homme chômera, l'*offre* de travail augmentera et les salaires futurs diminueront :

Première conséquence : les travailleurs se privent,

2me conséquence : les produits n'ont pas de débouchés,

3me : engorgement de marchandises,

4me : crise industrielle,

5me : la faim désole une contrée, où tous les magasins regorgent,

6me : prédominance du patron,

7me : longues séances de travail, réglements de fabrique et autres abus,

8me : grève et quelquefois insurrections sociales,

9me : implacables et sanglantes répressions,

10me : misère en bas, égoïsme en haut, haine générale et menace permanente de conflagration sociale.

Est-ce là une société ?

4) Malgré l' anarchie industrielle, la *division*, la *socialité* du travail et le *machinisme* ayant centuplé la production industrielle, il est certain que si ces forces étaient appliquées à l' agriculture, la production agricole serait d'abord décuplée; de Gasparin lui-même l'a reconnu (1).

---

(1) Les progrès de l'agriculture ne dépendent pas seule-

C'est donc une nécessité et une obligation pour la société d' *industrialiser* l'agriculture, pour ainsi dire. Si cette *industrialisation* avait lieu au profit du travailleur, le travail agricole diminuerait de moitié en durée et en intensité: le paysan lui même pourrait avoir des loisirs, s'instruire, progresser être heureux.... Quelle réforme désirable !

5) La division du travail est indispensable; mais s'ensuit-il qu'on doive enchaîner l'ouvrier à la même occupation ? Et n'est-il pas très nécessaire et très possible d' atténuer le mauvais effet de cette uniformité sur le travailleur, en cessant de confiner l' ouvrier dans la même spécialité machinale ? Avec le machinisme moderne, la variété des occupations est non seulement possible, mais facile, et le deviendra toujours plus. (1)

---

ment des progrès de la mécanique et de la physique, comme beaucoup d'autres industries, mais encore des progrès de la chimie, de la biologie et de la sociologie elle-même; mais cette dépendance plus grande, qui est la cause principale de son état plus arriéré, plus primitif, fera précisément sa supériorité, lorsqu'elle aura reçu l'application de l' ensemble des sciences inorganiques et organiques, et que le progrès de la science sociale, par l' entrée du sol à la propriété collective et l' application des capitaux au sol, l' aura débarrassée de toutes les entraves qui la gênent dans son essor. (De Paepe).

(1) Tchernychewsky.

Ne pourrait-on pas, afin d'éviter la dégénérescence de la race, prendre des mesures en premier lieu, pour varier le travail mécanique, et en second lieu, donner à chaque ouvrier plusieurs métiers ?

Mais, pour répondre à ces questions, et à bien d'autres, il faut une science qui croie avoir autre chose à faire qu'à *décrire comment les choses se passent* (1) et qui ait un peu le sens de la justice. (2)

IV.

Les machines.

Les économistes ont chanté la gloire des machines sur tous les tons. Ceux d'entre eux qui affectent des allures démocratiques, disent que la ma-

(1) J. B. Say.

(2) Ajoutons que si les économistes ont analysé la force productive nouvelle qui, comme la chaleur du mouvement, naît de la *division* et de la *socialité* du travail, ils n'ont pas vu la force activante et perfectionnante que reçoit le travail, par l' *entrain* des travailleurs. Il est vrai que cet *entrain* des travailleurs ne peut résulter que de la *liberté effective des vocations* et d' une sérieuse amélioration des conditions du travail — ce qui ne peut guère être obtenu en période de production capitaliste.

chine, dans son application actuelle, est favorable à l'ouvrier :

1. Ce n'est généralement qu'avec lenteur, affirment-ils, contre l'évidence, que les machines s'introduisent, de sorte qu'avant qu'elles aient eu le temps de supprimer les ouvriers d'une industrie quelconque, ceux-ci ont eu le temps de se placer ailleurs.

2. On ne peut établir des machines sans donner beaucoup de travail, ce qui compense bien les travaux qu'elles suppriment.

3 Si l'ouvrier qu'une machine déplace est lésé comme travailleur, il est favorisé comme consommateur par le bonmarché qui résulte des inventions nouvelles.

Ceux qui suivent de près le mouvement industriel savent à quoi s'en tenir sur cette *lenteur* et sur les *facilités* que trouvent les ouvriers à se placer ailleurs.

Cette *lenteur* se manifeste quelquefois par de brusques renvois de milliers d'ouvriers dans une seule ville, comme cela arriva à Roubaix, en 1867.

Il est vrai que pour réprimer les sentiments de solidarité que les ouvriers roubaisiens manifestèrent les uns pour les autres en cette occasion, on en condamna plusieurs à 4 et 10 ans de prison.

De 1813 à 1848, combien de dizaines de mille de tisserands anglais, sont-ils morts de faim, par suite de la brusque introduction du tirage mécanique ?

Quant à la *compensation* que le travailleur lésé

trouve comme *consommateur*, n'est ce pas charmant? Je ne gagne pas un sou; je ne puis pas acheter un morceau de pain, je vais, si cela dure, mourir d'inanition; mais les étoffes, mais les rubans, mais les velours, mais les objets manufacturés, que consomment les gros et les petits rentiers, sont meilleur marché. (1) Vous voyez bien que je n'ai pas le droit de me plaindre.

A des arguments de cette sorte, les économistes démocrates répondent: Ah! vous ne voulez pas des machines! Eh! bien vous êtes rétrograde!

Ils se garderont bien de voir que ce qu'on attaque, ce n'est pas *l'introduction de la mécanique dans l'industrie*, mais *son emploi capitaliste*.

Sismondi a été vertement tancé par les théologiens économistes pour des hérésies de ce genre, bien respectueuses pourtant:

Bien que les machines accroissant le pouvoir de l'homme soient un bienfait pour l'humanité, la distribution injuste que nous faisons de leurs bénéfices les transforme en fléaux des pauvres.

---

(1) On n'a pas assez remarqué que ce *bon marché* amené par le machinisme, ne porte en somme que sur les vêtements et objets de luxe. Ce ne sont pas là les principales dépenses de l'ouvrier. Les denrées alimentaires ne peuvent baisser que par l'application à l'agriculture des forces économiques et par une modification de la forme d'appropriation de la terre. Nous n'en sommes pas encore là.

Qu'on ne m'accuse pas d'avoir fait rétrograder la science (économique) je l'ai portée plus avant, et sur un nouveau terrain. Je demande instamment que l'on m'y suive, au nom des calamités qui affligent un si grand nombre de nos frères et que la science (économique) ancienne ne nous enseigne pas plus à comprendre qu'à prévenir.

En tous cas, je n'ai nullement la pensée ou de gêner les progrès de la production, ou de retarder l'application des sciences et des arts et l'invention des machines.

Toutes ces précautions oratoires ne purent sauver le généreux Sismondi d'une avalanche d'anathèmes.

S'occuper des travailleurs! Quelle inconvenance pour les économistes d'alors, que tenaient sous la férule, Malthus, Ricardo, Mac Culloch, Say et Dunoyer !

Les disciples de Sismondi ripostérent; mais je n'ai rien trouvé de plus incisif que ce spirituel apologue de Marx :

« Donc, parceque la machine, triomphe de l'homme sur les forces naturelles, devient, entre les mains des capitalistes, l'instrument de l'asservissement de l'homme à ces mêmes forces; parceque, moyen infaillible pour raccourcir le travail quotidien, elle le prolonge entre les mains des capitalistes; parce que, baguette magique pour augmenter les richesses du producteur, elle l'appauvritentre les mains des capitalistes; parce que.... l'économiste bourgeois déclare imperturbablement que toutes ces contradictions ne sont que fausses apparences et vaines chimères, et que, dans la réalité et, pour cette raison, dans la théorie, elles n'existent pas.

Certes, ils ne nient pas les inconvénients temporaires ; mais quelle médaille n'a son revers? Et pourtant, l'emploi capitaliste de la machine en est le seul emploi possible.

Qui s'oppose aux réalités de l'emploi capitaliste de la machine. s'oppose à leur emploi, au progrès social.

Ce raisonnement ne rappelle-t-il pas le playdoyer de Bill Sykes, l'illustre coupe-jarret.

Messieurs les jurés, dit il, la gorge d'un commis-voyageur a sans doute été coupée. Le fait existe; mais ce n'est pas ma faute, c'est celle du couteau. Et voulez vous supprimer le couteau, à cause de ses inconvénients temporaires? Réfléchissez-y, le couteau est un des instruments les plus utiles dans le métier de l'agriculture, aussi salutaire en chirurgie que savant en anatomie et joyeux compagnon dans les soupers. En condamnant le couteau, vous allez vous replonger en pleine sauvagerie. (Marx, le Capital).

L'école anglaise n'y a pas mis tant de circonlocutions et ne s'est pas exposée à recevoir de telles leçons de logique et de bonne foi.

L'insubordination de nos ouvriers nous a fait songer à nous passer d'eux. Nous avons fait et provoqué tous les efforts d'intelligence imaginables pour remplacer le service des hommes par des instruments plus dociles, et nous en sommes venus à bout. *La mécanique a délivré le Capital de l'oppression du travail.* Partout où nous employons encore un homme, *ce n'est que provisoirement* et en attendant qu'on invente pour nous le moyen de remplir sa besogne sans lui.

L'honnête industriel anglais (1) qui écrivit ces li-

(1) Cité par Proudhon.

gnes n'oublia qu'une seule chose, c'est que les machines ne mangent, ni ne se vêtissent, ne font pas en un mot office de consommateur et que peupler une nation de maîtres et de machines ce serait ne vouloir produire que pour produire, sans s'attendre à rien retirer de ses productions, puisqu'il n'y aurait plus d'acheteurs . . .

Quand on est si rapace, il ne faudrait pas oublier à ce point que les marchandises ne valent que lorsqu'on les écoule. Mais l'égoïsme fait voir trouble, comme la haine fait voir rouge.

Enfin, les capitalistes cherchèrent à s'affranchir de cet esclavage insupportable (pensez donc, des ouvriers qui demandent le droit de vivre!) en s'aidant des ressources de la science, *et ils furent* (par les machines) *réintégrés dans leurs droits légitimes*, *ceux de la tête sur les autres parties du corps*. La horde des mécontents qui se croyaient retranchés derrière les anciennes lignes de la *division du travail* s'est vue prise en flanc et, ses moyens de défense ayant été annulés, par la tactique des machinistes, *elle a été obligée de se rendre à discrétion*. Cette création *de l'homme de fer*, comme l'appellent les ouvriers, était destinée *à rétablir l'ordre parmi la classe industrielle . . . . . Lorsque le capital enrôle la science, le travail apprend toujours à être docile* (1)

Ces lignes de guerrier triomphant en disent assez par elles-mêmes pour qu'il ne soit pas besoin de commentaires.

---

(1) Ure.

N.º 39. Si un laboureur dépose sa pioche, il rend inutile, pendant tout ce temps, un capital de l. s. 25. Quand un de nos hommes abandonne la fabrique, il rend inutile un capital de 100,000 livres sterlin!

Senior dit la chose plus en *économiste*: (1)

La grande disproportion du *capital fixe* au capital *circulant* rend désirables les longues heures de travail; à mesure que le machinisme se développe, les motifs de prolonger le travail deviennent de plus en plus grands, *car c'est le seul moyen de rendre profitable une grande portion du capital fixe.*

N.º 40. Au lieu de murmurer, comme ils font (les ouvriers) contre la prospérité de leurs maîtres, ils fe-raient mieux, par reconnaisance et dans leur propre intérêt, de se réjouir d'un succès, auquel ils ont contribué (mais dont ils n'ont pas profité) . . .

Le but constant et la tendance de tout perfectionnement des machines est de se passer du travail de l'homme, ou de diminuer son prix, en substituant le travail des femmes et des enfants à celui des adultes, ou le travail d'ouvriers grossiers à celui d'ouvriers habiles. (2)

Ainsi la machine, ils l'avouent cyniqnement, n'est pour eux qu'un instrument de lucre, qu'ils feront fonctionner au détriment de l'humanité, et dont ils feront une force dépressive de l'intelligence, de la force, de la beauté et du bien-être de la race humaine!

Quelle doctrine infernale! Quelle race que ces capitalistes!

---

(1) Ashwarth.
(2) Ure.

Si l'humanité s'est créé un outillage, c'est pour eux et plus cet outillage sera parfait, plus les travailleurs pourront s'exténuer, parce que le capitaliste voudra des bénéfices toujours plus grands. Le progrès industriel, qui devrait affranchir l'humanité des grandes fatigues et des privations, écrase tout ce qui travaille pour assurer des revenus princiers à quelques parasites.

Et en effet, le travail a augmenté d'intensité et de durée, en raison directe du perfectionnement des machines, tant que les ouvriers n'ont pas pesé de tout le poids de leurs sociétés de résistance. Même leurs efforts n'ont pas toujours été efficaces (1).

---

(1) La diminution du nombre des ouvriers, en même temps que la production s'augmente, progresse rapidement (Redgrave Enq. off. des fab. anglaises).

Le travail à exécuter dans les fabriques a déjà subi un grand surcroît par suite de la vitesse très augmentée des machines (1836).... Le travail augmente terriblement (1842).... Le travail s'est accru de 70, 0/0 dans les dernières années 1854 (Lord Ashley cit. p. Marx).

L'esclavage auquel la bourgeoisie a soumis le prolétariat se présente sous son vrai jour dans le système de la fabrique. Ici toute liberté cesse de fait et de droit. L'ouvrier doit être le matin dans la fabrique à 5 h. et demie ; s'il vient deux minutes trop tard, il encourt une amende ; s'il est en retard de dix minutes, on ne le laisse entrer qu'après le déjeuner et il perd le quart de son salaire journalier (et souvent la

Continuons nos citations :

Plus l'activité de la fabrication s'accroît, plus les machines se perfectionnent, plus les produits, excellents et nombreux, font honneur au génie de la nation qui enrichit le monde, plus aussi la misère s'appesantit sur les travailleurs, et plus, enchaînés sans répit à un travail abrutissant et ingrat, ils perdent le temps, la faculté, et parfois jusqu'au désir, de cultiver leur être moral (Daniel Stern)

Revue d'Edimbourg (1835) « C'est à une coalition d'ouvriers (qui ne voulaient pas laisser réduire leurs salaires) qu'on doit le chariot de Sharpe et Robert de Manchester, et cette invention a rudement *châtié* les imprudents coalisés ».

Châtié mériterait *Châtiment*. (Proudhon).

La substitution des forces mécaniques aux forces humaines pèse quelquefois très lourdement sur les classes ouvrières, et l'opinion des ouvriers concernant les machines, qu'ils croient funestes à leur intérêt, ne s'appuie pas seulement sur l'erreur et sur les préjugés, mais sur les principes les plus rigoureux de l'économie politique (Ricardo).

---

journée tout entière) il lui faut manger, boire, dormir, sur commande. La cloche despotique lui fait interrompre son sommeil et ses repas. Et comment se passent les choses dans l'intérieur de la fabrique? Ici, le patron est législateur absolu. Il fait des règlements comme l'idée lui en vient, modifie et amplifie son code suivant son bon plaisir, et s'il y introduit l'arbitraire le plus extravagant, les tribunaux disent aux travailleurs : Puisque vous avez accepté volontairement ce contrat, il faut vous y soumettre.... Ces travailleurs sont ainsi condamnés à être torturés physiquement et moralement, depuis leur neuvième année jusqu'à leur mort. (Engels, cité par Marx).

M. E..... fabricant, fait savoir qu'il emploie exclusivement des femmes à ses métiers mécaniques.

Il donne la préférence aux femmes mariées, surtout à celles qui ont une famille nombreuse. Elles sont plus *attentives, et plus* disciplinables que les femmes non mariées *et de plus sont forcées de travailler jusqu'à extinction, pour se procurer les moyens de subsistance nécessaires.*

C'est ainsi que les vertus qui caractérisent le mieux la femme, tournent à son préjudice. Ce qu'il y a de tendresse et de moralité dans sa nature devient l'instrument de son esclavage et de sa misère.
(Lord Ashley, cité par Marx).

Tout accroissement du capital fixe, lorsqu'il a lieu aux dépens du capital de circulation, est de nécessité, au moins temporairement, préjudicable aux intérêts des travailleurs.

Cela est vrai, non seulement des machines, mais de toutes les améliorations par lesquelles le capital est absorbé, c'est-à-dire rendu inapplicable à l'entretien et à la rémunération du travail, d'une manière permanente (J. S. Mill.)

L'effet naturel et nécessaire des machines est de diminuer la population des classes salariées qui vivent du produit brut, et d'augmenter la population des classes qui vivent du produit net. (Ganilh).

Les victimes seront d'autant plus nombreuses que l'introduction des machines sera plus brusque . . .

La création des grandes exploitations expose les ouvriers à une réduction de travail et de salaire. (Gérando).

La science et le travailleur sont complétement séparés l'un de l'autre, et la science entre les mains de ce dernier, au lieu de développer à son avantage ses propres forces productives, s'est presque partout tour-

née contre lui.... La connaissance devient un instrument susceptible d'être séparé du travail et de lui être opposé. (W. Thompson)

Depuis l'introduction de machines coûteuses, on a voulu arracher à la nature humaine plus qu'elle ne pouvait donner. (Robert Owen).

En résumé, les machines, qui sont appelées à affranchir l'humanité des travaux pénibles, quoi qu'en ait dit Proudhon, les machines n'ont jusqu'ici, grâce à leur application capitaliste, servi qu'à augmenter les bénéfices de quelques capitalistes, au prix d'une plus grande misère, d'une plus grande subordination, de plus longues séances de travail pour la classe ouvrière. Elles ont tué le travail libre à domicile, fermé toutes les voies du travail libre et, en quelque sorte, *militarisé* l'industrie.

Par elles, le travailleur est, socialement parlant, bien moins libre qu'au commencement du siècle.

Il faut réagir.

Il faut choisir entre un nouveau servage industriel, ou le travail associé. Les prolétaires ont déjà manifesté leurs préférences; ils savent qu'ils ne seront affranchis que le jour où ils posséderont leurs instruments de travail et où par conséquent les machines, passant de l'application *capitaliste* à l'application *collectiviste*, fonctionneront au profit des travailleurs.

V.

Echange — Concurrence.

Je crois, j'ai besoin de croire à l' aveuglement humain. Si l'humanité était véritablement consciente, elle serait par trop atroce ; je crois à son aveuglement passé et présent, comme à son intelligence, et par conséquent, à sa justice future.

La grande différence entre les premiers économistes et leurs successeurs ne porte, au fond, que sur ces deux idées opposées:

1) Réglementation du travail et du commerce.

2) Liberté du travail et des échanges.

Certes, les jeunes économistes (ils ont vieilli depuis) avaient raison; il fallait sortir du cercle féodal, il fallait briser toutes les chaînes; la liberté économique n' était pas moins indispensable, et pas moins régénératrice, que la liberté politique. Gloire donc à Turgot et à ses collaborateurs! Mais, si les physiocrates, les économistes italiens, Smith, Say, furent grands pour avoir préconisé la liberté commerciale, s' ensuit-il que cette liberté obtenue, il n' y aurait plus qu' à se croiser les bras, pour *laisser faire* et *laisser passer*?

Les profonds changements amenés par l'avènement de la grande industrie, les crises, les chômages, les effrayantes misères, les longues journées de travail, les règlements de fabrique, les excès de la féodalité capitaliste, la corruption de l'échange par l'abus des forts sur les faibles, par les spéculations les plus effrénées, par l'introduction du *camelotage* dans la production, l'emploi fiévreux du travail mécanique, tout ce désordre industriel, qui, au dire d'un illustre anglais, *avait dévoré trois générations en 30 ans*, imposaient aux économistes de sérieuses méditations et de graves soucis; les économistes italiens le comprirent; mais leur voix ne fut pas entendue. Les économistes anglo-français ne virent rien et chantèrent impertubablement le libre échange et la concurrence. (1)

On leur fit observer que la concurrence entre

---

(1) Le système qui fonde les principaux gains d'une nation sur l'exportation de ses produits, est parvenu à faire considérer les ligues des ouvriers comme funestes à la propriété de l'état, en ce qu'elles entraînent une hausse dans le prix des marchandises d'exportation, laquelle nuit à la préférence qu'on veut obtenir sur les marchés de l'étranger.

Mais quelle prospérité que celle qui consiste à tenir misérable une classe nombreuse dans l'état, afin d'approvisionner à meilleur marché des étrangers, qui profitent des privations que vous vous êtes imposées! (J. B. Say).

capitaliste et travailleurs équivalait à ces combats judiciaires du moyen-âge, où le paysan, tête et pieds nus, armé d'un simple bâton, devait combattre en champ clos contre le seigneur bardé de fer, la lance au poing et monté sur un fougueux coursier.

Ils répondirent : La concurrence est une loi naturelle; tant pis pour ceux qu'elle écrase ; d'ailleurs la misère est d'ordre *providentiel.*

On leur dit plus tard :

La concurrence tend à former une *féodalité commerciale*, comme, en production capitaliste, la grande industrie tend à constituer une féodalité industrielle (1).

(1) Un exemple entre mille. En quelques années, les grandes maisons de nouveautés de Paris:

Le Bon Marché, le Louvre, le Printemps, le Coin de rue etc., ont acquis le monopole incontesté de tout ce qui concerne leur commerce particulier ; mais, comme l' appétit vient en mangeant, les insatiables propriétaires de ces maisons ajoutent chaque année de nouveaux articles à leur vente: jouets d'enfants, Buolz, parfumerie, bijouterie, librairie et musique, maroquinerie, articles chinois, chapeaux pour hommes, ameublement, modes pour femmes, cannes et parapluies etc.; que ne vendront-ils pas dans 5 ans ? En attendant, les petits commerçants ruinés ferment boutique en nombre toujours plus considérable.

M. Stewart, qui vient de mourir, en laissant une fortune de 80,000,000 de dollars (400 milions de francs), avait à New-York dix maisons, dont la plus petite dépassait par ses proportions la plus vaste qui soit à Paris. A Londres, la maison

Ils ont répondu: Il y a des monopoles naturels, il faut les respecter.

On a ajouté: Vous vous faites les souteneurs d'un régime de prédestination sociale, qui est attentatoire à la vraie liberté, au premier chef (1) Ils répètent:

---

fondée par Mosès est un bazar aussi complet qu'une exposition internationale; à la première inspection, cela ressemble à un magasin de confection; mais, quand on pénètre dans l'intérieur, on reste ébahi à l'aspect de la vertigineuse activité qui règne du haut en bas de ce capharnaüm. Des myriades de commis débitent, à toute heure du jour, des objets complétement dissemblables: celui-ci livre un chapeau; celui-là vend une paire de bottes; cet autre, un mobilier complet. Voici un planteur qui retourne aux Indes et qui vient chercher des maisons portatives. Mosès fournit aussi des cercueils au plus juste prix, et marqué à son chiffre. Cherchez, inventez l'objet le plus extravagant, un traîneau russe, un débris du Parthénon, un écureuil, une pagode; vous serez servi en un clin d'œil. Avez-vous besoin d'un yacht? vous l'aurez demain matin, gréé, mâté, et il ne manquera pas un mousse à l' équipage. (*Siècle*).

(1) Il y a *prédestination sociale* lorsque, par le seul fait de leur naissance, les uns sont nécessairement riches, et les autres nécessairement pauvres, sous le rapport intellectuel comme sous le rapport matériel.

La concurrence est réelle et vraie, lorsque les concurrents se trouvent placés dans des condictions socialement égales; dans tous les autres cas, elle est fausse et illusoire.

(Agathon de Potter).

vous êtes des hommes de servitude, nous sommes nous des hommes de liberté.

Si on leur dit: Telle qu' elle fonctionne, la concurrence aboutit à un accroissement démesuré des forces de la production et une décroissance correspondante et démesurée des moyens de consommation (1).

Ils répliquent par des phrases sur l' ignorance des utopistes.

Quelques uns d'entre eux ont pourtant vu les inconvénients du système:

Rossi: Rejoindre celui qui vous précède, le fouler aux pieds, et passer outre, c'est là l'effort constant de l' industrie; c'est sa loi, c'est sa vie. Si la concurrence peut animer l' *offre* du travail, elle n' anime jamais la *demande.*

(En bon français. elle s'exerce toujours aux dépens des travailleurs).

Fletcher, avec plus d' énergie encore:

La concurrence pour le travail est un moyen de dépression aussi énergique que ceux qui ont pu exister dans les temps barbares. A moins que les bonnes relations entre les différentes classes n'y mettent obtacle, les propriétaires deviendront de plus en plus étrangers à leurs ouvriers, et ceux-ci deviendront misérables, sans espoir, démoralisés, ennemis.

---

(1) Louis Blanc.

Laveleye a écrit de son côté :

Le libre échange, appliquant à l'univers entier le principe de la division du travail, stimulera la production de la richesse ; il n'en modifiera pas la répartition.

Mais ce ne sont là que des voix isolées, et, jusqu'en 1873, presque toute la corporation des économimistes est restée unie dans la glorification de la concurrence.



CHAPITRE VII.

Thomas Robert Malthus.

I.

Godwin et ses idées réformistes; réaction de Malthus.

C'était en 1798: l'idée révolutionnaire, bien que déjà frappée par la réaction, débordait de la France sur l' Europe, avec une intensité persistante et il n'était pas jusqu'à l'Angleterre, ce banquier armé de la réaction européenne, qui ne fut atteinte de ce que les partisans de Pitt appelaient *la contagion de la rebellion.*

Les disciples de Bentham, le parti *wigh* tout entier, Fox en tête, affirmaient hautement leurs sympathies pour la liberté française: mais c'est surtout parmi les admirateurs d'un brillant pamphlétaire, Godwin, qu'il faut chercher les véritables partisans de la Révolution.

Ancien Ministre non conformiste, qui, dans sa passion de la justice, avait jeté la *bible* aux orties et qu'encourageait une femme digne de lui (1), William Godwin s'était promptement fait connaître comme le réformateur le plus radical qu'eut encore vu l'Angleterre; il entraînait à sa suite une jeunesse enthousiaste.

Il publia, en 1793, son ouvrage capital: *La justice politique.*

Après avoir déclaré qu'avec Condorcet il croyait à la perfectibilité indéfinie de la race humaine, il fit de la société de son temps une satire violente:

« Tous les maux sociaux, disait-il, viennent des mauvaises institutions; quand un homme meurt de faim, c'est la faute des lois. C'est la loi qui le condamne et non pas la nature ».

Si chaque habitant travailleur voulait, ou pouvait, doubler journellement la quantité de son travail, il ne retirerait avantage que fort peu de temps de l'augmentation des produits; car les riches trouveraient bientôt moyen d'accaparer pour eux seuls presque tout ce surplus, qui serait encore dépensé en superfluités par les riches. Quant à la majeure partie de la Communauté, elle ne profiterait nullement de cet accroissement de production. (2)

---

(1) Mistriss Godwin, comme avait déjà fait lady Macaulay, publia un livre pour réclamer l'égalité civile et politique de l'homme et de la femme.

(2) Godwin était prophète en écrivant ces lignes. Le machinisme et la grande industrie sont venus; la quantité des pro-

Ce n'est point la loi de la nature, ce n'est que la loi d'un état social très factice, qui entasse sur une poignée d'individus une si énorme surabondance, qui leur prodigue les moyens de se livrer aux plus folles dépenses, à toutes les jouissances du luxe, tandis que d'autres, qui souvent les valent bien, sont condamnés à languir de besoin.

L'humanité s'est trompée; il faut qu'elle change de route; ce n'est que par la communauté des biens et l'entière liberté morale de l'être individuel, qu'elle peut être sauvée.

En conséquence, la propriété individuelle, source de tous les maux, doit être abolie; les fruits de la terre appartiennent à tous ceux qui, par le travail, ont contribué à les produire ; il n'est pas juste que le riche, oisif et parasite, gaspille, tandis que le pauvre, exténué de fatigues, meurt de privations.

Le mariage actuel doit aussi être aboli; les êtres humains doivent avoir le droit de s'unir librement et sans le concours d'interventions abusives. La femme doit être traitée comme l'égale de l'homme, et non plus comme serve.

C'était le Communisme, moins le nom, qui n'était pas encore trouvé.

Eh bien ! ces idées qui n'étaient qu'une protestation passionnée, et peut-être même exagérée, contre ce qui est, eûrent, en Angleterre, un grand nom-

---

duits n'est pas doublée mais *quintuplée*, et les prolétaires souffrent des mêmes misères : l'insécurité, les chômages, les salaires insuffisants; il n'y a de changé à leur situation que ceci : ils travaillent plus vite et plus longtemps.

bre d'adeptes, non seulement dans la jeunesse, mais encore dans la bourgeoisie tranquille et amie de l'ordre.

On citait entre autres un honnête commerçant de Rookery (Surrey) qui faisait des livres de Godwin sa lecture habituelle et disait avec admiration à qui voulait l'entendre :

— Là est la vérité.

Ce commerçant s'appelait Daniel Malthus, et il avait au séminaire un fils, qu'il se flattait de voir un jour l'éloquent et généreux disciple du grand Godwin. Mais *Thomas Robert Malthus* devait singulièrement tromper les espérances paternelles.

Ce fut de l'indignation qu'il éprouva à la lecture de la *Justice politique* et il reprocha violemment à son père ses opinions démagogiques et ses pensées de désordre.

Il ne s'en tint pas là ; il voulut démontrer, contre les égalitaires et les progressistes de son temps : Condorcet, Wallace, Owen, Godwin etc., que les lois ne pouvaient rien contre la misère, qu'il n'y avait à faire aux riches aucun reproche, que c'étaient la Providence et la *nature des choses* qui condamnaient fatalement et éternellement le plus grand nombre des êtres humains à la misère, par suite de cette loi que l'homme engendre plus vite qu'il ne produit, et que, par conséquent, les produits

manqueront toujours, que la misère est éternelle.

Malthus écrivit donc ce fameux *Essai sur la Population*, qui eut un si prodigieux succès.

En voici un résumé:

II.

Théorie de la Population.

L'homme est à la fois producteur et générateur; mais comme il ne peut produire qu'avec effort et fatigue, tandis qu'il engendre avec plaisir, il est plus porté à augmenter sa population que ses produits. Il faut réagir contre les dangers de cette situation; car, si les hommes ont une tendance naturelle à se multiplier rapidement, ils ne peuvent vivre que s'ils ont des moyens de subsistance.

Ces moyens de subsistance s' accroissent, il est vrai; mais seulement en *raison arithmétique*, tandis que la population tend à s'accroître, *en raison géométrique*.

Ainsi, l'on peut tenir pour certain que, lorsque la population n' est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les 25 ans et croît, de période en période, selon une *progression géométrique*.

Nous sommes en état de prononcer, en partant de l'état actuel de la terre habitée, que les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à l'industrie, ne peuvent jamais augmenter que selon une *progression arithmétique*.

La race humaine croîtrait comme les nombres :
1. 2. 4. 8. 16. 32. 64. 128. 256.
tandis que les subsistances croîtraient comme ceux-ci :
1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9.

Au bout de deux siècles, la population serait aux moyens de subsistance comme 256 est à 9. Toutes les souffrances de la classe ouvrière viennent donc de sa fécondité bestiale (1).

Si donc la population et les subsistances sont en équilibre à un moment donné, la population ne tardera pas, en vertu de la loi citée plus haut, à dépasser son chiffre normal, relativement aux subsistances.

Or, comme il est indispensable que l'équilibre entre les deux termes se fasse, il faut :

Ou qu'on mette un frein aux naissances *(obstacles préventifs)*.

Ou que la mort fauche plus vite (*obstacles destructifs*).

D'autre part, comme, dans le passé, rien n'a limité la population et qu'elle a, au contraire, été excitée, il sera bien difficile de la limiter dans l'avenir. C'est pourquoi le passé n'a offert, et l'avenir n'offrira probablement, que l'action continue des *obstacles destructifs élaguant les vies excédantes* et conservant ainsi l'équilibre entre la population et les vivres.

C'est pourquoi encore le dénuement, et avec le dénuement les crimes, les révolutions, les guerres, tous les maux physiques et moraux de la société, sont notre naturel héritage.

Réformez les codes, changez les institutions, inventez

---

(1) Par quelle grâce d'état la fécondité de ce digne prêtre protestant : Thomas Robert Malthus, qui eut 11 filles, ne fut-elle pas bestiale ?

des systèmes, vous n'obtiendrez jamais ce que la nature vous a dénié inexorablement ! (l' aisance générale).

Vous ne pourrez :

Ni détruire notre faculté prolifique ;

Ni rendre égale à celle-ci la puissance industrielle de l'homme.

Le genre humain sera toujours affamé et malheureux.

On a tort d'attribuer à des causes extérieures les misères humaines ; elles sont l'effet *éternel* du manque d'équilibre entre la population et les subsistances.

Vous avez bâti de somptueux hospices ; vous avez ramassé dans les rues les fils du vice ; vous les avez réchauffés pour les rappeler à l'existence, pour en faire des hommes.

Vous avez été punis de vos desseins insensés ; la mort a fauché vos protégés dans vos hospices.

Qu'est il résulté de votre philantrophie ?

Vous avez ajouté les fils du vice aux fils de la pauvreté, et il ne vous reste que le remords d' avoir accru la corruption domestique.

Finissons-en donc une fois pour toutes avec la *charité légale* !

Mais, direz vous, faut-il laisser ces pauvres enfants abandonnés *devenir la proie des chiens ?*

Je vous répète : Au banquet de la vie il n'y a pas de place pour eux.

Celui qui naît dans un monde déjà occupé, s' il ne peut obtenir de ses parents de quoi subsister, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a pas le moindre droit à prétendre à la plus petite portion de nourriture; dans le fait, il est de trop en ce monde; au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. La nature lui signifie de s'en aller, et elle ne tardera pas à exécuter son propre commandement, s'il ne parvient à intéresser en sa faveur la pitié des convives. S'ils se lèvent et lui font place, bientôt, d'autres intrus se pré-

senteront pour demander la même faveur. Dès que la nouvelle se répandra qu'on accorde des secours à tout venant, la salle sera bientôt remplie d'une multitude qui en sollicitera. L'ordre et l'harmonie de la fête seront troublés; l'abondance qui régnait auparavant se changera en disette, et le bonheur des convives sera détruit par le spectacle de la misère et de l'humiliation qui s'offrent de toutes parts dans la salle, et par les clameurs de ceux qui enragent, avec raison, de ne pas trouver les secours qu'on leur avait fait espérer. Les convives reconnaissent trop tard leur erreur de s'être opposés à l'exécution des ordres stricts de la grande maîtresse de la fête contre l'admission de tout intrus....

Lorsque la nature se charge de gouverner et de punir, ce serait une ambition bien méprisable de prétendre lui arracher des mains le sceptre. Que cet homme soit donc livré au châtiment que la nature lui inflige pour le punir de son indigence. *Il faut lui apprendre que les lois de la nature, qui sont également les lois de Dieu, le condamnent, lui et sa famille, aux souffrances; qu'il n'a aucune espèce de droit à la moindre portion de nourriture*, et que si lui et sa famille sont préservés de mourir de faim, il ne le doivent qu'à quelque bienfaiteur compatissant *qui, en les secourant, désobéit aux lois de la nature.*

L'homme qui s'est marié sans avoir l'espérance (on en a toujours l'espérance) de nourrir sa famille, doit être laissé à lui même; son action est immorale; la misère en est la peine naturelle et juste. Livrons donc cet homme coupable à la peine prononcée par la nature. (Et les enfants sont-ils coupables?)

Les institutions humaines, bien qu'elles puissent causer de grands maux, ne sont réellement que des causes très légères et superficielles, semblables à des plumes qui flottent sur l'eau, en comparaison des sources bien plus profondes du mal qui découle des lois de la nature et des passions des hommes.

Avant d'entreprendre de faire aucun changement considérable dans le système actuel, *la justice et l'honneur* (!) *nous imposent le devoir de désavouer formellement le prétendu droit des pauvres à être assistés*

Dans toutes les époques du progrès de la culture, depuis le moment actuel, jusqu'à ce que toute la terre devienne comme un jardin, la détresse causée par le manque de nourriture ne cessera d'affliger les hommes à un degré plus ou moins grand.

Il parait donc qu' une société, constituée sur le plan le plus beau que l'imagination puisse concevoir, ayant la bienveillance, et non l'intérêt personnel, pour mobile . . . . par suite des lois inévitables de la nature et non par quelques vices des sociétés humaines, dans le court espace de 50 ans, cette société serait aussi divisée, aussi misérable, que la société actuelle.

Après notre avertissement clair et précis, personne ne peut avoir le droit de se plaindre de son sort. (Voir Malthus, *Essai sur la population*, 3 *volumes*).

Voilà la théorie de Malthus, adoptée, pendant 80 ans, par la presque totalité des économistes.

III

Succès de Malthus.

Il est peu d'exemples de succès aussi éclatant, que celui du jeune pasteur protestant (il venait d'être ordonné), quand parut sa brochure sur la

population — qui pourtant n'était qu'un placage. (1) Les tories en masse le fêtèrent comme un grand homme; les riches se pâmèrent de joie et portèrent aux nues une théorie si commode pour eux (2)

La Compagnie des Indes s'empressa de récompenser un si habile défenseur des privilégiés, et Malthus, que les nombreuses éditions de sa brochure, et la générosité de *Pulteney*, avaient déjà mis dans l'aisance, et que quelques pages avaient rendu célèbre, fut nommé professeur d'histoire et d'économie politique au collège de la *Compagnie*, à Ai-

(1) Malthus, à travers ses déclamations, n'a guère fait que copier J. Stewart, Townsend et Wallace (Marx). Ces écrivains, de même que Franklin, et la plupart des physiocrates, avaient dit que la population se subordonnait aux produits. Dans un intérêt de réaction, Malthus faussa l' idée qu'il leur avait prise.

(2) Un fait entre autres: au temps de Malthus, vivait en Angleterre un avare, auprès duquel Harpagon aurait rougi de sa prodigalité et de sa générosité. Cet avare, fabuleusement riche, spéculait et gagnait souvent d' énormes sommes. Fox disait de lui: *Pulteney* vient de gagner un million de plus; on espère qu'il pourra s'acheter un mouchoir de poche. Eh bien ! cet avare à la dixième puissance fut si charmé des idées de Malthus, qu'il vint le voir, se jeta à son cou, en pleurant d'attendrissement, et, miracle qui émerveilla toute l' Angleterre, lui donna, pour sa vie durant, l' usufruit d'un fertile et charmant petit domaine, que Malthus accepta et dont il jouit jusqu'à sa mort.

lesbury, cumulant ainsi les gras appointements du prêtre anglais, avec les riches honoraires du professeur admiré. (1)

Où trouver la cause de ce succès, sans précédents ?

---

(1) La *Compagnie des Indes* devait le commencement de ses fabuleuses richesses aux cruautés et aux perfidies du colonel Cliffe et aux atrocités sans nom de Warren-Hastings, contemporain de Malthus.

Voici comment Burke parle de l'administration de cet exécrable Hastings :

« Ceux des laboureurs auxquels on soupçonnait de l'argent « caché étaient soumis à d'atroces tortures ; on leur serrait « les doigts avec des cordes, jusqu'à ce que les quatre doigts « de la main fûssent, pour ainsi dire, soudés ensemble et ne « fissent qu'une seule masse de chair : on les séparait ensuite avec des coins de bois .... »

(Suit l'énumération de tortures plus épouvantables encore, et qu'on n'ose reproduire par respect pour l'imagination humaine.)

Tels étaient les moyens d'extorquer de l'argent qu'employaient les agents de la *Compagnie des Indes*, et quand Fox, Burke, Erskine et Sheridan pûrent enfin faire rappeler le Verrès anglais, la *Compagnie* lui fit une pension de 100,000 fr. et lui paya en sus 3,000,000 de fr. pour le récompenser *de ses bons et glorieux services*. Cela pendant la Révolution française. (Voir L. Rollin. Décadence de l'Angleterre).

Lorsque nous voyons cette bande d'affameurs et de torturcurs se faire les Mécènes des économistes anglais en général, et de Malthus en particulier, n'avons-nous pas le droit de dire qu'il faut que l'œuvre de Malthus ait été bien exécrable pour plaire tant à de pareils monstres ?

Est-ce dans le mérite littéraire ou philosophique d'un opuscule (ce n'est que plus tard qu'il délaya la chose en trois volumes) qui n'était même qu'un plagiat et qui ne pouvait avoir aucune prétention de forme?

C'est fort douteux.

Mais il était venu dire aux riches:

— Jouissez sans remords des biens immenses que Dieu vous a donnés et laissez les pauvres à leur faim. Dieu les a condamnés.

Voici, à ce sujet un témoignage qui ne paraîtra pas suspect:

Ceux qui disposaient de la presque totalité des terres s'empressèrent de s'enrôler sous le drapeau malthusien. Ils étaient débarrassés d'un poids énorme: ils pouvaient regarder le malheureux paysan courbé sur la terre sa vie durant, et ils pouvaient répondre à ses larmes de misère:

Aie moins d'enfants! Pourquoi t'es tu marié? *Tous les systêmes qu'on avait imaginés pour améliorer l'économie du pays, furent de moins en moins appliqués; tandis que la corruption des grands, qui se croyaient justifiés par les théories de Malthus, augmenta et fut soutenue par des arguments.* (Ferrara) (1).

---

(1) Ferrara, professeur d'économie politique à l'Université de Turin, puis ministre du roi d'Italie, dirigea avec beaucoup de talent, la publication della *Biblioteca dell' Economista*, faisant précéder l'œuvre de chaque auteur d'une savante introduction, et souvent de dissertations approfondies sur les

Est-ce assez clair?

Qui dira combien de malheureux, dans la seule Angleterre, sont morts de faim sur les grabats désolés, ou sur les chemins déserts? Combien d'enfants abandonnés sont en effet devenus *la proie des chiens*, pour la plus grande gloire de ce pasteur protestant?

L'aristocrate anglais, déjà si dur et si égoïste, le devint davantage, quand son égoïsme et sa cruauté furent justifiés par une théorie.

Il ne devait pas soulager les misérables, puisque la charité ne faisait qu'augmenter leur nombre, et il valait bien mieux laisser la faim les finir plus vite. Prolonger leur agonie, n'était-ce pas une cruauté?

---

questions économiques. C'est le plus célèbre des économistes italiens. Il se déclare partisan de Malthus et il le justifie en ces termes :

Malthus, homme très-tendre (!!) et de mœurs pures, ne faisant que commenter et plier à des lois plus pratiques la grande loi gravée dans le cœur de l'homme par la main même du créateur (!!!).

Le témoignage d'un aussi fervent adorateur, ne saurait donc être suspect de malveillance. Ferrara met d'ailleurs, et avec moins d'illogisme qu'on ne pense, Malthus et Bastiat sur le même piédestal. Ainsi fait également Boccardo, économiste de moindre valeur que Ferrara, et qui emprunte trop souvent aux autres économistes sans les citer; mais qui jouit en Italie d'une réputation, dûe à son talent de vulgarisateur.

Au point de vue de l'économie orthodoxe, ce raisonnement était inattaquable: le dieu de Malthus sait si l'on en usa.

Il y eut pourtant de généreuses protestations: Godwin répliqua; mais avec désespoir, et sans trouver sa verve ordinaire; De Quincy, dans son *Dialogue de trois étudiants* se moqua agréablement *du principe de population.* Malthus, qui n'était pas toujours calme, répondit avec une extrême violence, et les riches anglais furent plus que jamais de son parti.

L'impulsion était donnée. Le Parlement proposa de suite une réforme de la fameuse *loi des pauvres*, octroyée par la reine Elisabeth. (1)

Quelques années plus tard, en 1813, eurent lieu ce qu'on appela les troubles des *Luddites.* Par suite de l'introduction précipitée des machines dans les manufactures, des milliers d'ouvriers se trouvant sans travail et sans ressources, errèrent par bandes dans les champs désolés, mourant de faim le long des

---

(1) Cette loi, qui reconnaissait le droit à l'assistance, échappa d'abord aux fureurs malthusiennes. Ce ne fut pas pour longtemps; elle fut amendée en 1821, et définitivement abrogée en 1874, quelques mois avant la mort de Malthus, qui, heureux jusqu'à la fin de sa vie, put voir la suppression de la *charité légale.* Il vit même fonctionner cette atroce invention moderne: les Workhouses.

chemins. Au lieu de se résigner, les plus énergiques tentérent de briser *ces monstres de fer*, qui leur prenaient leur pain.

Ce ne furent pas des paroles de sagesse et d'espoir; encore moins des secours, qu'on leur porta, ce fut la mort.

Le Parlement décréta que, *sans forme aucune de procès*, *quiconque aurait participé au bris d'une machine serait pendu.* Nottingham, York, et quelques autres villes se souviennent encore de la manière odieuse dont l'odieuse loi fut exécutée.

A quoi bon secourir ces pauvres? pour augmenter leur nombre? Malthus le défendait. Il valait bien mieux les aider à mourir de faim. On ne manquait pas d'ouvriers, puisqu'il y avait tant d'affamés sans travail: d'ailleurs, les industriels, pour payer des salaires moindres et faire de plus gros bénéfices, s'étaient mis á prendre les femmes et les enfants. Il fallait bien que ces adultes, dont on ne savait que faire, quittâssent la place.

Un peu plus tard, une académie française mit au concours le meilleur ouvrage contre *la charité légale.* Le fameux Duchâtel, et le pasteur protestant Naville, de Genéve, prouvèrent que la société ne doit rien à ses membres nécessiteux et se partagèrent le prix académique.

Presque tous les économistes anglais, les princi-

paux économistes italiens, et, dans les pays de langue française, J. B. Say, Ch. Comte, Dunoyer, G. Garnier, Cherbuliez, Rossi, Joseph Garnier, Ambroise et Pierre Clément, Villermé, H. Passy. Dupuynode, Dupin, Molinari, Léon Faucher, L. de Lavergne, Coquelin, Ch. Coq, Guillaumin (1), M.me Clémence Royer, Bénard, Hervieux, à différentes époques, aceptèrent et propagèrent la doctrine malthusienne. Et, non contents d'exalter la théorie, la plupart d'entre eux exaltèrent l'homme.

Dans toutes *les Revues économiques*, dans tous les livres d'économie politique, Malthus fut *un excellent citoyen*, *un philanthrope*, *un ardent ami du peuple* (2); *ce n'était que par amour du peuple qu'il avait recommandé la prudence aux pauvres. Ceux qui le réfutaient*, *ou ne l'avaient pas lu*, *ou l'avaient mal compris*, *ou étaient de mauvaise foi.* Les économistes italiens le qualifièrent de *grandissimo*, *d'illustrissimo*, de *buonissimo* etc. Enfin, le dur Cherbuliez voulut nous attendrir sur la personne et la famille de Malthus. Il nous parla de ses *onze su-*

---

(1) L' Editeur dévoué des économistes et le fondateur du *Journal des économistes.*

(2) J'ai vu un portrait de Malthus. Son nez long, courbé, mince et pointu, ses, yeux fixes, d'une intelligence sèche, ses lévres pincées, m'ont bien donné l'homme froid et dur que révèlent ses écrits.

perbes filles, presque toutes à marier. N'était-ce pas touchant, en vérité, de la part de cet homme qui croyait la population le fléau de l'humanité, et qui interdisait le mariage aux ouvriers, de daigner lui-même faire tant d'enfants? O Pharisiens politiques!

Beaucoup d'économistes allemands se firent également ses disciples et l'un d'entre eux, *Weinhold*, ne proposa rien moins que *la castration d'un certain nombre d'enfants du peuple*. Ses confrères en rirent; mais ne s'en indignèrent pas.

On le voit, le succès de Malthus fut complet: gloire, fortune, influence, tout lui vint:

Malthus, dit tristement Godwin, a triomphé de l'univers entier, en dépit de l'évidente futilité des arguments qui ont servi de base à son édifice. Aucune manière de voir autre que la sienne n'est aujourd'hui reçue dans la bonne société; il a converti par centaines des hommes qui avaient été les champions de la félicité de l'espèce humaine (1820).



CHAPITRE VIII.

Critique de la théorie sur la population.

I.

Caractère simplement affirmatif des théories malthusiennes.

Godwin dit : (1) Je suis convaincu que M. Malthus n'a écrit son premier petit volume in 8° (1798) que comme un jeu d'esprit, une espèce de plaisanterie, qui, quel qu'en eut été le sort à d'autres égards, ne pouvait manquer de procurer à son auteur la réputation méritée d'homme d'esprit. Certes, il a dû éprouver une grande surprise, en voyant que le monde accueillait sa spéculation comme une chose sérieuse.

Le même dit plus loin :

M. Malthus expose son système de la manière la plus concise et la plus sommaire ; il dit : « *J'ai cru l'avoir suffisamment démontré dans mes six premières pages ; dès que l'accroissement de la population des Etats-Unis a été rapportée (en trois lignes) la progression géométrique nous a été prouvée* ».

---

(1) Godwin : *Recherches sur la population*, 2 Vol. in 8.

Auguste Comte écrit de son côté que seul un métaphysicien étroit et vaniteux pouvait oser émettre cette théorie toute subjective.

Voici maintenant la preuve de Malthus (il n'en a qu'une).

Dans les Etats du Nord de l'Amérique, où les moyens de subsistance ne manquent pas, où les mœurs sont pures et les mariages précoces, et plus faciles qu'en Europe, on a trouvé que la population, pendant plus d'un siècle et demi, avait plus que doublé tous les 25 ans; nous pouvons donc tenir pour certain que, *lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les 25 ans, et croit, de période en période, en progression géométrique* ».

Le lecteur demandera de suite si le célèbre démophage a tenu compte dans ses calculs de l'importation des nègres et de l'émigration européenne? Non, il n'en a pas tenu compte, et quand, plus tard, on en a fait le reproche à ses disciples, ils ont répondu *que cela faisait une si petite différence*!

Godwin répondit à l'exemple de l'Amérique du Nord par l'exemple de la Suède, qui, dans des conditions identiques, ne doublait pas sa population une fois par siècle.

Ces preuves opposées s'annulaient réciproquement; il était évident que, de part et d'autre, les observations étaient incomplètes et qu'il fallait recommencer.

Si l'on avait examiné la question de sang froid, on se serait de suite demandé :

1° Si la loi de la population ne dépendait pas des conditions de mœurs, de climat et de civilisation d'un pays?

2° Si Malthus n'avait pas confondu la faculté *physiologique* de procréer avec la faculté *réelle*, qui en est bien différente.

Mais on n'en pensa pas si long; on crut sur parole et d'enthousiasme le théoricien de la misère, le dernier défenseur des privilèges ébranlés (1).

L'écrivain russe, Tchernychewsky, a établi d'une manière décisive (2), que la période de doublement

---

(1) Malthus commence ses recherches dans l'intention de défendre l'ordre économique actuel des reproches qui lui étaient adressés par les réformateurs; il le dit lui même... En homme d'esprit fort logique, il comprit que les anciens arguments des conservateurs ne valaient rien pour réfuter les théories démocratiques d'alors, théories du genre de celle de Godwin. Il raconte lui même, et Godwin le démontre, de quelle manière il trouva cet argument. Il rencontra par hasard ces paroles du célèbre Franklin que tous les organismes vivants végétaux, animaux, ont la faculté de se multiplier d'après la progression géométrique .... et que les hommes ont aussi cette faculté.

En même temps, Malthus vit les tables de Price, faites pour le calcul des intérêts composés... Il avait aussi sous la main les livres de Sussmilch, et d'Euler qui traitaient le même sujet.... Il trouva dans ces livres les calculs dont il avait besoin ....

(Tchernychewsky).

(2) Éc. pol. jugée par la science, pages 367-169.

tous les 25 ans, est une absurdité; qu'évaluer (même dans la société actuelle) la période de doublement à 45 ans, c'est être au dessus de la vérité; que l'amélioration du sort des femmes et l'adoucissement des mœurs, sans parler d'autres causes, allongeraient constamment cette période; qu'en supposant la loi de Malthus vraie en partie, on pouvait, par une agriculture scientifique, faire prendre aux produits le pas sur la population; qu'enfin, en supposant les choses au pire, nous aurions devant nous 4 ou 5 siècles.

Malthus a avoué s'être inspiré des paroles de Franklin affirmant les facultés prolifiques, en raison géométrique, des plantes, des animaux, et de l'homme lui même. Or, que sont les plantes et les animaux? Les moyens de subsistance de l'homme; si les trois se multiplient en raison géométrique, il y aurait donc équilibre? . . . .

— Halte là! me crie un malthusien. Et la terre, n'a-t-elle pas de limites?

— La terre a des limites, brave malthusien, mais ce n'est pas encore le cas d'en parler, puisque, de votre propre aveu, les neuf-dixièmes du sol cultivable sont en friche, sans compter les centaines de millions d'hectares de bruyères, de landes, de déserts, de steppes, que la science actuelle permettra de fertiliser graduellement. Approprions-nous seulement

les Selvas, les Pampas, les Savanes, les Llanos etc. de l'Amérique et nous pourrons voir venir.

— Défricher, approprier, comment? Il faudrait des capitaux et les capitalistes aiment mieux leur donner un emploi plus lucratif.

— Nous savons que votre société est impuissante chaque fois qu'il s'agit de grandes et bonnes choses; c'est pourquoi nous voulons la remplacer par une meilleure

Par la seule agriculture *extensive*, c'est là une verité de fait, on pourrait vingtupler les produits et que ne ferait-on pas par l'agriculture *intensive*, en donnant à l'agriculture tout ce que nous permettent de lui donner la chimie, la physique, la mécanique, et les forces économiques?

Gasparin ne demandait pas grand chose, il y 40 ans, pour faire produire à la France huit fois plus.

Mettons que l'agriculture *extensive* ne ferait que décupler les produits, et ne supposons pas à l'agriculture *intensive* une puissance plus grande, nous aurons une CENTUPLICATION des produits, que l'humanité, usant de toutes ses ressources présentes, et sans parler des découvertes futures, pourrait effectuer en 50 ans, 100 ans au plus. Que devient donc cette fameuse proportion arithmétique, que ne peuvent dépasser les produits, dans leur accroissement?

Oui, pour quiconque refléchira un peu, il est hors de doute que la terre, scientifiquement cultivée pourrait nourrir 100 milliards d'habitants. Nous ne sommes encore qu'un milliards 300 millions!

Ce n'est pas tout. Qui oserait dire que la chimie ne nous fournira pas quelques jours des approvisionnements? Il suffirait pour cela qu'on trouvât le moyen de fabriquer chimiquement de l'albumine. Beaucoup d'hommes compétents ont la conviction qu'on y arrivera un jour. (1) Alors la question serait bien vite résolue, car la matière chimique, se renouvelant sans cesse, est inépuisable. Objectera-t-on que de telles suppositions sont aventurées?

— Beaucoup moins en tout cas, et bien plus solidement appuyées que les affirmations de Malthus.

II.

Faits qui la contredisent.

Laissons l'avenir et les possibilités scientifiques. Tout anti-progressistes qu'ils soient, les malthusiens,

---

(1) Si l'on en croit les journaux, un ingénieur du Hâvre nommé Jouglet a trouvé le moyen de faire chimiquement un sucre excellent, qu'on pourrait donner à 5 centimes, le k. Si ce fait est avéré, il est d'une grande importance et plein de promesses.

ne sauraient contester le langage *des faits réalisés*, et sur lesquels il est impossible de discuter, (1)

Depuis un siècle, la richesse de l'Europe a *sextuplé* et sa population n'a pas *doublé*. La production a donc pris le pas sur la population? Même dans la société actuelle, si favorable aux élucubrations malthusiennes, la réalité a demontré la fausseté de la capitale affirmation de Malthus!

Pour la France, la population est tellement stationnaire qu'on a des inquiétudes très-justifiées sur ce point. (2)

« En France, depuis 1789, dit un économiste con-

(1) C'est, une vérité triviale que chacune des espèces du règne végetal et du règne animal, remplirait à elle seule le monde, si elle n'était limitée par des circonstances extérieures...

Malthus avait considéré la masse des subsistances assimilables à l'homme comme une chose morte et inerte, tandis qu'elle est au contraire une chose vivante et susceptible d'une multiplication qui s'accroît en raison du développement de la puissance humaine. Bien plus... l'esprit d'invention et de perfectionnement parvient à obtenir une multiplication presqu'indéfinie et ces puissant instruments qui créent eux mêmes de nouveaux outils en offrent un convaincant témoignage.

(Ch. Sarchi.)

(2) On a pris trop au serieux la doctrine de Malthus et de sés disciples, qui ont conseillé tous les moyens les plus contraires à la nature pour se priver d'enfants... Tous les démons-

temporain, Baudrillart, la population ne sest pas accrue comme 1/2 tandis que la production s'est accrue comme 3 ».

Dire que toute la nation serait malthusienne serait pourtant aller un peu loin. En moins de 50 ans, la production du blé a presque quadruplé. Voici comment parlent en effet les statistiques officielles françaises :

---

trations de Malthus reposent sur des bases fausses... Prenons garde! tout Etat dont la population est stationaire (et c'est le cas de la France) s'affaiblit et décroît promptement.

Sous Ferdinand et Isabelle, la population de l' Espagne était de 40,000,000 d'habitants, qui vivaient dans l'aisance; en 1808, elle n'était plus que 8,000,000 à cause des mauvaise lois. Aujourd'hui, elle est de 16,000,000 parce qu'il y a progrès dans la législation et dans les mœurs (et le bien-être général augmente avec la population). Cet exemple suffirait, à défaut de ceux que nous offrent l'antiquité et le moyen âge. (M. Villiaumé, opinion émise à la société d'éc. pol. de Paris 1873.)

M. de Molinari ajoute qu'il y a lieu de se préoccuper sérieusement *de l'insuffisance du développement de la population*.

MM. Hypolite Passy, Baudrillart, Ménier l'abbé Tounissoux furent à peu-près de cet avis. M. Ducuing fait quelques objections et Joseph Garnier, ne pouvant contester les faits dût se borner, lui, le dernier malthusien, à plaider les circonstances atténuantes et à se porter garant des bonnes intentions de Malthus.

(2) Dans son *Essai* de catéchisme socialiste, Jules Guesde donne un autre argument:

PRODUCTION DU BLÉ EN FRANCE.

1815	1840	1852	1862
39,000,000 d' hect.	69,000,000 d' hect.	95,000,000 d' hect.	109,457,000 d' hect.

Autre fait: La population anglaise a presque doublé, en un siècle, et le bien-être s'est accru, en Angleterre, dans une plus forte proportion qu' en France, où la population ne s' est augmenté que du tiers, pendant le même temps: l'acroissement de population n'est donc pas toujours une cause de misère ?

Maintenant, prenons la théorie corps à corps:

Doubleday dit: La fécondité des être humains, et de tous les êtres vivants, est dans une proportion in-

« Pour ne pas parler des entraves apportées à la production par l'appropriation du sol, transformé ici en pavé ou en jardin de plaisance, ou absolument stérilisé, paralysé ailleurs dans sa virtualité productive par l'intérêt même de ceux qui le possèdent et ne retireraient pas un un intérêt suffisant des capitaux qu'exige sa mise en valeur, presque partout enfin limité à un rendement dérisoire par les moyens limités de la petite culture; combien de travaux improductifs destinés à satisfaire aux caprices d'une minorité oisive n'enlèvent-ils pas de bras au travail essentiel, à l'agriculture. C'est à peine si la production du blé, du vin, des objets de première nécessité occupe aujourd'hui du 1|10 à ou 1|15 de la population. Là est la raison de l'insuffisance, des subsistances, et nullement dans la soi-disant loi de Malthus ».

verse de la quantité des subsistances. Une population nourrie d'une manière insuffisante multiplie rapidement, mais toutes les classes aisées de la société sont, par suite d'une loi physiologique, si stériles, qu'elles peuvent rarement conserver leur proportion, sans se recruter dans les rangs de la classe pauvre.

Madame Clémence Royer, darwiniste et malthusienne, avoue elle même, après beaucoup d'autres que:

Le développement du cerveau est en raison inverse de la faculté procréatrice.....

Que répondent les faits?

On n'a plus à démontrer que la misère est plus prolifique que l'aisance; les populations grouillantes de l'Irlande, de certains faubourgs des villes industrielles d'Angleterre, de France et de Belgique, de différentes parties de l'Italie, sont là pour crier: *Plus un pays est misérable, plus il s'y fait d'enfants.*

Bien plus, certain pays, comme l'Irlande ont vu, d'une manière perceptible leur population enfantine diminuer, sous l'influence d'une petite amélioration économique. (1).

Cette loi régit non seulement les hommes, mais encore les plantes et les animaux, qui sont, eux

(1) Pendant sa grande et épouvantable misère (de 1821 à 1841) la population irlandaise augmentait de 14 p. °/₀. Dans le Leinster, pays où il y a le plus d'aisance, la population n'augmentait, pendant la même période, que de 8 p. °/₀.

aussi, prolifiques en raison inverse de leur perfectionnement. De culture en culture, le fécond églantier devient la belle et quasi stérile rose de nos jardins. Les animaux domestiques qu'on engraisse trop deviennent stériles.

Autres preuves:

L' extinction rapide des aristocraties et corps fermés, de citoyens est un fait général de l'antiquité. (Benoiston de Châteauneuf),

A Sparte, au temps de Cléomène, il ne restait que 500 Lacédémoniens en-état de porter le armes.

A Rome, 50 maisons patricienne seulement, existaient encore á l'avénement de l'èmpire.

Au 9.me siècle, il n'yavait plus, en France, de descendants directs des Francs (J. de Munster.)

A Venise, le nombre des nobles était dabord de 2000; en 1765, il n' était plus que de 1240.

A Berne, sur 487 familles bourgeoises, 379 s' éteignirent en deux siècles.

En France, il y avait 7000 familles nobles, en 1500, il n'y en avait plus que 3000, en 1785.

En Angleterre, il n'y a plus un seul descendant direct des Normands; le *dernier* est mort au siècle passé.

Au 18.me siècle, on comptait, en Europe 1,500,000 fiefs, et 7,500,000 nobles: en 1850, on ne comptait plus que 3,700,000 nobles.

Sur 427 sièges de la chambre des lords, il n'y en a que 41 occupés par des familles antérieures au 17.me siècle. (1)

Que disent ces faits? Que la misère est trop prolifique, et que l'aristocratisme est fauteur de dépopulation (2). Où trouver l'équilibre? Dans une aisance égalitaire, laborieuse et progressive.

---

(1) Et encore les lords ont ils l'intelligence de pratiquer sur leur classe une véritable sélection.

« Tout le monde connaît, mais personne n'a suffissamment vanté l'admirable mécanisme par lequel la pairie ouvre ses rangs et les vide, attire a elle les grandes notabilités de la politique, de la magistrature, de l'armée, de la diplomatie et du monde financier, sans aucun souci de leur origine, plus ou moins populaire, et en même temps refoule dans le gros de la nation toutes les branches collatérales qui, a partir des petits-fils puinés de tout pair d'Angleterre, demeurent confondus avec le reste des citoyens, sans aucun titre, sans aucune marque de distinction ». (Montalembert)

(2) Le conservatisme est mortifère au physique et au moral.

Au physique: A Pharsale, les patriciens romains n'étaient plus que des petits maîtres, que les césariens mirent en fuite, en les menaçant de balafrer leurs beaux visages. La noblesse perruquée et poudrée des 17.me et 18.me siècles n'était au physique qu'un diminutif de la pesante, cruelle et guerroyante noblesse des 14.me, 15.me et 16.me siècles.

Où sont en Espagnes et en Portugal les descendants des ces terribles et féroces aventuriers nobles, qui furent les compagnons des Cortès, des Albukerque, des Pizarre?

Etrange résultat! Maltus nous obligeant pour le salut de l'humanité, de conclure à l'inévitabilité du socialisme.

III.

Conclusions opposées.

Résumons: La population, comme tous les autres phénomènes, est soumise à une foule de circonstances géologiques, climatologiques, historiques, politiques et sociales.

Si dans telles conditions, la loi de Malthus pouvait être vraie, elle ne serait déjà plus après la plus petite amélioration économique; une grande amélioration économique produisait une grande modification; un nouveau régime politique, une autre constitution sociale, une foi nouvelle, auraient des résultats analogues.

Quelle différence entre les rejetons de la noblesse impériale française et leurs célèbres grands pères!

Au moral. Ici je m'en tiens à l'opinion d'un homme qu'on n'accusera ni de révolutionarisme ni de socialisme exagérés: Edgard Quinet:

Une classe d'hommes, dit il, que son intérêt immédiat pousse à rejeler toute vérité, cette classe ne s'attachera qu'à des idées mortes. Elle se fera une atmosphère de sophismes qui ne fournira aucun aliment vital à son cerveau.

Avant de s'inquiéter de la population, que l'humanité s'occupe de l'amélioration de sa destinée.

C'est le plus pressé, et probablement le reste lui sera donné par sucroît.

Que les coupables affirmations de ce pasteur proestant (je dis coupables, car elle ont causé mort d'hommes) ne nous empèchent pas de dormir. Laissons-le, lui et les siens, à leurs contradictions. (1)

(1) En Voici deux :

1) Malthus conseille aux riches de beaucoup dépenser; il n'a pas assez d'éloges pour les classes des simples consommateurs. N'est ce pas incroyable ? Il faudrait pourtant s'entendre : Si les produits manquent, il faut faire à tous un devoir d'économiser ; quiconque gaspille, *mange des vies humaines*. Malthus ne respecte pas plus la logique que l'humanité.

2) D'un côté, les économistes malthusiens crient :

Arrêtez vous de produire, le marché est engorgé, on ne sait plus que faire de vos produits, et, en continuant ainsi, vous poussez la société à une catastrophe, à un cataclysme épouvantable. Plus vous produisez et plus l'on est misérable.

Dans autre côté :

Il n'y a pas des produits pour tout le monde, sevrez-vous ô homme ! des plaisirs de l'amour, pour vous multiplier moins, car la population prend le pas sur la production, et, si on n'y prend garde, nous allons aux catastrophes, aux cataclysmes, épouvantables.

En vérité, la folie divagante n'aurait rien trouvé de plus récréatif.

Quoi qu'ils disent, la justice sociale donnera à tous, le bien-être et l'instruction ; par le double perfectionnement de la terre et de l'humanité.

Voici comment les économistes, qui n'ont pas perdu tout sens moral, traitent eux-mêmes le sinistre démophage:

Si la proposition de Malthus veut dire, comme Malthus et tout son livre le disent, que la population croît dans le même rapport que *les moyens de subsistance*, ainsi compris, c'est une assertion fausse, et tellement fausse qu'aujourd'hui l'économiste qui oserait la maintenir serait bafoué par des écoliers.

Si cette proposition signifie que la population se proportionne *aux moyens d'existence* (extensibles, progressifs, évalués d'après les idées et les exigences de la civilisation) c'est un *truisme* et une pétition de principe; car la seule manière d'évaluer, à chaque époque, l'espèe d'unité qu'on appelle *les moyens d'existence*, c'est de diviser la somme de l'avoir social par le chiffre de la population. C'est de plus l'abjuration complète du système de Malthus.

Dire que la population se règle sur une certaine somme de bien-être, qui est mobile et progressive, et plus étendue de jour en jour, c'est dire comme nous que *la production prend constamment le pas sur la population.*

Quand les économistes nous parlent de *moyens d'existence* tout le sombre de Malthus disparait dans une équivoque risible.... Un jour, on dira peut être que Malthus, en donnant pour limite à la population les moyens d'existence, il a voulu parler *des moyens d'existencee* d'un Rothschild.

Si vous voulez écrire en langue algébrique :

— Je crois à la déchéance humaine !

Il faut écrire les deux séries de Malthus. (R. de Fontenay, (*Journal des Économistes*). (1).

---

(1) Darwin est venu, de nos jours, mettre sa science au service de l'abstraction malthusienne.

On peut inférer, dit-il, en toute sécurité, que toutes les espèces de plantes ou d'animaux tendent à se multiplier en raison géométrique.

L'éminent naturaliste, trop plongé dans ses constatations, a manqué ici de réflexion. Dans l'état de nature, ce qu'il dit est vrai ; mais dans l'état de progrès et d'intelligence, il n'en est plus de même ; l'animalité subit purement et simplement le lois naturelles qui la torturent ; l'humanité consciente, chercheuse et progressive, après avoir constaté l'existence de ces lois agit pour en neutraliser, ou modifier les effets. Donc, même en supposant que la *progression géométrique* soit vraie pour l'humanité, dans son état actuel, *ce qui est faux, on vient de le voir*, il aurait d'autres moyens à invoquer que ceux de Malthus et de ses admirateurs.

Encore une fois, *la force prolifique humaine est en raison directe de l'inégalité, de la misère et de l'ignorance.*

Que faire, alors, pour n'avoir à craindre aucun surcroît de population? supprimer la misère et l'ignorance.

CHAPITRE IX.

David Ricardo.

I.

Biographie. Historique et formule de la théorie de la rente.

David Ricardo naquit à Londres en 1772. Il était fils d'un juif de Lisbonne, qui avait successivement habité le Portugal, la Hollande et l'Angleterre.

Soit qu'il eut été touché, en plein 19.me siècle, de la grâce qui foudroya S. Paul, soit que, pour faire sa fortune, il eut senti le besoin d'une abjuration, le jeune David renia la foi de Moïse pour la foi d'Henri VIII et se fit sectateur de l'anglicanisme.

Cette conversion aplanit bien des difficultés, sans doute ; car nous voyons bientôt le nouveau converti agent de change, membre de la Chambre des Com-

munes et, dignité plus solide, possesseur d'une fortune de 14 millions, rapidement gagnée. (1)

Ricardo avait d'autres qualités.

En 1809, après avoir publié successivement: *Le haut prix de lingot, cause de dépréciation des billets de banque. Projet d'un papier monnaie économique. Sur les prohibitions en agriculture. Influence du prix du blé sur les fonds publics Principes de l'économie politique et de l'impôt*, il était devenu l'oracle des économiste anglais.

Logicien remarquable et profond, autant qu'ingénieux dans ses déductions, il remua de fond en comble les idées économiques. C'est évidemment l'un des esprits les plus forts que se soient appliqués à l'économie politique. Mais autant il était puissant dialecticien, autant son esprit était rebelle à tout progrès social.

Il serait absolument indifférent, dit-il, pour une personne qui avec un capital de 20000 fr. ferait 2000 fr. de profits par an que son capital employât cent

(1) « Le talent de s'enrichir n'est pas assez apprécié, dit sérieusement un parent et ami intime de Ricardo; mais peut être qu'en aucune autre chose Ricardo n'a donné autant de preuves son génie extraordinaire ».

Il n'y a que des amis pour vous lancer de tels pavés, et des admirateurs fanatiques pour en faire la collection. En rapportant ce fait, Mac Culoch croyait honorer Ricardo.

hommes au lieu de mille.... L'intérêt d'une nation n'est-il pas le même pourvu que son revenu (le revenu des riches s'entend) et que ses profits et fermages soient les mêmes? Qu'importe qu'elle se compose de 10 ou 12 millions d'individus?

« En vérité, dit Sismondi, il ne resterait plus qu'à désirer que le roi, demeuré tout seul dans l'île en tournant constamment une manivelle, fît accomplir par des automates tout l'ouvrage de l'Angleterre.

Après avoir été fêté et admiré à l'égal de Malthus, Riccardo aurait pu voir, s'il eut vécu quelques années de plus, son œuvre vivement attaquée par les économistes du Continent et d'Amérique.

C'est par sa théorie de la *rente* qu'ils est surtout célèbre. Je dis sa théorie, bien que l'idée première en appartienne à Anderson, qui la formula pour démolir la théorie des physiocrates.

Ceux ci prétendaient que la fertilité de la terre et le concours des autre agents naturels constituaient en plus des frais de production et des profits du capital, une rente spéciale aux propriétaires. Cet excédant de produits faisait, selon eux, la prospérité d'un pays.

A. Smith, Say, Storch, Rossi, Arnd, etc. avaient sur la rente des idées analogues.

D'après ces économistes, dans la production ter-

ritoriale, la nature opère conjointement avec l'homme et dans les valeurs rurales, il faut distinguer deux parties: l'une dûe au travail et au capital humain laquelle compense tout juste le coût de production; l'autre donnée gratuitement par la nature et qui constitue la rente. Quand le propriétaire loue, le fermage est en raison de cette force de la nature, qu'il aliène temporairement.

Anderson répondit:

Si toutes les terres étaient également fertiles, elles ne produiraient pas de rente, car la concurrence reduirait les prix au point qu'on ne retirerait des produit de la terre que les frais de production et les profits du capital (ce n'est pas assez?)

En réalité; la fertilité des terres, est différente et par conséquent la rente est très variable. On cultive d'abord les terres les plus fertiles, puis les moins fertiles etc.

Ricardo développa cette théorie, et la fit sienne:

Si toutes les terres étaient d'une fertilité égale, dit-il, les propriétaires ne pourraient rien demander pour en céder l'usage. Mais il n' en n'est pas ainsi. Les terres ont differents degré de fertilité. On cultive d'abord les terre des première qualité, puis, quand la population augmente, celle de 2.me qualité; alors, celles de premiere qualité rapportent un excédant ou *rente*.

Après les terres de première qualité, les terres de 2.me qualité commencent à rapporter à leur tour; les progrès de la population forcent à mettre en culture les terres de 3.me qualité, qui rapportent à leur tour, quand on commence à cultiver les terres de 4.me qualité. Ainsi de suite.

Observateur excellent, autant qu'esprit rétrograde, Ricardo avait observé et nota l'hostilité des intérêts entre patrons et ouvriers; il donna même une échelle croissante de la rente et décroissante de la part du travail. (1).

Tout cela était fort net et fort bien déduit; la philosophie du laisser faire ne pouvait rien dire contre.

En d'autres termes, Ricardo venait de démontrer que :

Le prélèvement des oisifs et l'aggravation de la misère, sont en raison directe du progrès industriel, la société présente, étant donnée.

C'était trop franc; aussi cette donnée causa-t-elle un grand scandale. Les économistes, qui avaient accepté sans sourciller les meurtrières fantaisies de Malthus, se levèrent bruyants et nombreux contre Ricardo, qui cependant n'avait fait que tirer les

(1)

Epoque	quand sont cultivées les terres	Production totale	Part du travail	Part de la rente
1.ere	N. 1	100	100	000
2.m	» 1 et 2	190	180	10
3.me	» 1, 2, et 3	270	240	30
4.me	» 1, 2, 3 et 4	340	280	60
5.me	» 1, 2, 3, 4 et 5	400	300	100
6.me	» 1, 2. 3, 4, 5 et 6	450	300	150
7.me	» 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7	490	280	200
8.me				

conclusions de leur propre science. Jones et Banfield commencèrent le feu; Rossi suivit, Carey, Bastiat et leur école entrèrent bientôt dans l'arène.

II.

Théorie harmoniste de la rente.

Carey voulut démontrer, par l'exemple de l'Amérique, que l'on commençait toujours par cultiver les terres les moins fertiles, parce qu'elles étaient les plus faciles, et situées sur les hauteurs, ou les versants des collines, que ce n'était que plus tard qu'on descendait dans les vallées, et quand on avait déjà les instruments nécessaires pour les défricher, les déssécher, les bonifier; ces capitaux réclamaient leur part des profits que l'abondance des récoltes permettaient de leur octroyer.

C'est donc au capital employé, et non à la fertilité de la terre que s'adresse le produit net.

Ainsi conclut Carey.

Bastiat développa brillamment cette théorie nouvelle, en la faisant passer pour sienne (plagiat que Carey dévoila sans pitié) et il ajouta qu'il pouvait se faire que le propriétaire reçut une rente supplémentaire, sans déboursés préalables; mais que

c' était là un fait commun à tous les capitaux et résultat de *monopoles naturels, et par conséquent légitimes.* A l'*échelle* de Ricardo, ils opposèrent des échelles contraires (1), plus fantaisistes que celle de Ricardo.

Après les maîtres, les disciples; un économiste d'un généreux caractère, R. de Fontenay, bien qu'appartenant à l' école hypocrite des *harmonistes* (l'école Carey-Bastiat que nous appellerons *Ecole américaine*) reprit la discussion avec une étonnante vivacité d' accent :

Ecoutons-les, lui et ses contradicteurs.

---

(1) ECHELLE DE CAREY:

	total	part de la terre	du travail
1.ere periode	30	20	10
2.me »	70	42	28
3.me »	120	60	60
4.me »	180	86	100
5.me »	240	100	130
6.me »	330	120	210
7.me »	420	140	280
8.m »	510	155	355
9.me »	620	170	450
10.m »	740	180	560
11.m »	870	190	680

ECHELLE DE BASTIAT:

	produit total	part du travail	part du capital
1.ere periode	4	1	3
2 m »	8	3	5
3.me »	12	6	6
4.me »	16	9	7

De Fontenay :

Le défrichement n'a pu commencer par les terrains les plus *fertiles*; il a commencé par les plus *faciles* (1)

Il n'y a pas de fertilité *naturelle*, c'est l'homme seul qui la fait.

Le classement des terres par ordre de fertilité est absurde.

Je combats cette théorie, parceque c'est la *théorie du dénuement* progressif : et l'esclavage du plus grand nombre, marchant de pair avec la suprématie d'une classe privilégiée. (2)

La seconde (erreur de cette théorie) c'est d'attribuer

---

(1) Ainsi que l'avaient remarqué Rae, Carey, Bastiat et Banfield, sans que cette affirmation soit plus fondée, en tant qui fait universel.

(2) « Le propriétaire tire un double avantage de la diffi-
» culté de produire. En effet il obtient d'abord une portion
» plus forte du produit total et puis il est payé en denrées
» dont la valeur est plus considérable . . .

« A mesure que s'accroit la population, les salaires vau-
» dront moins de blé . . .

« La part de l'ouvrier se trouvera diminuée, tandis que
» celle du propriétaire foncier se trouvera augmentée, à la
» fois en valeur et en quantité . . .

« La condition de l'ouvrier empirera en général, tandis
» que celle des propriétaires foncier s'améliorera . . .

« Les profits haussent toujours quandles salaires baissent,
» et tombent quand les salaires haussent . . ». (Ricardo *Principe de l'ec. pol. et de l'impôt* pages 57, 97, 77, 78, 305).

Il faut voir tout le chapitre, qui est épouvantable.

(Note de R. de Fontenay).

la production, et par suite la valeur, à tout ou en partie à la nature, de croire que dans le prix des subsistances une portion va solder le concours de forces spontanées, gratuites pour celui qui les exploite. Payer la nature à Dieu, c'est impossible; rémunérer, à leur place, celui qui s'interposerait simplement entre les dons de la Providence et les besoins de ses semblables, ce serait ineptie ou iniquité . . . ..

III.

Objections de Ricardiens.

Cherbuliez :

Pour nier la rente, qui n'est le prix ni du travail, ni du capital employé, comme le font Carey et Bastiat (et tous les harmonistes), il faut fermer la yeux à la lumière et nier une foule de faits notoires, patents, quotidiens, qui autrement seraient inexplicables. Pourquoi les emplacements où l' on bâtit, terrains sans culture, qui n'ont de valeur que dans les villes, coûtent-ils aussi cher que les constructions elles mêmes?

Pourquoi les terrains, destinés à la même culture et d'une préparation identique, se vendent-ils bien plus cher, dans certaines localités que dans d'autres?

Pourquoi les établissement loués depuis très longtemps se louent-ils bien plus cher qu'autrefois, sans que le propriétaire y ait mis la moindre dépense?

Pourquoi certains terrains marécageux et malsains ont ils une valeur supérieure à celle qu'y ajouteront les dessèchements faits aux dépens de l'acheteur?

Pourquoi partout, la qualité du terrain et sa situation, relativement aux villes ; aux facilités de transport des produits, exercent-ils une si grande influence sur les prix de vente et de location ?

Voilà de formidables exceptions que la théorie commode *des monopoles naturels et par conséquent légitimes, ne suffit pas à expliquer.*

Joseph Garnier, son tour :

Supposons que Malthus, West, Ricardo, Mac Culoch, Rossi etc. aient mal vu ; que la *rente*, le *fermage*, l'*intérêt du capital* appliqués à l'acquisition ne soient qu'une seule et même chose, vous serez toujours obligés de recourir à J. B. Say et aux économistes que vous combattez, car les communistes pourront toujours vous dire :

Propriétaire ! Tu prétends que ton revenu est le fruit de ton travail est de ton capital, d'accord ! Mais de quel droit accapares-tu cette partie du sol pour y mettre ton travail et ton capital, à l'exclusion de mon travail et de mon capital ?

Dupuit :

MM. Thiers, Joseph Garnier, ont, comme J. B. Say, parfaitement reconnu *que la propriété individuelle avait pour origine le vol, la fraude, l'assassinat .....*

On ne peut pas dire qu'elle est le fruit du travail on ne peut la fonder que sur l'hérédité et la prescription. Alors, fondée sur la loi, elle est inébranlable. (1).

---

(1) *Inébranlable*, pas plus que la loi elle-même, toutefois. Le progrès ne se constate que par la transformation constante des lois, cette *transformation de la cause*, ne peut pas ne pas entraîner une *transformation de l'effet*.

Que répond de Fontenay? Des paroles bien imprudentes.

La rente de Ricardo (fondé sur ce principe de Say, Thiers, Ricardo, J. Garnier, Dupuit etc. que la propriété n'est pas le fruit du travail) La rente de Ricardo, conclut-il, c'est le droit seigneurial, *l'aubaine*, comme dit Proudhon; c'est la permission de vivre, la place au soleil, que les plus faible payent au plus fort. Il est bien évident que cet impôt, soldé pour l' *usage des facultés propres et impérissables du sol*, ce n'est pas un individu, cest l'État, c'est l'humanité tout entière, propriétaire du globe. qui ont seuls le droit de le percevoir. (1) La propriété de Ricardo aboutit au mot de Proudhon: sa rente c'est le vol!

Serait il bien difficile de prouver qu' en effet Ricardo, Malthus, Thiers, West, Anderson, J. Garnier, Dupuit, J. B. Say, Dunoyer, Ch. Comte, Mac Culoch, etc., etc. ont raison? Que la propriété n'est pas le fruit du travail?

Il n'y aurait besoin pour cela que de rappeler les nombreuses invasions, qui depuis 20 siècles ont bouleversé l' Europe.

En France les Romains dépossédent les Gaulois, et ils sont dépossédés par les barbares, les héritiers des seigneurs sont, à leur tour dépossèdés, en 1789, par la bourgeoisie; je passe sur les dépossessions secondaires.

---

(1) Nous ne demandons pas autre chose, nous autres collectivistes.

En Italie, les Etrusques, les Grecs, les Gaulois, les Romains, les Hérules, les Lombards, les Goths, les Hongrois, les Allemands, les Français, les Espagnols n'ont guère fait que se déposséder mutuellement.

Comment dans cette série de confiscations et de meurtres, la terre serait-elle restée au premier occupant? ou à celui qui là défrichée? ce qui revient au même, à supposer que ce premier occupant ne l'avait pas fait défricher par des esclaves?

Si nous quittons l'histoire pour l'époque présente, que voyons nous en général?

Les gros propriétaires vivent dans l'oisivité.

Et ceux qui travaillent manquent souvent du pain du jour; ils ne possédent rien.

Et-ce que, si la propriété était le fruit du travail, ou, ce qui revient au même, si l'ouvrier jouissait du fruit intégral de son travail, on verrait une pareille anomalie?

Non sans doute.

Pourtant, les paroles de M. De Fontenay sont formelles; *si la propriété n'est pas le fruit du travail, la rente c'est le vol!*

Décidément l'accord ne règne pas entre les défenseurs de la propriété.

Nous sommes pour les Ricardiens contre les Harmonistes, parce que les premiers sont plus francs;

néanmoins, quant à l'analyse de l'aubaine, il est sûr que les seconds ont à moitié raison.

Disons : la fertilité virtuelle de la terre et la fécondité des agents naturels n'augmentent pas ; ils sont aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a mille ans. Si depuis cette époque, les produits ont décuplés, c'est au seul travail qu'est dûe cette multiplication. Une partie de ce travail se transforme en instruments et en nouvelles forces productives et de ces instruments et forces productives les travailleurs doivent payer l'intérêt à l'oisif qui se les est légalement appropriés. C'est donc en profits du capital, ici Ricardo a raison, que se paye la plus grande partie de l'*aubaine*. Mais cela ne veut pas dire que la terre elle même ne produise une rente, quelquefois scandaleusement forte.

Les Harmonistes appellent cela *des monopoles naturels et légitimes*. Le mot ne fait rien à la chose. Si l'on me prend une partie du fruit de mon travail, que m'importe que ce soit comme *rente*, comme *profit du capital* ou comme *intérêt de l'argent ?*

IV.

Intérêt de l'argent.

Sur la question de *l'intérêt de l'argent*, on a beaucoup parlé de la discussion entre Proudhon et Bastiat.

Bastiat venait de faire son pamphlet : *Capital et Rente* (1849) bourré, comme toutes les productions de cet économiste, d'insipides apologues, dont le moindre défaut était de reposer toujours sur une donnée absurde. (1).

M. Chevé, qui, en attendant de devenir veuillotiste et sillabiste dans le *Journal des Villes et des Campagnes*, était proudhonien dans *La Voix du Peuple*, (2) interpella Bastiat; celui-ci répondit; Proudhon répliqua et la discussion fut engagée.

En voici un résumé :

Chevé : L'intérêt est illégitime, parce qu'il est l'échange d'un simple usage contre une *propriété*. L'emprunteur qui a donné une *propriété* et ne reçoit qu'un *usufruit* est lésé.

Grâce à la rente, le loisir est interdit précisément à ceux qui travaillent, du berceau jusqu'à la tombe.

---

(1) C'était toujours Pierre ou Jaques qui avait inventé et fait une *scie*, ou un *rabot*, et ne voulait les prêter sans en retirer un bénéfice. Mais ni Pierre, ni Jaques n'étaient capables de faire une scie ou un rabot à eux seuls ; il n'avaient donc pu que s'approprier ces instruments d'une manière plus ou moins légale ; mais sûrement au mépris des lois de la justice bien comprise. Ce n'est pas sur l'emploi des outils qu'il fallait discuter; mais d'abord sur la légitimité de leurs appropriation.

(2) Proudhon n'a pas été heureux dans tous ses disciples. Pour ne parler que des principaux, Chevé devient jésuite, Charles Edmond, bonapartiste, Darimon, idem. Langlois, mameluk versaillais.

Donner aux travailleurs le moyen d'acquérir en toute propriété ce que, par la rente sous toutes ses formes, ils payent toujours, pour n'en avoir que l'usage, et la solution sera trouvée.

Bastiat: Les services s'échangent contre des services; celui qui prête rend service, il doit donc recevoir quelque chose; ce *quelque chose* je l'appelle *intérêt.*

Mutualité de services ne veut pas dire *identité de services*; la vie sociale est pleine d'échanges *d'usages* contre des *propriétés*.

Le capital contribue à la production; donc son possesseur doit recevoir une rétribution, tout comme le travailleur.

Proudhon: Celui qui prête ne se prive pas: donc, il n'a droit à rien.

Pour que l'intérêt ne soit plus une aubaine, il faudrait arriver à établir l'égalité des prestations, en d'autres termes, l'égalité des fortunes. Pour cela, il n'y a qu'à augmenter la circulation du capital, ce qui est possible par l'établissement d'une banque nationale d'échange, fondée par tous les producteurs, à qui, moyennant souscription de 1 % sur leur capital, elle fournirait le crédit gratuit.

L'usure a été, dans son institution providentielle, un instrument de progrès, comme la monarchie absolue un instrument de liberté et de progrès; comme, dans l'ordre judiciaire, l'épreuve de l'eau bouillante, le duel et la question ont été, tour à tour, des instruments de conviction et de progrès. (!) Mais maintenant l'usure doit devenir réciproque, ce qui sera son annulation et transformera le *crédit* en *échange*.

Bastiat: Celui qui vend ne se prive pas non plus; votre théorie attaque la rente, aussi bien que le prêt.

Ce n'est pas une banque qui égalisera les situations; que le Socialisme, pour en arriver là, égalise chez tous les hommes l'activité, l'habilité etc.

Pour que le capital circule, il faut d'abord qu'il existe; et, pour qu'il existe, il faut qu'il soit provoqué à naître par la perspective des récompenses attachées aux vertus qui l'engendrent.

Ne pas faire la division entre capitaliste et travailleurs; presque tous les travailleurs sont capitalistes. De deux travailleurs égaux en adresse, celui qui gagne le plus est celui qui apporte ses outils.

Le capital est le grand émancipateur, on a tort de lui faire la guerre.

Proudhon ; Réfutez d'abord la théorie du *crédit gratuit* ; une théorie nouvelle a droit à la discussion. Au lieu de réfuter mon système, vous me présentez le vôtre. L' intérêt, l'histoire le prouve, a été, mais n' est plus légitime. Vous confondez les époques.

Votre *service* n'est qu'une *spoliation* ; le crédit, moyennant intérêt, est comme la liberté que donne le corsaire, moyennant rançon. Celui qui vend reçoit en échange une chose de *valeur égale* ; celui qui prête, exige *plus* qu'il n'a donné ; ce qui est une spoliation. C'est bien de la circulation du capital, en non du capital même, que naît le progrès de la richesse. Les prétentions du socialisme sont fondées, on peut fonder *l' égalité de l'échange et la gratuité du crédit*, la société est criminelle de se refuser à le faire.

Bastiat : Je veux rester sur mon terrain. Le prêt est un *service* susceptible d'être *évalué*, et par conséquent une *valeur* qui peut s'échanger contre une autre valeur égale.

Organisation de la circulation, gratuité du crédit etc. chimères. Toute valeur se compose de deux éléments : le capital et le travail ; donc, le capital doit être rétribué. L'intérêt, dites-vous, a été un instrument d'égalité et de progrès ; il l'est encore et le sera toujours.

Poursuit, ô capital ! ta glorieuse carrière, pour l'affranchissement de l'humanité !

Proudhon : Quand je vous dis : la gratuité du crédit est chose facile et pratique ; donc l'intérêt du crédit est désormais illégitime ; vous répondez que reconnaître que l'intérêt a été légitime et progressif c'est reconnaître que le crédit gratuit est une chimère. Vous raisonnez comme les entrepreneurs de roulage à l'égard des chemins de fer.

Le *neschek* (des Hebreux) le *tokos* (des Grecs) le *fœnus* (des Romains) l'*usure* (des Français) se distinguent du bénéfice aléatoire, inter-esse, qui fut irréprochable dans son origine, mais engendra les modes de spoliation ci-dessus énoncés.

Vivre en travaillant est un principe qui sous le régime de l'intérêt implique contradiction. La société est acculée, il faut qu'elle se réforme.

Poursuis ô capital ! ton œuvre d'iniquité.... la Révolution justicière viendra.

Bastiat : Le capital féconde le travail ; le capital est du travail, à mesure que le capital s'accroît, l'intérêt baisse ; mais de telle sorte que le revenu total du capitaliste augmente ; à mesure que les capitaux augmentent, leur part augmente absolument, diminue proportionellement, tandis, que la part du travail augmente absolument et proportionellement.

Proudhon : L'intérêt, excusable comme *accident* dans les conditions où il a pris naissance, devient spoliateur dès qu'on prétend le généraliser, en faire une règle d'économie publique ; il est en contradiction formelle avec le principe économique, que dans la societé le *produit net* est identique au *produit brut* et que toute prélibation du capital sur le travail est une erreur de compte.

Bastiat : Si la peine du créancier est quelque chose, l'intérêt doit être quelque chose. Prouvez que le temps est venu où les maisons, les outils et les provisions naissent spontanément. Hors de là, vous n'êtes pas fondé à

dire que la peine du capitaliste n'est *rien* et qu'il ne doit *rien* recevoir.

Proudhon : Le *capital* ne se distingue pas du *produit* ; ces deux termes ne désignent point des choses distinctes ; mais de simples relations. *Produit c'est capital*, *capital c'est produit* ; *Les produits s'échangent contre des produits* ; *les capitaux contre les capitaux*. *Créditer*, *c'est échanger* et l'intérêt n'est qu'une spoliation.

Dans le régime mutuelliste, la fortune de l'ouvrier augmente en raison directe de son travail et celle du capitaliste diminue en raison directe de sa consommation improductive.

Sous le régime de l'usure, la fortune de l'ouvrier décroît en raison directe de son travail ; tandis que celle du capitaliste augmente en raison directe de sa consommation improductive.

Bastiat : Votre système n'amène pas le *crédit gratuit* ; d'ailleurs vouloir le crédit *gratuit*, c'est vouloir *tuer* le crédit.

Il y a dans l'intérêt la rémunération du délai, du prix, du temps, des frais de circultaion, de la prime d'assurance.

(Les deux dernières lettres n'étant, celle de Proudhon qu'un recueil d'injures, celle de Bastiat qu'on résumé partial de la discussion, je les passe sous silence).

Dans cette discussion entre le plus sophiste des économistes et le plus sophiste des socialistes, c'est Proudhon, qui appelle la sympathie par la générosité de son but ; mais il faut avouer qu'il s'est fait battre par Bastiat, et c'est là une preuve terrible de la faiblesse de la doctrine mutuelliste : tout le talent

de son inventeur à été vain contre les arguments monotones et terre à terre d'un économiste borné et à l'esprit faux.

A cette argumentation économiste: *Les services s'échangent contre les services. celui qui prête son capital, rend un service susceptible d'évaluation, il a donc droit à un service, non pas identique, mais équivalent ; ce service équivalent, nous l'appelons intérêt.* Proudhon n'a rien objecté de décisif.

Ses excursion, souvent fort réactionnaire à travers l'histoire, sa monographie de l'usure, sa critique, vraiment admirable de la Banque de France, ses démonstrations sur la possibilité du *crédit gratuit,* n'aboutissent en somme qu'à ces trois proposition:

1.° L'intérêt va en diminuant.

2.° L'intérêt à été légitime et ne l'est plus.

3.° Le *crédit gratuit* est possible et il donnera l'égalité.

Bastiat admit la première proposition en déclarant que cela ne veut pas dire que le crédit dût jamais devenir *gratuit.*

Il réfuta la seconde en démontrant que l'*intérêt,* en régime de propriété individuelle, est aussi légitime qu'inévitable.

Il contesta la troisième et prouva qu'en tout cas, son adoption ne conduirait pas à l'égalité des fortunes.

En se posant sur le terrain de Bastiat, Proudhon était vaincu d'avance. Toute sa force de polémiste, toute sa dialectique, ne pouvait servir qu'à masquer un peu sa défaite

Il devait dire à Bastiat : Quest-ce d'abord, que le *Capital ?* Ce n'est pas seulement du *travail accumulé*, mais encore la somme des matières et des forces, naturelles ou acquises, consacrée à la production. Or de quel droit, vous capitaliste, qui ne ne produisez pas, possédez-vous tout seul ce capital, d'origine naturelle et sociale, tandis que moi, travailleur, je n'ai rien ?

Oui, le capital contribue à la propuction; *mais le capital et non les capitalistes* (1). Vous dites vous-même que *les utilités devraient être gratuites*, pourquoi vous les appropriez-vous ? Pourquoi vous interposez-vous entre le *capital* et les *travailleurs ?* Pourquoi mettez-vous sous chef le *patrimoine* de l'humanité ? Nous reconnaissons comme *propriété* sacro-sainte, pour tout être humain (les charges sociales étant remplies) l'équivalant des produits de son travail, c'est à dire des *valeurs* par lui produites, les *utilités* inaliénables entre les mains de la collectivité sociale, étant mises à la disposition de tous.

(1) J. S. Mill.

Mais vous intervenez en vous appropriant ce qui devrait être collectif, vous rançonnez la propriété *légitime et naturelle*, au profit d'une propriété *conventionnelle et factice*, et, au grand détriment du plus grand nombre, que cette subversion économique retient dans la misère et l'ignorance, malgré les progrès industriels de notre époque.

En somme, nous reconnaissons l'utilité productive du capital, mais nous soutenons que cette *utilité*, dont l'origine est *naturelle et sociale*, doit être *sociale*, dans sa destination, c'est à dire que ce qu'on a appelé *rente* doit revenir à la collectivité, et constituer les ressources de celle-ci. De la sorte, les travailleurs recevraient, sans prélèvement d'aucune sorte le produit intègral de leur travail. Le fond social, suffisant pour tous, dispenserait de recourir au crédit individuel, et comme le disait un homme de bien qui est en même temps un artiste éminent, (1) s'il y avait encore des prêts ce ne seraient plus que des échanges d'amitié entre personnes sympathiques et l'*intérêt* n'aurait plus sa raison d'être.

(1) A. Ottin.

CHAPITRE X.

De la valeur.

I.

Historique de la question.

Les anciens économistes voyaient surtout dans la *valeur*, le côté *d'utilité*. Selon, Barbon, (1) les choses tirent leur valeur du besoin qu'on en a. Ce qui fait la *valeur* d'une chose, dit Locke, (2) c'est la propriété qu'elle a de satisfaire des besoins, ou les convenances de la nature humaine. Pour Turgot, au contraire, la valeur est le *rapport* qui existe entre une chose et une autre chose.

Adam Smith distingua nettement entre la valeur d'utilité et la valeur d'échange ; d'après lui, le prix

(1) (2) Cité par Marx.

des choses est déterminé par *l'offre et la demande*
J. B. Say et la plupart des économistes français acceptèrent cette théorie, étrange de la part de gens qui admettaient que le travail est la source des richesses. Outre Smith, Verri avait été on ne peut plus énergique sur ce dernier point.

Ces publicistes confondaient tout simplement le *prix courant* et le *prix naturel*, ou plutôt semblaient ignorer l'existence de ce dernier.

Le prix déterminé par *l'offre* et la *demande*, est *le prix courant*, qui n'a rien de commun avec le *prix naturel* ou *valeur réelle* de la chose.

Une autre théorie, l'opposé de celle dont nous venons de parler, allait trouver des adeptes.

Selon Germain Garnier :

« Le travail humain, considéré en lui même, est invariable... Ce que donne l'ouvrier qui travaille c'est à dire une portion de son temps, de ses forces, de sa liberté, est la même en toutes circonstances. C'est là une quantité déterminée par les lois naturelles, comme le cours des astres et les changements de saison.

En ce sens, le travail est la mesure de la valeur.»

Ricardo précisa :

Ce n'est ni l'utilité des choses, ni leur valeur intrinsèque qui en fait des richesses, c'est l'échange qui fixe et détermine leur *valeur* et c'est cette *valeur* qui les identifie avec la richesse.

La *valeur* d'une marchandise, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de *la quantité de travail nécessaire pour la produire.*

En d'autres termes : la *valeur a pour mesure ses frais de production.*

On lui fit cette objection :

Quand deux quantités de grain ont été produites sur des terrains différents et que, par conséquent, l'une a plus coûté que l'autre, elles se vendent pourtant le même prix ? Que signifient alors *vos frais de prodcction?*

Il répondit :

Les dépenses sont calculées sur celle qui a le plus coûté. La différence constitue la rente du propriétaire.

On ajouta :

Mais, sur 10,000 producteurs d'un même objet, il y en aura toujours un qui aura plus dépensé que les autres. Une seule évaluation sera la vraie, et les 9999 autres seront donc fausses ?

L'objection était serrée. Il aurait fallu, pour y répondre victorieusement, jeter à l'eau la forme capitaliste de la production, ce que Ricardo ne voulait pas faire.

Sénior, disciple de Ricardo, répondit :

En certains cas, le prix de la valeur est déterminé par le prix de l'acheteur (frais de reproduction) en d'autres cas, il est déterminé par le prix du vendeur (frais de production).

Cette réponse avait le défaut de jeter à l'eau la théorie de Ricardo, et le défaut plus grave de n'être pas concluante,

Malgré tout, dit Ferrara, la doctrine domine en Angleterre, elle domine même un peu sur le continent. J. B. Say fut indécis, il accepta et récusa, sans jamais donner des explications bien nettes et sans adopter un principe bien déterminé sur la valeur.

D'autres expliquèrent la grave difficulté de mesurer la valeur d'après ses frais de production; mais il déclarèrent que c'était là un principe incontestable.

Les autres y trouvèrent une excellente susbstitution à la formule vieillie de l'*offre et de la demande.*

Vint Rossi, qui donna une autre définition, ou plutôt reprit, en l'améliorant, une ancienne formule de Turgot.

La valeur n'est rien, que l'expression d'une relation essentiellement variable. C'est la relation de nos besoins avec la chose.

La valeur d'usage dure aussi longtemps qu' éxiste la relation entre les objet et les besoins de l'homme.

La valeur d'échange n'existe vraiment que dans le moment même de l'échange.

Etablissons un point de repère avant d'aller plus loin.

Les théoriciens de *l' offre et de la demande* ne voyoient que le *prix courant* des *valeurs*; les théoriciens du *coût de production* n'out vu que le *prix naturel*, ce qui est un excès opposé.

En réalité, dans notre société industrielle présente, c'est *l'offre et la demande* qui déterminent le plus souvent le prix des choses; c'est-à-dire que le *prix courant*, qui n'est rien autre que la prime aux monopoles et à la spéculation, domine l'échange, et s'éloigne de plus en plus du *prix naturel*, *ou coût de production.* Mais qu' est ce-que le *coût de production*, dans une organisation industrielle qui accorde des primes variables et toujours exorbitantes à des individus qui n'ont pas travaillé, parceque le hazard de la naissance ou des spéculations heureuses ont rendu ces individus propriétaires d'une certaine part du capital humain?

Le tort des ricardiens a été de supposer que le *coût de productian* déterminait *actuellement* les prix, c'est-à-dire que le *prix naturel* dominait l'échange.

Rae, Carey, Bastiat et les harmonistes propagèrent une 3me théorie (1) dite du *coût de reproduction.*

Ils disent:

« Ricardo a vraiment fait un pas vers la vérité, en disant que la valeur représente *les frais de production*; mais il n'est pas arrivé au vrai; car une valeur peut avoir coûté 20 journées de travail et

---

(1) Amendée, mais adoptée dans sa significations générale par Ferrara et les principaux économistes italiens.

pourtant n'en valoir que 15, soit que l'ouvrier qui l'a produite ne soit pas habile, soit qu'on ait inventé un procédé plus expéditif. Il serait donc plus vrai de dire que la valeur se mesure à *ses frais de reproduction ;* c'est-à dire à ce qu'il en coûterait pour en produire une nouvelle. En d'autres termes, la valeur se mesure, non pas à sa quantité de travail ; mais à son résultat utile, non à *l'effort* mais au *service ;* elle a pour mesure *le coût de reproduction.* »

Ceci n'était qu'un amendement, justifié d'ailleurs, à la théorie *du coût de production* qui était ainsi mieux adaptée à la production capitaliste et plus vraie *actuellement.* Ce n'était pas une solution. Autour de ces trois grandes théories, les économistes éclectiques (1) ont formulé un assez grand nombre de théories mixtes que je n'exposerai pas, de crainte d'embrouiller mon exposé général ; j'arrive de suite à la théorie socialiste entrevue par Proudhon savamment démontrée par Marx.

II.

Théorie socialiste de la valeur.

« L'utilité d'une chose, dit Marx, fait de cette chose une *valeur d'usage* . . . ».

(1) Ferrara, Pasini, Messedaglia, Lampertico etc.

Les *valeurs d'usage* ne se réalisent que dans l'usage, ou la consommation. Elles forment la matière de la richesse.

La valeur d'échange apparait d'abord comme le rapport quantitatif, comme la proportion dans la quelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre, rapport qui change constamment avec le le temps et le lieu . . .

L'*utilité* n'a rien de vague et d'indécis ; déterminée par les proprieté du corps, elle n'existe point sans lui. La *valeur d'échange*, au contraire, a quelque chose d'arbitraire et de purement relatif . . . .

Prenons deux marchandises soit du froment et du fer, quelque soit leur rapport d'échange, il peut toujours être représenté par une équation dans laquelle une quantité donnée de froment est reputée égale à une quantité quelconque de fer. Par exemple : 1 quarteron de froment à x kil. de fer. Que signifie cette équation ? Que dans deux objets différents, dans 1 quarteron de froment ed dans x kil. de fer. il existe quelque chose de commun. Les deux objets sont donc égaux à un *troisième* qui, par lui même, n'est ni l'un ni l'autre. Chacun des deux doit, en tant que *valeur d'échange*, être réductible au troisième, indépendamment de l'autre.

La *valeur d'usage* des marchandises, une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité : celle d'être des produits du travail. Mais déjà le produit du travail lui même s'est métamorphosé à notre insu . . . . Il ne reste plus aux produits que le caractère commun des travaux, ils sont tous ramenés au même travail humain . . . Chacun deux ressemble complétement à l'autre. Ils ont tous une même réalité fantomatique, Métamorphosés en *sublimés* identiques, échantillons du même travail indistinct, tous *ces objets ne manifestent plus qu'une chose; c'est que. dans leur productions une force humaine de travail a été dépensée, que du travail humain y est accu-*

mulé. En tant que cristaux, de cette substance sociale commune, il sont réputé *valeurs.*

Comment mesurer maintenant la grandeur de la valeur? Par le *quantum* de la substance *créatrice de valeur*, contenu en lui, du travail. La quantité de travail elle même a pour mesure sa durée dans le temps, et le temps de travail possède, de nouveau, sa mesure dans les parties du temps, telles que l'heure, et le jour.

On pourrait s'imaginer, que si la *valeur* d'une marchandise est déterminée par le *quantum du travail* dépensé pendant sa production, plus un homme est paresseux, ou inhabile, plus sa marchandise aurait de valeur, parce qu'il emploie plus de temps à sa fabrication. Mais le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est du travail égal et indistinct, une dépense de même force.

La force de travail de la société tout entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des *valeurs*, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose des force individuelles innombrables. Chaque force individuelle de travail est égale à toute autre, en tant quelle possède le caractère de force sociale moyenne et fonctionne comme telle, c'est-à-dire n'emploie dans la production des marchandises que le temps nécessaire en moyenne, ou le temps de travail nécessaire socialement...

Après l'introduction en Angleterre du tissage à la vapeur, il fallut peut être moitié moins de travail qu'auparavant pour transformer en tissus une certaine quantité de fils. Le tisserand anglais, lui, eut toujours besoin du même temps pour opérer cette transformation; mais, dès lors, le produit de son heure de travail individuel ne représenta plus que la moitié *d'une heure sociale* de travail et ne donna plus que la motié de la valeur première.

C'est donc seulement le QUANTUM *de travail ou le*

temps de travail nécessaire dans une société donnée, à la production d'un article, qui en détermine la quantité de valeur (1)

(*En Résumé*): « La substance de la *valeur*, c'est le travail.

« La mesure de sa quantité, c'est la durée de travail.

» En général *plus grande est la force productive de travail*, plus est court le temps nécessaire à la production d'un article, et plus petite est la masse de travail cristallisé en lui, *plus est petite sa valeur.*

» Inversement, *plus est petite la force productive de travail*, plus est grand le temps nécessaire à la production d'un article, *plus est grande sa valeur.*

La quantité de valeur d'une marchandise varie donc en raison directe du quantum *et en raison inverse* de la force de travail qui se réalise en elle.

L'égalité des travaux qui diffèrent *toto cœlo* les uns des autres ne peut consister que dans une abstraction de leur inégalité, que dans la réduction à leur caractère commun de dépense de force humaine, de travail humain en général, et c'est l'échange seul qui opère cette réduction, en mettant en présence les uns des autres, *sur un pied d'égalité*, les produits des travaux les plus divers.

Avec son brillant talent, Lassalle ne contribua pas peu à la vulgarisation de cette théorie, que les

---

(1) Le travail est le seul élément de la production qui se trouve au fond de l'organisme humain ; c'est pourquoi, au point de vue humain, tous les produits doivent être considérés comme les produits exclusifs du travail.

(Tchernychewsky).

économistes ont vivement attaquée. On lui à fait, entre autres, deux objections fondamentales :

1) Le mouvement est compliqué et diffère non seulement par le temps, mais encore par l'intensité.

2) Il y a de la matière dans le travail, et la dépense de force humaine n'est par conséquent pas tout dans les produits.

A la première objection, Marx et Lassalle avaient répondu d'avance en expliquant avec insistance que l'heure ou la journée de travail qu'ils entendaient, étaient ou une heure, ou une journée *sociale*, ou *moyenne* de travail et non pas la journée de telle personne.

Ils ont répété que pour que cette heure de travail, soit *sociale* il faut qu'elle ait à son service toutes les forces naturelles et économiques actuellement employées dans le travail.

La seconde objection est plus sérieuse ; si l'on s'en tient à la production capitaliste, elle est même irréfutable.

En effet, la matière et les instruments de travail sont appropriés ; comme tels, ils rapportent un bénéfice à leur possesseur. Ce bénéfice entre nécessairement dans la *formation des prix* et, qui pis est, y entre sans être soumis à aucune norme : dans telle profession, le prélèvement capitaliste est de 20 0/0 ; dans telle autre, de 60, et 100 0/0 ;

allez donc, après cela, dire qu'en fait la mesure de la valeur: *c'est la somme de travail incorporée en elle !*

On peut tout au plus, en production capitaliste, tendre au *coût de production* tel que l'entendait Ricardo, c'est à dire corrompu et surchargé de *rente*, de *profits*, d'*intérêt* absolument étrangers à la production, si ce n'est qu'ils sont dépressifs du travail et des travailleurs. Mais, c'est autre chose, si l'on suppose que comme le Prométhée de Proudhon et le Robinson de Marx, la société dispose librement de la matière quelle transforme et se dit ensuite: cet objet vaus tant, car pour le faire, j'ai dépensé tant de travail.

Alors, la mesure de la valeur serait on ne peut plus simple à fixer, on n'aurait qu'à évaluer le temps du travail.

Chaque membre de cette société ayant reçu l'instruction, l'apprentissage et la matière qu'il à transformer, les instruments ou machines a lui nécessaires, apporterait sur le marché social un produit, et dirait: Ceci vaut trois journées, 10 journées de travail, donnez-m'en l'équivalent, pour que je le dépense á ma guise.

— C'est juste répondrait le préposé social ; voici l'équivalent de vos dix journées, moins tant pour cent que je retiens pour votre contribution aux char-

ges sociales. Même procédé s'il s'agissait d'une société de production.

— Pardon, objectera-t-on, mais qui verifiera si tel produit a bien coûté tant de journées de travail ?

— Voici : Chaque produit porterait une étiquette, *devis* des différentes transformations subies par la matière, pour arriver á l'état où elle est.

Par exemple une association de tailleurs, ayant changé en 30 paletots 100 mètres de draps, ferait ainsi son *devis*.

Payé à l'éleveur, pour 120 kil. de laine soyeuse, la valeur de 15 journées.

Blanchissage, cardage, filage, tissage, teinture apprêt etc. 20 journées.

Coupe et couture : 20 journées.

Redavance a la collectivité pour l'emploi des machines nécessaire à ces différents travaux : la valeur de 10 journées.

Frais d'éntrepôt : la valeur de 2 journées, total 67 journées.

Soit en fixant la journée a 8 fr., 536 fr. par paletot 5. 36c.

La comparaison des *devis* permettrait de découvrir les exagérations.

Enfin les associations fédérées pourrait dans chaque région nommer des experts qui après, examen, met-

traient leur *visa* d'approbation ou de désapprobation au bas du *devis*. Et qui voudrait courir le risque d'une flétrissure publique? En outre on pourrait, pour l'édification des acheteurs, afficher dans chaque magasin social, un tableau annuel ou mensuel du prix des différent objets, réglé sur le travail *actuellement* nécessaire à leur fabrication.

Ainsi serait résolue avec justice et simplicité, cette question si ardue de la *valeur*, sur laquelle on a tout divagué! Et qu'un grand nombre d'économistes ont déclaré insoluble en termes sybillins. Il faut les entendre :

> Il n'y a pas de mesure de la valeur, d'étalon de la valeur. C'est la science économique qui dit cela, comme la science mathématique nous dit qu'il n'y a pas de mouvement perpétuel, pas de quadrature du cercle et que cette quadrature, et ce mouvement ne se trouveront jamais. Or s'il n'y a pas d'étalon de la valeur, si la mesure de la valeur n'est pas même une illusion métaphysique, quelle est donc en définitive la règle qui préside aux échanges... C'est, nous l'avons dit, *l'offre* et la *demande* d'une manière générale, voilà le dernier mot de la science.
>
> (Journal des Économistes).

Le Dernier mot de leur science, qui ne va pas loin, en effet. Mais que dire d'un état économique qui déclare une utopie l'application de son principe fondamental? Une société sans mesure de la valeur, n'a pas le droit de parler, ni de transaction, ni de

justice, tout y est livré au hasard de la spéculation, des monopoles et de la piraterie affariste.

Tout s'enchaîne dans le monde économique, comme ailleurs. Sans justice sociale, pas de mesure possible et équitable de la valeur.

O Prolétaires, vos revendications ne sont pas seulement légitimes ; elles sont moralisatrices !

Serrons encore la questions, et résumons, au risque de nous répéter, on ne saurait trop insister sur un sujet si plein encore d'obscurités.

Selon ma faible appréciation, il y a dans toute chose produite deux éléments :

1) LE CAPITAL (matière première, originelle (1)

---

(1) *La matière première originelle*, car, par suite de la division professionnelle du travail, la matière reçoit diverses transformations, qui chacune lui impriment une *valeur*. Par exemple, un cordonnier quand il prend le cuir nécessaire à une paire de souliers, se sert d'une matière qui, par l'éleveur, le tanneur, le corroyeur a déjà acquis de la *valeur*.

Il n'y a de gratuit que le pâturage, où l'animal dont on s'est approprié la peau a pu paître. En supposand donc qu'au prix actuel de la terre appropriée, le pâturage, représente dans une paire de souliers, une participation équivalent à 2 et que dans l'état économique actuel, le prélevement des trois capitalistes successifs représente une part équivalente à 3 ; en supposant, d'autre part, que les travailleurs successifs l'éleveur, tanneur-corroyeur, le cordonnier réclament chacun 2 pour leur travail, une paire de souliers se vendrait 2 + 3 + 6 = 11.

forces naturelles, et force sociale (1).C'est à proprement parler l'UTILITÉ qui devrait et pourrait être mise à la disposition de tous, et par conséquent ne pas entrer dans l'échange.

2) LE TRAVAIL appropriation ou transformation particulière qu'un individu ou un groupe producteur ont fait subir à une somme d'UTILITÉ, donnée. Par suite de l'intervention de ces agents, la chose travaillée a acquis une propriété spéciale: la VALEUR; elle *vaut* en raison du travail qui son état présent a nécessité.

Ainsi donc :

UTILITÉ, apport de la nature et de la société, dans la production, partie de la chose qui ne peut être ni appropriée, ni échangée.

VALEUR apport des individus, producteur libres et responsables, seule partie de la chose appropriable et échangeable.

Toute la subversion économique de notre temps vient de ce que l' *utilité* est appropriée et jetée dans la circulation, au grand détriment des travailleurs, seuls producteurs de la *valeur*.

Dans une société débarrassée de parasites, la paire de souliers se vendrait seulement, et sans diminution du prix du travail : $2 + 2 + 2 = 6$.

(2) J'appéle *force sociale* l'ensemble des découvertes, des inventions et des applications, dont les générations successives ont doté l'humanité.

CHAPITRE XI.

L'école anglaise.

I.

Les orthodoxes anglais.

Comme l'Eglise de Rome, l'éc. pol. orthodoxe (école anglaise) avait son *credo*. Certaines vérités paraissaient si solidement établies, si irréfragablement démontrées qu'on les acceptait comme des dogmes. Ceux qui en doutaient, étaient considérés comme des hérétiques, dont l'ignorance seule expliquait les aberrations. (E. de Laveleye) (1).

Après les quatre colonnes du temple: Smith, Say,

---

(1) Voir aussi : Angelo Dalmasso *(Economia politica e socialismo)* :

L'éc. pol., dit il, n'est que la codification des coutumes bourgeoises.

Malthus et Ricardo, voici quels furent les principaux représentants de cette école.

James Mill (le père de J. S. Mill) *utilitaire*, libéral en politique, auteur estimé d'une grande histoire des Indes, a écrit un volume d'économie politique que Mac Culoch apprécie en ces termes:

Cette œuvre (Éléments d'économie politique) résumé de Smith, sur la *production*, de Ricardo sur la *distribution*, de Malthus sur la *population*, est trop abstraite pour devenir jamais utile et populaire.

Lord Lauderdale, ami de Fox, et de Brissot, partisan de la Révolution Française, et qui, pendant la Terreur, habita Paris, ne sortit pourtant pas de l'économisme pur. Lauderdale, le premier, a doctrinalement étendu la conception de la Richesse en la définissant : *Tout ce qui est nécessaire à l'homme et lui est agréable.*

N. W. Senior, fanatique disciple de Malthus et de Ricardo. C'est lui qui fut le rapporteur de la fameuse loi de 1834 contre les pauvres.

En 1836, au moment de l'agitation ouvrière pour la diminution des heures de travail, il entreprit de prouver que, pour donner aux capitalistes les bénéfices aux quels ils ont droit les ouvriers, hommes, femmes et enfants devaient s'exténuer sans se plaindre pendant 13, 14 et 15 heures de travail par jour.

Dans son livre: *Principes d'économie politique*, il dit :

Si tous les travailleurs étaient employés, directement ou indirectement, à produire les marchandises destinées seulement à leur usage, *le cours des marchandises dépendrait uniquement de la productivité du travail.*

(Et le progrès social marcherait de pair avec le progrès scientifique, dans une société où règnerait une abondance et une égalité croissante. L'aveu est précieux à recueillir.)

Mais, se hâte de reprendre Sénior, il est clair que cela ne pourrait être, que si les travailleurs eux mêmes étaient propriétaires de tous les agents naturels et de tous les capitaux; cela constituerait un état de barbarie telle, qu'on ne verrait ni division du travail (?) ni distinction des ordres.

Pourquoi des ouvriers associés *ne pourraient-ils pas pratiquer la division du travail*, aussi bien au moins que les salariés, agglomérés, à la diable, dans les fabriques?

Mais il n'y aurait plus de *distinction des ordres;* il n'y aurait plus en Angleterre de clergé protestant, mangeant 237 *millions par an*, 5 fois plusque le clergé catholique de France; plus de lords possédant jusqu'à un demi million de rente par jour (1).

---

(1) Le marquis de Westminster. Il n'a encore que 250,000 fr. par jour; mais un héritage doit lui arriver qui doublera sa fortune...

Comment ne mourrait ou pas de faim dans ce pays classique du *libéralisme*? Et notons qu'en Angleterre les biens de la noblesse, comme ceux du clergé, sont à peu près inaliénables.

Outre leurs fabuleuses richesses, 6 ou 700 aristocrates ne se partageraient plus 97 millions du budget, et les capitalistes anglais ne préléveraient plus 30 et 40 °/₀ sur l'immense production nationale.

Il est vrai que personne ne mourrait plus de faim, ou de fatigue.

— C'est égal, le scandale serait trop grand. *Plus des distinction des ordres !*

Laissons encore parler Sènior; il est intructif et amusant :

Le fermage n'est la récompense d'aucune espèce de sacrifice; ceux qui le reçoivent *n'ont pas travaillé; ils N'ont en rien contribué à la production* . . . . Le surplus du produit est pris par le propriétaire de l'agent naturel il est sa récompense, *non pour avoir travaillé, ou s'être abstenu de consommer, mais simplement pour n'avoir pas retenu ce qu'il avait le droit de retenir, pour avoir permis d'accepter les dons de la nature.*

— Est-il permis d'attaquer plus violemment la propriété, s'écrie Buret?

— Je ne vous comprends pas, aurait pu répondre l'économiste, je n'ai pas dit plus que ne disent le droit Romain et tous les codes d'Europe et d'Amérique : *La propriété est le droit d'user et d'abuser.* Et le philosophe par excellence de la bourgeoisie française, Victor Cousin n'a-t-il pas dit aussi: *Le droit de propriété est absolu, ou il n'est pas.* Qu'ai je dit de plus?

Eisdell, de *Torrens*, économistes du même genre. — *Chalmers* disciple fanatique de Malthus, pasteur protestant comme lui, ennemi de la charité légale, comme lui, et partisan du droit d'aînesse, s'écrie avec un sérieux comique :

— Les produits sont nécessairement au dessous de la demande qu'en en fait.

— Pourtant, les engorgements, lui objecte-t-on?

— Il n'y a pas d'engorgements, réplique le prêtre anglican, qui n'a jamais eu, lui, à souffrir des chômages, et il crie aux riches : Consommez! consommez! en consommant vous faites acte de bons citoyen!

Allez donc discuter avec des hommes pareils!

Wathely l'archevèque admirateur de Malthus, aurait voulu qu'on appelât simplement l'économie politique *la catallactique ou science des échanges.* Il voudrait dans tout séminaire une chaire d'éc. pol.

Il parle de défendre gaillardement *les cités de son dieu* biblique, et maudit les *Philistins* en plusieurs langues.

Après avoir affirmé la connexité de l'économie politique et de la théologie, il avance *qu'un véritable chrétien part de cette persuasion ferme qu'aucune théorie réellement incompatible avec la Bible, ne peut jamais s'établir.*

Mac Culoch, disciple fidèle de Ricardo, hérita de

son influence. C'était un homme d'une érudition immense.

Il a écrit entre autres ouvrages un *dictionnaire du commerce et de la Navigation*, et une savante, mais partiale, introduction à l' histoire de l' économie politique.

Chose curieuse, ce ricardien est partisan du droit de coalition :

Non seulement, dit il, une coalition volontaire, quand la violence ne s'y joint pas, est l'exercice légitime des droits qu'ont les ouvriers de décider pour eux mêmes; mais, quand elle a pour objet d'élever les salaires. qui ont été induement réduits, elle est opportune, et il est à propos qu'elle se forme.

On ne trouve pas beaucoup de maîtres qui consentent à augmenter les salaires ; *il y a fort à parier que les réclamations d'un ou de plusieurs individus ne receveront aucun accueil, aussi longtemps que leurs camarades continueront à travailler au prix contre lequel ils protestent.* C'est donc seulement quand tous les ouvriers ou la plus part des ouvriers qui appartiennent à une usine, ou à une industrie, se coalisent entre eux, ou qu' ils agissent par un concours, qui équivaut à une coalition, refusent de continuer le travail à moins d'obtenir une augmentation de salaire, qu' il devient de l' intérêt immédiat des maîtres de faire droit à la demande qui leur est adressée.

Il en résulte évidemment que *sans l' existence d' une coalition, soit hautement avouée, soit tacite, les ouvriers ne parviendraient jamais par leur propres efforts, à une hausse de salaires et qu'ils resteraient à la discrétion des maîtres, dont la concurrence fixerait seule le taux de leur salaires.*

Presque tous les èconomistes anglais ont suivi les errements de l'école orthodoxe, et nous pourrions continuer notre énumération par Tooke, Fullarton, Corbet, Wilson, Maclaren, Porter, Paley, Thornton, Lawson, Blake, James Sterling etc., mais nous n'apprendrions rien de nonveau, bien que généralement ces contemporains soient moins durs que leurs devanciers.

II.

Les orthodoxes du continent.

Pour que le lecteur puisse apprécier les éc. orthodoxe du continent (1) nous lui mettrons quelques extraits sous les yeux;

---

(1) Les principaux économistes de cette école en étaient restés aux questions qui avaient préoccupé leurs dévanciers, sans se rendre compte de la différence des temps et de la marche de l'esprit humain.

Absorbés dans leurs calculs de statistique, et dans leurs recherches sur la production et la consommation, ils négligeaient une partie importante de la science sociale, dont ils ne voyaient que le coté matériel.

Ils ne saisissaient pas le lien qui, dans une société moderne, rattache le bien-être des classes laborieuses aux plus hauts intérêts de la civilisation générale.

(Daniel Stern hist, de la Rév. de 1848).

Le mendiant est une sorte de bas histrion qui subsiste des émotions qu'il peut exciter, et se rit tout bas de la pitié qu'il inspire . . , Sa vie de mendiant a pour lui tant de charmes qu'il ne voudrait pas la changer pour une autre. C'est la liberté et l'indépendance de l'état sauvage, au milieu de toutes les commodités de l'état de civilisation, du salaire sans travail, des jouissances sans fatigue . . .

Quiconque fait l'aumône sans examen est conpable d'un véritable délit social.

Qui nous délivrera de ces prétendus droits des pauvres, droits de *glaner*, de *grapiller*, de *chaumer.* de *pacager*, sur la terre d'autrui, et de tous ces outrages à la propriété, exercés par la lie du peuple des campagnes ?

Je combattrai aussi ces asiles pour la vieillesse et toutes ces institutions enfantées par une fausse humanité, ou par une piété aveugle, qu'il faut absolument faire disparaître.

Le Gouvernement doit, en outre, interdire toute aumône faite sans information suffisantes.

Quand bien même la société se trouverait dans cette situation, la plus défavorable à l'ouvrier, celle où la classe des travailleurs excède la demande du travail; quand le taux du salaire serait au plus bas, un individu ne serait pas pour cela plus exposé que tout autre à manquer d'occupation et ne serait pas plus autotorisé que tout autre à réclamer de la Societé une assistance gratuite, qui ne pourrait être qu'une faveur obtenue, sans aucun motif raisonnable. (G. Garnier).

Qu'aurait répondu G. Garnier, si on lui eut posé la question suivante :

Ne trouvez-vous pas que les blessés d'une armée qui vient de se battre, ont mauvaise grâce à demander des soins?

Car enfin leurs compagnons étaient aussi exposés qu'eux ?

Dunoyer et Ch. Comte furent les premiers et les plus importants disciples de J. B. Say. Ch. Compte, auteur d'un *Traité de législation*, écrivit peu sur l'économie politique proprement dite. Il en fut autrement de Dunoyer, ex-préfet de Louis Philippe, devenu, après la mort de J. B. Say, l'oracle des économistes français, et en quelque sorte, le Mac Culoch de la France.

Préfet, il prècha le *moral restraint* de Malthus à ses administrés ; rédacteur au *Journal des économistes*, il n'écrivit que pour glorifier la concurrence illimitée, pour démontrer la nécessité de la misère, ou pour tancer vertement les économistes coupables de quelques faiblesses démocratiques.

On le vit gourmander jusqu'à ce pauvre Louis Reybaud qui avait en pourtant éreinté le socialisme ; mais qui avait déclaré que le principe de l'association était excellent. Reybaud s' empressa d' ailleurs de faire amende honorable, pour cette infraction au rigorisme économique.

Dunoyer trouvait le gouvernement de juillet trop libéral et s'indignait, en 1845, à la seule pensée d'abaisser le cens nécessaire à l'électorat politique. Il insulta violemment la Révolution de février, qui pourtant l'avait laissé dans sa place,

Mais voici son chef d'œuvre :

Dans la meilleure organisation sociale, la misère et l'inégalité sont choses inévitables.

La misère est un mal nécessaire.

Plus l'humanité dans son développement avait à redouter l'effet de certains vices, et plus il était essentiel qu'ils fussent entourés de maux capables d'en détourner.

Il est bon qu'il y ait dans la société des lieux inférieurs, où soient exposées à tomber les familles qui se conduisent mal, et dont elles ne puissent se relever qu'à force de se bien conduire. La misère est ce redoutable enfer. C'est un abime épouvantable, placé à côté des fous, des dissipateurs, des débauchés, de toutes les espèces d'hommes vicieux, pour les contenir, s'il est possible, pour les recevoir et les châtier s'ils n'ont su se contenir.

D'où il résulte que la richesse est une sorte de paradis, qui sert à récompenser la vertu, et que la pauvreté est le bagne universel, où gémissent et peinent près d' un milliard de criminels.

Comme Germain Garnier, Dunoyer est contre l'instruction ; voici l'une de ses raisons:

Il y a danger à élever trop vite les classes laborieuses. La plupart des crimes sont commis, non par des mendiants, mais par des gens ayant de quoi vivre ; mais qui avaient les goûts et les désirs d' un esprit supérieur à sa fortune.

Pourtant, cet homme se disait partisan de la liberté pleine et entière. Seulement, pour lui, l'humanité se restreignait à quelques capitalistes dont il voulait *la liberté absolue*, oubliant cette vérité criée par l'histoire ; que la liberté absolue des aris-

tocraties est faite de l'oppression et de l'écrasement des masses. Les patriciens romains ne pouvaient pas être libres, sans torturer des millions d'esclaves; les seigneurs du moyen-âge n'auraient pas non plus été libres, s'ils n'avaient eu, eux aussi, des millions de serfs taillables, corvéables et torturables à merci; ou plutôt sans merci.

De même, les capitalistes ne peuvent être libres que si les millions de prolétaires *exploitables*, *exténuables*, *affamables*, à merci, ne leur sont livrés.

L'évidence arrache quelquefois d'étranges aveux.

Le même Dunoyer a écrit :

De toutes les vertus privées *la, plus nécessaire, celle qui nous donne successivement toutes les autres, c'est la passion du bien-être*, c'est un désir violent de se tirer de la misère et de l'objection ; c'est cette émulation et cette dignité tant à la fois qui ne permettent pas de se contenter d'une situation inférieure. . . . Mais ce sentiment, qui semble si naturel, est *malheureusement beaucoup moins commun qu'on ne le pense.* Il est peu de reproches que la très-grande généralité des hommes méritent moins ques celui que leur adressent les moralistes ascétiques d'être trop amis de leurs aises; ou leur adresserait le reproche contraire avec infiniment plus de justice . . . . *Il y a même dans la nature des hommes cela des très-remarquable que moins ils ont de lumières et de ressources, et moins ils éprouvent le désir d'en acquérir*. Les sauvages les plus misérables et les moins éclairés des hommes, sont précisément ceux à qui on inspire avec le plus de peine le désir de sortir de leur état, de sorte qu'il faut que l'homme se soit déjà procuré par le travail un certain bien-être avant qu'il

éprouve avec quelque vivacité ce besoin d'améliorer sa condition, de perfectionner son existence, qui s'appelle amour du bien-être.

Léon Faucher:

Vouloir supprimer la misère, c'est en quelque sorte condamner la Providence.

Le mal existe sur la terre il est la conséquence de la liberté humaine, l'homme peut se tromper . . . il faut qu'au bout de ses fautes apparaisse le châtiment ; dans ce monde, c'est matériellement la perte de la richesse . . .

En retranchant la pauvreté de ce monde, on en retrancherait le travail.

Ils n'y vont pas de mains morte, ces démophages.

Les coalitions, dit encore Faucher, ne sont pas l'exercice de la liberté du travail, elles en sont l'abus. En fait, elles sont désastreuses, en droit, elles sont la guerre.

Organisées dans les ateliers, où la paix (dans l'exploitation la plus effrénée sans doute ?) peut seule féconder le travail.

Ajoutons qu'on ne voit pas pourquoi les classes laborieuses se ligueraient contre les lois d'un ordre social, au sein du quel, après tout, elles prospèrent.

Si elles avancent un peu, (bien peu, car le mot de prospérité ne peut être appliqué à leur vie de luttes pénibles) c'est justement parce qu'elle se liguent de temps à outre pour se défendre contre la voracité capitaliste.

Nous voici en Suisse, écoutant Cherbuliez, professeur d'économie politique à Lausanne.

Avant 1848, Cherbuliez, eut quelques idées tendances progressistes, il voulait l'instruction pour le peuple. il prêchait l'épargne et l'association aux ouvriers : mais *juin* l'aveugla — comme la Commune de Paris devait, 23 ans plus tard, aveugler le parti républicain presqu'entier — et il ne vit plus dans les ouvriers que *des hordes barbares*, d'un peu plus, comme Romieu, il aurait invoqué contre eux *le canon, dût il arriver de Russie* (1).

Je suis fier d'être malthusien! écrit notre économiste en manière de défi; puis, embouchant la trompette guerrière contre le prolétériat :

Où sont, dites-vous, ô conservateurs! les barbares qui nous menacent? les barbares que notre artillerie ne fera pas reculer? D'où viendront les ténébres capables de prévaloir sur une civilisation, qui a l'imprimerie pour auxiliaire?

Les barbares! ne les cherchez ni a l'Orient, ni a l'Occident; il sont là, au milieu de vous, plus nombreux que les Huns et que les Vandales, prêts à tourner votre artillerie, contre vous, et se servant de votre imprimerie, pour épaissir et pour propager les ténèbres de l'ignorance et de l'erreur.

Et plus loin :

La sensualité et l'orgueil sont deux mobiles, vainement combattus par toutes les religions, qui déterminent les tendances vers la *liberté et l'égalité*, *tendances aussi antipathiques au travail qu'à la propriété.*

---

(1) Le spectre rouge.

Un de ses ouvrages porte pour titre:

Le socialisme c'est la barbarie!

Un économiste espagnol (ami de Figuerola, économiste très connu, qui fut président des ministres sous le Général Prim) Etchegaray, ex-ministre lui même, a trouvé mieux que cela.

Voici le fragment d'un discours qu'il prononça en 1873, à la Société d'économie politique de Paris:

Si cette catastrophe arrivait (le triomphe des Intransigeants de Carthagène) si cette catastrophe arrivait, l'Espagne ne serait plus *qu'une immense ménagerie, et chaque canton une véritable cage, hermétiquement fermée, où la victime, c'est-à-dire tout ce qui possède quelque chose, grand ou petit propriétaire, se débattrait contre les griffes du socialisme la grande bête féroce de notre siècle!!*

- Il y aura toujours de la misère. C'est une mauvaise rhétorique que vous faites en exagérant toutes ces plaies que *personne ne saurait guérir.* Vos déclamations sont à la perté du premier venu. Avez-vous un remède? (Certes! mais quand nous le proposons, vous nous fusillez). Il n'y a que cette question. Si vous en avez un montrez-le. Si vous n'en avez pas taisez vous. Croyez-vous apprendre aux pauvres qu'ils souffrent, et aux riches qu'il y a des pauvres? Ou vous parlez pour ne rien dire, ou votre but est d'exciter les passions. Et quelles passions, grand Dieu! *vous ne rêvez que d'ajouter au mal de la pauvreté, le mal de la haine.*

Jules-Simon.

Il est des maux qui dérivent de la nature même des choses et dont le gouvernement n'est pas l'auteur. Avant l'ordre politique, l'ordre du monde; avant les causes factices, les causes naturelles.

Avec le gouvernement le meilleur, les causes de la misère subsistent. Les lois du monde moral, comme celles du monde physique sont placées au-dessus de la puissance du législateur. *Duchâtel.*

Le principe égalitaire est condamné par la théorie économique comme par la théorie morale; il est contraire à la justice rémunératrice. La hiérarchie sociale est nécessaire au bien-être de toute la collectivité humaine; elle a intérêt à en voir multiplier les échelons divers.

Clémence Royer.

Les classes condamnées à produire et à consommer *diminuent*, et les classes qui dirigent le travail, qui soulagent, consolent et éclairent (??) toute la population, se multiplient *et s' approprient tous les bienfaits qui résultent de la diminution des frais du travail, de l'abondance des productions et du bon marché des consommations.*

Ganilh.

La fréquente opposition d'intérêts parmi nous et l'inégalité des moyens sont des conséquences de notre nature.... Je ne comprends pas qu'il y ait des personnes assez barbares pour dire que c'est là un bien; mais je ne comprends pas, non plus, qu'il y en ait d'autres assez aveugles pour dire que c'est là un mal évitable; je pense que ce mal est nécessaire. *Destutt de Tracy.*

Parmi les faits dont la constance et l' universalité attestent le caractère providentiel, nul n'est plus distinct que l'inégalité des richesses. *Hyp. Passy.*

Ne discutez jamais l' autorité. *Michel Chevalier.*

Du mal, il y en aura toujours; c' est une triste loi de ce monde. Le mal (lisez la misère) fait partie, pour ainsi dire de son organisme; car, sans la crainte du mal, toute activité, toute industrie, tout perfectionnement s'arrêteraient. *H. Baudrillart.*

Dieu nous a placés ici bas pour travailler. Il a voulu qu'il y eût des riches pour qu'ils occupâssent les pauvres et les fissent vivre. (*Jussieu — Simon de Nantua*).

La misère est la plaie des peuples libres... L'économie politique est venue à bout du protectionisme, ce socialisme des classes moyennes ; ne peut-elle pas espérer aussi d'avoir raison du socialisme des classes ouvrières?

Molinari.

On peut affirmer d'une manière générale qu'il n'y a pas un mendiant qui soit digne d'intérét.

Maxime Ducamp.

La prévoyance est un devoir, qui, comme tous les autres devoirs, a besoin de sanction; cette sanction c'est la misère. *Dict. Guillaumin.* (1).

---

(1) La donnée générale de l'école anglaise a été très intelligemment résumée dans un tableau synoptique, dû à la plume de Joseph Garnier. Ce tableau est trop long pour que je puisse le reproduire. Les lecteurs désireux de se pénétrer de l'esprit de l'éc. pol. orthodoxe, le trouveront dans le *Journal des Économistes.*

CHAPITRE XII.

2.ème École française.

I.

Caractère de cette école. — Sismondi.

Les abus de la féodalité capitaliste, et les ruines causées par la concurrence effrénée qui sévissait dans toute l'Europe occidentale, furent telles, il y eut tant et de si profondes misères, le contraste entre le luxe de ceux qui s'enrichissaient du travail d'autrui, et le dénuement des travailleurs, fut si révoltant, qu'au sein même de l'éc. pol., des protestations se firent entendre.

Une école, qu'Adolphe Blanqui appela *l'école française*, et qui fut remarquable par le talent de ses représentants, autant que par l'esprit d'humanité qu'elle propageait, se forma vite, sous l'influence

d'un homme célèbre, qui avait à la fois dans les veines du sang italien, du sang français et du sang suisse, comme pour mieux marquer le caractère largement humanitaire de l'école qu'il devait fonder.

Jean Charles Léonard Sismonde, plus tard de Sismondi, naquit en 1773, à Genève, d'une famille calviniste, réfugiée du Dauphiné, lors de la Révocation de *l'édit de Nantes* et, dit on, originaire de Pise, qu'elle aurait eu quittée depuis plusieurs siècles.

Sismonde se fit connaître, en 1803, par un *Traité sur la richesse commerciale*, où il adopta les principes de l'économie orthodoxe.

Puis il s'adonna à l'histoire, et, en attendant d'écrire son *Histoire des Français*, en 32 volumes, il publia *l' Histoire des Révolutions italiennes.*

La critique éclairée de Mme de Staël ne fut pas inutile au jeune auteur, car plus d'une fois, il refit des chapitres entiers sur les indications du célèbre écrivain.

C'est en travaillant à cet ouvrage, et en compulsant des documents, dans les villes d'Italie, que Sismonde, qui se croyait d'origine française, découvrit, ou crut découvrir, ses ancêtres, dans une famille gibelline de Pise, famille anoblie par un empereur allemand.

Dès lors, au vieux nom dauphinois *Sismonde* il ajouta *de Sismondi*, nom qui lui est resté.

En 1815, après un séjour à Paris, il passa en Angleterre, où il se maria.

L'industrialisme florissait dans le Royaume-Uni, enrichissant les riches, affamant les pauvres, et l'iniquité était si monstrueuse que l'économiste orthodoxe sentit chanceler sa foi.

Quoi! c'étaient là les résultats de cette liberté économique tant vantée! Pour que quelques-uns pussent s'enrichir, il fallait donc que la grande masse sociale fut vouée à une vie de douleur, d'ignorance, d'exténuation et de dénuement sans espoir! C'était trop affreux! les hommes ne pouvaient pas être ainsi sacrifiés aux produits: l'économie politique s'était trompée!

C'est dans cette situation d'esprit qu'en 1819 il écrivit ses *Nouveaux principes d'économie politique :*

La lutte des intérêts individuels ne suffit pas pour assurer le bien de tous, dit-il, dès les premières pages.
Malthus, ajoute-t-il, Malthus avait raison de prêcher la prudence aux victimes prédestinées de ces hécatombes industrielles (1).

---

(1) Ces paroles n'étaient pas ironiques dans la bouche de Sismondi, qui croyait à la *théorie de la population*, comme tous les économistes de son temps. Il prêchait donc le *moral restraint ;* mais, en même temps, une meilleure répartition des richesses. Il ne faut pas oublier que Sismondi était libéral, mais non pas radical. A Genève, il fut l'ennemi irréconciable des réformes de Fazy et notamment de l'introduction du

Il faut surtout lire l'introduction de la 3ème édition des *Nouveaux Principes*, publiés en 1827.

Des crises absolument inattendues se sont succédées dans le monde commercial. Les progrès de l'industrie et de l'opulence n'ont pas sauvé les industrieux qui créaient (pour d'autres) tant de richesses, de souffrances inouïes. Les faits n'ont pas répondu à l'attente commune et aux prédictions des sages.

Aussi, malgré la foi implicite qu'en économie politique les disciples accordent aux maîtres, ces disciples en sont réduits à demander de nouvelles explications pour des phénomènes qui s'éloignent de plus en plus des règles établies par les maîtres...

Il ajoute :

Il n'est aucune branche d'éc. pol. qui ne doive être jugée d'après ses rapports avec le bonheur de la masse du peuple, et l'ordre social est toujours mauvais, lorsque la plus grande partie de la population souffre.

J'ai vu, dit-il, en Angleterre, *les produits augmenter, et les jouissances diminuer*. La masse de la nation, aussi bien que les économistes, semble oublier que *l'économie politique a pour but, non pas seulement l'accroissement des richesses, mais l'étude des moyens, pour employer cette richesse à l'avantage de tous*...

La haute aristocratie est arrivée à un point de richesse et de luxe, qui dépasse tout ce qu'on avait vu jusqu'ici dans le monde. Et pourtant, des privations se font sentir, dans ces maisons d'une splendeur royale.

J'entends leurs chefs affirmer que si on leur ôtait le monopole des grains, dont ils se servent contre leurs

---

suffrage universel. Il prédisait à la nouvelle ville les plus grands malheurs. Ces malheurs sont encore à venir, et Genève est plus florissante que jamais.

concitoyens, leurs fortunes seraient anéanties, puisque leurs terres, qui s'étendent sur des provinces entières, ne paient pas les frais de culture. Je vois dans ces familles un nombre incroyable d'enfants: 10, 12 et plus, qui sont tous sacrifiés à leur aîné, dans chaque famille.

Dans les rues de Londres, on voit des magasins de marchandises qui suffiraient à l'approvisionnement de l'univers; mais nulle part les faillites ne sont aussi nombreuses, et ces fortunes colossales de commerçants, qui pourraient, à elles seules, soutenir une nation, sont souvent détruites du jour au lendemain.

Que devient le peuple au milieu de cette frénésie de richesses? Ecoutons encore Sismondi:

Il n'y a plus de paysans dans les campagnes; ils ont dû céder leur place aux manœuvres; il n'y a presque plus d'artisans indépendants dans les villes; il n'y a plus que des manufactures.

L'ouvrier industriel n'a pas de métier et, comme le maigre salaire qu'on lui donne ne suffit pas pour l'entretenir, il doit recourir à l'aumône...

L'Angleterre a trouvé plus économique de remplacer par des machines ses ouvriers, qu'elle a renvoyés, puis repris, puis renvoyés encore. *Les tisseurs, remplacés par les power looms (machines) meurent aujourd'hui de faim*...

Elle a trouvé plus économique de ne nourrir les Irlandais que de pommes de terre et de ne les habiller que de haillons, et chaque vaisseau lui apporte des légions d'Irlandais qui chassent les ouvriers anglais de leurs fabriques, et les contraignent à mourir de faim; car ils travaillent à meilleur marché qu'eux.

L'exemple de l'Angleterre est d'autant plus sensible que cette nation est riche, libre et bien gouvernée, et que *toutes ses souffrances proviennent uniquement de ce qu'elle a suivi une fausse direction économique.*

La misère du chasseur sauvage, qui périt souvent de faim, n'égale pas celle des milliers de familles que renvoie quelquefois un manufacturier; car du moins il reste au premier toute l'énergie et toute l'intelligence qu'il a mises à l'épreuve toute sa vie. Lorsqu'il meurt, faute de trouver du gibier, il succombe à une nécessité que la nature elle même lui présente, et à laquelle, dès le commencement, il a su qu'il devrait se soumettre, comme à la maladie ou à la vieillesse. Mais l'artisan renvoyé de son atelier, avec sa femme et ses enfants, a perdu par avance les forces de son âme et celles de son corps; il est encore entouré par l'opulence; il voit encore à chaque pas sous ses yeux l'aliment dont il a besoin; et si le riche lui refuse un travail par lequel l'ouvrier offre jusqu'au dernier moment d'acheter du pain, ce sont les hommes qu'il accuse et non la nature.

Passons maintenant aux économistes :

J. B. Say, Ricardo, Malthus, Mac-Culoch, continue Sismondi, ont fait constamment abstraction des obstacles qui les embarrassaient dans l'enchaînement de leurs théorèmes, et ils sont arrivés à des conclusions fausses, pour ne pas avoir distingué ce qui leur aurait donné quelque peine à discerner.

Tous les économistes modernes, en effet, ont reconnu que la fortune publique n'étant que l'aggrégation des fortunes privées, naissait, croissait, se distribuait de la même manière que chaque fortune privée. Tous ont très bien vu que la partie la plus essentielle à considérer c'est le revenu; que sur le revenu doit se régler la consommation ou la dépense, sous peine de détruire le capital. Néanmoins, comme dans la fortune publique le capital de l'un devenait le revenu de l'autre, ils ont été embarrassés pour faire une distinction absolue entre le capital et le revenu, et ils ont trouvé plus simple d'exclure ce dernier de leur calculs..... (Et de sacrifier les non propriétares).

Ils ont énoncé que toutes richesse produite trouverait toujours des consommateurs, et ils ont encouragé les producteurs, jusqu' à causer cet engorgement des marchés, qui est aujourd'hui le fléau du monde civilisé. Tandis qu'ils auraient dû avertir les producteurs, qu'ils ne devaient compter que sur des consommateurs ayant un revenu.

Quel est l' idéal de Sismondi?

Faire que les richesses contribuent au bonheur de tous, par la raison qu'elles sont le signe de toutes les puissances matérielles de l'homme. Il faut que leur accroissement se conforme à l'accroissement de la population, et que leur distribution se fasse, parmi cette population, dans une proportion qu'on ne peut troubler sans un extrême péril.

Il faut, pour le bien de tous, que le revenu (social) croisse avec le capital, que la population, ne se disproportionne pas avec les revenus qui la font vivre, que la consommation croisse avec la population, et que la reproduction se proportionne, également avec le capital qui la produit et avec la population qui la consomme.

La science du gouvernement doit se proposer pour but: le bonheur des hommes unis en société.

Assurer la plus grande félicité possible, faire participer à cette félicité le plus grand nombre possible d'individus, voilà le double but des efforts du législateur.

L'ordre social perfectionné est en général, avantageux aux pauvres autant qu'aux riches, et l'économie politique nous apprend à conserver cet ordre, en le corrigeant ...

La sécurité sociale demande instamment la division rapide des fortunes et que tous jouissent à leur gré du produit de leur travail.

En entrant dans une fabrique, l'ouvrier doit y trouver la sécurité du lendemain et de l' avenir en retour de son travail, il a droit à la garantie de celui qui

l'emploie; car il ne faut pas sacrifier l'humanité aux cupidités individuelles.

Le trop bas salaire est désavantageux à l'Etat, et la misère qui en découle fera toujours naître une population pour le continuer.

A ce mal du trop bas salaire, l'assistance n'est pas un remède. *Les œuvres de bienfaisance qu'on établira pour y parer, ne tarderont pas à être regardées comme un supplément de salaire, et, de plus en plus, les pauvres seront subordonnés et avilis.*

Des aspirations philantropiques, mitigées de réserves aristocratiques, voilà l'idéal de Sismondi. Mais il a singulièrement éclairé toutes les questions qu'il a touchées.

Quand aux moyens, il ne sait que sacrifier la liberté, la dignité, l'indépendance de l'ouvrier, en faire une sorte de serf industriel, pour lui assurer le pain du lendemain.

Lui même, d'ailleurs, avec la sincérité et le bon vouloir qui le distinguaient, a écrit cette phrase dont les économistes orthodoxes ont tant abusé contre lui :

Je l'avoue, après avoir indiqué où est le principe, où est la justice, je ne me sens pas la force de tracer les moyens d'éxécution. La distribution des fruits du travail entre ceux qui concourent à les produire me parait vicieuse; mais il me semble presque au dessus des forces humaines de concevoir un état de propriété absolument différent de celui dont nous avons fait l'expérience....

Ainsi l'écrivain trouvait au bout de sa plume des

vérités comme celle ci — : *C'est la forme de propriété actuelle qu'il faut changer, si nous voulons guérir le mal social*; mais le conservateur objectait, découragé : *Une telle transformation est au dessus des forces humaines*, et il se contentait de palliatifs impuissants.

Cette lutte d'une grande intelligence, aux prises avec un milieu conservateur, avec la bête, comme auraient dit les chrétiens, est digne dêtre, sympathiquement observée.

II.

J. Droz. Adolphe Blanqui.

L'impulsion était donnée, et Sismondi eut des disciples.

Le premier en date fut Joseph Droz.

— C'est lui qui jeta ce cri qui eut tant d'écho :

A entendre certains économistes, on dirait que les hommes sont faits pour les produits, et non pas les produits pour les hommes.

Josep Droz, né à Besançon, en 1773, se distingue dans les armées républicaines, comme officier d'état major; devenu magistrat, sous le Consulat, il défendit victorieusement, avec le négociant Vital Roux,

la liberté du travail, que Bonaparte, enragé de réaction, voulait confisquer, comme il avait fait de tant d'autres conquêtes de la Révolution, en rétablissant les *Jurandes* et les *Maîtrises*.

Droz publia différents ouvrages d'histoire, d'art, de philosophie et de morale; je n'ai à m'occuper que de son *Traité d'économie politique, ou simple explication de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses.*

L'économie politique, est-il dit dans ce livre, est une science, dont le but est de rendre l'aisance aussi générale que possible.

Un état est d'autant plus riche que ses richesses sont plus justement réparties.

Comment parler de prospérité, quand les trois quarts de la nation sont dans la gêne et dans la misère?

L'ouvrier bien payé travaille mieux et plus.

L'inégalié est extrême, les salaires sont trop bas; il y a donc un problème du plus haut intérêt à résoudre; *son importance est telle que, s'il était insoluble toute la science des richesses serait vaine.*

L'économie politique, bien comprise, sera l'auxiliaire de la morale. *Ne prenons pas les richesses pour un but; elles ne sont qu'un moyen. Leur importance résulte du pouvoir qu'elles ont de calmer les souffrances, et les plus précieuses sont celles qui servent au bien-être de la majorité des hommes.*

Que de vices, que de crimes desparaitraient si l'on bannissait l'oisiveté.

Si les économistes avaient compris cette vérité formulée par un modéré, homme de bien, l'antagonis-

me social ne serait pas si profondément creusé et les souffrances des masses seraient moins cruelles.

Adolphe Blanqui, le frère du célèbre conspirateur, alla plus loin que Sismondi et Droz. Il faut l'entendre, dans son *histoire de l'économie politique*, flétrir *l'école anglaise* et annoncer une éc. pol. plus humaine, plus sociale.

L'école anglaise, s'écrie-t-il n'a vu dans la production des richesses qu'un élément de puissance nationale, et les économistes de cette école se sont trop accoutumés à considérer les ouvriers comme de simples éléments de production. A peine leur échappe-t-il un cri de commisération, à l'aspect des hopitaux encombrés, des prisons remplies, et de toutes les victimes de nos inégalités sociales

Ils ferment leurs oreilles à la plainte et ils se laissent éblouir par le prestige de la civilisation, sans se demander si ce brillant édifice n'est pas cimenté de sang et de larmes.....

Des milliers d'individus ne font que paraitre et disparaître parmi nous, en France, en Angleterre, en Allemagne : d'où vient ce malheur ? de ce que les classes inférieures manquent souvent des choses les plus indispensables, d'un vêtement, d'une chaussure, d'un peu de feu dans la saison rigoureuse, de ce que les pères de ces familles, sur qui reposent leur destinée de chaque jour ne produisent pas assez de valeurs échangeables contre les aliments nécessaires à leur existence (1). A côté d'eux cependant l'opulence gaspille,

(1) Ils produisent, assez de *valeurs*, mais ils sont dépouillés au passage, par l'oisif capitaliste.

souvent sans plaisire des produits, qui ranimeraient des vieillards éteints, des femmes épuisées, des enfants languissants : c'est que la richesses est trop inégalement distribuée et que l'industrie n'est pas assez développée. Le mal est artificiel ; ou pourrait, si non l'éviter, du moins atténuer ses ravages.

Il s'agit de la classe indigente pour laquelle le législateur n'a rien fait, quand il n'a pas tout fait.

Le droit de propriété ne saurait être le droit d'affamer ses concitoyens. Les fruits de la terre, comme l'air, appartiennent à tous les hommes... (1).

Il nous reste à accomplir l'affranchissement des travailleurs et celui du commerce.

Le champ de bataille n'est plus dans les plaines, il est dans l'atelier. C'est la guerre continue, savante, acharnée, infatigable ; et qu'elle fait de victimes! Guerre véritable, ou les combattants se servent de Machines ingénieuses et puissantes, qui laissent sur le terrain des millions de travailleurs haletants, hommes et femmes, sans pitié pour la vieillesse ni l'enfance . . .

Cette guerre, dernière expression de la vieille économie politique en Europe, est le dernier retentissement de la grande querelle sociale, soulevée par la Révelution française.

La France a l'air de rivaliser avec l'Angleterre; mais le capital lutte bien plus profondément avec l'ouvrier....

Il est temps d'agir ; notre constitution industrielle n'a plus rien de commun avec les principes qui nous régissent.

---

(1) Les communistes ne parlent pas autrement. Comment avec de telles idées, Blanqui a-t-il pu se faire dans la suite l'homme-lige de la propriété individuelle et du *statu quo* économique ?

De quelque côté que nous portions nos regards, ce contraste, nous frappe et présage une rénovation....

Notre siècle doit voir naître le *producteur collectif.*

Il sortira de l'industrie une puissance irrésistibile destinée à guérir tous les maux qu'elle a faits;

Cette puissance c'est l'association !

Blanqui a été prophète; cette puissance est née et, bien qu'encore dans l'enfance, elle lutte pied à pied contre l'industrialisme; on peut déjà prévoir, malgré les douleurs du présent, qu'elle préparera et accomplira la *rénovation sociale* c'est-à-dire, l'émancipation intégrale des travailleurs.

III.

Les Charitistes.

Voici maintenant un préfet royaliste et catholique: de Villeneure-Bargemont (1) qui, dans un livre intitulé: *Economie politique chrétienne*, jette à son tour un cri de détresse:

---

(1) Dont le fils, préfet de l'*ordre moral* à Nice, a dégoûté jusqu'à ses patrons. C'est une observation d'ordre général que presque toujours, dans la classe dirigeante française, les fils sont inférieurs aux péres; signe caractéristique de décadence.

De toutes parts, s'écrie-t-il, des avertissements sinistres indiquent que nous sommes au moment d'une transition violente, résultat inévitable d'une situation forcée. La lutte est même engagée sur quelques points du globe, entre la portion de la société qui possède la richesse, et la portion qui vit de son travail . . . (1)

Cette lutte se fortifie par l'anarchie qui règne dans les doctrines morales, philosophiques et économiques.

La misère des classes ouvrières est devenue la questions de l'époque actuelle : elle est immense, mais elle est brûlante, pour ainsi dire, et les gouvernements paraissent hésiter à l'aborder complétement ....

Ce qui me paraît certain, c'est que les temps de monopoles et d'appression sont passés sans retour, et qu' une grande transition approche.

Elle ne peut être résolue que de deux manières: Ou par l' irruption violente des classes prolétaires et souffrantes sur les détenteurs de la propriété et de l' industrie.

Ou par l'application générale et pratique des principes de morale d'humanité et de charité ....

Comme moyens, de Villeneuve-Bargemont recommande l'abstinence dans le mariage, et il proclame le devoir pour les fabricants d'assurer l'existence de leurs ouvriers. Il propose, en outre, des Caisses d'Epargne, une charité légale largement pratiquée, l'abolition du compagnonnage et la reconstitution des corporations.

(1) Allusion aux troubles des Chartistes anglais et à l'insurrection des ouvriers de Lyon. Qu'aurait dit notre économiste après *Juin, la Commune et Carthagène?*

Le plus célèbre des *Charitistes* est, sans contredit, le baron de Gérando, le savant historien *De la bienfaisance publique.*

Gérando naquit à Lyon, en 1772. Il se destina d'abord à la prêtrise, mais la révolution vint changer le cours de ses destinées.

Il était soldat de cavalerie à Strasbourg, en l'an VII, quand l'académie mit au concours un mémoire sur cette question :

Quelle-est l'influence des signes sur l'art de penser ?

Gérando concourut et triompha. Ce fut le commencement de sa fortune. L'académie le fit exempter, et lui ouvrit la carrière des emplois ministériels.

En 1810, nous trouvons l'ancien cavalier Gérando Baron de l'empire, avec une dotation de 25,000 fr. et conseiller d'État. La Restauration le maintint dans sa dignité ; Louis Philippe le mit à la Chambre des Pairs. En outre, il fut membre de diverses académies.

Il fut le principal fondateur des *Caisses d'Epargne* et de diverses sociétés de bienfaisance,

Son œuvre capitale *De la bienfaisance publique* a fondé sa célébrité.

Ce traité a été placé par les économistes au premier rang des ouvrages sur le paupérisme et la charité publique.

Il se compose de 4 parties.

Dans la première, l'auteur étudie l' indigence d' une

manière générale .... La deuxième est consacré aux institutions qui ont par but de prévenir l'indigence .... Dans la 3ème, l'auteur étudie les moyens de remédier à la pauvreté, en fournissant aux indigents du travail, soit libre, soit forcé, et il est appelé à passer en revue tous les divers systèmes de travail et de mendicité ou de colonisation, qui ont été adoptés dans divers pays. .. Dans la 4ème, il trace l'histoire des diverses législations sur les pauvres, soit chez les anciens, soit chez les modernes ; il en apprécie l'esprit, les résultats, passe, de même, en revue les régles générales de l'administration des deniers publics.

(A. P. Candolle Bibliothèque universelle de Genève cité p. le dict. d'éc. pol. de Guillaumin).

De Gérando a vivement et justement critiqué la grande industrie capitaliste :

Elle fait périr les ateliers des simples ouvriers travaillant pour leur compte : elle cause une ruine, momentanée, mais inévitable, elle met obstacle à l'emploi des, petits capitaux....

La double tendance des grandes exploitations est donc à la fois, d'augmenter le nombre des prolétaires, et de les réduire à un emploi de pure exécution. *A mesure qu'elle s'élève sur une plus grande échelle, elle affaiblit la classe moyenne, en réduit l'importance et l'aisance. Elle fait naître dans l'empire de l'industrie une sorte de féodalité nouvelle,* en groupant de vastes familles de travailleurs autour d'un chef lieu, en liant leur destinée à ses établissements.

Alléguerait-on, pour atténuer les fâcheux effets de cette nouvelle situation, ce qui à été dit à l'égard des serfs.... que l'ouvrier est assuré d'un salaire journalier et exempt par là de tout soucis ?,...

Mais en supposant que cette sécurité fut fondée, (et

elle ne l'est pas) *elle ne serait acquise qu'aux dépens de la dignité du travailleur. S'il n'a plus de souci c'est qu'il n'est plus l'arbitre de son sort* Cette sécurité d'ailleurs peut-être trompeuse, car son sort dépend de la bonne volonté du chef et de la durée de l'établissement, dont la chûte crée toujours une foule de misérables.

Maintenant il change de ton :

Eloignez des regards de l'homme de travail le spectacle de ces fortunes acquises en un jour.... Pourquoi l'entretenez-vous de droits prétendus, qu'il n'est pas appelé à exercer directement?

.... Ah! puisque vous portez à l'ouvrier, un si vif intérêt, enseignez lui le calme, la modération, la tempérance, montrez lui, non ce qui lui manque, mais ce qu'il possède.... Répétez-lui que la vie de l'homme, ici-bas, est une carrière d'épreuves. Les privations entrent dans sa destinée, comme une épreuve utile.

O vous que le divin Régulateur des destinées appelle à remplir ici-bas une carrière obscure et pénible, en achetant votre subsistance par un labeur assidu, entrez donc avec un front serein dans vos ateliers, éloignez de vous les idées sombres, les dispositions amères, les impressions de tristesse! La raison vous le conseille, la morale vous en fait un devoir.

Ici Gérando ne cesse d'être humain que parce qu'il est chrétien. En effet, la vie future est là pour guérir tous les maux, et c'est en même temps le moyen le plus facile. Notre économiste n'en trouve guère de meilleur :

La civilisation laisse chaque individu placé tout ensemble et sous la responsabilité de ses propres actes, *et sous la dépendance d'événements qu'il ne saurait toujours prévoir, dont il ne saurait toujours triompher* (fata-

lité de la misère). *Il n'est qu'une société dans laquelle on pût fermer tout accès à l'indigence : ce serait celle où, comme dans le système d'esclavage des anciens, dans le servage féodal, dans le régime des corporations, partout où le travail est asservi, la classe inférieure abdiquerait son indépendance, achèterait à ce prix sa sécurité par la protection obligée, au prix de sa dignité morale, et même d'une forte portion de son bien-être matériel.*

Voilà ce qu'un penseur bourgeois, et, de beaucoup, l'un des meilleurs, trouve aprés avoir refléchi de longues années sur les misères sociales : Le retour au servage !

Marbeau, fondateur des *Crèches*, a publié divers ouvrages d'économie philanthropique, dont les titres indiquent suffisamment les vues particulières de l'auteur :

Politique des intérêts, ou essai sur les moyens d'améliorer les sort des travailleurs.

Etudes sur l'économie sociale.

Des Crèches, ou moyens de diminuer la misère, en augmentant la population.

Du paupérisme en France, et des moyens d'y remédier.

De l'indigence et des secours.

Cet excellent homme, naquit à Brives (Corrèze) et fut longtemps adjoint d'un arrondissement de Paris.

Moreau-Christophe a écrit d' importans ouvrages sur la misère et les moyens d'y remédier.

Dans son *Problème de la misère et sa solution*

chez les peuples anciens et modernes, il a dressé un tableau synoptique de la misère, depuis les temps les plus reculés jusq' à nos jours. Il conclut à la bienfaisance la plus large et la mieux ordonnée. Il propose l'établissement de *diaconies*, ou bureaux de statistique et de secours, chargés de rechercher et de soulager les malheureux.

Je ne puis que mentionner : le baron de Morogues, Emile Laurent, Lancosme-Brève, Maguitat, A. Monier, Victor Modeste, de Watteville, La Farelle, M.lle Boyeldieu-d'Auvigny etc.

En 1856 eut lieu à Bruxelles un congrès de la *Bienfaisance publique*.

L'assemblée se composait d'environ 200 membres, dont plusieurs femmes, parmi lesquelles Mme Fédérica Bremer, la célèbre romancière suédoise.

M.r Rogier, belge, président, précisa ainsi le but du congrès :

L'amélioration physique, intellectuelle et morale des classes nécessiteuses....

On nous reproche, dit-il, d'être imprégnés de ce qu'on a appelé des idées socialistes. La science agricole et la science industrielle, qui ont pour but le perfectionnement des produits à l'usage de l'homme, ne sont pas, que je sache, mal venues en ce monde. Pourquoi en bannir, à jamais la science qui à pour but l'amélioration de l'homme lui même....

A ceux qui nous disent *utopies, rêveries*, nous répondrons :

Que d'utopies sont devenues lieux communs et gouvernent le monde !

Etaient présents des délégués belges, français, anglais, allemands, autrichiéns, suisses, suédois, norwégiens, danois, hollandais, portugais, piémontais, brésiliens.

Ordre du jour:

1. Moyens de diminuer et de prévenir l'action des boissons fortes.

2. Création et organisation des institutions et des sociétés qui ont pour but d'abaisser le prix des denrées, et d'en faciliter l'acquisition aux classes peu aisées.

3. Encouragement et propagation des institutions et des sociétés de prévoyance.

4. Mesures propres à prévenir l'accroissement désordonné de la population et relatives à l'organisation régulière de l'émigration.

Les conclusions furent aussi limitées que l'ordre du jour:

Libre échange, limitation du travail des femmes et des enfants dans les manufactures, propagation des idées d'association.

Quoi encore? C'est tout.

Mais un grand mot fut dit par le belge Faider, au grand scandale des économistes présents:

L'émancipation du travailleur ne sera complète que lors qu'il possédera son instrument de travail!

C'est là, en effet, qu'on le veuille ou non, la seule solution possible du probléme de la misère.

IV.

Eugène Buret.

Eugéne Buret était le fils d'un pauvre petit boutiquier de Troyes, qui dépensa son dernier sou pour faire instruire son fils. Le jeune Buret se jeta dans l'étude avec cette passion des fils du pauvre qui ont goûté aux fruits de la science et mourut prématurément d'excès de travail, en 1842. Il n'avait que 32 ans, et s'était marié seulement depuis 6 mois

Mais il laissait une œuvre pleine de vie et de force.

Le livre qui a pour titre :

De la misère des classes laborieuses, en Angleterre et en France (1).

C'est avec une éloquence indignée qu'il flétrit l'égoïsme de l'économie orthodoxe et la rapacité des industriels. Tant d'aveuglement, tant de mauvais vouloir l'irritent il appelle notre époque *le moyen âge de l'industrie*; une époque de guerres de conquête, de rapines, d' écrasement des faibles aboutissant à

(1) Ce livre n'est pas estimé à sa valeur. Beaucoup se sont servis des renseignements et des faits qu'il contient, sans se donner la peine de le citer.

une féodalité nouvelle: la *féodalité industrielle.* Puis, d'une main ferme, il met à nu les plaies sociales. Non pas d'après des rapports, mais d'après ce qu'il a vu lui-même; car ce livre est, avant tout, un livre de conscience, et c'est par les faits que Buret démontre :

Voilà ton œuvre, semble-t-il dire à la société; hâte toi de réparer tes iniquités, si tu veux vivre! Et en effet il se demande, si aucune voix mystérieuse ne s'élèvera pour crier, aux victimes de l'industrialisme : *Opprimés levez-vous !* . . .

Le lecteur me saura gré des citations qui suivent :

Tout le mal vient de ce qu'on a fait d'une science morale une science mathématique, et qu'on a séparé violemment des choses qui devaient rester unies. Exclusivement préoccupée de la richesse, ne voyant que la richesse l'*éc. pol. a érigé en lois et en principes permanents des circonstances transitoires...* Du moment où elle à négligé le but légitime de ses travaux, qui est *le bien-être du plus grand nombre, pour ne s'occuper que de la production brute des richesses*, elle s'est volontairement privée de la règle sûre qui pouvait-lui faire distinguer la vérité de l'erreur....

Plus je considère notre régime industriel, plus je suis tenté de le regarder comme le *moyen-âge* de l'industrie.... La manière dont les nations modernes se sont emparé de la richesse.... a plutôt le caractère d'une conquête impatiente que d'une production pacifique, organisée avec réflexion. en vue de l'intérêt général des sociétés et du bien-être des hommes....

L'éc. p. a devancé l'expérience; avant que le temps en ait vérifiés la théorie, elle a pris pour des principes fixes pour des lois immuables les circonstances transitoires qui ont accompagné les premièrs et plus rapides progrès de la richesse des Nations.... La concurrence a produit tant de maux et de tels désastres qu'elle a découragé ses partisans les plus intrépides... en oubliant le résultat de toute science sociale, le bonheur ou le bien-être du plus grand nombre pour l'un des instruments à l'aide duquel on peut les obtenir, elle s'est égarée dans des difficultés sans issue.... *Nous la verrons porter le fanatisme du laisser faire jusqu'à bannir du monde l'intervention de la charité!* Le système de Malthus est la conséquence forcée, mais légitime, du *laisser faire.*

...Le malaise est dans les esprits; le malaise est dans le corps social tout entier... *L'inquiétude qui travaille aujourd'hui les nations les plus civilisées est porté jusqu'à l'effroi; on dirait qu'un pressentiment sinistre les avertit qu'elles auront bientôt à se soumettre à quelques remède terrible, pour ne point mourir.*

....N'est ce pas singulier que l'éc. pol. qui parle à chaque instant des nations, ne s'occupe presque jamais des hommes qui composent ces nations?

.... *Le travail c'est la vie, et si la vie ne s'échange pas chaque jours contre des aliments, elle souffre et périt bientôt;* pour que la vie de l'homme soit une marchandise, il faut admettre l'esclavage.... *L'agiotage actuel est un effrayant démenti donné par le régime économique actuel aux principes de justice qui gouvernent notre civilisation.*

L'économie politique a fait l'ontologie de la richesse; elle en a négligé la morale..... La physiologie de la société comprend bien d'autres phénomènes que ceux de la production et de la distribution des richesses. Si, dans vos études, vous isolez les valeurs des populations, qui les produisent et les consomment, vous descendez à cette

science toute fiscale que les anciens appelaient *Chrématistique*, à cette science toute mercantile que l'archevêque Whately voulait appeler Catalactique (science des échanges).... *À côté du phénomène de l'accroissement des richesses, il est chez les nations les plus productives, un autre phénomène, non moins digne d'attention: l'accroissement de la misère.... qui marche du même pas que la richesse* (1)

Chacun le répète, chacun en a le pressentiment, nous assistons à un monde nouveau.... cela ne peut plus durer; le laisser faire achète la richesse au prix de la misère; il ne sait augmenter la production qu'aux dépens de ceux qui la produisent, il n'a pas de meilleur moyen d'accroître le capital que de réduire de plus en plus la part qui revient au travail.... Enfin, l'état misérable des populations industrielles est incompatible, non seulement avec les espérances de la civilisation, mais encore avec son existence...

Il est arrivé un moment dans l'histoire, où l'esclavage est devenu un crime personel justement imputable à la classe qui en profitait.... de même, le fait de la misère nous sera sévèrement imputé, du moment où les véritables causes étant connues, nous ne travaillons pas à les combattre.

(E. Buret, de la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre. Introduction).

La conclusion est quasi socialiste:

Les enfants, dit Buret, qui représentent le proprié-

---

(1) Comme pour ravir tout espoir, les économistes les plus avancés de l'école positive, comme Ricardo, Sénior, Mac Culloch ont établi une théorie d'après laquelle la rémunération insuffisante du travail devient un fait de l'ordre matériel nécessaire.

(Buret).

taire défunt n'ont pas seuls droit à son héritage. A côté de leur droit, au dessus de leur droit, *il y a celui de la société qui ne ferait, assurément, qu'exercer la plus juste des reprises*, en s'adjugeant, dans l'héritage, une part égale à celle de chaque enfant.

L'homme n'est pas seulement l'enfant de sa famille, il est aussi, et surtout, l'enfant de la société, au milieu de laquelle il est né, l'enfant de son peuple, qui a apayé de son sang le sol que chaque propriétaire possède, lui en garantit la jouissance et l'associe à tous les avantages de la civilisation, qui ne sont point l'œuvre de celui qui en profite, mais de tous, mais du peuple tout entier.

A ces titres, la société n'a-t-elle pas aussi, dans chaque héritage, son droit de succession ?

Est ce exagérer ce droit que de l'évaluer à la part d'une tête dans les successions qui dépasseraient un certain chiffre ? Cette reprise d'une part des fonds de la production, opérée par la société, constituerait la prime d'encouragement accordée au travail et rétablirait l'équilibre entre l'offre et la demande de la propriété. ...

Cette reprise légale, que nous supposons d'un quart ou d'un cinquième, s'élèverait, chaque année à 200,000 hectares.

La nation mettrait ces terres en vente à prix modérés et permettrait ainsi chaque année à 50,000 familles d'acquérir l'indépendance.

Buret demandait, en outre, l'instruction gratuite et obligatoire. En 1840, c'est à noter.

V.

Divers.

N. Villiaumé préconise les sociétés ouvrières, l'instruction populaire, l'abolition des années permanentes, l'impôt progressif sur le revenu le droit à l'assistance, la fixation du taux de l'intérêt et enfin il conclut au perfectionnement économique. Depuis, la rage réactionnaire a pris l'économiste jacobin. (1) Tant pis pour lui,

Comment peut il arranger son réactionnarisme récent avec des phrases comme celles-ci :

Tant qu'un citoyen manque du nécessaire, nul n'a droit au superflu.

Que vous dirai-je de cette infâme race d'usuriers qui

---

(1) Société d'économie politique, 5 octobre 1874 (V. l'*Économiste français*).

Olry de Labry : j'assimile l'économie politique à la *statique* qui est la science de l'équilibre, et j'assimile le socialisme à la *dynamique*, qui est la science du mouvement....

Villiaumé ; je croyais que le socialisme n'existait plus, et, qu'il était par conséquent superflu de le définir. L'économie politique est une science.... le socialisme qui l'attaque est donc le contraire d'une science et n'a point de raison d'être.

prêtent même sur titre et avec une sécurité complète, de 36 à 60 % ?

On en pourrait citer, à Paris, plus de 300, dont l'odieux trafic s'exerce en plein jour ; ils le nomment *report* ; il suffit de ce simple changement de nom pour ne point éveiller l'attention publique.

Heureux usuriers !....

Si les assassins appelaient le meurtre *émigration du sang* échapperaient-ils pour cela aux poursuites, quoi que ce ne soit point écrit dans le code pénal ?

Dire que l'économie politique est soumise à une loi fixe et générale c'est prétendre que l'humanité est composée de corps sans âmes, c'est renier tout sentiments, toute mobilité et tout progrès humain.

Jules Duval ex-saint-Simonnien a beaucoup insisté sur le développrment der associations.

L'*école française* eut quelques disciples en Angleterre.

Banfield combattit vivement les opinions de Malthus sur *la population* et les opinions de Ricardo sur la *rente*, et demanda une meilleure *ordonnation de l'industrie,* c'est le titremême de son livre.

Sergeant Byles stigmatisa les erreurs de l'école orthodoxe. Ses paroles sont à reproduire :

Un jour, viendra une science économique qui donnera ce qu'elle aura promis, et répandra des flots de richesses sur les pauvres qui meurent de faim.

Mais pour quiconque veut voir, il est trop évident qu'il faut un systéme d'économie politique autre que le *systeme inerte et stérile qui est aujourdhui à la mode....*

Les immenses progrès de la science physique out mille

fois multiplié les moyens de produire la richesse. Dans la libérale et inépuisable nature, il ya non seulement suffisance, mais abondance pour chaque être humain. *Et pourtant une barrière mystérieuse et invisible, qu'on ne peut pas franchir, empêche la distribution de tout de biens, et repousse les masses de la terre promise.*

Economistes! comparez, en Angleterre, la richesse infinie des uns à la pauvreté désespérante des autres, aux myriades d'affamés de l'Irlande!

Comparez, ces périodes alternantes de prospérité et de stagnation et de famine. Voyez ces vastes terres incultes gisantes çà et là au milieu des populations affamées et sans travail!

Ecoutez de grands écrivains dire *qu'au lieu de créer une science réelle, vous n'avez fait que créer une littérature obscure et présomptueuse, qui serait funeste, si elle n'était pas si ennuyeuse.*

Ici Byles se trompe. Si l'économie politique orthodoxe a pu passer pour une science sérieuse, c'est justement parceque sa littérature est *obscure* et *ennuyeuse.* Il y a si peu de gens qui refléchissent dans le monde! Et combien, pour paraître profonds, s'empressent de déclarer compréhensibles et savantes des choses, qu'ils ne comprennent pas, parce qu'elles sont, le plus souvent, incompréhensibles.

Samuel Bayley, adversaire de Malthus et de Ricardo, veut qu'on fasse au travail une part plus grande,

Poulett Scrope est plus précis.

Le besoin qui prédomine aujourdhui, dit il, semble être celui de connaître exactement les vrais intérêts de la société.

Le peuple ne croit plus à l'inévitabilité de la misère.

Il faut pourvoir à cet état de choses. Car il est' étrange que la richesse des uns s' accroisse d' une part, quand, d' autre part, s' acroît la misère de la majorité, et que les hommes déchoient, à mesure que s'accumulent les richesses.

— C'est plus qu'un malheur et un péril, c'est un état paradoxal et contre natura.

Que les gouvernements emploient pour l' intérêt collectif cette adresse qu' ils mettent pour leurs intérêts spécianx et un *accroissement* continuel de moyens de subsistance sera à la disposition de tout individu, quelque rapide que puisse être la multiplication des hommes.

A la même école appartiennent les Belges Dupectiaux Huschling etc. et deux célébres espagnols.

En 1828, un réfugié espagnol, à Londres homme d'une science vaste et d'un grand talent d'écrivain, Alvaro Florès Estrada publiait un Traité sur l' économie politique que les orthodoxes dûrent trouver beaucoup d'hérésies.

Il faut, disait-il, il faut s'occuper de l'accroissement de la production des richesses; *mais il faut les répartir équitablement, ces richesses, car ce n'est que par l'aisance et l'instruction qu'on élevera le peuple.*

Il alla plus loin, il nia *toute propriété qui n'est pas le fruit du travail personnel.*

La propriété foncière, ajouta Estrada, devrait être viagère et non héréditaire.

Nous voilà loin de Sismondi, et même de Buret.

Avant d'être économiste, Ramon de la Sagra était un savant naturaliste espagnol, plongé avec amour

dans l'étude de la nature. Ce fut le spectacle de la misère du peuple qui le décida, en 1838, à sacrifier sa vocation au bien de l'humanité :

La vue des misères des prolétaires, me fit entrer dans la voie des sentiments philantropiques, a-t-il écrit :

Ce tableau de la misère, que j'ai vue dans mon pays, le caractère honnête et résigné de ceux qui en sont les victimes ; cet abandon du peuple qu'on croirait condamné à une existence de supplices et de misères ; la prévision de maux plus grands encore, dans l'avenir, firent sur moi une impression profonde.....

Je fis serment de consacrer toutes mes forces et toutes mes facultés au service de tant d'infortunes et de me joindre aux hommes dévoués à sa cause.

Mais pour commencer, Ramon de la Sagra n'alla pas loin.

Retour au christianisme, source de toute morale.

Consécration nouvelle de la propriété individuelle et de la famille.

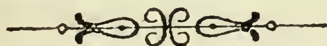
Limitation du travail des femmes et des enfants dans les manufactures.

Intervention du gouvernement suprême pour protéger les existences et les intérêts des classes mineures.

Tel était son programme.

Des opinions si modérées ne pouvaitent lui fermer la route des honneurs ; Ramon de la Sagra était membre des Cortes et membre correspondant de l'Institut de France, quand éclata la Révolution de 1848.

Depuis, quelque temps, le savant Espagnol chancelait dans sa foi économiste, en présence de l'égoïsme et de l'inpuissance de l'économie politique. La Révolution populaire lui ouvrit des horizons nouveaux et les économistes apprirent, avec moins d'étonnement que d'indignation, que Ramon de la Sagra venait de passer au socialisme militant. Il s'attarda quelque temps dans le *mutuellisme* de Proudhon ; mais passa bientôt au socialisme *collectiviste*. Ce fut un homme de cœur, logique jusqu'au bout.



CHAPITRE XIII.

Les éclectiques.

SECTION Iere

Henry Storch.

Henri Storch, né à Riga, est le plus connu des économistes russes.

Il écrivit son *Cours d'économie politique* en français, dans les premières années de ce siècle et pour la plus grande instruction de ses deux puissants élèves : les grands ducs Nicolas et Michel.

Le livre de l'économiste russe eut d'abord un grand succès et Mac Culoch déclara que c'était l'ouvrage le plus important qu'eut fourni le continent. J. B. Say,

piqué, releva ce jugement partial avec une grande amertume. Il fit plus, il consentit à orner de notes hostiles une édition de l'œuvre de Storch qui se publiait à Paris, à l'insu de l'auteur.

Storch se plaignit vivement de ce procédé; mais sans autre résultat que de s'attirer une réplique virulente.

Il est certain qu'en donnant ce livre, qui n'était qu'une compilation des œuvres de Smith, de Bentham, de Dumont, de Stewart, de Turgot, de Hume etc, comme supérieur au Traité de J. B. Say, Mac Culoch avait cédé à sa haine contre la France; mais Say devait-il s'en venger de telle façon? et s'en venger contre Storch, qui n'était pour rien dans l'affaire?

L'auteur russe a une teinte de philanthropie; il débute ainsi :

Jusqu'ici, l'économie politique a été regardée comme la science des richesses; j'ai voulu montrer qu'elle embrasse la prospérité générale, et que la théorie de la civilisation en forme une partie également importante, également liée à la partie essentielle de la *science de la notions des valeurs.*

Ceci est un peu obscur, mais l'on voit que c'est un retour vers les *physiocrates*, pour qui l'économie politique *est la science du Gouvernement.*

L'état, dit plus loin Storch, a pour but le bonheur des sujets,

Nomenclature des doctrines qui composent la science de l'État.

Sciences de l' État.

Politique	*Sciences soc.*	*Sc. positives*	
—	—	—	
Se divise en trois objets ; la constitution de l'État, sa sécurité extérieure, sa sécurité intérieure (y compris la prospérité) Politique constitutive (1). Politique extérieure. Politique intérieure (2).	Source de laquelle la politique tire ses principes. Droit public universel. Droit des gens universel. Droit privé universel. Économie politique.	Droit public positif. Droit des gens positif. Droit privé positif. Legislation économique et financière.	Histoire et Statistique

(1) Science de la législation civile et pénale.
(2) Science de la législation économique et financière.

Nous venons à la vie susceptibles de peines et de plaisirs ; nous évitons les unes et recherchons les autres; de là, dérivent nos *besoins*, qui sont physiques et moraux. Les *besoins*, poussent au travail et rendent nécessaires l' état de société.

Notre jugement prononce sur *l'utilité* des choses, en constitue la *valeur*, en forme des *biens*.

Ils y a les *biens extérieurs :* richesses, et les *biens intérieurs :* civilisation ou valeur morale. (1)

Le travail n'est pas la *source de la valeur* des richesses (comme l'a cru Smith), il en est seulement la mesure ; car la nature aussi coopère à la production des valeurs.

La production est matérielle ou immatérielle, selon que les causes de production s'appliquent à la matière ou à l'homme.

La division du travail, malgré ses avantages, ne peut pas aller à l' infini ; elle est limitée par l'extension du marché. (2)

Les producteurs se divisent en 4 classes : *Travailleurs industriels, Capitalistes, Propriétaires et Salariés.*

Les trois premières se partagent les produits annuels; mais comme chacune a besoin d' autres produits, elles échangent les leurs contre d'autres, ou contre des services.

C'est en échange de services que les salariés reçoivent l'argent nécessaire à leur subsistance....

Le travail de l'homme libre est plus avantageux que le travail de l' esclave. (3)

---

(1) Les *biens intérieurs,* équivalent de ce que Say a nommé *les produits immatériels.*

(2) Storch, pas plus qu'aucun économiste, ne peut se figurer que l'accroissement de la force productive du travail devrait, les besoins de la consommation étant satisfaits, procurer des loisirs aux travailleurs.

(3) Ceci était une invite à Nicolas, pour qu' il abolit le servage en Russie. *L'auguste élève* ne cessa de faire la sourde oreille, à ce sujet.

Mélange de physiocratie, de mercantilisme et d'économie politique orthodoxe, teintée d'un peu de philanthropie, la donnée de Storch fut appelée éclectique à juste titre. (1)

A cet ordre d'idées, appartiennent, en général, tous les économistes de l'école allemande, qui ne se distinguent des orthodoxes anglo-français, que par des vues moins libre-échangistes; par leur croyance en l'efficacité de l'ingérence gouvernementale et par un plus grand souci pour l'agriculture.

Pour les économistes allemands, comme pour les physiocrates, comme pour Storch, l'économie politique est une science de gouvernement.

Peut-être est-ce à cause de ces divergences que les orthodoxes, dispensateurs de la publicité économique, ont ourdi contre les économistes allemands une sorte de conspiration du silence.

En effet, ces économistes ont été très-peu traduits, et les comptes-rendus qui mentionnent leurs travaux sont rares, en dehors de l'Allemagne. (2)

---

(1) La Russie a compté plusieurs économistes depuis Storch, et notamment Boutowski, Wolkoff, Golovine, tous ont suivit le courant éclectique.

(2) Depuis 1871, il n'en est plus de même; on ne parle que des économistes germaniques : les Allemands sont victorieux et l'opinion publique se livre toujours aux forts.

Leur nombre est grand pourtant : Rau, Zachariæ, Woss, Rækh, Weber, Prelitz, Jakob, Cancrin, Wallgraff, List, Heeren, Schérer, Buchkolz, Malchus, Jung (ancien ouvrier devenu professeur d'économie politique à Heidelberg). Carl, Asher, Pritwitz, Weinhold, (ce malthusien convaincu, qui proposa la castration d'une partie des enfants du peuple, pour éviter l' excès de population). Hudler, Prince-Smith, Herman, Soden, Roscher, Jules Faucher, Jouffroy, Lipke etc. etc.

Les plus connus sont Rau, List et Roscher. Rau définit l'économie politique : *la science qui a pour but de nous procurer les biens matériels*; c'est plus large que *science des richesses* ou *science des valeurs.*

Th. Fix, économiste suisse, analyse ainsi l'œuvre capitale de Rau :

Le premier volume de cet important ouvrage contient l'économie politique proprement dite, ou la théorie des richesses ; le second, la science administrative ; le troisième la science financière.

Les doctrines de Smith et de Say forment la base du livre. L'auteur a néanmoins éclairé plusieurs points que les deux célèbres économistes n'avaient pas suffisament approfondis.

On remarque surtout, dans le troisième volume, qui renferme la science financière, une foule de notions neuves sur l' impôt et des vues pratiques, qu'on ne rencontre pas ordinairement dans les ouvrages de ce genre. (Th. Fix)

Herman et Roscher, dit Richelot, sont, comme Rossi et Macleod, pour une protection intelligente et modérée. C'est Fréderic List (auteur du *Système national.*) Qui a jété sur ce point le plus d'éclat. Nul n'a retracé avec plus d'éloquence les avantages de la liberté du commerce; mais nul n'a plus et mieux fait ressortir l'utilité d'une protection appliquée avec discernement, en vue de l'éducation industrielle d'un pays convenablement préparé. Il a appuyé sur cet argument irréfragable *que si par elle on perd les valeurs d'échange, on gagne des forces productives, et que l'accroissement des forces productives importe plus que la masse des valeurs.*

A cet argument, d'une portée réelle, les libre-échangistes purs, qui ont pour spécialité de sacrifier les producteurs aux produits, tout en se disant démocrates, n'ont guère répondu que par des diatribes, ou des dithyrambes fort-beaux, au point de vue de la forme.

II.

Rossi, de Tracy, H Passy, Michel Chevalier.

Pelegrino Rossi naquit près de Bologne. Il quitta sa patrie pour la Suisse, où il devint député, chef d'un groupe parlementaire et homme d'État influent; mais son ambition était plus vaste, et bientôt nous

le trouvons à Paris, dans la chaire de J. B. Say, au Collège de France, et, de plus, grand officier de la légion d'honneur et membre de la Chambre des pairs. Il ne s'arrête pas en si beau chemin. En 1844, il est ministre plénipotentiaire du gouvernement français, auprès du pape Grégoire XVI qui massacrait ses sujets avec un sans gêne un peu trop papal. Pendant que Rossi s'efforçait de faire entendre quelques conseils de modération, Grégoire mourut et fut remplacé par Pie IX dont l' économiste devint le premier ministre,

Dans cette nouvelle dignité, Rossi se montra libéral, il fit décréter l'amnistie et promettre quelques réformes.

C'était trop ou trop peu, dans l'état des esprits; le ministre du juste milieu avait mécontenté tout le monde, à Rome; un jour, en descendant de voiture, il est assassiné.

Ce fut dans toute l'Europe libérale un cri de réprobation unanime contre l'assassin, de glorification pour la victime, et d'adulation pour le pape (1) En attendant, les réformes promises par Rossi furent ajournées.

---

(1) « Le stylet de Jergo (l'assassin de Rossi) a atteint le cœur de Pie IX *ce Messie inespéré de la civilisation moderne* » Joseph Garnier doit bien regretter cette phrase élogieuse, maintenant que les événements l'ont éclairé sur le caractère de l'*infaillible* auteur du *Syllabus*.

Mais quelle-est l'œuvre de cette homme, dont la distinée fut si étrange?

Il n'a pas écrit de traité; il n'a fait que profes-fesser, et c'est sur son *Cours* au Collège de France, soigneusement recueilli par Porée, son disciple, que nous pouvons l'apprécier.

Il faut le dire de suite, Rossi n'a apporté à l'économie politique que son talent de parole, et ses admirateurs même, Mignet et Ferrara par exemple, reconnaissent qu'il n'a rien ajouté à la science économique.

Il traita, disent-ils, la théorie de la *valeur* comme Smith, la *rente* comme Ricardo, les *débouchés* comme Say, la *population* comme Malthus, et le *capital* comme tous ces grands maîtres.

Où Rossi pèche contre l'orthodoxie, c'est quand il dit:

Il y a une économie politique rationnelle qui est la source de la science, qui cherche le caractère, les causes les mouvements de la richesse, en se fondant sur les faits généraux et constants de la nature humaine et du monde extérieur.

Il y a une économie politique appliquée, par laquelle la science est prise comme moyen *et dont les principes sont modifiables, selon les variations de temps, d'espace ou de nationalité.*

Cette petite concession au progrès, indigna Louis Reybaud, indigna Ferrara; et Coquelin, non moins indigné, s'écria à cette occasion:

Tout est absolu dans les vérités de la science : elles sont vraies ou fausses ; il n'y a pas de terme moyen.

A l'encontre de M. Coquelin, la science et la philosophie modernes disent : Il n'y a rien d'absolu ; la vérité elle même est relative et progressive.

Cependant Rossi n'avait pas mérité tant de haine ; car il n'allait pas bien loin :

L' économie politique est la *science de la richesse* et rien autre.... L'économiste accepte les faits comme ils sont..... Ouvriers, qu' êtes-vous à côté d' une machine? ce qu' est le piéton le plus vigoureux pieton, à côté d'une locomotive.....

Le travailleur doit être libre ; rien de plus, rien de moins.

Les uns l' irritent, en lui otant l' espérance d' un meilleur avenir, les autres l' excitent au désordre par de séduisantes théories.

Enfin, il y a des hommes plus humain et plus sages, qui ne parlent au travailleur, ni de droits chimériques, ni d'une nécessité fatale, qui, heureusement n' existe pas ; mais ils n'osent pas lui dire toute la vérité.

Oui, les salaires peuvent dépasser le strict nécessaire!

Oui, les épargnes sont possibles aux travailleurs ! Et la plus grande partie de leur misère vient de leur inconduite !.....

Ces pensionnaires de l' état qui ont trente ou 40,000 fr. de traitements ne doutent jamais de rien.

Si les crises industrielles jettent sur le pavé des centaines de milliers d'hommes, qui vont *dépérir de faim,* selon l'expression de Say et de Ricardo ; si,

par la loi de l'*offre et de la demande*, le capital, armé de pied en cap de ses machines et de ses produits accumulés, impose ses conditions à l'ouvrier affamé, et si, par conséquent, les prolétaires trainent une vie d'exténuation et de misère, la faute en est à leur inconduite!

Destutt de Tracy, plus métaphysicien qu' économiste, c'est borné à chercher les bases métaphysiques de l'économie politique. C'est un système d'affirmations successives, réliées entre elles par une logique sèche et dépourvue de bases positives,

De la volonté ou faculté de vouloir, naissent les idées de personnalité, et de propriété, tous nos besoins et tous nos moyens. De cette faculté naissent encore les idées de richesse et de pauvreté, enfin les idées de droits et de devoirs.

La fréquente opposition d'intérêts parmi nous, et l'inégalité des moyens sont des conséquences de notre nature, comme la souffrance et la mort.

Je ne comprends pas qu'il y ait des personnes assez barbares pour dire que c'est là un bien; mais je ne comprends pas non plus qu'il y en ait d'autres assez aveugles pour dire que c'est là un mal évitable. *Je pense que ce mal est nécessaire et qu'il faut s'y soumettre.*

Touchante résignation! il est vrai que Destutt de Tracy avait dîné. Il ajoute pourtant:

Les lois devraient tendre à protéger le faible, tandis que, trop souvent, elles inclinent à favoriser le fort.

Mais plus loin :

Le commerce est toute la société, et le travail toute la richesse.

Si le travail est toute la richesse, comment se fait-il que ce soient justement les oisifs qui possèdent les biens de ce monde?

Notre unique devoir, reprend l'économiste métaphysicien, est d'accroître la puissance de nos moyens et d'en bien user; c'est-à-dire d'en user de manière à ne la gêner, ni la restreindre.

En d'autre termes, l'homme n'a de devoir qu'envers lui même. C'est l'égoïsme économiste dans toute sa beauté.

Hyppolite Passy, lieutenant de cavalerie, ministre du commerce en 1836, ministre des finances en 1839, pair de France en 1844, membre de la Constituante en 1848, de la Législative en 1849, de nouveau ministre des Finances du second Bonaparte en 1848-49.

Un homme si obstinément officiel, ne pourait qu'être conservateur. Il a écrit un livre intitulé: *De l'aristocratie dans ses rapports avec les progrès de la civilisation.* On devine la conclusion de l'auteur.

Parmi les faits dont la constance et l'universalité attestent le caractère providentiel, nul n'est plus distinct que les inégalités des richesses. Jamais en aucun lieu, à aucune époque, les hommes n'ont eu le même partage des biens de ce monde » . . .

D'où découle naturellement la légitimité et l'inévitabilité des grosses fortunes et des grandes misères. Au commencement de ce siècle, *en aucun lieu*, *en aucun temps*, on n'avait vu de chemin de fer, ni de métiers mûs par la vapeur, ni de télégraphe électrique; ces inventions n'en fonctionnent pourtant pas plus mal aujourd'hui.

La propriété territoriale n'est que l'une des formes sous lesquelles se réalise l'inégalité des conditions, qui née avec les sociétés elles mêmes, durera assurément autant qu'elles.

On ne sait pas.... M. Passy, ne dit-il pas lui-même :

Plus la science multipliera ses conquêtes, plus croîtra le nombre des hommes appelés aux jouissances des richesses; plus s'amoindriront les souffrances de ceux qui ne parviendront pas à les obtenir.

Nous marcherions donc à l'égalité?

Léonce de Lavergne :

Je ne crois pas que l'extinction progressive de la misère soit un problème insoluble; mais ce qu'on appelle aujourdhui, par un singulier abus de mots, *socialisme*, et en général tous les systèmes qui ne tiennent pas suffisamment compte des nécessités de la production (1) sont les principaux obstacles à la solution. Elle est toute entière dans la combinaison de ces deux moyens, qui au fond n'en faut qu'un : accélérer l'esprit de production, développer l'esprit de prévoyance; elle n'est pas ailleurs.

---

(1) Dire que le socialisme ne tient pas compté des nécessités de la production, qu'il veut décupler, c'est raide.

Encore un fois, il ne s'agit pas seulement de beaucoup *produire*, souvent la production excessive, par les engorgements et les crises qu'elle engendre est fautrice de misère ; il s'agit surtout de bien *répartir.*

Un philanthrope fantasque fit un jour une distribution de vêtements à une bande d'enfants nus; il distribua au hasard, en donnant trois à quelques uns, deux à-d'autres, un à la moitié de ceux qui restaient ; un grand nombre d'enfants n'eurent rien.

Ils en plaignirent.

— Mes enfants, répondit le philanthrope, soyez toujours convenablement habillés et soyez prévoyants.

— Mais Mr. nous n'avons rien, si ceux qui ont trois habits, sans les avoir plus mérités que nous nous en donnaient-un, alors...

— Taisez-vous ! vous êtes des perturbateurs.

Michel Chevalier est un enfant gâté de la nature et de la fortune; il ne lui a manqué que du cœur et du caractère pour faire de bonnes et grandes choses ; il a préferé les gros honoraires et les hautes dignités.

Ne à Limoges, en 1806, Michel Chevalier; que son esprit aventureux poussait aux idées nouvelles, s'enrola dans la phalange St. Simonienne, fit partie de la *famille* de Ménilmontant et fut condanné à un

an de prison, en 1832, pour avoir, disent les juges, signé des articles *où les bases de l'ordre et des mœurs étaient sapées.*

Il fut gracié et publia son *système méditerrannéen*, programme de paix et de travail, où il poussait à à la construction d'un vaste réseau de chemins de fer, quand les premiers essais étaient à peine tentés en Angleterre. Mais sa célébrité date *des Lettres*, qu' il écrivit d'Amérique *au Journal des Débats* et qui eurent un succès prodigieux.

Humboldt, peu prodigue d'éloges, appela ces Lettres: *Un traité sur la civilisation des peuples occidentaux.*

Comme moyen de progrès, Michel Chevalier demandait :

1. L'Éducation professionnelle pour le peuple.
2. Le développement des institutions de Crédit.
3. L'extension des voies de communication.

Le jeune Chevalier n' était pas homme à négliger les avantages qu' il venait de conquérir.

Il publia coup sur coup un grand nombre d'ouvrages, dont le style brillant fit la fortune. Enfin, à 34 ans, il occupa, au Collège de France, cette chaîre, où J. B. Say et Rossi avaient recueilli tant d' approbations, et par son éloquence il ne fut pas au dessous de ces maîtres.

La République de 1848 le mit en disponibilité; il cria à la tyrannie et fut ainsi désigné à la faveur de Louis Bonaparte, qui se hâta de lui rendre ses gros appointements, et, plus tard, le fit conseiller d'État et Sénateur.

L'ancien S. Simonien reconnaissant, célébra en ces termes les gloires de l'autel et du trône, devant le conseil général de l'Hérault, dont il était le président :

Aimez et honorez la religion, fondement de l'édifice social. Ne discutez jamais l'Autorité, qui doit planer dans une atmosphère de dignité et d'indépendance, pour qu'elle puisse faire librement usage de ses pouvoirs, pour assurer l'indépendance, la grandeur et la prospérité de la patrie. (1854).

On sait comment l'autorité bonapartiste a assuré la grandeur et la prospérité de la France.

En 1855, il fut nommé vice président de l'*Exposition universelle,* le prince Napoléon étant président. En 1860, il fut chargé de préparer, avec Richard Cobden, le traité du *libre échange* entre la France et l'Angleterre.

La révolution, du 4 septembre lui fit perdre ses émoluments de sénateur.

Comme économiste, il est orthodoxe. Il définit l'économie politique la *science des richesses ;* il glorifie Malthus, et s'applaudit fort du bill de 1834 contre les pauvres.

Puis il croit, comme les *harmonistes*, qu'augmenter la production, c'est augmenter le bien-être des masses. Voici d'ailleurs quelques lignes, qui donneront une idée de sa manière :

L'économie politique a un caractère spiritualiste (1); elle s'accorde avec la morale ; la liberté et la justice sont ses deux grands leviers; mais le beau principe de la fraternité, ne s'aurait y entrer (2)

La providence a fait l'homme perfectibile. La mesure du progrès pour l'individu est le degré de responsabilité qu'il est en état de porter. Pour les nations, c'est la bonne harmonie entre les classes. (3) Pour l'humanité c'est la fusion des nations et des races dans le sens de la civilisation. L'esprit chrétien est éminemment progressiste. (4)

Quand une vraie richesse est produite, elle ne peut pas ne pas tendre à se répartir d'une façon équitable, si une violence ouverte ne vient pas troubler l'œuvre de la liberté.

---

(1) Que l'économie politique ait un caractère spiritualiste et métaphysique, c'est incontestable; ses vues courtes, absolues, immobilistes prouvent parfaitement qu'elle n'émane pas des grandes données de la philosophie matérialiste ou relativiste.

(2) Michel Chevalier et Henri Baudrillart ont ici raison contre Dameth : Si l'économie politique a une philosophie, cette philosophie ne peut-être que spiritualiste. Mais que l'économie politique actuelle s'accorde avec la morale, la justice et la liberté, c'est autre chose.

(3) La bonne harmonie entre les classes peut-elle s'obtenir par l'opposition de la richesse et de la misère ?

(4) L'esprit chrétien progressiste !

Cette violence ouverte existe en effet à l'état permanent dans notre organisme économique. (1) Pourquoi Michel Chevalier ne le voit-il pas? Ou le voyant, ne le dit-il pas?

---

(1) « 20 milliards, dette de l'état, 20 milliards, dette hypothécaire, les grands établissemens financiers qui sont presque tous entre les mains de l'état : Voilà près d'un tiers de la fortune de la France entre les mains d'un seul individu.

« Quelle situation pour une démocratie!

« Mais c'est une effrayante monarchie financière, la pire de toutes.

« Qu'on ne dise pas que cette situation est inévitable, qu'elle est dans l'ordre naturel des faits économiques.

Cette situation *est l'œuvre violente et factice des lois civiles ;* et la preuve est que, sans sortir du droit commun, la simple abolition des *privilèges légaux du capital* la ruinerait complétement.

Voilà donc le travail chargé de servir l'intérêt d'un capital de 20 milliards, dette de l'état, *capital qui n'existe pas, qui est absolument détruit pour le travail national* !.....

Voilà le travail chargé de servir l'intérêt d'une dette hypothécaire, qui absorbe une partie du plus légitime salaire de l'agriculteur !....

Mais tout cela c'est l'organisation systématique du paupérisme et de la misère ....

Chaque producteur ajoute au prix de revient de ses produits les *impôts* qu'il paie, les frais de son entretien et le salaire de son travail. L'*impôt,* en définitive, est donc toujours payé par le consommateur des produits. Celui qui est à la fois consommateur, et producteur pour son compte, comme chef d'industrie, ajoute au prix auquel il doit vendre, tous ses

L'augmentation de la production se traduit par le bon marché.

Faire que la société jouisse du meilleur marché possible, c'est à dire que sa puissance productive se développe librement et progressivement.

Belles phrases partout. Nous pourrions allonger, cette liste en parlant de Dussard; Fontayraud, Levasseur, Courtois, V. Emion, de Fontperthuis, des deux Walras, Rogier, Marescotti, Rusconi, Scialoja, Pastor etc etc., mais nous ne faisons pas les inscriptions du panthéon économiste, et nous ne ferons que jeter quelques traits à la hâte.

---

produits, ses frais d'entretien. Le consommateur. qui n'est pas en même temps producteur pour son compte, comme l'ouvrier, paie tout ce qu'il consomme, augmenté des *impôts*, et comme le coût de la vie matérielle de l'ouvrier est presque toujours égal à son salaire, il n'a aucun moyen de se décharger sur autrui du supplément qu'il paie indirectement pour coût de son entretien, il en résulte cette proposition:

« Les *impôts* de consommation sont tous payés par le consommateur non producteur pour son compte, par l'ouvrier. » (Auguste Larue, *Anomalies économiques* 1871).

A. Chirac, l'auteur *de la haute Banque et les Révolutions*, établit, dans ses *Mystères du Crédit*, que la plupart des compagnies financières françaises sont à la discrétion de 27 speculateurs, sans parler des Rotschild.

Voilà des *violences ouvertes* que les gens de la trempe de Michel Chevalier n'attaquent jamais.

Théodore Fix né à Soleure (Suisse) suit tous les principes de l'orthodoxie. Il ne réclame du gouvernement que l'instruction dans les masses, la cessation du travail des prisons et quelques mesures de police pour la salubrité et l' hygiène des manucfatures. Il conseille aux ouvriers la sobriété et la prudence dans le mariage, et parle de l'association dans des terme assez favorables.

Mme Meynieu, de Genéve, se déclare tout d'abord anti-socialiste ce qui ne l'empêche pas d'écrire :

Nous devons accepter les hommes comme ils sont, en nous efforcant d' étudier les moyens actuels de bien-être, d'indiquer les voies qui y conduisent et de signaler celles qui s'en éloignent.

C'est pourtant là du socialisme.

Mme Marcet née à Londres, d'un père suisse, écrivit des *Entretiens sur l'économie politique* dans un sens éclectique.

Miss Henriette Martineau, née en Angleterre, d'une famille originaire de France et réfugiée, de l' Edit de Nantes, est la plus célèbre des femmes économistes.

J. B. Say a dit d' elle :

En économie politique, elle est supérieure à beaucoup d'hommes.

Elle à écrit une trentaine de contes pour démontrer autant de maximes économiques. Ces contes

sont plus orthodoxes de pensée que philanthropiques, mais, écrit avec talent, ils eurent un grand succès. (1).

En Angleterre en peut encore compter parmi les éclectiques contemporains Cliffe Leslie, Leone Levi, Jevons, Purdy, Thornton, Rogers, etc.

H. Baudrillart successeur de Say, de Rossi et de Michel Chevalier, dans la chaire d'économie politique, au Collége de France a quelques aspirations philanthropiques :

L'économie politique, dit-il, se propose l'aisance générale; cette aisance, sans laquelle il n'y a pour l'homme ni loisir, ni culture.

J'entends par démocratie la participation croissante des masses, non seulement, au gouvernement mais encore aux lumières et au bien-être.

Ce sont là de belles paroles, mais H. Baudrillard ajoute de suite:

Le spectacle d'une égalité accrue ne nous cachera pas le spectacle navrant des inégalités trop choquantes par leur excès. Du mal il y en aura toujours; c'est la triste loi de ce monde. La mal (lisez la misère) fait partie, pour ainsi dire, de son mécanisme, car, sans la crainte du mal, toute activité, toute industrie, toute perfectionnement matériel s'arrêteraient.

Ainsi avaient parlé Dunoyer, Faucher, Cherbuliez et autres.

---

(1) Mme d'Agoult Daniel Stern, le célèbre historien *de la Révolution de* 1848, a aussi écrit deux volumes d'économie politique qu'anime un souffle vivifiant de progrès et des connaissance réelles.

Paul Leroy-Beaulieu, directeur du journal l'*Économiste français* bien que butté dans un conservatisme *résolu*, s'est occupé du sort de la femme :

La femme, a-t-il écrit dans : *Le travail des femmes au XIX siècle*, n'est pas une créature incomplète, inférieure ; elle possède (elle devrait posséder) l'égalité devant la loi, des droits égaux à ceux de l'homme, ayant comme lui, la capacité d'acquérir et la capacité de travailler.

Plus faible physiquement que l'homme, rien ne démontre qu'elle lui soit moralement et intellectuellement inférieure .... La famille, quelle que soit son importance n'est pas chez nous l'élément primaire de la société ; cet élément primaire, c'est l'individu seul qui la constitue.

A. Wells de New-York veut l'intervention de l'État en faveur de la classe ouvrière.

Pour Dameth, l'économie politique a tout dit, tout découvert ; il ajoute :

L'analyse économique montre purement et simplement dans la société un échange de services entre les hommes, échange volontaire et fondé sur le principe de la réciprocité.

Quelle réciprocité peut exister entre celui qui possède la matière première et le travail accumulé et celui qui, n'ayant que ses bras pour vivre, doit subir les conditions du premier ? La réciprocité présuppose l'égalité des moyens.

Mentionnons encore parmi les éclectiques Cieszkowski qui a défini le crédit : *la transformation des capitaux fixes et capitaux circulants,* et Macleod et son disciples Richelot, qui annoncent pompeuse-

ment *une révolution dans l' économie politique* pour aboutir à quelques arguties sur la nature de la monnaie, du crédit, et sur l'essence de la valeur.

Nous voyons la richesse, disent-ils, dans tout ce qui se vend et s'achète et dans la faculté qu' ont les objet de s'échanger.

Ce n'est pas là que souffle l'avenir.

Schulze Delitzch :

L'avènement de la grande industrie nécessite pour les petits fabricants, ou commerçants l' emploi de gros capitaux, qu' ils ne peuvent se procurer qu'en s'associant, pour se faire mutuellement crédit.

Les travailleurs n'ont rien à faire ici; il s'agit de la petite bourgeoisie.

Cavour :

Il y a des perturbations économiques (crises) qui arrivent pour ainsi dire régulièrement, parce qu'elles sont la conséquence des circonstances naturelles.

Donc, selon lui, rien á faire. Il ne s'agissait pas de l' indépendance italienne.

S' instruire, économiser, travailler, c'est le seul moyen de se tirer d'affaire. Il ne faut pas s' imaginer qu' on trouvera un système qui rendra riches ceux qui ne font rien.

(Laboulaye) :

Une caisse d'épargne est une petite providence, et en multiplier le nombre, c'est faire aux ouvrieres un véritable présent. (Garelli)

Jusques à quand ces perroquets de collège crieront-il aux spoliés, aux affamés, aux exténués :

Epargnez, ayez peu d'enfants, et soyez sages; il n'y a pas d'autres rémèdes à votre mal? Comment ne voient ils pas que l'esprit d'économie et la sobriété sont pour les ouvriers des causes dépressives, des salaires, par conséquent des agents de misère. (1)

Qui est plus économe, plus laborieux et plus misérable que l'ouvrier piémontais? Qui se contento d'une plus grossière nourriture et est plus affamé que l'Irlandais? Qui est plus abject et plus maltraité que le Chinois, ce parfait modèle de l'ouvrier, épargneur docile et rangé?

La classe ouvrière, épargnant de plus en plus, restreindrait de plus en plus sa part, au profit des classes oisives et gaspilleuses.

Il n'y a pas de système pour rendre riches ceux qui ne font rien dit le plat rapporteur de la loi jésuitique sur *l'enseignement supérieur*.

Etrange, affirmation! Chacun ne voit-il pas que la chose existe, que dans la société actuelle, ceux qui sont *riches* sont justement *ceux qui ne font rien?* Que ce sont justement les, travailleurs qui sont les pauvres? L'économie politique donne telle a ses élus des yeux pour ne pas voir?

(1) Je me propose de traiter plus tard d'une manière approfondie cette question de l'épargne.

CHAPITRE XIV.

L'École Américaine.

I.

Carey, Bastiat.

La première école italienne et la deuxième école française, avaient préconisé de généreuses réformes, l'école germano-italique contemporaine réclame l'intervention de l'état en faveur des travailleurs; l'école anglaise a répété sur tous les tons que la société actuelle est éternelle, qu'elle peut-être mauvaise, mais qu'elle est immodifiable; l'*école américaine* ou *harmoniste*, c'est à dire Carey, Bastiat et leur disciples ont voulu nous prouver que la société actuelle était bonne et avait en elle d'inépuisables forces de perfectionnement.

H. C. Carey, célèbre économiste américain, d'origine irlandaise, en ce moment libraire-éditeur a Philadelphie, doit être considéré comme le chef de la donnée *harmoniste*.

Dans ses nombreux et importants ouvrages, Carey appelle l'économie politique la *science sociale, ou science des lois qui régissent l'homme dans ses efforts, pour s'assurer à lui même le plus haut degré d'individualité et le plus grand pouvoir d'association avec ses semblables.*

Notre auteur a résumé lui-même la série de ses démonstrations:

J'ai démontré que:

1) La valeur des terres est dûe aux travaux de l'homme, appliqués au développement des pouvoirs du sol et à la création des marchés, routes et canaux, fabriques, églises, écoles, etc.

2) Plus cette application est grande, plus il y a tendance à l'augmentation des produits du travail et de la valeur du sol accompagnés toujours d'une augmentation semblable, dans la *quantité* des produits qu'on peut demander comme rente.

3) Plus s'accroit ainsi le produit total de la terre, plus il y a tendance à une diminution de la *portion* du propriétaire, à une augmentation de celle du travailleur; à une égalité de conditions dans la vie sociale.

4) Les mêmes lois régissent la répartition des produits du travail industriel.

5) Il y a, entre les capitalistes de toute espèce et les travailleurs, une *harmonie* parfaite, à l'égard de leur intérêts véritables et permanents.

Carey dit ailleurs:

L'*utilité* est la mesure du pouvoir de la nature sur l'homme; la *valeur* est la mesure du pouvoir de l'homme sur la nature.

La *valeur* seule est échangeable, les *utilités* doivent être *gratuites* (1).

Avant de discuter cette doctrine, disons quelques mots des hommes qui l'ont formulée ou propagée.

Le premier en date est Rae économiste canadien.

Il démontra, avant Carey, et bien avant Bastiat, que la valeur ne représente sur le marché que *ses frais de reproduction* et que l' *utilité* renfermée dans la valeur doit être gratuite. Mais là s' arrête la conformité. John Rae reproche vivement et justement, à Smith d' avoir affirmé que l' intérèt général resulte de la libre lutte des intérêts individuels et antagonistes. Cette critique tombe en plein sur l'*harmonisme*.

Peshine-Smith prit pour épigraphe de son *Manuel d' économie politique* ces paroles d'Auguste Comte:

L' étude de la nature doit être conçue comme destinée à fournir la véritable base rationnelle de l' action de l'homme sur la nature, puisque la connaissance des lois et phénomènes, dont l' invariable résultat est de nous faire prévoir, peut seule évidemment nous conduire, dans la vie active, à les modifier à notre avantage les uns par les autres.

---

(1) Pour que les *utilités* soient gratuites, ne faut-il pas qu'elles soient le patrimoine commun de tous les hommes? Mais alors l'idéal formulé par les harmonistes ne peut être réalisé que par le collectivisme?.... Ce n'est pourtant pas ce que pensent, et tant s'en faut, Carey et Bastiat.

En un mot, de la *science*, la *prévision*; de la *prévision*, *l'action*.

Tel est, dit l'économiste américain, la *très-simple* formule qui exprime d'une manière exacte les relations générales de la science et de l'art.

En conséquence, rechercher les lois qui expliquent comment l'homme acquiert par l'association un ample pouvoir sur la matière, dans toutes ses formes, et développe, en vertu de ce pouvoir, ses facultés intellectuelles, physiques et morales, tel est l'objet de l'économie politique.

Peshine-Smith conclut en disant que la connaissance des lois physiques de la nature et un travail social, intelligent, conduisent à *l'harmonie* des intérêts et à la plus grande expansion de l'être humain.

Rae, Carey et Péshine-Smith sont les principaux représentants de ce qu'on a appele l'*école americaine*.

En général, tous les économistes américains sont protectionnistes, ce qui a fait que les anglo-français, presque tous libre échangistes, les ont tenu un peu à l'écart.

Le plus célèbre des *harmonistes* devait être non pas Carey qui formula la doctrine, mais Frédéric Bastiat, né à Bayonne, en 1801, l'un des plus remuants pubblicistes de l'économie politique.

Libéral à outrance, et doué, en même temps, de quelques instincts démocratiques gâtés par la tournure baroque et sophistique de son esprit, Bastiat

ne se contenta pas de glorifier la liberté politique et industrielle pour elle même comme J. B. Say, Ch. Comte, Ch. Dunoyer, H. Passy, J. Garnier etc. il affirma que la liberté, dans l'état actuel, était *harmonique* et conduisait, par sa propre vertu, l'humanité à une égalité croissante. En un mot, que les intérêts étaient *harmoniques* et qu'il n'y avait qu'à les laisser agir pour que la paix sociale en résultât.

En conséquence, il s'éleva de toute sa force contre les *interventionnistes* d'où qu'ils vinsent, *protectionnistes* ou *socialistes*, et il épuisa contre eux tout ce que son esprit, bizarre plutôt qu'original, mais servi par un style brillant, put lui fournir d'arguments, fondés ou non.

On sait que tous les économistes ont usé, avec plus ou moins d'à propos; de l'historiette et de la robinsonade; Bastiat éleva l'apologue à la hauteur d'un procédé de discussion.

Ayant à justifier l'intérêt du capital, il suppose Pierre ou Jacques qui vient de faire une scie ou un rabot et qui loue cet instrument pour en recevoir une juste rémunération.

Outre que comparaison n'est pas raison, n'est-il pas absurde de supposer, d'abord que Pierre a pu faire une scie tout seul, et que Jacques est capable de faire tout seul un rabot? Pour les 19 ving-

tièmes la scie et le rabot sont le produit de l'évolution scientifique et industrielle, c'est à dire, du travail collectif des générations passées. Et enfin quel outillage devrait posséder un seul homme pour faire une scie ou un rabot? En tout état de cause, il ne pourrait à lui tout seul tirer le minéral de la terre, le fondre, le puddler, le laminer, le polir, etc. Pierre ou Jacques ont pu *aider* à faire une scie ou un rabot; ils ont le droit d'échanger le travail qu'ils ont mis là contre une valeur équivalente. Mais cet échange ne saurait constituer une rente, par la simple raison que par l'échange, dans une société bien ordonnée, on donne autant que l'on reçoit et *vice versa*, parce que le travail étant la source de toute valeur, chacun ne peut échanger, contre des valeurs équivalentes que les valeurs qu'il a produites et ne peut pas faire de profits.

Pour prouver aux déshérités qu'ils n'ont rien à réclamer, Bastiat leur dit :

Ah! vous vous plaignez de la société et de l'*infâme capital*, eh! bien, sortez de la société, allez vous-en dans quelque forêt vierge, ou dans quelques désert; le capital ne vous opprimera plus, et nous verrons comment vous vous en tirerez:

Pardon, ô économiste, que diriez-vous d'un frère qui ayant pris pour sa part les neuf dixièmes de l'héritage paternel, et réduit ses frères au rôle de

domestiques maltraités, leur dirait, en réponse à leurs réclamations :

— Ah! vous n'êtes pas contents, ingrats! je vous nourris et vous réclamez! eh bien! sortez d'ici! allez parmi les étrangers! et nous verrons comment vous vous en tirerez.

Pourtant, En 1848, ces apologues faisaient pâmer d'aise les conservateurs.

Ecoutons encore l'auteur des *Sophismes économiques* :

M. de Montalembert, s'appropriant la pensée d'une proclamation de M. Carlier, disait : — Il faut faire au socialisme la guerre qui est compatible avec la loi, l'honneur et la justice.

Vous voulez imposer au socialisme la loi? Mais le socialisme invoque la loi; il n'aspire pas à la spoliation extra-légale, mais à la spoliation légale. Une fois qu'il aura pu faire des lois pour lui, comment pourrez vous les tourner contre lui?

Il faut absolument que cette question de spoliation se vide.

Que le petit nombre spolie le grand nombre.

Que tout le monde spolie tout le monde (?)

Que personne ne spolie personne.

Spoliation *partielle*, c'est le système qui a prévalu, quand l'électorat était partiel.

Spoliation *universelle* c'est le système dont nous avons été menacés, quand l'électorat est devenu universel; la masse ayant conçu l'idée de légiférer sur les principes des législateurs qui l'ont précédée.

Absence de spoliation c'est le principe de paix, de stabilité, de conciliation et de bon sens.

La *loi* c'est la force commune organisée pour faire obstacle à l'injustice; elle doit s'en tenir à cette attribution; et, pour abréger, la *loi* c'est la justice (1).

Comprenne qui pourra. En tous cas, ce serait bel et bien, si la société était fondée sur des bases équitables; mais l'injustice est dans la place; elle règne et c'est elle qu'il faudrait combattre.

Spoliation! nous crie l'économiste bayonnais.

Mais lui qui s'est tant moqué de la prétendue *logomachie* des doctrines socialistes, en général, et du *droit au travail* en particulier, aurait bien dû expliquer ce qu'il entend par *spoliation de tous par tous.*

Dans un livre célèbre, et que sa mort prématurée l'empêcha d'achever, les *Harmonies économiques*, Bastiat posa en fait l'harmonie tendantielle de tous les intérêts.

II.

Théorie de l'harmonisme. — Objections:

Les lois naturelles, dit-il, qui président à la production et à la distribution des richesses, *utilités* de tous genres, composant nos richesses, lorsqu'elles agissent dans des conditions normales, c'est à dire lorsque l'état des mœurs, des opinions, des institutions garantit pleinement la propriété et la liberté de chacun, sont *harmoniques*: C'est à dire qu'elles concourent à l'amélioration du sort des masses et au perfectionnement de la vie humaine sous tous les rapports.

---

(1) Ne pas s'y tromper: justice, est dit, dans le sens d'organisation judiciaire.

Le grand, l'indestructible ressort de notre activité, c'est l'intérêt personnel; mais il n'en résulte pas, comme le prétendent certaines écoles, que nous soyons portés à nous entre-nuire et que le profit de l' un fasse le dommage de l'autre, au contraire, toutes les familles d'une même nation, toutes les nations du genre humain sont intéressées au succès et à la prospérité de chacune d'entre elle.

L'instinct qui nous pousse vers la liberté ne nous trompe pas; c' est une heureuse et noble inspiration, puisqu'elle tend à nous procurer le régime sous lequel toutes les facultés concourent au bien général, avec d' autant plus de puissance qu' elle sera plus dégagée d'obstacles.

La part du travail augmentera d'une façon absolue et d'une façon relative.

Bastiat a eu beaucoup de disciples en Italie et entre autres Ferrara et Boccardo. Voici quelques ligue de ce dernier :

A Bolton (crise de 1842) 5000 ouvriers, sur 8000, sont réduits à mourir de faim.

A Manchester, le plus grand nombre des ouvriers passaient souvent deux jours sans manger, et on en voyait étendus sur un peu de paille, au milieu des lamentations de leurs familles, devenir fous en attendant la mort par la faim, trop lente à venir.

Mais l'arbre de la civilisation a poussé en Angleterre de trop profondes racines pour que ces ouragans passagers puissent l' abattre.

Hier, tout était désolation et épouvante. Aujourd'hui les fabriques rouvrent; le travail reprend, et la nation répète d' une voix unanime le traditionnel cri de gloire :

All Right! (Jerolamo Boccardo écon. *harmoniste*.)

Ne croirait on pas rêver, en lisant des lignes pareilles !

— Mais n'est-il pas vrai, diront les harmonistes, que la misère va en diminuant sous le régime de la liberté économique? donc les intérêts sont harmoniques.

— Si la condition des travailleurs s'améliore (1) ce n'est pas du tout à la liberté économique qu'il faut l'attribuer. Car, la misère aurait, au contraire, augmenté, si les ouvriers s'étaient prosternés devant *le laisser faire* des économistes.

Mais, poussés par la faim, par la douleur, par les abus de pouvoir dont ils sont victimes, les travailleurs se lèvent de temps à autre et s'insurgent contre les prétendues *lois économiques* dans le but hautement avoué *de subordonner à la justice les phénomènes de la distribution des richesses*.

Et les économistes qui, en général, n'ont su ni prévoir ni accepter cette intervention de plus en plus consciente, ordonnée et puissante du prolétariat, n'en continuent pas moins de parler de *l'immodificabilité* de phénomènes qu'on *modifie* tous les jours, et des *coupables appétits* de gens qui demandent leur part des richesses qu'ils produisent et qui revendiquent leurs droits d'êtres humains intelligents et libres.

C'est vraiment un grand crime; les émancipés de 89, les parvenus de l'industrie, ne le sauraient par-

(1) Et ce n'est pas partout.

donner. Ils ne voient que des révoltés dans ces masses travailleuses qui réclament au nom de la justice sociale. Et la lutte s'est engagée, âpre, implacable. Les patrons ont pour eux, les économistes qui se chargent de glorifier le régime des privilèges et de l'égoïsme, et l'autorité politique, qui condamne, emprisonne, tue, même, pour défendre les bénéfices menacés.

Les ouvriers sont seuls, et toutes les forces organisées de l'état et du monde économique sont contre eux: Aussi le champ de l' industrie, devenu celui de la guerre sociale, est il jonché de leurs cadavres. N' importe! ils avancent toujours et, de grève en grève, d'association en association, de révolte en révolte, leur position s'améliore, aujourd'hui sur un point, demain sur un autre. Ils gagnent toujours du terrain et souvent par leurs ligues actives, ils neutralisent les mauvais effets de la liberté économique, autrement dit de la concurrence illimitée. Et les *lois* soi-disant *éternelles*, de la vieille économie politique, troublées dans leur expression, atteintes même dans leur existence ne peuvent plus produire que des phénomènes contradictoires, en attendant qu' elles soient remplacées par d' autres conditions qui prendront à leur tour le nom de *lois* et produiront de nouveaux phénomènes, plus en accord avec la justice.



CHAPITRE XV.

Le données actuelles de l'économie politique.

I

Les Interventionistes.

Les beaux jours de l'orthodoxie économiste sont passés : *l'école anglaise* est en minorité et le vent est aux interventionistes.

Qu'est-ce donc que *l'interventionisme économiste*?

On lit dans le *Journal* des *économistes* (Janvrier 1873) :

Les adhérents de la nouvelle école économique qui sont principalement répandus en Allemagne et qui sont arrivés, peu à peu, à posséder les chaires économiques des plus célèbres universités allemandes, ont tenté de se constituer en société agitatrice.....

Parmi les membre du congrès d'Eisenach, on remarque :

MM. Brentano, Duncher, Engel, Gneist, Hildebrandt, Max, Hirsch, De Haltzendorf, Meitzen, De Roggenbach, Roscher, Ræssler, Schmoller, Schœnbery, Stolp, Wagner etc.

Il y avait les professeurs de 17 universités; il s'était joint aux professeurs un certain nombre de savants libres, de jurisconsultes, de journalistes, de membres de

l'administration, et un grand nombre de libraires, quelques fabricants, des grands propriétaires, enfin deux ou trois ouvriers....

Ce qui distingue spécialement ce congrès c'est qu'il a été convoqué par des professeurs d'économie politique dans un but d'exclusion contre d'autres économistes. *C'est qu'on a exclu systématiquement et expréssément ceux qui comptent Adam Smith parmi les maîtres de la science*, ceux qu'on a appelé tantôt *les hommes de Manchester* (*Manchesterthum*) tantôt *libre-échangistes*, tantôt *l'école abstraite*; c'est, en un mot, qu'on a voulu établir un *schisme*.

La nouvelle école *des socialistes en chaire* répudie, la doctrine de l'*aide-toi* (self help) et réclame l'intervention de l'état pour régler souverainement toutes les difficultés qui peuvent surgir entre patron et ouvriers, et généralement de manière à favoriser ces dernieres dût (cela dit expressément) la liberté, et même le droit de propriété, en souffrir.....

« La profonde discorde, dit Schmoller, qui régne « dans la société, l'antagonisme violent qui sépare les « patrons et les ouvriers, les classes qui possèdent et « celles qui ne possèdent pas, *le danger possible, quoi* « *qu'encore éloigné, d'une révolution sociale*, ont fait « naître dans un *certain nombre de personnes des doutes* « *sur la valeur permanente des doctrines économiques ré-* « *gnantes et notamment sur leur efficacité, dans une société,* « *dans un époque de pleine liberté industrielle. Tant que* « *durèrent les restrictions et les entraves du moyen-âge,* « *les efforts des économistes semblaient avoir leur raison* « *d'être; mais maintenant que ce but est atteint, que la* « *liberté industrielle règne..... les inconvénients du système* « *se font sentir.....*

« La question sociale, devenant de plus en plus im- « portante, ne peut évidemment plus être résolue par « la non intervention de l'état, en d'autre termes par « la *doctrine de l'égoïsme individuel.*

« Il se forma donc une nouvelle école économique, qui « ne croit pas, comme les hommes de Manchester, que « lorsqu'un homme n'avance pas dans la société, c'est « nécessairement sa faute, que les associations profes- « sionnelles sont inutiles.

« Il parut presque que le parti (économiste) qui avait « naguère demandé, au nom des droits de l'homme, la « délivrance des classes non privilegiées *s'était maintenant* « *identifié avec le point de vue exclusif de la classe des* « *patrons, comme s'ils ne comprenaient sous le nom de* « *liberté en matière économique que la liberté pour les* « *grands industriels et les gros capitalistes d'exploiter le* « *public* (1).

« La nouvelle école concoit l'état d'une façon qui est » aussi éloignée de la glorification de l'individu et de » son bon plaisir, comme d'une loi naturelle, que de la » théorie absolutiste de l'omnipotence de l'État. En » plaçant l'État dans le mouvement de l'histoire, ils » conviennent que, selon le degré de la civilisation, sa » tâche est plus ou moins large ou étroite... Pour eux » l'état est l'institution morale la plus grandiose desti- » née à l'éducation de l'humanité. Bien que partisan » sincère du système constitutionnel, l'école n'est pas » pour le règne alternatif des diverses classes en lutte; » elle demande un pouvoir politique fort, qui, placé au » dessus de l'intérêt de classe, fasse les lois, dirige » l'administration selon la justice, élève les classes in- » férieures.... elle ne demande pourtant pas le nivelle- » ment, dans le sens socialiste.... elle veut une échelle » de positions diverses, elle reconnait sous tous les rap-

(1) Ce sanglant reproche adressé par un économiste réformiste aux fondateurs et aux disciples de l'économie orthodoxe est juste et mérité.

» ports ce qui existe.... Mais elle ne renonce ni à la
» réforme, ni à la lutte pour l'amélioration sociale »
.... Une commission spéciale résume les vœux de l'assemblée : ..., (Maurice Bloch).

Ces vœux furent plus que modestes.

Liberté limitée d'association et de coalition; prud'hommes à l' instar de ceux de France.

C'était bien la peine de faire tant de tapage. Les malthusiens eurent raison de dire que la montagne était accouchée d'une souris. Ce changement de front de l'éc, pol. n'en a pas moins son importance ; la logique entraînera ces économistes plus loin qu' ils ne veulent aller.

La plupart des économistes italiens ont imité leurs confrères d'Allemagne. Au congrès de Milan (Janvier 1875) on prononça de longs discours. Lampertico et Luzzati , annoncèrent que pour l'éc. pol. , comme pour les autres sciences, le jour de la méthode expérimentale était venu que l'économie politique ne devait pas être la théologie de l'industrie, qu' elle devait tenir compte des faits nouveaux ; enfin qu' il était temps de s'occuper des travailleurs, et l'on aboutit à des projets d'*enquête industrielle*, *de loi sur l' émigration et d' extension des caisses d'épargne.*

Ceux qui avaient eu des illusions sur ces prétendus réformistes furent vite guéris. Depuis, le chef de ce parti, Lampertico, a écrit de lourds volumes dont le 3ème (La Proprietà) est au dessous de toute cri-

tique au point de vue philosophique. Il n'y entre aucun jour; c'est un rabachage de vieux arguments, rétrogrades, vingt-fois refutés.

Ce n'est pas la que souffle l'avenir.

II.

Les économistes collectivistes.

Un autre mouvement économiste plus rationnel et plus important, est celui que le plus grand des économistes de notre époque, John Stuart-Mill a inauguré, et qui aboutit en plein au socialisme.

De Laveleye, Scheel, Spencer, Savage, en premier lieu, puis Horn et Courcelle-Seneuil etc ont suivi de plus ou moins loin les traces du maître.

Horn et Courcelle-Seneuil n'out guère fait que du radicalisme économique, très-avancé, est vrai; (1) mais Laveleye, Savage, Spencer et Dekeiser ont reconnu la nécessité de la propriété collective

(1) Impôt progressif, dans un but d'égalisation des fortunes instruction populaire universelle et sérieuse, association ouvrières, émancipation civile des femmes, etc.

Scheel dit (theorie der socialen Frage) qu' il est temps de réaliser *l'égalité économique*, comme on a réalisé l'égalité politique, et que l'état doit agir révolutionnairement pour cela. La forme actuelle de la propriété est mauvaise ; il faut la remplacer par une autre (la propriété collective.) Les femmes doivent jouir des mêmes droits que les hommes.

Laveleye a fait une savante étude (pubbliée par la Revue des deux Mondes) pour démontrer que dans l'état de notre civilisation politique et économique, la *propriété collective* s'imposait comme une inévitable solution ; l'argumentation du célébre économiste belge a produit une sensation profonde ; plus d'un ami de l' ordre l' a maudit naturellement ; dans les rangs du socialisme il n'en a pas été de même. J' arrive à J. S. Mill.

J. S. Mill naquit à Londres en 1806, son père philosophe *utilitaire* l'éleva dans la haine des religions et surmena son enfance par des études précoces.

A 20 ans J. S. Mill vit à Paris les S. Simoniens qui l'enthousiasmèrent. (1)

---

(1) C' est particulièrement grâce aux écrits de Bazard et d' Enfantin, dit-il, dans son *Autobiography* que je compris combien *la vieille économie politique était limitée et temporaire dans sa valeur,* surtout *lorsqu'elle admet que la propriété individuelle et l'héritage sont des faits inéluctables et que la*

Plus tard il se rapprocha des idées positivistes; mais il s' en éloigua quand A. Comte eut publié son Système de philosophie, que le philosophe anglais condamna avec une grande sévérité. (1)

Enfin, il publia ses *Principes d'Économie politique* «qui le placèrent de suite au premier rang, par la science profonde qui s'y révèle et par la force et la lucidité de son argumentation, qui ont fait de

---

liberté de production et d' échange sont le dernier mot du progrès.

Je les admirais surtout pour le courage et l'affranchissement de tout préjugé, avec lesquels ils traitaient *le sujet de la famille, le plus important de tous et celui qui de toutes les autres grands institutions sociales demande le plus de changements fondamentaux,* quoi qu' à peine quelques réformateurs aient eu le courage d' y toucher.

En proclamant l'égalité parfaite des hommes et des femmes, et un ordre de choses tout à fait nouveau dans leurs rapports mutuels, les St. Simoniens, de même que Fourier et Owen, ont droit à la reconnaissance éternelle des générations futures.

(1) « C' est le système les plus complèt de despotisme temporel et spirituel qui soit jamais sorti d' un cerveau humain, sauf peut-être celui d' Ignace Loyola, un système, dans lequel le joug de l'opinion générale, manié par un corps organisé de professeurs et de maîtres spirituels, pèserait sur toutes les actions et autant qu'il est possible sur toute les pensées de chaque membre de la communauté » (J. S. Mill).

ce *Traité* un livre classique ». (*Journal des Economistes*).

Classique en effet était ce livre, qu'un économiste orthodoxe n'aurait pas désavoué; sauf cependant quelques vigoureuses critiques contre la société actuelle.

Mais Stuart Mill venait de connaître la femme qui devait avoir sur sa vie entière et sur ses œuvres futures une si salutaire et si puissante influence: Mme Taylor.

Je n'ai pas ici à parler de ces 20 ans d'une amitié si profonde et si pure et de ces quelques années des mariage que la mort vint trop vite interrompre.

Mme J. S. Mill partagera l'immortalité du grand homme qu'elle inspira. Ce fut elle, il nous l'apprend lui-même, qui lui suggéra cette réflexion :

Si les lois de la *formation des richesses* ont quelques chose de fatal, il n'en est pas de même des lois de la *distribution des richesses*, car la distribution des richesses est subordonnée à l'état de civilisation, qui se modifie sans cesse; ces lois ne peuvent donc pas être immodifiables.

Dans la 3ème édition de ses *Principes d'économie politique*, il ajouta de belles pages sur *l'avenir des classes ouvrières* et termina un chapitre sur la propriété par cette pensée: qu'a après tout, si l'organisation actuelle ne devait pas s'améliorer, un com-

munisme autoritaire, qui apaiserait du moins tant de maux, serait préférable.

Ses premières conclusions furent simplement philanthropiques, mais il était de ceux qui progressent toujours.

Voici en quels termes il glorifie les sociétés de résistance et les coalitions ouvrières :

La doctrine qu'ont enseignée jusqu'ici tous, ou presque tous, les économistes (et moi même tout le premier) et d'après laquelle, il ne serait pas possible d'élever le taux des salaires par des combinaisons entre les travailleurs, ou qui limiteraient cette hausse à l'obtention plus hâtive d'une hausse que la concurrence aurait produite, un peu plus tard, toute seule; cette doctrine ne repose sur aucun fondement et doit être rejetée.

La puissance des unions ouvrières peut être exercée de manière à obtenir pour les travailleurs une part plus forte en quantité et en valeur du produit du travail; l'une des deux bases sur lesquelles se calcule la rémunération de l'ouvrier se trouvant accrue.....

Pour le paiement du salaire, avant que la dernière limite soit atteinte, on peut, d'une manière absolue, retrancher non seulement le capital du patron, mais tout ce qu'il est possible de retrancher de ses dépenses personnelles.

Car il n'y a pas de lois naturelles, en vertu desquelles, il serait de toute impossibilité aux salaires de s'élever jusqu'au point où ils absorberaient, non seulement les fonds que le capitaliste avait destinés à l'exercice de son industrie, mais encore tout ce qui s'applique à ses dépenses personnelles, sauf les choses absolument nécessaires à la vie : les travailleurs ont besoin de capital et non pas de capitalistes

Dans la lutte de la souffrance, une coalition complète

peut seule donner aux travailleurs la moindre chance de résister à leurs patrons.

Mais les *unionistes* ont des devoirs moraux à remplir envers le reste de la classe ouvrière ; il doivent considérer leur société professionnelle comme le premier pas fait vers l'*union universelle.* (1)

Nous étions (dit-il dans l'*Autobiography*) définitivement rangés parmi les socialistés.

Nous regardions dans l'avenir, vers un temps où la société ne sera plus divisée en oisifs et en travailleurs, où la règle que celui qui ne travaille pas ne doit pas manger ne s'appliquera pas seulement aux pauvres, mais impartialement à tous ; où la division des produits du travail, au lieu de dépendre de l'accident des naissances s'effectuera d'après un principe reconnu de justice ; où l'on ne croira point impossible pour des humains de travailler avec entrain pour des bénéfices qui ne leur appartiendront pas exclusivement, mais qui seront partagés entre tous.

Le problème social de l'avenir nous semblait consister dans l'union de la plus grande liberté d'action individuelle possible avec la mise en commun de toute la matière première du globe, et une participation de tous aux bienfaits du travail associé,

Avec J. S. Mill finit la vieille éc. pol. par sa jonction avec le socialisme. Ces deux courants si violemment écartés, dont l'un ne voulait tenir compte que des faits, l'autre que des idées, se réuniront né-

---

(1) Les Unionistes anglais oublient trop cette reccomandation.

cessairement, pusique leur terrain est commun, sous le nom de *science sociale.*

Ce que j'ai fait pour l'éc. pol. c'est à dire son histoire critique succincte et mise à la portée de tous je veux le faire pour le socialisme ; après quoi, j'essaierai, selon mes faibles moyens, d'élaborer quelques données sociales, basées sur les réalités de la nature et de l'humanité, sur le mouvement intellectuel contemporain, et ayant pour but la recherche d'un état de société véritablement juste et humain.



du même auteur

à paraître prochainement

Histoire critique du socialisme.

Situation des prolétaires au 19 me siècle

Exposé analytique du socialisme contemporain

La Guerre des Esclaves.

